

La Constitution turque
a été approuvée
par plus de 90 %
des électeurs

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F
Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ;
Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,
28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 60 c. ;
G.-B., 45 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 10 p. ; Italie,
1.000 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 d. ; Japon,
hemp. 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,25 G. ;
Portugal, 48 aut. ; Suède, 200 S. ; Suisse, 7,75 fr. ;
Tchécoslovaquie, 1,40 K. ; Yougoslavie, 65 d.
Tarif des abonnements page 40
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 450572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Radicalisation en Haute-Volta

Alors qu'il était attendu la semaine prochaine en visite officielle de travail à Paris, le colonel Zayé Zerbo a été écarté du pouvoir, dimanche, par un coup d'Etat. Il a été victime à la fois des divisions qui n'ont cessé de se développer au sein de l'armée voltaïque et d'un mécontentement populaire largement explicable par l'aggravation de la situation économique et financière.

En Haute-Volta, comme dans les Etats voisins, l'armée manque d'homogénéité. Des conflits de générations opposent les cadres, dont les plus anciens sont issus de l'ancienne armée française. Ces vétérans des campagnes d'Indochine et d'Algérie, comme le général Sangoulé Lamizana, qui fut pendant quatorze ans chef de l'Etat voltaïque, vivent en médiocre intelligence avec leurs cadets, les nationalistes ombrageux, qui leur reprochent une trop grande complaisance à l'égard de l'ancienne métropole, le laxisme de l'état-major, la corruption et le népotisme de certains de ses membres.

Dans l'épreuve de force qui opposait depuis de longs mois les syndicats au pouvoir établi, les jeunes officiers paraissent se ranger aux côtés des premiers. Or, en novembre 1981, le colonel Zayé Zerbo avait aboli le droit de grève - rétabli, mais sévèrement réglementé en janvier dernier, - puis dissout la confédération syndicale voltaïque (C.S.V.) et arrêté son principal leader, M. Soumane Touré.

Le coup d'arrêt porté aux activités syndicales et la limitation de la hausse des salaires avaient été durement ressentis par une population déjà éprouvée par l'inflation et la baisse continue de son pouvoir d'achat. A ces difficultés conjoncturelles s'ajoute le fait que la Haute-Volta, qui est l'un des pays les plus pauvres de la planète et que la sécheresse a ravagé à maintes reprises, n'a encore pu mener à terme aucun grand projet de développement, notamment la mise en exploitation du gisement de manganèse de Tambao, en sommeil depuis plus de deux décennies faute de crédits extérieurs suffisants.

Entièrement enclavée, la Haute-Volta reste tributaire de ses voisins, surtout de la Côte d'Ivoire, pour l'ensemble de ses échanges avec l'étranger. Les relations avec Abidjan risquent, au moins dans un premier temps, d'être affectées par le changement de régime à Ouagadougou. L'évolution de la Haute-Volta, comme celle du Cameroun, où M. Ahidjo a, il y a quelques jours, volontairement cédé la place à son premier ministre, M. Paul Biya, pourrait peser sur la décision du président Houphouët-Boigny, en Côte d'Ivoire, quant à l'opportunité d'ouvrir sa succession.

Après l'accession au pouvoir de la nouvelle équipe gouvernementale à Ouagadougou, on s'interroge également sur l'avenir de la démocratie voltaïque. L'ancien régime avait, en effet, décidé l'interdiction administrative de nombreux dirigeants politiques, dont les jeunes officiers ont différé la remise en liberté et officiellement annoncé le placement en résidence surveillée. Il faudra donc attendre la fin de la période transitoire, décidée par les membres du conseil provisoire de salut, pour savoir si l'orientation des nouveaux dirigeants s'apparente à celle de leurs compagnons d'armes francophones du Bénin et du Congo, par exemple.

(Lire nos informations page 3.)

Le témoignage de M. Begin

Le premier ministre assure n'avoir été au courant des massacres de Beyrouth qu'après le retrait des phalangistes

Le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, a apporté, ce lundi matin 8 novembre, son témoignage devant la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila.

Au cours de ce témoignage sous serment, qui a été retransmis en direct par la radio israélienne, M. Begin a maintenu qu'il n'avait appris l'existence des massacres commandés le jeudi 16 septembre que dans l'après-midi du samedi 18 septembre, en écoutant le B.S.C.

Contrairement à ce qui avait été indiqué auparavant, la commission n'a pas souhaité entendre M. Begin à huis clos sur les liens établis entre chrétiens libanais et gouvernement israélien au cours des années de guerre civile au Liban.

Dimanche, le général Amos Yaron, commandant en chef des forces israéliennes à Beyrouth au moment des massacres de Sabra et de Chatila, avait affirmé que, selon lui, le chef d'état-major israélien avait autorisé les phalangistes à poursuivre leurs « opérations de nettoyage » dans les camps jusqu'au samedi matin.

De notre correspondant

Jérusalem. - « Je ne me souviens pas », « je ne le savais pas », « je n'ai pas été informé », « nous ne l'avions pas imaginé », ces réponses se sont répétées tout au long du témoignage du premier ministre israélien, M. Begin, qui était entendu le lundi 8 novembre par la commission d'enquête judiciaire sur les massacres dans les camps de Sabra et de Chatila, à Beyrouth-Ouest, du 16 au 18 septembre. L'interrogatoire du premier ministre israélien, qui a duré trois quarts d'heure, pour sa partie publique, a éveillé un énorme intérêt. En effet, c'est la première fois dans les annales d'Israël qu'un premier ministre témoigne devant une commission d'enquête en public.

M. Begin n'a pas utilisé son droit de prononcer un exposé liminaire au début de la séance, comme l'avait fait le ministre de la défense, le général Ariel Sharon, il y a deux semaines. En réponse à la question du président de la commission, le juge Kahane, M. Begin a déclaré qu'après avoir reçu confirmation, le 14 septembre à 22 heures 30, que le président élu du Liban, M. Bachir Gemayel, avait été assassiné, il a conseillé au ministre de la défense, le général Sharon, et au chef d'état-major, le général Eytan, de prendre des points stratégiques à Beyrouth-Ouest « pour y éviter des actes de vengeance de la part des chrétiens contre les musulmans ».

Les membres de la commission ont fait remarquer qu'il y a à ce sujet d'autres versions. En effet, dans la séance de dimanche, le général Amos Yaron, le commandant en chef des forces israéliennes à Beyrouth, avait déclaré avoir appris du commandant de la région nord, le général Dvori, que l'armée israélienne allait entrer à Beyrouth à 22 heures et, en effet, a-t-il déclaré, au début de la soirée nous avons fait tous les préparatifs pour entrer dans Beyrouth-Ouest.

Intérim.

(Lire la suite page 3.)

Le dollar à 7,30 F

Bonne tenue du franc au sein du S.M.E.

Le dollar a fait un nouveau bond en avant lundi 8 novembre sur tous les marchés des changes. Il était coté à Paris aux environs de 7,30 F (contre 7,26 F vendredi), ce qui constitue un nouveau record. La hausse a également été sensible à Francfort - 2,59 DM pour 1 dollar, - d'où il résulte que le franc se tient bien à l'intérieur du S.M.E. L'or a perdu 10 dollars environ. On le traitait lundi matin autour de 411 dollars l'once.

Aucun élément nouveau n'est intervenu pour expliquer la nouvelle poussée du dollar. Il faut remonter à juillet 1976 pour retrouver un dollar aussi haut à Francfort ; de même la devise américaine est à son plus haut depuis mars 1977 à Zurich, où elle valait ce lundi matin 2,235 F.S. A Tokyo, elle était cotée 276 yens, cours qu'on n'avait jamais vu (sauf une brève pointe il y a une dizaine de jours) depuis 1977.

Les opérateurs ont pu être impressionnés par le fait que, contrairement à l'attente quasi générale, le Système de réserve fédérale n'a pas, vendredi, abaissé le taux d'escompte, qui est resté à 9,5 %.

Le fait déterminant est que la demande de dollars, notamment de la part des investisseurs européens, continue à être très forte. On notait la semaine dernière un grand nombre d'émissions obligataires libellées en cette devise. Les taux d'intérêt américains restent orientés à la baisse

alors que l'activité économique continue à montrer des signes de grande faiblesse, mais les placements en dollars ont toute chance de rester nettement plus rémunérateurs que ceux des autres grandes devises.

Il se vérifie que le franc se porte relativement bien en période de hausse du dollar, c'est-à-dire (notamment) de faiblesse du deutchemark. La devise allemande était cotée à Paris, lundi matin, autour de 2,8175 F. En baisse par rapport à vendredi. Les autorités monétaires s'apprêtent à tirer la première tranche du prêt de 4 milliards de dollars. Il s'agit de 600 millions de dollars, soit une somme moindre que celle qu'elles pouvaient utiliser dans une première phase. Pour l'instant, la Banque de France n'a pas besoin de munitions nouvelles, mais, pour des raisons psychologiques, elle a intérêt à ne pas attendre de nouvelles difficultés sur le marché des changes pour effectuer le premier tirage.

(Lire page 12 l'article de DOMINIQUE ANTONI.)

Un front antiterroriste en Corse

Plus de six cents attentats depuis le début de l'année

Face à la recrudescence, ces dernières semaines, des attentats visant les continuateurs, une nouvelle forme de protestation se développe en Corse : depuis dix jours, en effet, grèves et barrages de routes et manifestations se succèdent. Ces initiatives, une dizaine au total, sont, pour la plupart, spontanées et rapidement organisées. Elles expriment le soutien de la population aux victimes de plasticages. Elles se veulent en outre une réplique plus active à la violence qui risque de se banaliser.

Soutenues sinon suscitées par les organisations syndicales - et en particulier la Fédération de l'éducation nationale, - elles sont appuyées, sauf à quelques exceptions près, par le parti communiste.

Cette nouvelle réaction au terrorisme apparaît comme un tournant dans la stratégie de la gauche, qui prend de plus en plus ses distances vis-à-vis des nationalistes les plus durs, à côté desquels elle avait cependant lutté durant le précédent septennat pour réclamer la libération des emprisonnés politiques et la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat.

(Lire page 12 l'article de DOMINIQUE ANTONI.)

A Saint-Jean-de-Luz

QUATRE MEMBRES
DE L'ETA MILITAIRE
DONT DEUX DIRIGEANTS
ONT ÉTÉ ARRÊTÉS

LIRE PAGE 12

La succession au Kremlin

M. Brejnev a présidé, dimanche 7 novembre, le traditionnel défilé militaire et civil qui a marqué le 65^e anniversaire de la révolution soviétique.

Le spectacle de M. Brejnev (soixante-seize ans), sautant péniblement la foule après s'être fait aider pour monter les marches du mausolée de Lénine, attire une fois de plus l'attention sur la prochaine « crise de succession » et sur les deux « dauphins » actuels, MM. Tchernenko et Andropov, qui, derrière M. Tikhonov, chef du gouvernement, avaient pris place à côté du numéro un. La récente disparition de la scène de M. Kirilenko, lui aussi considéré naguère comme un dauphin, et qui n'assistait pas aux cérémonies de dimanche, confirme que les grandes manœuvres ont commencé en prévision de cet important évènement.

I. - Un « monarque » à responsabilité limitée

Avant de spéculer sur le nom du successeur possible, il convient de revenir sur les précédentes crises de succession. Non pas que l'histoire doive se répéter - au contraire, les choses pourraient bien se présenter d'une autre manière cette fois-ci, - mais parce qu'elle fournit un certain nombre de règles qui ne seront pas absentes du débat en cours.

par MICHEL TATU

Ce qui frappe est d'abord la rareté des successions. L'U.R.S.S. est l'un des très rares pays où l'on ne voit pas un dirigeant suprême en exercice mourir à l'âge de cinquante-cinq ans : M. Brejnev, avec ses dix-huit ans de règne surpasse son prédécesseur Khrouchtchev (onze ans) et Lénine (sept ans),

mais il vient encore loin derrière Staline, champion de la longévité avec ses vingt-neuf ans de dictature.

C'est bien normal dans un système qui non seulement gravite autour d'un parti unique, mais recherche en permanence la concentration de l'autorité autour d'une direction centralisée au sommet de ce parti. A partir du moment où le recours à des élections authentiques est exclu, et avec lui l'alternance « imposée » qui pourrait en résulter, le renouvellement des élites ne peut provenir que du caprice du dirigeant suprême.

Staline, puis Khrouchtchev s'y sont employés avec un inégal succès. Mais si ce caprice n'existe pas, ou s'il est impuissant à s'imposer, il faut s'en remettre à la cooptation par le collectif dirigeant lui-même : cette solution conduit généralement à la perpétuation des mêmes équipes ou à leur remplacement très progressif par des gens de la même génération et du même profil, c'est-à-dire au non-renouvellement et à la « gérontocratie ». Le Politburo soviétique, celui du Vietnam, dans une certaine mesure celui de Chine, en sont des illustrations.

Mais la nature se charge de mettre fin à la gérontocratie. Le cas de Khrouchtchev, éliminé par ses pairs du Politburo, est une exception dont rien n'indique qu'elle doive devenir une règle. De toute façon, M. Brejnev, de six ans plus âgé que son prédécesseur au moment de sa chute, mérite beaucoup plus que lui de voir invoqué le motif de « l'âge avancé » d'un état de santé aggravé, par lequel on a expliqué officiellement la chute de M. K. en 1964.

Dans toutes les précédentes successions en tout cas, une règle commune peut être relevée : le processus s'étend sur une période d'environ cinq ans.

(Lire la suite page 7.)

GRAHAM GREENE

Monsignor Quichotte

Roman

Traduit de l'anglais par Robert Louit

Collection « Pavillons »

ROBERT LAFFONT

LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT

Un cadeau empoisonné

La politique de « rigueur » et les décisions annoncées le 4 novembre par le premier ministre continuent de nourrir diverses réactions. A TF 1, M. Jacques Chirac a dénoncé le caractère « contradictoire » d'une politique qui, selon lui, « accroît les déficits ».

Dans la majorité, M. Georges Marchais, qui était l'invité du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », a déclaré qu'il n'a « pas d'objection » quand M. Pierre Mauroy « parle de rigueur » dans le but de réaliser les objectifs de mai 1981. De son côté, M. Lionel Jospin s'est efforcé de désamorcer la querelle sur les « cadeaux » faits aux entreprises. « Il s'agit, selon le premier secrétaire du P.S., non de faire des cadeaux, mais de prendre en compte « les intérêts des entreprises ».

Le débat sur les « cadeaux » faits au patronat, qui divise la gauche, est d'abord le prix à payer pour une découverte récente. Convertie au réalisme, et à la rigueur, la gauche s'est donc rangée à l'idée que l'on ne peut contondre les patrons, membres d'une classe sociale privilégiée désormais assujettie à l'impôt sur les grandes fortunes, et les entreprises, dont il faut alléger les charges. Ce discours, qui était celui de M. Rocard au moment du congrès socialiste de Metz en 1979, est désormais repris par des hommes qui taxaient alors la ligne de l'actuel ministre du Pien de dérive droite.

Il s'agit pourtant d'un débat de fond qui ne date pas d'aujourd'hui : déjà, le 16 avril dernier, le premier ministre avait annoncé une série de mesures favorables aux entreprises, après un entretien avec M. Gattaz, suscitant dans la majorité des inquiétudes analogues à celles que l'on observe aujourd'hui. Il s'agissait alors, pour les socialistes, de demander au patronat des contreparties. M. Marchais, au micro de R.T.L.-Le Monde, n'a pas dit autre chose.

« Trop, c'est trop », avait déclaré de son côté, M. Laigret. C'est précisément toute la question. A quel moment les gros bataillons électoraux de la gauche - pour simplifier, une large fraction du salariat - considèrent-ils qu'il leur est trop demandé, en regard de ce qui est accordé à d'autres ? La « rigueur » épargne les plus dévorés, mais elle frappe de plein fouet la base sociale et électorale de la gauche. Ainsi, M. Marchais a pu se prévaloir du fait que les communistes « ne sont pas les seuls » à parler de « cadeaux ». Et de citer des socialistes (il est vrai désavoués par le premier secrétaire du P.S.) et « tous les syndicats ». Dénonçant l'attitude critique de ces derniers, M. Delors avait, en son temps, indiqué que continuer dans cette voie contribuerait à hâter le retour de la droite au pouvoir.

Ce ne sont pas les critiques, mais les « cadeaux » qui, en l'espèce, risquent d'être empoisonnés.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Après la bataille de Paris, la bataille de la rue de Paris. Elle a lieu à Morlaix (Finistère), où la municipalité socialiste voulait donner le nom de Pierre Mendès France à la ci-devant « rue de Paris ».

Sacrilège. Des riverains et les commerçants ont créé un comité de défense « apolitique ». La rue de Paris, ont-ils déclaré

Histoire

solennellement, fait partie de l'histoire morlaixienne.

Le maire va organiser une consultation. Pour savoir si P.M.F., qui appartient déjà à l'histoire de France, fera partie, supplémentaire honneur, de celle de Morlaix.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire nos informations page 3.)

De Gaulle

Il y a douze ans, le 9 novembre 1970, de Gaulle tombait, foudroyé. Pour l'anniversaire de sa disparition, Pierre Lefranc rappelle son message, dont l'essentiel était un appel à surmonter les divisions du pays. André Passeron parle du livre qui vient de publier le général de Boissieu, gendre du général. Pascal Sigoda montre ce qu'il y a d'approximatif à vouloir présenter de Gaulle soit comme un « maurassien », soit comme un « socialiste ». Jean Pierre-Bloch apporte son témoignage sur la réaction du général à une nouvelle qui date, celle-là, de quarante ans : le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942.

Le message

par PIERRE LEFRANC (*)

LES anniversaires sont des occasions de réflexion. Autant d'années nous séparent de la mort de de Gaulle qu'entre son départ de 1946 et son retour de 1958, et l'on peut poser la question de savoir si les problèmes d'aujourd'hui sont comparables à ceux d'alors.

Certainement pas. Après 1946, le grand problème de notre pays était celui de ses institutions. Ce sont elles qui avaient rendu impuissante la IV^e République. Conçues par les partis pour leur toute-puissance, ces mauvaises structures, approuvées seulement par le tiers du corps électoral, ont placé la France en état d'infériorité devant les difficultés de l'époque. L'instabilité du pouvoir ne lui permettait pas, en effet, d'affronter avec sérénité et continuité les drames tels que la guerre d'Indochine et l'insurrection algérienne. Les nouvelles institutions de la V^e République nous ont, pendant des années, préservés de ce mal propre aux démocraties et elles permettent aujourd'hui à la majorité issue des élections de 1981 d'être assurée de la stabilité pour une longue période, et par conséquent de prévoir. Mais alors d'où vient l'angoisse qui nous étreint ?

C'est un fait que l'équilibre des pays industriels est gravement menacé par la crise de l'énergie et la misère de plus de la moitié des hommes ; mais la France, dont la richesse est grande, dont la capacité technique est des meilleures et qui jouit d'institutions modernes et adaptées à notre temps, la France devrait être capable de trouver et de mettre en œuvre les moyens de réagir et de dominer la mauvaise conjoncture.

Mais voilà que resurgissent les mêmes démons qui l'ont si souvent placée en état d'infériorité. Les forces de désagrégation et de division ne sont pas mystérieuses, elles ont une réalité et s'appellent les partis politiques. Certes l'expression des diverses opinions implique, dans une démocratie, l'existence des partis, mais la limitation des pou-

voirs de ceux-ci est une nécessité sous peine de voir l'intérêt général soumis aux exigences de leurs intérêts particuliers.

Or les partis, que la Constitution de la V^e République maintenait dans les limites souhaitables, ont relevé la tête et retrouvent petit à petit leur toute-puissance. De là vient le doute et l'inquiétude. Il n'est question que des états d'âme et des déclarations de tel ou tel secrétaire général, des conflits qui opposent une faction à une autre, et le gouvernement se laisse influencer par des questions de personnes pour établir certains projets de loi. C'est dire que l'on risque de voir bientôt s'instaurer à nouveau la domination des officines et des chapelles.

Que penserait de Gaulle d'une pareille évolution ? Ce n'est pas prendre le risque d'une interprétation abusive que d'affirmer qu'il la déplorait. D'ailleurs, n'avait-il pas lui-même annoncé cette détérioration qui devrait tôt ou tard se produire ?

Face aux menaces sérieuses qui sont contre notre indépendance, nos modes de vie et notre développement, il n'y a d'autre solution qu'un effort national au-dessus des clivages, des ressentiments et des ambitions. De Gaulle à la Libération, devant le drame algérien et en chaque circonstance difficile, a fait appel à tous les Français sans considération d'appartenance. Les Français ont su lui répondre et lui donner des majorités qui ignoraient les barrières partisans.

Les conditions du présent et de l'avenir proche et lointain sont suffisamment redoutables pour que nous trouvions dans notre attachement au pays la volonté de passer au-dessus de nos divisions, comme l'auteur de l'Appel du 18 juin et de la Constitution de la V^e République nous en a donné l'exemple.

(*) Président de l'Association nationale pour la fidélité au général de Gaulle.

Le Christ de Prévert

par PASCAL SIGODA (*)

À l'instar du Christ d'un poème de Prévert, tour à tour conservateur, communiste ou fasciste, de Gaulle, depuis sa mort, se voit enrôlé par tous les camps. Au lieu commun du général maurassien, nous voyons succéder celui d'un de Gaulle socialiste. Peut-être est-il possible de préciser un peu les idées à ce sujet.

Il existe peu de témoignages sur de Gaulle et Maurras. Devant Malraux, le général dira que le fondateur de l'Action française représentait un peu pour les étudiants de 1910 l'équivalent de Marx et de Lénine pour leurs cadets. La fameuse dédicace de la *Discorde* chez l'ennemi, faite à Maurras le 26 mars 1924, ne peut choquer que par son anachronisme, étant donnée la personnalité littéraire et politique du destinataire auquel Alfred Jarry avait précédemment dédié *Ubu Roi*. Certes, de Gaulle lira l'Action française, mais sa bibliothèque ne ressemble pas particulièrement à celle d'un sympathisant royaliste. Il prononcera également en 1927 trois conférences au Cercle Fustel-de-Coulange, lié à l'A.F., mais il fera de même au socialiste Club du Faubourg, où se retrouvaient aussi un certain nombre d'officiers Israélites.

Les théories de Kier et Tanager, et plus encore celles de Jacques Bainville dans la France et l'Allemagne, histoire de deux peuples, ont certes influencé de Gaulle. L'empirisme organisateur de Maurras et la « doctrine des circonstances » du général de Gaulle sont deux méthodes que l'on pourrait rapprocher, encore que, dans le cas du second, il faudrait délimiter entre l'héritage des Capétiens et l'influence de Bergson. Reste que le sentiment national du général, basé sur une certaine idée de l'homme et sur la vocation universelle de la France, s'oppose à l'idéologie nationaliste et fermée de Maurras, dont de Gaulle, en sa croix Jean Lacouture, aurait dit qu'il avait eu raison au point d'en devenir fou.

La pensée constitutionnelle du général est nette : quelle que soient les regrets, la monarchie est maintenant impossible, hors réalité, nuisible à l'unité et au rassemblement national. Que son anticonformisme lui ait permis d'envisager cette solution sur le plan théorique, sans l'entourer du folklore et des fantasmagories de la doctrine républicaine, c'est tout à fait possible. Que son sens de l'ambiguïté ait rejoint le goût chez certains de prendre leurs désirs pour la réalité, c'est encore possible. Mais ce qui paraît en revanche peu plausible, c'est cette légende d'un de Gaulle s'offrant à servir de marche-pied au comte de Paris pour une restauration monarchique, même si cela peut satisfaire les amateurs d'« histoire » souterraine et périlleuse.

Les sentiments politiques de la famille de Charles de Gaulle sont les plus souvent invoqués pour attester une origine royaliste. Il est vrai que ses parents se proclamaient volontiers « monarchistes de regret », et

que son grand-oncle Kolb-Bernard était dépeint de cette tendance. Il faut pourtant voir qu'il était plus proche du courant légitimiste social que de l'Action française. Ce légitimisme se confondait avec le premier courant catholique social, celui de La Tour du Pin, Léon Harmel et De Mun.

De droite sur le plan constitutionnel, il se révélait souvent de gauche sur le plan social. Thiers n'hésitait pas à qualifier de « socialistes » le législateur Arnaud de Melun, lors d'une séance de la Chambre. Certains d'entre eux furent dreyfusards (comme Lyautey) et un bon nombre anticléricaux. Pour une large part, les persans du comte de Chambord se rallieront à la République et ce sera de lire l'A.F. lorsque l'Eglise catholique leur demandera. Leurs convictions religieuses l'emporteront alors sur leurs premières options politiques.

L'image socialiste

Moins répandue, mais plus récemment utilisée, y compris par certains gaullistes, l'image d'un « de Gaulle socialiste » est aussi sujette à caution. Nous devons tout d'abord définir la question des nationalisations, mesure sans portée doctrinale pour le général. Il savait bien qu'il n'y avait eu en France une droite bonapartiste, colbertiste, planiste favorable à cette idée. Sur le plan social, des pages sévères contre l'argent et le capitalisme s'accompagnaient d'une sensibilité ouvrière. Il n'hésitait pas à plusieurs reprises à se réclamer de Fourier, Proudhon et Blanqui. A ce sujet, il faut remarquer que les théoriciens du socialisme français s'attachaient plus au social qu'au politique. La forme de l'Etat leur importait peu, ce qui explique leurs relations ambiguës, tant avec les monarchistes qu'avec Napoléon III et Boulanger.

Le socialisme utopique français fait penser à de grandes bâtisses un peu mortes, négligées par leurs propriétaires, mais où quelques étrangers s'introduisent de temps à autre pour y prendre des pierres destinées à leur propre édifice. On peut même considérer qu'il est largement tombé dans l'héritage politique national, du moins pour une partie de ses œuvres. Que Charles de Gaulle ait assumé cet héritage n'autorise pas pour autant à le qualifier d'homme de gauche, au moins au sens strictement politique du terme.

Le général, en tant que militaire, ne pouvait ni signer d'articles, ni adhérer à un parti, ni prendre part à des manifestations. Il est difficile, en conséquence, de trouver des traces d'une activité politique quelconque. Pourtant, divers témoignages (par exemple Jean-Raymond Tournoux citant Joseph Folliet) semblent accréditer la thèse selon laquelle Charles de Gaulle participait, au moins de fa-

çon sympathisante, aux mouvements de Marc Sangnier : le *Sillon* et la *Jeune République*. Il écrivit aussi un article dans l'*Aube*, organe des catholiques de gauche que Maurras qualifiait de *rouges chrétiens*. Il participa à des réunions du groupe « non conformistes des années 30 » : « Ordre nouveau », dont un des dirigeants, Daniel-Rops, publia la France et son armée dans la collection qu'il dirigeait chez Plon. Charles de Gaulle était abonné à la publication chrétienne de gauche Sept, qui devint le *Temps présent*, et eut la carte numéro sept de l'association des Amis de Temps présent.

Les analyses des groupes « non conformistes des années 30 » (1) furent souvent influencées par Bergson et surtout par Proudhon. Il n'est pas exagéré de dire qu'elles ouvrirent à un certain nombre d'idées de la Résistance, avant de se retrouver, sous la V^e République et avec le renouveau du socialisme, sous forme autogestionnaire. Si l'on veut à toute force mettre une étiquette sur la pensée gaullienne, celle-ci serait peut-être la moins fautive : celle qui leur fut à jamais rebelle, irréductible.

(1) Selon le titre de l'ouvrage de J.-L. Loubet del Bayle aux éditions du Seuil (1969).

DEMANDEZ, OUVRÉZ ET DECOUVREZ LE CATALOGUE EN... 12 PAGES

U.R.S.S. VOYAGES ORGANISÉS

HIVER - PRINTEMPS 1982-1983

- Encore plus de circuits à travers l'Union Soviétique que jamais, cette année, le 90^e anniversaire de la Création de l'Etat Soviétique.
- Week-ends à Moscou, Leningrad et Kiev.
- Révolutions.
- Festival d'arts à Leningrad.
- Ski de fond à Garmisch (près de Leningrad), Sankt-Petersbourg, Leningrad et Moscou (en Sibirie).
- Voyages de printemps en Asie centrale, Sibirie, Caucase.

Catalogue et documentation touristique gratuits sur demande à :

U.R.S.S. VOYAGES ORGANISÉS

7, boulevard de la République, 75014 Paris

Catalogue "U.R.S.S. voyages organisés Hiver-Printemps 1982-1983" à expédier à :

M. _____

Adresse _____

TÉMOIGNAGE

Comment le général

apprit le débarquement allié à Alger

par JEAN PIERRE-BLOCH (*)

l'écoute de la radio, une voix se faisait entendre, une voix lointaine, grave, profonde, émue. C'était celle de Franklin Roosevelt. Il déclarait : « Mes amis, vous qui souffrez jour et nuit sous le joug écrasant des nazis, celui qui vous parle était avec vous, avec votre armée en 1918 ; je connais vos fermes, vos villages et vos villes. »

Roosevelt avait un terrible accent et beaucoup d'auditeurs avaient, paraît-il, entendu : « J'aime vos femmes, vos villages, vos filles. » Mais cela appartenait sans doute à la légende.

« Franklin arrive »

Le service d'écoute de la France libre donna au général de Gaulle le texte du message de Roosevelt et l'appel de Giraud. On sut beaucoup plus tard que l'appel à la radio d'Alger avait été lu par le docteur Raphaël Aboulker. Giraud étant toujours à Gibraltar, hésitant sur ce qu'il devait faire. Dans la nuit du 7 au 8 novembre 1942, la B.B.C. avait répété toutes les heures : « Franklin arrive, Franklin arrive. » Ce signal apprit aux résistants d'Afrique du Nord que l'heure du débarquement avait sonné.

Il faut rappeler le cran extraordinaire de ces juifs algériens à qui Vichy avait cru enlever la gloire d'être des citoyens français : les Aboulker, les Calvet, les Alexandre, les Monté, les Zermati, les Libini, qui, avec d'Assier de La Vignerie, André Beyler, l'abbé Cordier, Brunel, Quéret, Achary, le général Jousse et un cousin du général Juin (à l'insu d'ailleurs de celui-ci, qui avait été tenu soigneusement à l'écart de la conspiration), en tout quatre cents jeunes gens à peine occupèrent Alger et furent les maîtres de la capitale nord-africaine pendant plusieurs heures. Beaucoup d'hommes politiques éminents et brillants généraux en ont gardé encore, sans doute, un souvenir amer et ils font

(*) Ancien ministre.

UN LIVRE DU GÉNÉRAL DE BOISSIEU

Refuser l'« aplatissement »

par ANDRÉ PASSERON

AVOIR été le seul gendre de de Gaulle forge à coup sûr un destin hors pair. Après avoir combattu avec lui de 1940 à 1946, Alain de Boissieu a ensuite « servi le général » jusqu'à sa mort. Pour avoir épousé sa fille Elisabeth, quelques jours avant son départ du pouvoir, celui qui n'était encore que le commandant de Boissieu, membre du cabinet militaire du président du gouvernement provisoire de la République française, est devenu un témoin privilégié de l'histoire et un confident admiratif du chef de la France libre, qu'il appelait « mon père ».

Le général de Boissieu n'est pas un homme de lettres et ses confidences prennent parfois le ton du « rapport ». Il n'en donne pas moins avec une sincérité et une franchise tempérées par un filial respect de multiples notations qui permettent de mieux percevoir dans quelle ambiance familiale vivait de Gaulle, quelle intimité il entretenait avec ses proches, avec quelle liberté il jugeait les choses et les êtres. On apprend ainsi que de Gaulle cessa subitement de fumer à la mort de Leclerc, pour préserver sa santé, car il voyait ainsi disparaître prématurément son éventuel successeur. On peut aussi lire la lettre bouleversée par laquelle de Gaulle a annoncé à Mme de Boissieu la mort de sa sœur Anne.

En racontant à sa façon les épisodes qui ont émaillé la « traversée du désert », il n'en donne pas moins avec une sincérité et une franchise tempérées par un filial respect de multiples notations qui permettent de mieux percevoir dans quelle ambiance familiale vivait de Gaulle, quelle intimité il entretenait avec ses proches, avec quelle liberté il jugeait les choses et les êtres. On apprend ainsi que de Gaulle cessa subitement de fumer à la mort de Leclerc, pour préserver sa santé, car il voyait ainsi disparaître prématurément son éventuel successeur. On peut aussi lire la lettre bouleversée par laquelle de Gaulle a annoncé à Mme de Boissieu la mort de sa sœur Anne.

La description de l'attentat du Petit-Clamart le 22 août 1962, dont le général de Boissieu fut un témoin direct puisqu'il se trouvait dans la voiture mitrillée, laisse le lecteur sur sa faim. Il affirme en effet que le colonel Bastien-Thiry, qui avait monté l'opération, n'était qu'un exécutant, agissant sur ordre de person-

de cet événement des récits peu conformes à la réalité historique.

Incroyable, mais vrai. Préfets, généraux, gouverneurs, en quelques instants, se trouvent prisonniers de la Résistance. L'amiral enlevé par un groupe de Français libres. Le quartier général de la marine et des armées, le Central téléphonique occupés.

Les amateurs de coup d'Etat pourraient tirer des enseignements de cet épisode algérien.

Hélas ! au cours de ces accrochages, deux Français, le capitaine Pilafort et le lieutenant Dreyfus, devaient être tués dans le dos par des balles françaises. Leurs assassins seront plus tard décorés de la croix de guerre par Darlan.

A 1 heure du matin, Juin réveille l'amiral venu au chevet de son fils malade et lui apprend que d'importantes forces alliées débarquent au Maroc, à Oran et sur les plages d'Alger. Le sort en est jeté : l'Afrique du Nord va basculer. Darlan est fou de rage. Mais c'est trop tard.

Dans quelques heures, il va une fois de plus changer d'opinion. De la trahison, il va passer au patriotisme. Il est vrai qu'en parlant de lui Edouard Herriot n'avait dit en 1939 : « Darlan, un vrai républicain, on peut compter sur lui. »

Le 8 novembre à 18 h 40, les combats cessent à Alger. Combien de Français entre-temps qui ont été tués pour rien !

Le mercredi 11 novembre à Londres, les services du B.C.R.A. apprennent une nouvelle qu'ils attendaient depuis quarante-huit heures : à l'aube, les troupes allemandes, les colonnes blindées des nazis, violant l'armistice, ont envahi le reste de la France.

A l'Albert Hall, de Gaulle prend la parole. Une foule immense emplit l'énorme nef. Une croix de Lorraine gigantesque domine la salle. De Gaulle parle dans un silence bouleversant, dénonçant les traîtres qui quittent le bateau.

La foule tout entière, debout, entonne la *Marseillaise*. Une *Marseillaise* qui vous fait mal dans tout le corps, par son immense beauté.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 1942 de l'espoir.

11 novembre 194

Comment le général
le débarquement allié à Alger

Le Monde

étranger

AFRIQUE

APRÈS LE PUTSCH EN HAUTE-VOLTA

Des combats se poursuivraient à Ouagadougou

Lundi 8 novembre, la Haute-Volta était toujours isolée du reste du monde après le coup d'Etat qui, dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 novembre, a abouti à l'éviction du colonel Zerebo. De source diplomatique, on affirmait à Niamey, au Niger, que des combats se poursuivaient dans la capitale voltaïque, lundi. Les frontières avec les pays voisins restent fermées et les communications sont coupées. Le couvre-feu a été décrété, de 18 heures à 6 heures, sur l'ensemble du territoire.

Le radio voltaïque a convoqué pour lundi matin les secrétaires généraux des départements ministériels chargés, dimanche, par décret, d'expédier les affaires courantes. Aucune indication n'a été donnée ni sur la personnalité des nouveaux dirigeants ni sur le sort réservé aux personnalités renversées. Il semble cependant que le colonel Zerebo ait été arrêté.

C'est entre 2 h 30 et 3 heures du matin, dimanche, qu'a éclaté le putsch, heure à laquelle des coups de feu ont été entendus et proximité des édifices officiels. Dans une proclamation diffusée dimanche à midi par le radio voltaïque, les auteurs du coup d'Etat ont

annoncé la création d'un Conseil provisoire du salut du peuple, en même temps que la dissolution du Comité militaire de redressement pour le progrès national (C.M.R.P.N.), créé le 25 novembre 1980 par le colonel Zerebo.

Se présentant comme des « sous-officiers et hommes du rang » de l'armée, les nouveaux responsables ont indiqué être membres d'un « Mouvement du parti du peuple ». Leur action, ont-ils déclaré, constitue une « juste sanction » de la « politique aventureuse » et de « trahison » menée par le colonel Zerebo, qui, affirmant la supériorité de la population, avait invité tous les Voltaïques à apporter leur soutien au Conseil provisoire du salut du peuple, la radio a affirmé que toutes les libertés, hormis politiques, seront garanties. Elle a ajouté que le Conseil provisoire fera place « dès que possible » à une structure politique plus représentative et démentit que le capitaine Thomas Sankara soit « l'homme fort du nouveau régime ».

Une Française grièvement blessée

On apprend, d'autre part, qu'une Française, Mme Dubois, épouse d'un conseiller technique à la Caisse centrale de coopération économique, a été grièvement blessée au cours des combats de dimanche à Ouagadougou. Elle devait être transférée à Niamey, par mystère 20 dans un hôpital parisien. L'aéroport de Ouagadougou étant fermé, l'avion s'est posé à Niamey, où Mme Dubois a été transférée de Ouagadougou à Niamey par un petit avion freté par l'ambassade de France dans la capitale de la Haute-Volta. — (A.F.P., Reuters)

LE COLONEL ZEREBO

Né en août 1935, musulman, ancien officier parachutiste dans l'armée française, le colonel Zerebo appartient à l'ethnie Samo, comme son prédécesseur, le général Sangoulé Lamizana.

Il débuta dans l'armée comme sergent de troupe. Après avoir servi en Indochine et en Algérie, il repartit en Haute-Volta en 1961 avec le grade de sous-lieutenant. Diplômé en sciences économiques et en sociologie, il fut le premier officier voltaïque à obtenir le brevet de l'Ecole supérieure de guerre de Paris.

Brevet d'état-major, il fut durant deux ans ministre des affaires étrangères dans le gouvernement du général Lamizana. Après avoir commandé le régiment interarmes en garnison dans la capitale voltaïque, il venait d'être nommé à Bobo-Dioulassi lorsqu'il décida de s'emparer du pouvoir, le 25 novembre 1980.

Jusqu'au dernier putsch, il cumulait les fonctions de président du Comité militaire de redressement national (C.M.R.N.), de chef de l'Etat, de président du conseil des ministres, de ministre de la défense nationale et des anciens combattants, et de chef d'état-major.

PLUS DE SIX MILLIONS D'HABITANTS

Colonie française jusqu'en août 1960, la Haute-Volta a été dirigée successivement par le président Maurice Yaméogo (1960-1966), puis par le général Sangoulé Lamizana (1966-1980), qui fut renversé, le 25 novembre 1980, par le colonel Zerebo.

Superficie : 274 200 kilomètres carrés, soit la moitié de celle de la France.

Population : 6 300 000 habitants (estimation).

Capitale : Ouagadougou.

Villes principales : Bobo-Dioulassi, Ouahigouya, Koudougou.

Ressources économiques : agriculture (coton et céréales) et élevage. Le pays n'exploite aucune ressource minière et l'industrie est inexistante.

Madagascar

L'élection présidentielle
M. RATSIRAKA AURAIT OBTENU PLUS DES DEUX TIERS DES SUFFRAGES

M. Didier Ratsiraka serait d'ores et déjà assuré d'un deuxième mandat présidentiel, au vu des premiers résultats du scrutin de dimanche, connus lundi matin 8 novembre. Les résultats rassemblés dans 2 136 bureaux de vote, sur un total de 11 800, donnaient, selon les chiffres officiels, 74,2 % des voix à M. Ratsiraka contre 25,6 % à son unique adversaire, M. Monja Joana. Dans la capitale, les deux candidats étaient presque à égalité (47,8 % au premier contre 46,3 % au second).

Samedi, avant la clôture de la campagne électorale, le dernier meeting organisé dans la capitale par les partisans de M. Monja Joana a été perturbé par des échauffourées. Le candidat a dû interrompre son discours, des pierres ayant été lancées sur l'assistance massée dans un stade trop petit pour contenir toute la foule. Au même moment, les partisans de M. Ratsiraka ont défilé dans les rues d'Antananarivo, mais le président sortant n'a pas assisté à la dernière réunion de soutien à sa candidature organisée dans le principal stade de la capitale.

Le président sortant semble d'autant plus assuré de conserver, pour sept ans, ses fonctions que les campagnes, où le contrôle du scrutin est beaucoup plus difficile, devraient magistrement voter pour lui. L'ensemble des résultats devraient être connus mardi ou mercredi. — (A.F.P., Reuters)

Cameroun

M. BELLO BOUBA EST NOMMÉ PREMIER MINISTRE

Après avoir prêté serment, samedi 6 novembre, comme chef de l'Etat, M. Paul Biya a nommé, pour lui succéder à la tête du cabinet, M. Bello Boubé et a procédé à un léger remaniement de son gouvernement. Le principal changement est l'attribution du ministère de l'Agriculture à M. Samuel Eboua, ancien secrétaire général de la présidence de la République et à ce titre, proche collaborateur de l'ancien président Ahidjo. M. Eboua est remplacé par M. Sadon Daoudou, ancien secrétaire général adjoint, à la présidence. Six ministères changent de portefeuille, et seul M. Tori Limangana, nommé vice-ministre de l'Economie et du plan, fait son entrée au gouvernement.

M. Boubé étant un « nordiste », originaire du même département que M. Ahidjo, M. Biya, lui-même originaire du Sud, a donc respecté l'équilibre ethnique à la direction du pays. Ce souci d'équilibre s'accompagne d'une volonté affirmée de poursuivre l'œuvre de M. Ahidjo, auquel le nouveau président a rendu un vibrant hommage lors de la cérémonie d'investiture. L'ancien président, qui n'a pas assisté à cette cérémonie, a gagné, samedi, Garoua (nord du Cameroun) et pourrait y séjourner quelques jours avant de se rendre en France, dans sa propriété de Grasse. — (A.F.P., Reuters)

[M. Bello Boubé, âgé de trente-cinq ans, était jusqu'à ce jour ministre de l'Economie et du plan. Il avait occupé auparavant des fonctions de secrétaire général adjoint à la présidence de la République depuis le 30 juin 1979, date à laquelle M. Paul Biya avait été nommé premier ministre.]

Hassan II annonce la participation du Maroc sous certaines conditions, au sommet de l'O.U.A.

De notre correspondant

Alors que le président Syaad Barre lançait un appel au boycottage du sommet de l'Organisation de l'Unité africaine, convoqué pour le 23 novembre à Tripoli, les présidents Shagari du Nigeria et Traoré du Mali ont fait savoir qu'ils y participeraient. De son côté, un porte-parole du gouvernement algérien a déclaré qu'il est « inconcevable » qu'un problème aussi important que celui de la République arabe sahraïenne démocratique ne figure pas à l'ordre du jour de cette conférence. Pour sa part, le roi Hassan II a dit, samedi 6 novembre, avant de s'entretenir à Fès avec le président Sekou Touré de Guinée, que son gouvernement serait présent à condition que la question du Sahara occidental ne soit pas abordée, ainsi que le rapporte ci-dessous notre correspondant à Rabat.

Rabat. — A l'occasion du septième anniversaire de la Marche verte, le roi Hassan II a prononcé à Fès, samedi 6 novembre, un discours plutôt conciliant sur la question du Sahara. Il n'a pas parlé comme l'ont fait un certain nombre de journaux gouvernementaux, notamment le *Maïn* du Sahara, de « machinations » et de « scénario machiavélique » destinés à embourber le Maroc (le *Monde* du 7-8 novembre) et à l'isoler lors du prochain sommet de l'O.U.A., prévu pour le 23 novembre, en l'absence de représentant de la « R.A.S.D. ».

Au contraire, le roi a paru tenir pour acquise la tenue de cette conférence, n'a pas parlé de boycottage et a paru annoncer la participation du Maroc, mais, il est vrai, à certaines conditions, qu'il a énumérées en affirmant : « Le Sahara est bien marocain et ne peut être que marocain. Nul ne pourra considérer que ce pays vit en paix et en sécurité et que son peuple connaît la liberté si les provinces sahariennes restent à l'écart pour servir de base d'agitation. » Nous disons cela, a continué le roi, au moment où l'Afrique se trouve à la veille du sommet de Tripoli. J'espère que cette réunion aura lieu car l'Afrique a tant souffert ces derniers mois de notre division et de l'effacement dans notre région et dans notre continent.

« J'espère également, a-t-il toutefois ajouté, que la légalité sera rétablie et que les choses reprendront leur cours normal. » Il entend évidemment par là que l'exclusion des représentants du Polisario de ce dix-neuvième sommet de l'O.U.A. ne soit pas « provisoire » mais définitive, mais ne rétablissant pas lors du vingtième sommet prévu pour 1983 à Conakry.

Le fait que le président Sekou Touré soit un fidèle allié du roi

ROLAND DELCOUR.

Sénégal

DÉMISSION DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Dakar (A.F.P., Reuters). — M. Ousmane Sack, ministre sénégalais de l'Economie et des finances, a démissionné de ses fonctions, a annoncé, samedi 6 novembre, la radio sénégalaise. M. Sack a été remplacé par M. Mamadou Diouf, ministre du Plan et de la coopération, qui cumule les deux portefeuilles.

Entré au gouvernement comme secrétaire d'Etat au P.N. en avril 1970, Ousmane Sack, quarante-quatre ans, avait été mis en cause récemment par le *Journal* satirique sénégalais *le Point* dans une affaire de détournement de fonds. Le *Journal*, qui affirmait également que son épouse avait acheté une robe 3 millions de francs C.F.A. (60 millions de francs C.F.A.), a continué à insister.

Ami personnel du président Abdou Diouf, M. Sack, très connu dans les milieux financiers internationaux, présidait le groupe africain à la Banque mondiale et dirigeait le parti socialiste (au pouvoir) dans la région de Thiès. M. Sack semble avoir décidé de donner sa démission pour ne pas gêner le président Diouf dans sa campagne actuelle contre l'enrichissement illégal, à quelques mois de l'élection présidentielle, prévue pour février prochain.

Zimbabwe

LA COUR SUPREME DE HARARE A REJETE L'APPEL de deux Français qui, en mars 1982, pour meurtre, M.M. Boutanquoi, âgé de trente-trois ans, et Simon Marc Chemouli, âgé de vingt-huit ans, ont été reconnus coupables du meurtre, en juillet 1981, d'un propriétaire de café à Karu, au nord-est du Zimbabwe. La Cour suprême ne leur a trouvé, vendredi, aucune circonstance atténuante. L'appel portait sur le fait que M. Boutanquoi était « carrier mental » et soulignait qu'il n'avait pas de preuve sur le fait que M. Chemouli avait prémédité le meurtre. — (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

L'ENQUÊTE SUR LES MASSACRES DE BEYROUTH

Le témoignage de M. Begin

Le premier ministre assure n'avoir été au courant pu'après le retrait des phalangistes

(Suite de la première page.)

Une longue série de questions ont été posées au sujet de l'entrée des milices chrétiennes dans les camps de Sabra et Chatila. M. Begin a affirmé que le principe de la participation des phalangistes dans la guerre du Liban a été d'Israël avant d'être approuvé par le gouvernement israélien au cours de la réunion du 15 juin, à savoir une semaine environ après l'invasion du Liban. « On n'avait pas besoin de prendre une nouvelle décision à ce sujet », a-t-il remarqué.

« Est-ce que, à la lumière de l'expérience avec les phalangistes depuis l'entrée au Liban, on ne devait pas reconsidérer leur participation aux opérations ? », a demandé le juge Barkat.

« Nous n'avions pas prévu qu'ils commettraient des atrocités », a répondu M. Begin.

Le juge Kahane a rappelé alors les propos du ministre David Levy au cours de la réunion du gouvernement tenue le 16 septembre, quelques heures après l'entrée des Phalangistes dans les camps de Sabra et Chatila, exprimant son appui à la poursuite de la guerre civile.

M. Begin (confus) : « Je ne peux pas nier ce qui est écrit. »

Le premier ministre israélien a affirmé ensuite qu'il avait appris qu'un massacre avait eu lieu seulement le samedi soir, en écoutant la R.B.C., c'est-à-dire plusieurs heures après la fin des tueries et que c'est alors qu'il avait contacté le ministre de la défense et le chef d'état-major.

Le juge : « Est-ce que le chef d'état-major a parlé avec vous vendredi de ce qui se passait dans les camps ? »

M. Begin : « Je ne me souviens pas. »

Le juge : « Le ministre de la défense a mentionné une conversation téléphonique tenue samedi entre 9 heures et 10 heures au cours de laquelle vous avez raconté au chef d'état-major qu'il y avait eu une démarche américaine au sujet de ce qui se passait à l'hôpital Gasa à Sabra. »

M. Begin : « Je ne me souviens pas d'une telle conversation. »

(Intérim.)

L'envoyé spécial du président américain Morris Draper, le vendredi 18 septembre, où M. Begin expliquait que l'armée israélienne était entrée à Beyrouth-Ouest « car il existait un danger d'actes irréguliers de la part des chrétiens », demande : « Est-ce que cela ne s'appliquait pas aux Phalangistes ? »

M. Begin : « On n'a pas imaginé qu'ils commettraient des atrocités et des massacres. »

Le premier ministre israélien a affirmé ensuite qu'il avait appris qu'un massacre avait eu lieu seulement le samedi soir, en écoutant la R.B.C., c'est-à-dire plusieurs heures après la fin des tueries et que c'est alors qu'il avait contacté le ministre de la défense et le chef d'état-major.

Le juge : « Est-ce que le chef d'état-major a parlé avec vous vendredi de ce qui se passait dans les camps ? »

M. Begin : « Je ne me souviens pas. »

Le juge : « Le ministre de la défense a mentionné une conversation téléphonique tenue samedi entre 9 heures et 10 heures au cours de laquelle vous avez raconté au chef d'état-major qu'il y avait eu une démarche américaine au sujet de ce qui se passait à l'hôpital Gasa à Sabra. »

M. Begin : « Je ne me souviens pas d'une telle conversation. »

(Intérim.)

ASIE

SELON M. MARCHEAIS

Les dirigeants chinois estiment que les États-Unis sont les premiers responsables des tensions internationales

M. Georges Marchais a indiqué, dimanche 7 novembre, au cours de l'émission « Le grand jury R.T.T.-le Monde » ses conclusions qu'il tire de son voyage en Chine, du 14 au 26 octobre, à la tête d'une délégation du P.C.F. « Nous sommes, nous, satisfaits », a-t-il déclaré, « de constater que les convergences qui sont apparues, au cours des discussions, entre le P.C.F. et le P.C.E. et le P.C. chinois, sont positives. Parmi ces convergences, il a notamment cité la priorité donnée à la recherche de la paix et à l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial. « Nous sommes tombés d'accord », a encore dit M. Marchais, pour établir des rapports tout à fait nouveaux entre nos partis sur la base de l'égalité et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. »

Selon le secrétaire général du P.C.F., « les Chinois, qui parlent toujours d'hégémonisme, plaident au premier plan l'hégémonisme américain » et estiment que la politique « de l'impérialisme américain et de l'impérialisme américain » est « la cause essentielle des tensions internationales ».

M. Marchais a ajouté : « C'est clair qu'il y a une évolution. » Selon lui, les dirigeants chinois distinguent, après l'hégémonisme américain, un « hégémonisme moyen » (qui caractérise certains pays, comme Israël, servant de « fer de lance aux Américains »).

« Une délégation de la C.G.T. effectuait récemment une visite en Chine, la première depuis le début des années 80. L'Agence Chine nouvelle a rapporté que la délégation, conduite par M. Pierre Gensou, secrétaire exécutif de la C.G.T., s'était entretenue samedi soir 6 novembre avec le président de la Fédération chinoise des syndicats, M. Ni Zhifu. — (A.F.P.) »

« Le quarante-troisième stage de perfectionnement du C.H.E.A.M. (Centre de hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes) commencera le 10 novembre et durera jusqu'au 15 juin 1983. Les conférences sous formes de « tables rondes » consacrées aux problèmes actuels d'ordre social, politique et économique des pays du tiers monde auront lieu un jour par semaine, le mercredi (C.H.E.A.M., 13, rue du Four, 75006 Paris. Tél. : 326-98-50.)

Afghanistan

UN GÉNÉRAL SOVIÉTIQUE AURAIT ÉTÉ TUÉ PAR LA RÉSISTANCE

Islamabad (A.F.P.). — Un conseiller militaire soviétique, le général Resenov, a été tué le 26 octobre dans une embuscade tendue en plein jour à Kaboul par un groupe de résistants, a affirmé, samedi 6 novembre, l'Agence afghane de presse, organe d'information de mouvements fondamentalistes basés au Pakistan. Selon l'agence, qui cite des « informations en provenance de Kaboul », l'officier supérieur soviétique a été tué par balles, alors qu'il se rendait à l'ambassade d'U.R.S.S., venant du quartier général de l'armée rouge, situé dans le faubourg de Darul-Aman.

Quoi d neuf depuis Darwin?

Stephen Jay Gould
Le Pouce du panda

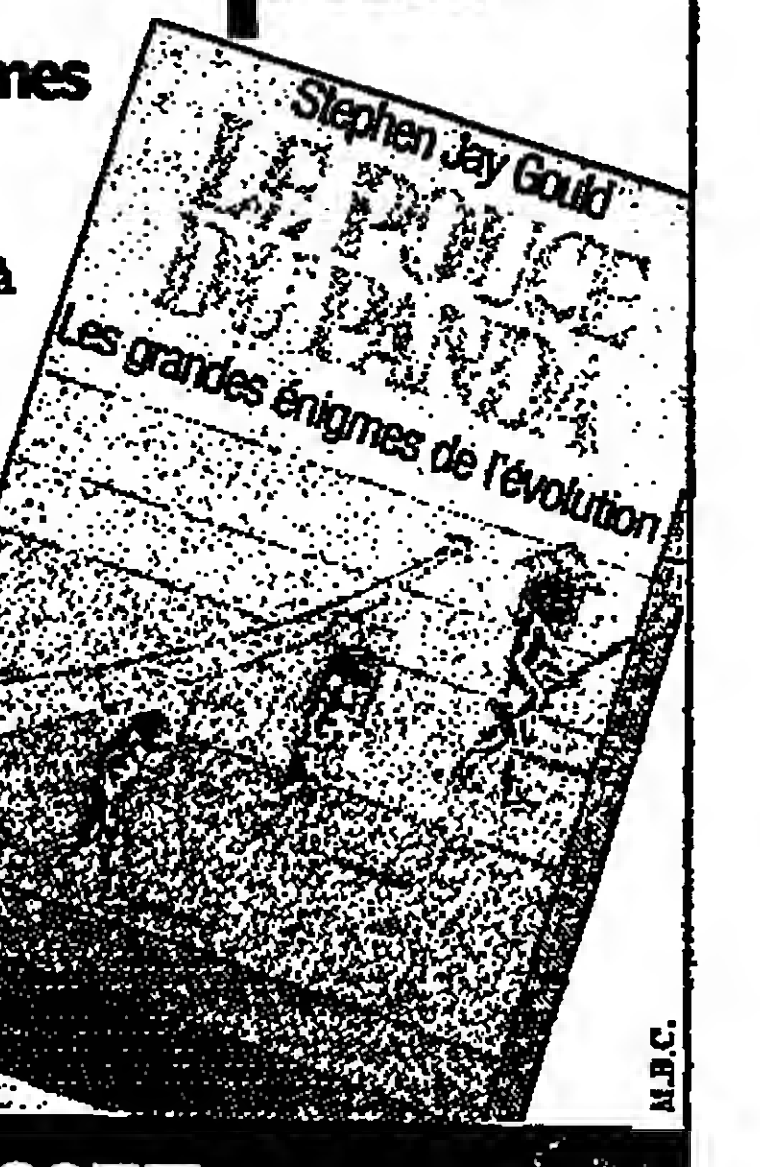
Les grandes énigmes de l'évolution

« Une sorte de synthèse à l'américaine de François Jacob et de Jean Rostand »
François de Closets/L'Express

« Un livre à la fois déroulant et fascinant. »
Yvonne Rebeyrol/Le Monde

« Des textes passionnants, bourrés d'humour, de véritables petits chefs-d'œuvre. »
Libération

GRASSET



EUROPE

ESPAGNE

La démission de M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste

M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol (P.C.E.) depuis 1980, a remis sa démission le samedi 6 novembre. Il a lui-même proposé comme successeur M. Gerardo Iglesias, dirigeant du parti dans les Asturies, et considéré comme un homme ayant toute la confiance. Ce choix a été ratifié dans

la soirée du dimanche 7 novembre par le Comité central. La décision de M. Santiago Carrillo était attendue après les très mauvais résultats du P.C.E. aux élections du 28 octobre. Le P.C.E. a perdu un million de voix par rapport aux élections de 1979 et n'a obtenu que quatre sièges de députés aux Cortes. La

nomination de M. Iglesias a été mal accueillie par les contestataires du parti, qui ont en vain réclamé un Congrès extraordinaire. M. Carrillo reste membre du Comité exécutif et du Comité central et il a l'intention d'occuper son siège de député pendant la prochaine législature.

Une longue série d'anathèmes

De notre correspondant

Madrid. — Peut-on rendre un seul homme responsable de l'échec d'un projet politique ? M. Carrillo a bien des circonstances atténuantes : personne n'ignore au sein de la société espagnole les ressentiments que provoque toujours le parti communiste parmi les pouvoirs traditionnels, au premier rang desquels les forces armées. En affirmant qu'il n'accepterait pas au sein du gouvernement de ministres du P.C.E. et en refusant d'avancer tout pacte de législature avec lui, les socialistes ont, d'autre part, contribué à enfermer les communistes dans un ghetto politique, souligné aujourd'hui non sans amertume M. Carrillo.

Mais pouvait-il en être autrement ? Le « vote utile » et le « vote de la peur » se sont combinés le 28 octobre pour donner aux socialistes le monopole de la représentation de la gauche, marginalisant le parti communiste de manière peut-être irrévocable. Mais ces explications partielles cachent mal le problème de fond : en rejetant successivement les dogmes du mouvement communiste international, le dictateur du prolétariat, le leninisme, les relations privilégiées avec l'U.R.S.S., en prêchant à ses bases syndicales la nécessité d'une politique de concertation, le P.C.E. a dû affronter une grave crise d'identité. Comment concilier ses militants et ses électeurs

qu'il représente toujours une opinion distincte ? Pour disputer au P.S.O.E. l'espace politique de la gauche, il aurait fallu que le P.C.E. présente une image plus attrayante et plus ouverte. Un parti se débattant entre des crises interminables et recommencées n'avait guère de chances de convaincre les électeurs qu'il représentait la « véritable option de gauche » face à un P.S.O.E. tenté par la social-démocratie. M. Carrillo a certes raison lorsqu'il rappelle que le dernier congrès du P.C.E. en juillet 1981 a permis un débat d'idées particulièrement animé et largement ouvert à la presse. Un débat public difficile à imaginer au sein de la plupart des autres partis espagnols et qui contraste avec l'unanimité quelque peu facile du dernier congrès du P.S.O.E. en octobre 1982. Mais M. Carrillo omet d'ajouter que tous ceux qui s'étaient alors opposés aux thèses qu'il avait défendues ont été depuis expulsés des organes dirigeants, voire du parti lui-même.

Depuis 1981, les anathèmes ont frappé aussi bien les « rénovateurs » que les « pro-soviétiques ». Les premiers reprochaient à M. Carrillo de ne pas aller jusqu'au bout de la logique « euro-communiste » en refusant la reconnaissance des tendances au

sein du parti et en freinant sa pénétration parmi les organisations de base. Les seconds considéraient que le P.C.E. préoccupe exclusivement par la consolidation de la démocratie, négligeait la défense des travailleurs face à la crise économique et refusait la constitution d'un mouvement de masse pourtant si nécessaire de faire hésiter les candidats au putsch.

La crise du P.S.U.C.

En mars et en mai 1981, deux dirigeants euro-communistes de prestige, MM. Eugenio Triana et l'économiste Ramon Tameses, abandonnent le parti, en désaccord avec le secrétaire général. En mai également, M. Carrillo obtient du P.S.U.C., le parti des communistes catalans, qu'il renonce à certaines thèses favorables aux « pro-soviétiques », approuvées à une large majorité par un congrès tenu quatre mois plus tôt. Cette intrusion en mars du débat interne d'un parti théoriquement indépendant provoque une grave crise au sein du P.S.U.C. Elle aboutit, en mars 1982, à un congrès extraordinaire dominé par les « carrillistes » après que les principaux dirigeants « pro-soviétiques », parmi

lesquels le président du parti, M. Pere Ardiaca, eurent été expulsés. Ces « aller et retour » affaiblissent considérablement la force du mouvement dans une région qui constitue pourtant son fief traditionnel.

A Madrid, en juillet 1981, un autre dirigeant « pro-soviétique », M. Francisco Garza Salve (le célèbre « curé Pao » opposant du franquisme), est lui aussi expulsé.

En novembre 1981, le secteur majoritaire des communistes basques dirigé par M. Roberto Lertxundi est expulsé pour avoir défendu l'idée d'une fusion avec la formation nationaliste de gauche, Euzkadiko Ezkerra. Nouvelle crise, avec les « rénovateurs » cette fois, qui ont pris parti pour M. Lertxundi. Six d'entre eux, dont M. Manuel Azcarate et M. Pilar Erbeo, sont expulsés du comité central le 11 novembre. Quelques jours plus tard, une dizaine de conseillers municipaux communistes de Madrid, qui se solidarisent avec eux, sont expulsés à leur tour. Quarante conseillers municipaux communistes de la province d'Albacete ont signé de protestation.

En juin 1982, nouvelle crise : le vice-secrétaire général, M. Nicolas Sartorius, considéré comme le « dauphin » de M. Carrillo, affirme devant le comité central que le P.C.E. ne peut éternellement attribuer à des causes exogènes ses échecs électoraux répétés et qu'il est désormais impérieux d'ouvrir un débat de fond sur la manière dont le parti conçoit sa politique. Ces thèses peu orthodoxes dressent contre lui la majorité carrilliste et le comité central et contraignent M. Sartorius à abandonner son poste tout en restant membre du comité exécutif. M. Marcelino Camacho, secrétaire général de la centrale syndicale communiste, démissionne avec lui de la direction du P.C.E. Un

mois plus tard, enfin, ce sont les « pro-soviétiques » de l'organisation syndicale à Madrid, dirigée par M. Fidel Alonso, qui sont expulsés du P.C.E.

Le départ de M. Carrillo permettra-t-il d'endiguer cette saignée incessante ? Beaucoup de ceux qui ont quitté le parti sont sceptiques, comme Mme Pilar Erbeo, pour qui « cette démission vient trop tard ».

Tout dépendra de la réalité de la rénovation. Si M. Carrillo abandonne un poste qu'il occupe depuis vingt-deux ans, il n'en conserve pas moins ses fonctions au sein du comité exécutif.

Le congrès extraordinaire réclamé par certains et qui aurait permis au parti de se livrer, dans son ensemble, à un examen de conscience a été refusé par les « carrillistes ». Le secrétaire général démissionnaire a lui-même « fait » son successeur. Il a choisi M. Gerardo Iglesias, un dirigeant sans charisme, connu surtout pour lui être fidèle. M. Carrillo entend-il dorénavant diriger le parti par personne interposée ? Le P.C.E. connaîtra-t-il un « carrillisme sans Carrillo » ? Ce ne serait pas le meilleur service que puisse rendre à son parti celui qui, malgré bien des erreurs, a tenté de l'adapter à l'Espagne moderne.

THIERRY MALINIAK.

M. GERARDO IGLESIAS : un inconditionnel de M. Carrillo

Né en 1945, près de Mieres, dans les Asturies, M. Gerardo Iglesias, mineur et jeune militant du parti communiste dès l'âge de quinze ans, est arrêté une première fois en 1961, puis à nouveau en 1966, pour avoir organisé une grève contre un projet de démantèlement d'un centre minier. A sa libération, il est nommé secrétaire général des Asturies, de la centrale syndicale communiste, les Commissions ouvrières.

En 1978, il est mêlé à une épurée du P.C.E. légalisé. Un soutien du parti contesté, dans les Asturies, la politique de M. Carrillo, auquel il reproche à la fois l'abandon du leninisme et l'absence de démocratie dans le fonctionnement de l'appareil. M. Iglesias, secrétaire général du parti dans cette région, dirige l'opposition contre les dissidents, qui seront rapidement expulsés. Parmi eux figurent deux des dirigeants « historiques » du communisme asturien, M. Valentin Alvarez Arceles. En novembre 1979, M. Iglesias contraindra ou persuadera un groupe de contestataires à Aviles.

Le nouveau secrétaire général du P.C.E. a donc manifesté à plus d'une reprise son autorité, et il peut faire valoir les bons résultats obtenus par le P.C.E. dans les Asturies. Mais il y a loin de la sous-mairie traditionnelle du communisme à Madrid. — Th. M.

© M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, dimanche 7 novembre, au « Grand Jury R.T.T.-le Monde » : « Nous avons été très affectés par le recul (aux élections) de notre parti frère espagnol, et cela d'autant plus que nous savons le rôle extraordinaire que celui-ci a joué dans la lutte contre le franquisme. Pour avoir contribué à cette lutte, un peu à l'arrière-plan, nous connaissons les sacrifices que ce parti a consentis, notamment le sacrifice que des hommes et des femmes ont fait de leur vie, à côté de M. Marchais. Nous sommes convaincus que le parti communiste espagnol saura trouver en lui-même les forces nécessaires pour surmonter les difficultés auxquelles il est confronté ».

Un « despote » modéré...

« Si au moins il avait imité l'exemple de Lopez Raimundo... » La dirigeant communiste catalane qui exhalait ainsi son amertume devant nous à la veille des élections du 28 octobre n'était pas un adversaire déclaré de M. Santiago Carrillo, mais un leader important du PSUC (parti socialiste unifié de Catalogne, communiste), la formation restée fidèle à la ligne « eurocommuniste » et à la personne du secrétaire général du P.C.E., aujourd'hui limogé.

Il évoquait le geste de Gregorio Lopez Raimundo, jovial leader « historique » du PSUC, qui avait de bonne grâce accepté le poste de président du parti. « Si Santiago avait fait de même, ajoutait-il, renonçant à temps au poste de secrétaire général, nous n'en serions pas là... » Les résultats des élections en Catalogne ont justifié toutes ses appréhensions.

Qu'à des eurocommunistes catalans en soient venus à souhaiter, avant même la débâcle du 28 octobre, le retrait du secrétaire général du P.C.E. en dit long sur les tensions provoquées par les méthodes de direction « personnelles » de M. Santiago Carrillo, considéré comme le principal responsable de la débâcle.

Tensions exprimées d'une autre manière à Madrid, sur le ton de la confidence, par l'un des plus anciens et des plus proches collaborateurs de Santiago Carrillo, récemment expulsé de la direction et du parti pour avoir osé s'associer aux requêtes du courant rénovateur en faveur d'une plus grande démocratie interne. « Carrillo, disait-il, est un politicien, ce n'est pas un théoricien. Pragmatique et autoritaire, doublé de beaucoup d'instinct, il a gardé la conception que nous avions pendant l'émigration. Il s'agissait pour lui d'éliminer toutes les tendances minoritaires toutes les tendances qui pouvaient surgir, de ne pas leur donner le temps de se développer. Pour Carrillo, diriger, c'est d'abord commander... »

Lentement obsédé et opiniâtre, M. Carrillo s'est battu jusqu'au bout. Il n'est pas sûr qu'il ait tout à fait renoncé. Et il a réussi à imposer, pour lui succéder au poste de secrétaire général, M. Gerardo Iglesias, un homme qui a sa confiance. M. Nicolas Sartorius, qui porte les espoirs de ceux qui entendent relancer le P.C.E. sur des bases nouvelles, attendra, semble-t-il, des jours meilleurs.

Sachant séduire et plaire, courtisé, intelligent, fin manouvrier, modéré dans ses jugements, mais aussi intrinsèque, implacable, autoritaire, éliminant sans pitié tous ses adversaires, M. Santiago Carrillo a un double visage : homme du monde dans les salons et despote à la maison.

Depuis son retour en Espagne, en 1976, il a toujours offert en public l'image d'un homme hostile à tout sectarisme. Mais, depuis plus de vingt ans qu'il

était à la tête du P.C.E., il a tenu l'appareil d'une main de fer, sans trembler, impénétrable aux critiques, insensible aux plus anciennes et plus fidèles amitiés, ainsi qu'il l'a prouvé à l'occasion de ses plus récentes « expulsions ».

Pour le plus grand bien du parti : au nom de cette formule, M. Santiago Carrillo a fini par agir comme si le parti était son bien et sa chose. Evolution, banale, mais qui surprend davantage chez ce sexagénaire cultivé qui avait su adapter la stratégie du P.C.E. aux réalités de l'Espagne post-franquiste. Il a mais délibérément tenu le prestige acquis par le P.C.E. au cours de la longue et courageuse lutte contre le franquisme, au service d'une transition pacifique de la dictature à la démocratie.

Il a, plus nettement qu'aucun autre dirigeant communiste, nié le caractère « socialiste » du régime soviétique. Et il a finalement donné l'image d'un parti communiste espagnol dont on ne saurait plus rien de ce qui le différencie de la formation du P.S.O.E. de M. Felipe Gonzalez, lui-même « embarqué » à droite de peur de révéler les fureurs associées des nostalgiques du franquisme.

Cette « modération » a démobilité les militants sans convaincre ses adversaires. « En 1977, dit encore ce leader catalan, le P.C.E. était fort. Il avait une base ouvrière, la jeunesse, des intellectuels de renom. Puis il a abandonné tous ses signes d'identité. Que peut-on faire alors d'un parti de masse ? Nous avions cent mille militants prêts à l'action qui, faute de consignes, ont progressivement cessé à la déception et sont partis ailleurs... »

Sa vie se confond avec celle du parti

M. Santiago Carrillo, à qui l'on connaît ironiquement du monsigneur dans les cercles de droite, était bien en cour à la Zarzuela. Juan Carlos appréciait ce dirigeant communiste, courtois et respectueux, qui s'est rallié à la couronne après avoir déclaré, juste avant la mort de Franco, qu'il ne peut être tout sauf un roi désigné par Franco.

Mais à l'adhésion de M. Carrillo au « système » lui a permis de devenir l'un des principaux témoins de la scène politique post-franquiste, la monarchie, de son côté, lui doit beaucoup.

Sa vie se confond avec celle du parti communiste. Né dans une famille socialiste et ouvrier à Oljon, dans les Asturies, il était déjà à l'âge de dix-huit ans secrétaire général des Jeunesses socialistes.

A vingt ans, M. Carrillo a connu la prison et passe déjà pour le dauphin du leader socialiste Largo Caballero, mais il tenta dès 1934 une unification des Jeunesses communistes et des Jeunesses socialistes. A la

table de négociation, il rencontre le communiste Fernando Claudin qui l'expulsera trente ans plus tard, en 1964. Fernando Claudin « qui a eu raison trop tôt » prépare un ouvrage très attendu sur le P.C.E. de M. Santiago Carrillo et les « crises » du P.C.E.

1939 : la guerre civile. Le soulèvement franquiste surprend M. Carrillo à Paris et il regagne Madrid, à grand peine, après un détour par le Pays basque où il manque d'être fusillé par erreur. En novembre 1939, en pleine bataille de Madrid, il décide de rallier le parti communiste et s'engage avec lui une partie des Jeunesses socialistes. Membre de la Junta de défense de Madrid, il commet une « erreur » que la droite espagnole continue de lui reprocher avec violence. Il autorise l'évacuation vers Valence d'un convoi de deux cents officiers franquistes prisonniers. En route, le convoi est intercepté et les prisonniers sont massacrés à Paracuellos del Jarama.

1960 : le défilé. M. Carrillo quitte l'Espagne par bateau. On le retrouve en France, en U.R.S.S., aux Etats-Unis, en Argentine, en Algérie, puis, après 1964, de nouveau en France d'où il participe à la réorganisation du parti communiste à l'intérieur de l'Espagne. En 1965, M. Carrillo est soutenu par Claudin dans sa lutte contre le groupe des « vieux » dirigeants, à la tête desquels se trouve M. Lister, le commandant du célèbre « 5^e régiment » pendant la guerre civile (et qui dirige aujourd'hui à Barcelone le « groupe » communiste le plus éminent initié à l'Union soviétique). La querelle qui se développe à l'époque du vingtième Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. est tranchée par Dolores Ibarruri, la « Pasionaria », qui, de Moscou, se prononce en faveur de Carrillo. Le système Congrès du P.C.E., en 1960, confirme ce dernier dans ses fonctions de secrétaire général. Il déclare : « Il convient d'approfondir les possibilités d'une entente dans la lutte contre la dictature entre toutes les forces qui ont contribué dans des camps opposés pendant la guerre civile... Est-ce bien le même Carrillo qui, quatre ans plus tard, entérinera la condamnation des thèses de Claudin « en faveur de l'alliance avec le bourgeois » ? Claudin, Jorge Semprun, le Catalan Francisco Vicoz sont exclus, comme le seront plus tard, et de plus en plus fréquemment, d'autres dirigeants de premier rang, MM. Manuel Azcarate et Ramon Tameses entre autres.

C'est peut-être là le séisme derrière à Madrid, l'une des dernières victimes des charrettes de Santiago, de consulter la liste des intellectuels appelant à voter pour le P.C.E. le 28 octobre. On n'y trouve pas un seul intellectuel digne de ce nom... MARCEL NIEDERGAANG.

Le congrès libéral a confirmé les profondes divisions du parti

De notre envoyé spécial

Berlin. — Le vibrant appel à l'unité lancé en conclusion du congrès du parti libéral par M. Wolfgang Mischnick, chef du groupe parlementaire F.D.P. au Bundestag, n'a pas empêché ce congrès d'être celui de la division. Certes, M. Hans Dietrich Genscher a été réélu président du parti, et la plupart des motions dirigées contre lui ont été repoussées, mais pas toutes. De plus, aucune tentative de réconciliation n'a été opérée d'un côté ou de l'autre. Il est probable que les délégués sont repartis comme ils étaient venus et qu'aucun n'a changé d'opinion à la suite des discours et des douzaines d'interventions qui ont été entendues dans la salle du congrès.

Le vote exprimé avec véhémence par certains orateurs que la dissension au sein du parti libéral s'arrête au lendemain du congrès, tous arguments ayant été exposés jusqu'à épuisement, ne sera pas évanoui. L'embellissement des conditions de la vie des citoyens n'a pas empêché le F.D.P. jusqu'aux élections projetées pour le 10 mars.

Les élections de Hambourg du 19 décembre constitueront un test significatif. La ville hanseatique étant le fief d'une des opposantes les plus acharnées à M. Genscher, Mme Ingrid Matthies-Paler, qui se fera élire sur un programme d'alliance avec les sociaux-démocrates alors que son parti a ramassé une veste mémorable aux élections du 6 juin ? Mme Schuchardt est l'une des huit femmes qui composent l'équipe féminine du groupe parlementaire libéral actuel. Sept ont voté contre le changement de coalition, la huitième, Mme Ingrid Adam-Schwartz, a été proutte secrétaire générale du parti par M. Genscher.

De ce groupe féminin se détache Mme Ingrid Matthies-Paler, qui a démissionné avec félicité du parti libéral. Son exemple a été suivi par un petit nombre de délégués tandis que d'autres acceptaient de participer à un « contre-congrès » d'une demi-journée qui s'est tenu dans le parc des expositions de Berlin. Ne s'y sont retrouvés que les libéraux « radicaux » dans le sens étymologique du terme, ceux qui refusent toute collaboration avec l'équipe de M. Genscher et qui entendent se regrouper dans des « associations libérales », lesquelles

ont l'intention de se fédérer le 28 novembre à Bochum.

Peut-on déjà parler d'une scission ? Les nouvelles parvenues du F.D.P. selon l'expression de Gerhart Baum, « un parti amputé, à la droite de la C.D.U. » ? Il semble que l'on recule encore. Parmi eux figurent deux des dirigeants « historiques » du communisme asturien, M. Valentin Alvarez Arceles. En novembre 1979, M. Iglesias contraindra ou persuadera un groupe de contestataires à Aviles.

L'ouverture aux pacifistes

Comme prévu, les deux camps se sont séparés. Le parti libéral, étranger, domaine privilégié de M. Genscher. Les partisans de celui-ci ont reproché au texte adopté par le congrès d'être trop tendancieusement gauchiste et les congressistes ont décidé de le suppléer par une formation d'avis plus conforme à la ligne de M. Genscher, qui existe depuis deux ans déjà, les Jeunes « libéraux » (J.L.), dont le chef est le député fédéral M. Verheugen, nouveau comité directeur du F.D.P.

Cette restriction impliquerait, a-t-on dit, qu'en cas d'un échec de la conférence de Genève, on puisse douter du sérieux avec lequel les négociateurs allemands auraient conduit leur mission. Or « le doute engendre le doute » et les Américains doivent pouvoir compter sur la république fédérale pour appliquer loyalement la « double résolution de FOTAN » et ne pas affaiblir leur position par des réserves qui ne peuvent que servir la cause soviétique. M. Verheugen n'a pas cherché à dramatiser l'opposition des points de vue. Il a seulement déclaré qu'il ne pouvait que le sien avait été abondamment discuté dans les sections du parti. Fait-il en déduire que la « Nachrüstung » (armement renforcé) n'emporte pas la conviction immédiate de la base ? En tout cas M. Verheugen a refusé à faire endosser par la grande majorité des congressistes l'article de son manifeste réclamant que l'on prenne au sérieux le mouvement pacifiste.

Dans ce domaine comme dans d'autres, le congrès de Berlin a

été celui du succès plus que de la décision. Un congrès extraordinaire doit se tenir en janvier pour définir les positions électorales du F.D.P. D'ici là on aura vu si le congrès de Berlin a clarifié ou simplement enregistré les divergences nées d'un changement de coalition qui n'a été ratifié, après tout, que par deux cent dix voix sur quatre cents votants.

Les débats qui ont eu lieu pendant ces deux derniers jours n'ont pas manqué de substantiel même s'ils ont manqué d'humour. Par moments on se serait cru à des journées d'étude. On a eu ainsi d'innombrables lumières sur le problème des travailleurs étrangers et de leur intégration possible (faut-il ou non abaisser l'âge de la retraite ?) et de celle des enfants qui viennent rejoindre leurs parents ?). Sur celui du chômage, dont on aurait que la partie émergée de l'iceberg, sur l'extension du droit aux vacances (généralisé dix-huit jours ouvrables par an pour les salariés à vingt-quatre ans — il est de seize pour les autres). On a surabondamment parlé mais en fin de compte l'impression dominante a été plutôt celle d'un parti byzantin, discutant du sexe des anges alors que la déroute électorale point à l'horizon.

ALAIN CLEMENT.

LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE REPREND SES TRAVAUX A MADRID

La Conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) reprend ses travaux, mardi 9 novembre, après huit mois d'absence. La conférence, qui a réuni tous les pays d'Europe, moins l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada, la réunion de Madrid a pour objet de faire le point de l'acte final d'Helsinki signé le 1^{er} août 1975, code de bonne conduite entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. Une première conférence de ce type s'était tenue à Belgrade, en 1977, sans autre résultat que la fixation du rendez-vous de Madrid.

Commencée le 11 novembre 1980, la Conférence de Madrid était à l'origine prévue pour durer quatre mois. En fait, elle a connu plusieurs ajournements et reprises, les participants participant régnant à la rupture. Le dernier ajournement a eu lieu le 12 mars.

سكنا من الامم

EUROPE

aire general du parti communiste

mathemes

M. CERARDO IGLESIAS
M. Carrillo

mal a confier

Turquie

La nouvelle Constitution a été approuvée par plus de 90 % des électeurs

Tous les pronostics ont volé en éclats, y compris, sans doute, ceux des généraux du Conseil national de sécurité. On ne disposait pas encore ce lundi matin 8 novembre de la totalité des résultats, mais dès dimanche soir les premiers chiffres ne laissent plus de doute : plus de 90 % des électeurs s'étaient prononcés librement pour le « oui » à la nouvelle Constitution et à l'élection du général Evren à la présidence de la République.

Ankara. — La Turquie s'est donc prononcée pour sa mise en liberté surveillée pendant sept ans, à une écrasante majorité que personne n'attendait. Si l'on parvient à faire des pronostics tant l'amalgame des questions posées rendait cette consultation ambiguë, on s'accordait généralement à considérer que tout pourcentage de « oui » supérieur à 65 % serait un succès pour les généraux. Avec un tel score, on aurait pu encore attribuer en partie la victoire des militaires à l'absence de libre débat électoral. Avec un raz de marée de plus de 90 %, on ne le peut plus, et force est de constater que le général Evren jouit désormais d'une réelle et massive légitimité populaire.

La gauche — et tout de bonne guerre — avait émis quelques doutes quant au déroulement du scrutin, notamment dans les villages reculés de l'est ou de l'Anatolie centrale, où le contrôle n'était guère possible. Si l'on ne peut exclure l'éventualité de pressions ici ou là, du moins peut-on penser qu'elles n'ont pas été plus importantes que lors des précédentes consultations et que les autorités auront fait le maximum pour faire assurer la régularité du scrutin par des civils. Tout avait été prévu pour garantir le secret du vote et le dépouillement était public. Dans les grandes villes, où un contrôle était plus aisé, les partisans du « non » n'ont d'ailleurs fait qu'un assez piètre score, autour de 15 %.

UN AVION SOVIÉTIQUE AVEC QUARANTE-DEUX PASSAGERS A ÉTÉ DÉTOURNÉ VERS SINOPE

Ankara (A.F.P.). — Un Antonov 34, des lignes aériennes intérieures soviétiques Aeroflot, a été détourné, le 7 novembre, alors qu'il venait de décoller d'Odessa vers Novorossiysk, par trois étudiants originaires d'Israël, qui ont obligé le pilote à atterrir à Sinop, base turco-américaine de la mer Noire, où ils ont demandé l'asile politique. Il transportait quarante-deux passagers.

L'équipage et plusieurs passagers ont tenté de résister. L'ingénieur mécanicien de bord et deux passagers ont été légèrement blessés à coups de poignard. L'ambassadeur d'Union soviétique en Turquie, M. Alexei Rodionov a demandé que soient remis à son pays les trois Allemands de l'est, et que l'appareil soit autorisé à repartir. Lundi matin, il était encore à Sinop. Le décollage devait avoir lieu dans la journée.

(Le 15 octobre 1978, un appareil soviétique avait été détourné au cours de la liaison Batoum/Tbilissi vers Trabzon (Turquie), port de la mer Noire. Une hôtesses de l'air avait été tuée.

Les deux pirates de l'air — un soviétique et son fils — avaient demandé à l'ambassadeur de l'asile politique. Ils n'avaient pas été extradés, malgré les démarches soviétiques effectuées alors, et avaient été condamnés à vingt ans de prison. Libérés en 1972, ils vivent actuellement aux États-Unis.)

Pologne

Le Comité de coordination de Solidarnosc en France appelle, dans un communiqué, « tous les Français décidés à défendre les droits syndicaux dans le monde à manifester leur solidarité avec les Polonais le 10 novembre ». Il appelle les travailleurs à « déborder les portes des entreprises du signe de Solidarnosc, à porter le badge de Solidarnosc, partout où cela est possible à déclencher les grèves des usines à midi et, enfin, à organiser des collectes pour aider le syndicat polonais dans la clandestinité ». Pour sa part, le Collectif parisien de solidarité avec Solidarnosc organise le mardi 9 novembre, 19 h 30, la Bourse du travail (3, rue du Château-d'Eau, Paris 10^e) un meeting avec plusieurs représentants polonais et des militants C.G.T. et C.F.D.T. de retour de Pologne.

De notre envoyée spéciale

La page démocratique avait pu précéder cette consultation. Et la première réflexion qui venait à l'esprit, en regardant dans quelques villages des paysans accomplir leur devoir électoral, c'est que ce pays compte près de 40 % d'analphabètes et que, en l'absence de débat public, une grande partie de l'électorat n'était guère en mesure de juger en toute connaissance de cause de la Constitution proposée.

En votant oui, les électeurs ne se sont pas prononcés sur ce texte. Plus encore que pour la personnalité du général Evren, assez dépourvu de charisme, ils ont voté pour l'ordre, contre la terreur et contre les pénuries qui régnaient avant le coup d'Etat militaire de septembre 1980. « Je ne trouvais même plus de fuel pour mettre dans mon tracteur », explique simplement un paysan, maintenant, au moins, la paix règne tranquillement. C'était autrefois un fidèle du Parti de la justice, dirigé par M. Demirel, et lorsqu'on lui demande s'il n'est pas gêné par la dissolution des partis, il répond : « Ces partis-là ne faisaient plus que se quereller, nous on s'en va d'autre... ».

Les anciens partis désavoués

Ce vote, beaucoup plus qu'une décision sur l'avenir des institutions, aura été un vote de reconnaissance envers l'armée qui a libéré la Turquie de ce cauchemar-là. Non seulement il apporte une légitimité au coup d'Etat militaire, mais il est de nature à rassurer une partie de l'armée qui redoutait de voir son prestige jugé à l'exercice du pouvoir.

Il inflige, d'autre part, aux anciens partis un cuisant désaveu. Ils n'ont certes pas vu la possibilité de s'exprimer, mais on savait qu'aucun d'entre eux ne pouvait soutenir une Constitution dont l'un des articles transmettait aux militaires le droit de faire passer la loi sur la vie politique une centaine de leurs dirigeants. Le Parti républicain du peuple avait quelques raisons particulières pour se montrer hostile à ce texte, en contradiction sur presque tous les plans avec un programme social-démocrate.

Que sont devenues les six millions de personnes qui se prononcèrent pour lui aux dernières élections ? Il y a quelques jours encore, on pouvait avoir le sentiment que les deux grands leaders, MM. Demirel et Ecevit, en dépit de l'adversité, n'avaient pas totalement renoncé et que des stratégies s'élaboraient dans l'ombre. Après que des lois sur les partis et sur le mode de scrutin auront été adoptées, de nouveaux partis seront formés et une Assemblée législative sera élue dans un an ou un an et demi.

Les anciennes formations dissoutes attendaient l'heure de leur résurrection. Du côté du Parti républicain du peuple, on se déclarait prêt à mener de l'intérieur la lutte contre le régime. On formait le projet de rassembler, avec la nouvelle version du Parti de la justice, la majorité des trois-quarts de la future Assemblée, nécessaire pour une révision constitutionnelle, au moins en ce qui concerne l'article qui exclut les anciens dirigeants de la vie politique. Il faudra y renoncer. Non seulement le président de la République a la possibilité de recourir au référendum contre la révision constitutionnelle, mais on peut penser que le désaveu que les électeurs turcs viennent d'infliger à leurs anciens dirigeants est désormais sans appel. En ce sens, une page de l'histoire de la Turquie vient seulement aujourd'hui d'être définitivement tournée.

Des contreparties

Les Turcs se sont dotés d'une Constitution qui, le général Evren le dit lui-même, si elle tombait en d'autres mains, pourrait être une véritable catastrophe pour ce pays. Qu'en fera-t-il lui-même ? Tous les droits et libertés énoncés dans ce texte sont assortis d'un « mais », et il n'est pas un syndicaliste, pas un universitaire, pas un journaliste soufrant du régime militaire, pour penser que cette consultation constitue réellement un premier pas vers un retour à la démocratie et que, dans les sept ans qui viennent, il aura la vie plus facile. La seule consolation assez ferme d'aujourd'hui est de se dire qu'un plus fort pourcentage de « non » ne leur aurait peut-être valu que la crispation des militaires et un nouveau durcissement du régime.

Les électeurs n'avaient rien à gagner à un vote négatif, et c'est sans doute l'élément principal qui rend cette consultation contestable, et hasardeux tout pronostic sur le comportement politique futur du peuple turc. On peut, en première analyse, ne voir dans le résultat de ce référendum, qu'une expression de docilité à l'égard du plus fort, qui ferait augurer d'une longue période assez terne où régnerait l'ordre moral et « apolitique » cher au général Evren.

Mais le chef de l'Etat n'est plus seulement aujourd'hui celui qui a pris le pouvoir par la force. Il est désormais l'homme à qui les électeurs ont donné leur voix. Or, dans ce pays où la politique a été conçue jusqu'ici plutôt comme un marchandage que comme un débat d'idées et de projets globaux, on attend d'un tel acte des contreparties. Paradoxalement, c'est peut-être maintenant seulement que les Turcs vont cesser d'être passifs. Toute critique du régime militaire pouvait jusqu'à présent être interprétée comme une volonté de retour à un certain passé. Peut-être la rupture radicale qui vient d'être opérée était-elle un point de passage obligé pour libérer un potentiel de revendications.

CLAIRE TRÉAN.

Les Soviétiques ont rassuré M. Marchais sur l'état de santé de M. Tchicharanski

M. Georges Marchais a révisé, dimanche 7 novembre, au cours de l'émission le « Grand Jury R.T.L. le Monde la nature et le résultat de la démarche qu'il avait faite auprès des dirigeants soviétiques, au sujet de M. Anatole Tchicharanski, le mathématicien détenu depuis 1978, après avoir été condamné pour « trahison » et « espionnage », qui poursuit une grève de la faim depuis le 23 septembre. Ayant interrogé les Soviétiques sur l'état de santé de M. Tchicharanski et sur les motifs de sa condamnation, le secrétaire général du P.C.F. a reçu, dimanche matin, à Moscou, les réponses suivantes :

— Sur le premier point : « Pour ce qui est de l'état de sa santé, nous pouvons déclarer officiellement qu'il n'y a pas de raison d'exprimer quelque préoccupation que ce soit à ce sujet. »

— Sur le second point : « Il s'agit d'un citoyen qui a été condamné pour espionnage et pour d'autres crimes graves, commis contre l'Etat. Notamment, il a transmis aux Américains des informations sur un nombre considérable d'installations militaires. Non seulement il recueillait et transmettait de telles informations, mais il a aidé les espions américains Todd et Levitsky à acquiescer d'autres sources d'informations secrètes. Tous ces faits ont été prouvés, de façon documentée, au cours du procès judiciaire. La sentence a été rendue en stricte conformité avec les lois soviétiques. »

LES PHYSICIENS DU CERN S'INOUIÈRENT DU SORT DE LEURS COLLÈGUES EN U.R.S.S.

Le problème du renouvellement de l'accord de coopération entre le CERN (Laboratoire européen pour la physique des particules) et l'U.R.S.S. a été l'un des sujets abordés, vendredi 5 novembre, par le comité du conseil du CERN à Genève. L'U.R.S.S. souhaiterait accélérer sa collaboration à la construction d'un nouvel accélérateur de particules du CERN, le LEP. Mais, signalent le comité, l'U.R.S.S. a refusé de signer le traité de coopération scientifique en U.R.S.S. en violation des accords d'Helsinki et s'interroge sur l'opportunité de donner son accord à une extension de l'accord avec l'U.R.S.S.

Le délégué britannique s'est dit inquiet du sort d'éminents collègues. Il s'agit notamment de M. Youri Orlov, qui purge une longue peine de prison pour « diffusion de propagande anti-soviétique (c'est un activiste connu des droits de l'homme) » et de M. Andreï Sakharov, exilé des forces à Gorki et soumis à des harcèlements continus. (A Moscou, sa femme a annoncé à la presse qu'il avait été convoqué, le 4 novembre, par le procureur de Gorki, qui l'a sommé sous peine de « mesures de représailles » de mettre fin à ses « activités ».)

Interrogé sur la valeur qu'il accorde à ces explications officielles, M. Marchais a déclaré : « Je n'ai, certes, aucune raison d'y croire absolument, mais, a priori, je n'ai aucune raison de ne pas y croire. »

Le seul tort réel de Tchicharanski est d'avoir été un activiste juif qui désirait émigrer en Israël tout en faisant partie du Comité moscovite pour la surveillance de l'application de l'accord d'Helsinki. Son procès, en 1978, avait été monté de toutes pièces et l'accusation d'espionnage n'avait pas été prouvée ; elle ne s'appuyait que sur les dires, forts douteux, de Soviétiques. Un récent commentaire diffusé par le bureau soviétique d'information déplorait que la femme de Tchicharanski, qualifiée d'aventurière, ait été reçue « dans les plus hautes sphères » à Paris (c'est-à-dire par le président de la République). Moscou, à l'approche de la conférence de Madrid, estime que c'est un « échec » à pour objectif de « créer des obstacles au développement de bonnes relations entre l'U.R.S.S. et la France ». Mais, pour Paris, depuis mai 1981, c'est la présence soviétique en Afghanistan qui constitue l'obstacle.)

Roumanie

LES CANDIDATS A L'ÉMIGRATION DEVRONT « DÉDOMMAGER » L'ÉTAT EN DEVOIRS

Bucarest (A.F.P.). — Les Roumains candidats à l'émigration devront « dédommager » l'Etat en devoirs. Selon un décret du Conseil d'Etat, signé par le président Ceausescu, publié samedi 6 novembre par la presse roumaine, « il est nécessaire que les personnes qui quittent le pays dédommagent en devoirs la société pour les efforts matériels faits en vue de leur scolarisation et spécialisation, y compris les bourses ». Cette disposition ne s'applique que pas aux personnes ayant atteint l'âge de la retraite. Le décret précise que l'Etat entrera en possession « des constructions et des terres » des candidats à l'émigration qui devront céder à l'Etat, au prix fixé par le gouvernement central, leurs biens « appartenant au patrimoine culturel national ». Les candidats à l'émigration devront aussi payer en devoirs leurs dépenses de santé, les taxes et services touristiques, et tous les frais que doivent acquitter les étrangers en Roumanie au moment de l'acceptation de leur demande et leur départ effectif.

DIPLOMATIE

Le réchauffement des relations soviéto-chinoises a dominé les cérémonies anniversaires de la révolution d'Octobre

M. Brejnev menace d'une « riposte foudroyante » tout « agresseur potentiel »

Le principal élément nouveau des cérémonies anniversaires de la révolution d'Octobre à Moscou a été le réchauffement des relations soviéto-chinoises. Le maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense, qui avait, dans son allocution de l'un des discours, dénoncé le « hégémonisme » de Pékin et son « alliance avec la réaction impérialiste », a omis, cette année, toute référence à la Chine. Le ministre chinois, l'ambassadeur de Chine en U.R.S.S., M. Yang Shouzheng, a assisté de bout en bout aux cérémonies.

De même à Pékin, nous signalons notre correspondant Manuel Lucbert, M. Zhu Mushu, membre du Comité central et ministre de la culture, ancien porte-parole du récent congrès du P.C. chinois, a assisté à la réception donnée à l'ambassade soviétique, après que le ministre chinois de la culture, M. Peng Chong, vice-président du comité permanent de l'Assemblée nationale, ait pris part, jeudi 4 novembre, au traditionnel banquet organisé par l'Association d'amitié soviéto-chinoise. D'autre part, deux films soviétiques ont été présentés dimanche par la télévision chinoise.

Enfin, le message des dirigeants chinois reproduit par la Pravda fait état du « souhait sincère » que « tous les obstacles qui s'opposent à la normalisation des relations soviéto-chinoises soient éliminés et que les rapports entre les deux pays s'engagent sur la voie d'une heureuse évolution ». Ce texte rappelle que ces rapports « sont demeurés amicaux pendant une période relativement longue ».

Les discours de Moscou ont donc concentré les attaques sur ce que M. Brejnev a appelé « une large offensive tous azimuts contre le socialisme et les mouvements de libération nationale, déclenchée par les impérialistes », et qui « a compliqué la situation internationale ».

Calmer

les fêtes trop chaudes

Tout en rappelant la détermination de l'U.R.S.S. de « lutter opiniâtrement en faveur de la détente et du désarmement » et son « désir sincère d'avoir une coopération égale et fructueuse avec tous ceux qui le veulent », le dirigeant soviétique a déclaré au cours d'une réception au Kremlin : « Nous ferons tout le nécessaire pour que les amateurs d'aventures militaires ne prennent jamais au dépourvu le pays des soviets, pour que l'agresseur potentiel sache qu'une riposte foudroyante l'attend inévitablement. Notre puissance et notre vigilance calmeront, je l'espère, les fêles trop chaudes de certains hommes politiques impérialistes. »

Avant lui, le maréchal Oustinov avait affirmé en ouvrant le défilé militaire de la place Rouge, que « la situation internationale tend à s'aggraver » et que les dirigeants du Kremlin « prennent les mesures qui s'imposent pour renforcer la défense nationale et la vigilance des Soviétiques ». Ce défilé, auquel plusieurs correspondants américains n'avaient pas été admis « par manque de place », n'a pas présenté de matériel nouveau, à l'exception d'un véhicule

ATHÈNES FAIT ANNULER LES MANŒUVRES DE L'OTAN DANS LE NORD DE LA GRÈCE

Les manœuvres de l'OTAN, baptisées APEX Express-82, qui devaient avoir lieu du 10 novembre au 5 décembre 1982 dans le nord de la Grèce, ont été annulées par le gouvernement grec, annoncé, samedi 6 novembre, son porte-parole, M. Marzondas.

Cette décision, a-t-il expliqué, fait suite au refus du commandement allié d'utiliser l'île grecque de Limnos (nord-est de la mer Egée) comme base de ces manœuvres. Limnos, où l'armée grecque dispose d'une base navale et aérienne, n'est qu'à une soixantaine de kilomètres du détroit des Dardanelles. La Turquie, autre membre de l'OTAN, conteste la présence de l'armée grecque à Limnos et sur les autres îles proches de la côte turque.

Ce n'est pas la première fois qu'Athènes manifeste sa mauvaise humeur à l'occasion de manœuvres de l'OTAN dans la région. En mai dernier, les forces grecques avaient refusé de participer aux manœuvres « Distant Drum » qui, selon Athènes, « portaient atteinte aux droits souverains de la Grèce » et « détournent l'axe 12 », pour protester contre la violation de son espace aérien par des appareils turcs.

Accord entre les Etats-Unis et la Turquie

D'autre part, selon le Washington Post du dimanche 7 novembre, les Etats-Unis ont signé un accord avec la Turquie prévoyant la modernisation de deux bases aériennes, à Erzurum et Batman, et la construction d'une troisième, à Mus. Les avions de l'OTAN, précède le journal, pourront ainsi se trouver à portée des forces soviétiques les plus proches du Golfe. Le porte-parole du Pentagone n'a pas fait de commentaire. — (A.F.P.)

● Mille cinq cents fonctionnaires des Nations unies (le tiers des employés du siège) ont manifesté, vendredi 5 novembre, au siège de l'Organisation, New-York, contre la politique d'embargo du secrétaire général, fondée, selon les manifestants, sur le favoritisme plus que la compétence.

En quoi les Français ont-ils confiance ? (II)

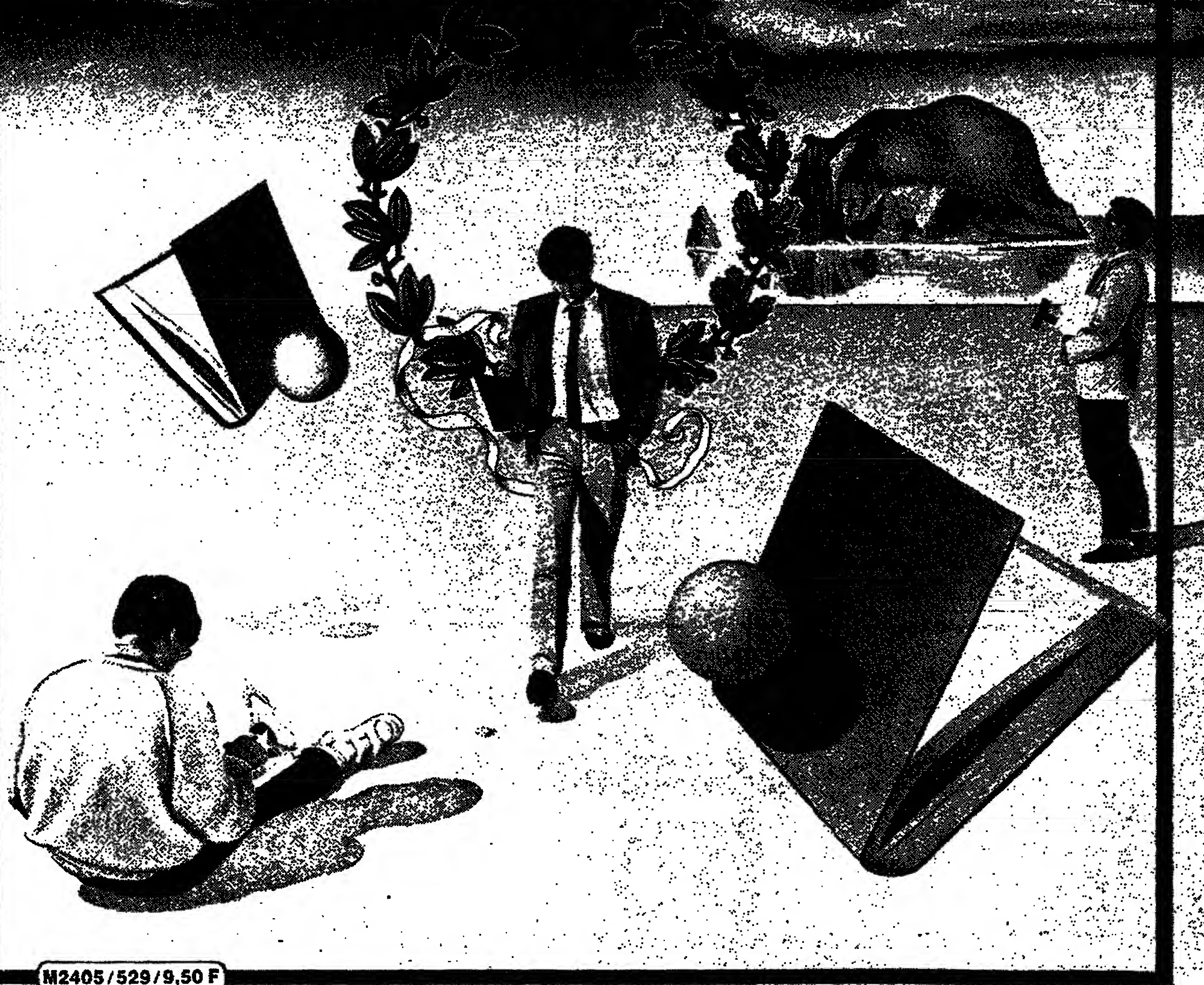
Deuxième partie de la grande enquête Sofrès/Le Nouvel Observateur qu'intéresse les salariés, les cadres, le gouvernement. Cette semaine : l'économie. Pourquoi les Français ont-ils, à ce point, confiance en leurs banques ? Pourquoi se méfient-ils des syndicats ? Des jugements qui font réfléchir.

Au même sommaire : Comment le cancer recule. Pour la première fois un bilan sur la lutte anti-cancer qui donne des raisons d'espérer. Cigarette : la peur bleue. Comment s'explique l'envie de fumer du tabac, ce produit qui « donne le cancer » ?

LE NOUVEL observateur CETTE SEMAINE

le point

LES EMPLOYEURS JUGENT LES DIPLÔMES



M2405/529/9,50 F

en vente chez votre marchand de journaux

مكتبة من الامم

La succession au Kremlin

(Suite de la première page.)

Ce n'est qu'en 1929, cinq ans après la mort de Lénine, que Staline consolide définitivement sa dictature, ayant réussi à bannir Trotski du pays, après l'avoir successivement exclu du Politburo, du Comité central, et enfin du parti. En 1953, Malenkov, héritier apparent de Staline, ne se maintient pas plus d'une semaine à la tête du parti et doit céder la place à Khrouchchev, mais ce n'est qu'en 1958 que ce dernier achève de se débarrasser de ses principaux adversaires et peut songer à conduire une politique personnelle. Après lui, Brejnev est en principe dans une meilleure situation de départ puisqu'il est mis en place par toute l'équipe de relève. Il lui faut néanmoins cinq ans, jusqu'en 1969, pour éliminer tous les concurrents et le *primus inter pares*. Encore n'est-il jamais exercé le pouvoir très personnel de ses prédécesseurs.

Le système actuel n'est pas précisément en effet la « monarchie » dont a parlé un jour M. Chervon (le Monde du 9 avril 1982). Du moins son chef nominal n'est nullement un « monarque », en ce sens qu'il pourrait pratiquer une politique personnelle et composer à sa guise son entourage. Paradoxalement même, et bien que le régime qu'il dirige exerce sur les citoyens une contrainte infiniment plus grande que les systèmes occidentaux, il est beaucoup moins libre que le président d'une démocratie.

Confortés par l'indiscutable légitimité que leur donne le suffrage universel, MM. Mitterrand, Reagan, et bien d'autres dirigeants occidentaux ont pu remanier d'embellie tous les rouages du pouvoir exécutif. M. Brejnev et ses prédécesseurs ne tiennent leur pouvoir, eux, que de leurs pairs qui ont bien voulu les coopter, mais qui entendent rester en place et participer à l'élaboration des décisions. Ils doivent donc, pour établir leur autorité, procéder par étapes et recourir à de savantes manœuvres, généralement en utilisant le levier principal qu'est le secrétariat du parti, puis en s'efforçant, à partir de cette base, de modifier la composition de l'organisme essentiel, celui qui tient lieu à la fois de gouvernement et de Parlement : le Politburo.

Pour M. Brejnev, ce processus a exigé la mise à l'écart de deux principaux rivaux : MM. Podgorny (écarté d'abord du secrétariat en 1966 sous prétexte de sa « promotion » au poste de chef de l'Etat, puis exclu du Politburo en 1978, pour avoir refusé de céder le même poste au chef du parti) et Che-

pine, exclu du secrétariat en 1967 avant de l'être, huit ans plus tard, du Politburo. M. Podgorny en particulier était d'autant plus « gênant » pour M. Brejnev qu'il avait été promu au secrétariat en même temps que lui, dès juin 1963, comme si l'on avait voulu mettre les deux hommes « en tandem » pour la succession de Khrouchchev un peu plus d'un an plus tard. C'est un peu aujourd'hui la situation de MM. Andropov et Tchernenko, les deux prétendants dont on parle autour de la présente succession.

Car une seconde règle se dégage des précédents : le successeur doit être choisi parmi les rares personnalités qui siègent à la fois au secrétariat du parti, base de départ pour la conquête du pouvoir, et au Politburo, organisme où se rassemblent les dirigeants déjà « installés » et sans lesquels rien de sérieux ne peut être entrepris. Staline a réussi précisément parce qu'il était déjà, à la mort de Lénine, secrétaire général, un poste alors obscur créé pour lui en 1922. Paradoxalement, ce fut lui pourtant qui modifia le plus la tradition qu'il avait créée, puisqu'il gagna à la fin de son règne en s'appuyant davantage sur la police secrète, accessoirement sur le gouvernement, que sur un parti terrorisé et diminué.

Il n'empêche qu'en 1953, à part Beria qui prétendait prolonger le monopole de la police, les deux successeurs possibles, Malenkov et Khrouchchev, étaient à la fois membres du secrétariat et du Politburo. Et le premier résultat de la crise de succession fut de rétablir la primauté du parti, c'est-à-dire de son secrétariat.

Rien n'a changé depuis lors à cet égard, et c'est pourquoi il est légitime, depuis la mort de Sousslov qui était l'un des plus prestigieux de ces « cumulards », de regarder d'abord vers les personnalités qui se trouvent dans la même situation : MM. Andropov et Tchernenko, mais aussi M. Gorbatchev, bien que ce dernier n'ait pas atteint à la même notoriété et soit chargé d'une responsabilité un peu trop suicidaire : l'agriculture — ne pas permettre encore plus fragile que ses rivaux.

Les atouts de M. Andropov

Parmi ces trois hommes (auxquels certains ajoutent parfois M. Grichine, premier secrétaire du parti à Moscou et membre du Politburo, mais non du secrétariat central (1)), c'est incontestablement M. Andropov qui, de l'avis général, a les meilleures chances en l'état actuel des choses d'émerger, sinon

comme le dirigeant incontesté, du moins comme le *primus inter pares* de la première phase de la succession.

Sa promotion, en mai 1982, au secrétariat du parti, où il a apparemment hérité d'une partie des fonctions qu'y exerçait Sousslov, a été l'indice décisif en ce sens.

Trois atouts peuvent lui être reconnus :

1) Son « profil de carrière » d'abord. M. Andropov n'a pas été seulement le président de la police secrète (K.G.B.), pendant quinze ans : il a eu, pendant toutes les années 40, des responsabilités locales (en Carélie-Finlande) avant de s'occuper, pendant encore quinze ans, des relations extérieures du parti au niveau de son appareil central (il a déjà siégé à ce titre pendant cinq ans, de 1962 à 1967, au secrétariat). Son expérience tant nationale qu'internationale fait donc de lui un dirigeant « complet », encore qu'il n'ait pas pénétré dans le sacro-saint secteur « organisationnel » du parti, celui qui s'occupe des cadres.

2) Il n'est pas un protégé personnel de M. Brejnev, comme l'est M. Tchernenko. Or la leçon à tirer des événements qui ont suivi la disparition de Mikhaïl Sousslov () est que le chef du parti et de l'Etat a un peu moins d'autorité qu'il n'était généralement admis. La curieuse campagne de rumeurs lancée au printemps contre les implications de membres de sa famille dans des scandales financiers visait à faire passer ce « message ».

Peu après, M. Tchernenko, qui n'avait d'autre atout que le soutien du secrétaire général, devait « se

pousser » au secrétariat pour faire une place à M. Andropov. Le dernier mot n'est sans doute pas dit, M. Brejnev n'ayant visiblement pas renoncé à promouvoir son protégé. Mais ce dernier verra ses chances se réduire encore avec la disparition de son protecteur.

3) Enfin, M. Andropov a l'avantage, de par son long passage à la tête du K.G.B., de connaître tous les dessous du régime et, mieux que quiconque, ses pairs et leurs vulnérabilités. Or il se pourrait bien que la campagne contre la corruption, qui a déjà commencé, prenne plus d'ampleur après la disparition du secrétaire général, au point de devenir une arme politique dans la lutte pour la succession : ce mal, qui sévit endémiquement dans un pays voué à la pénurie et où la plupart des privilèges matériels sont liés à l'occupation du pouvoir, n'a pu que s'aggraver pendant les années brejnéviennes, avec la « pétrification » des mêmes élites.

Sur tous ces points, M. Andropov, à supposer même qu'il ait abandonné la supervision du K.G.B., en sait probablement plus long que beaucoup d'autres.

Avec tout cela, le plus remarquable est la réputation de « libéral », ou en tout cas de « modéré » qui est celle de M. Andropov dans les milieux les plus divers, y compris chez les dissidents d'U.R.S.S. ou d'Europe de l'Est, y compris chez les Hongrois, qui se souviennent pourtant que le dauphin actuel de M. Brejnev était ambassadeur à Budapest en 1956, au moment de l'écrasement de leur insurrection. Plus cultivé que la moyenne des ap-

paratchiki, ouvert aux suggestions et aux idées de réforme, tels sont les qualificatifs les plus souvent entendus à son sujet.

Une confirmation indirecte leur a été apportée dans la mesure où la politique du K.G.B. a marqué un durcissement dans deux domaines ces derniers mois, depuis le départ de M. Andropov de cette organisation : des arrestations de dissidents ont été opérées dans des milieux nouveaux, non en contact avec l'étranger, enfin d'importantes restrictions ont été décidées dans les communications téléphoniques avec l'Occident, notamment avec la quasi-suppression de l'automatique.

Le poids de la police politique et de l'armée

S'agit-il d'initiatives longtemps empêchées par M. Andropov, et qui seraient soudain devenues possibles avec son remplacement, M. Flodortchouk, jusqu'à présent chef du K.G.B. en Ukraine ? Ou bien M. Andropov, toujours responsable de ce secteur, s'est-il arrangé pour que sa réputation de « libéral » n'en soit pas affectée ? On ne le saura pas avant longtemps.

Toujours est-il que la police politique mais aussi l'armée auront leur mot à dire dans la succession. Elles l'avaient déjà eu dans toutes les grandes décisions institutionnelles prises depuis la mort de Staline, elles l'auront encore plus aujourd'hui. Le poids de ces piliers du pouvoir n'a pu que s'accroître en effet au fur et à mesure que le parti

étalait son impuissance dans tous les domaines autres que militaire et policier, et que le régime confirmait sa prédilection pour ces instruments classiques de la puissance impériale. Cette nouvelle situation pourrait modifier des règles tenues jusqu'à présent pour éternelles, et l'on ne saurait s'en remettre aux seuls précédents.

Une probabilité est que l'on assistera moins à une succession réglée une fois pour toutes qu'à une succession à répétition, dont les premières phases ne sauraient permettre de préjuger l'aboutissement, et qui pourrait réserver nombre de surprises en cours de route. Surtout si l'on tient compte des énormes problèmes qui se posent au pays, et dont la solution ne saurait être ajournée bien longtemps.

MICHEL TATU.

Prochain article :

POUR QUELLE POLITIQUE ?

(1) Khrouchchev était aussi, à la veille de la mort de Staline en 1953, premier secrétaire à Moscou. Mais il siégeait en même temps au secrétariat et au Politburo.

(2) Toutes proportions gardées, une situation similaire s'est présentée en Chine, du fait que Chou En-lai, qui aurait pu être l'arbitre de la succession de Mao, est mort avant ce dernier. On s'explique mieux, dans ces conditions, que la crise de succession à Pékin ait duré si longtemps.

TGV
gagnez du temps
pour vos affaires.

Exemple : départ Paris 11 h 15, déjeuner dans le TGV, arrivée à Lyon Brotteaux 13 h 59, prêt pour votre 1^{er} rendez-vous. Pour le retour, vous avez le choix entre les TGV de 18 h 02 ou de 19 h 03 et vous rentrez tranquillement en fin de journée en roulant jusqu'à 260 km/h.

SNCF

La société malade de l'économie

Une des raisons qui rendent encore plus impérieuse la réforme de la gestion économique après le règne de M. Brejnev est l'impact que le marasme industriel et agricole a sur la société soviétique elle-même. Jusqu'à Khrouchchev, et malgré les problèmes économiques des chroniques qui se posaient à l'époque, la démographie en U.R.S.S. suivait la progression caractéristique des sociétés industrialisées, et même de nombreux pays en voie de développement : baisse continue de la mortalité infantile, notamment, hausse de l'espérance de vie, etc. Depuis que M. Brejnev est au pouvoir, cette progression est non seulement arrêtée, mais inversée.

Un chercheur américain, Murray Feshbach, s'est livré pour le compte du bureau de la population, une institution privée de Washington, à une recherche minutieuse sur les statistiques soviétiques. Ses conclusions ne sont pas réjouissantes. La mortalité en U.R.S.S. avait connu un déclin remarquable au début du régime, passant de 29,1 décès pour mille habitants à 6,9 en 1964, soit à un taux inférieur à celui des Etats-Unis (8,7 pour mille en 1979). Or ce chiffre a fortement remonté depuis lors, puisqu'il se situait à 10,3 en 1980.

Encore s'agit-il de données officielles. Les « détails » sont plus accablants encore, et ce n'est pas un hasard si les responsables du Kremlin ont cessé progressivement de publier certains chiffres normalement accessibles auparavant. Ainsi la mortalité infantile (les décès survenus de la naissance à un an) n'est plus affichée depuis 1974, après que le chiffre de cette année-là (27,9 pour mille) a fait apparaître une aggravation de la situation par rapport aux années précédentes (elle était par exemple de 22,9 pour mille en 1971). M. Feshbach s'est efforcé de prolonger la courbe sur la base d'indications soviétiques indirectes : il aboutit à un taux de 39 à 40 pour mille en 1978, soit trois fois plus qu'aux Etats-Unis

à la même époque (12,9 pour mille).

De même, l'espérance de vie est devenue un « secret d'Etat » à partir de 1972, date à laquelle elle se situait à 64 ans pour les hommes (en baisse de deux ans par rapport à la période 1963-1965) et à 74 ans pour les femmes. Elle serait aujourd'hui, selon l'analyste américain, de 61,9 et 73,5 ans respectivement. Là encore, l'U.R.S.S. est passée en dessous du niveau américain, qui s'établissait en 1978 à 69,5 ans pour les hommes et 77,2 pour les femmes.

Les ravages de l'alcoolisme

L'écart important entre les sexes est essentiellement dû à l'alcoolisme, qui sévit beaucoup plus dans la population mâle. Comment s'expliquer autrement que, dans la tranche d'âge des 40-44 ans par exemple, les hommes meurent trois fois plus que les femmes ? Ou encore — et il s'agit là d'une indication soviétique officielle — que la mort prématurée du mari soit devenue, avant le divorce, la cause la plus fréquente de la condition de chef de famille ? Selon un autre chercheur américain, Vladimir Tremi, qui s'est appuyé sur les statistiques du commerce de détail, la consommation d'alcool par habitant a plus que doublé depuis 1955 en U.R.S.S. En outre il s'agit surtout d'alcool « dur » (65 % du total, contre 45 % aux Etats-Unis), dans lequel la vodka fait figure de « haut de gamme » plutôt rare au regard des alcools gris-gris et autres produits de substitution beaucoup plus malsains dont la consommation s'est répandue ces dernières années.

Tout cela, conclut M. Feshbach, est « sans précédent dans un pays développé ». Faut-il inclure l'U.R.S.S. dans les pays dits parfois « en voie de sous-développement » ? — M. T.

nd de journaux

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

L'opposition se présente unie dans 69 communes des Yvelines

Dans soixante-neuf des soixante-cinq communes des Yvelines, le R.P.R. et l'U.D.F. présenteront des listes communes dès le premier tour des élections municipales. Dans ce département, réputé conservateur, les formations de l'opposition ambitionnent de gagner « au moins quinze » des trente villes actuellement détenues par la gauche (vingt par le P.C., dix par le P.S.).

L'accord réalisé entre MM. Paul-Louis Tanallion, président (U.D.F.) du conseil général, et Michel Pétard, député (R.P.R.) et maire de Saint-Germain-en-Laye, est présenté comme « un exemple unique d'union pour une efficacité maximum ». « Nous menons sur le terrain une campagne globale politique et politique », a expliqué, vendredi 5 novembre, au cours d'une conférence de presse, M. Franck Borotra, secrétaire départemental du R.P.R. « Nous démontrons la gestion catastrophique des municipalités de gauche. Nous luttons contre la roséole et la rouille qui ont commencé à envahir le département. Nous révélerons le rôle de certains bureaux d'études au service des municipalités de gauche. Enfin, nous ferons régresser les positions de M. Michel Rocard, qui est l'image du socialisme dans le département. Car il n'y a pas de bons et de mauvais socialistes. Il y a seulement certains socialistes qui se masquent avec des oripeaux différents ».

Seules sept villes connaîtront des élections primaires : Chevreuse, Maurepas, Le Mesnil-Saint-Denis, Rambouillet, Saint-Arnoult-en-Yvelines, Marly-le-Roi et Triel-sur-Seine. Le problème le plus délicat concerne Rambouillet. « La situation y est compliquée, car la présence, depuis trente ans, de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, maire sortant, a brouillé les cartes à chaque élection », dit-on dans l'opposition.

Actuellement à la tête d'une municipalité d'union de la gauche, elle souhaite reprendre sa liberté. Mais, estimant que « l'héritage à l'honneur », M. Jacques Chirac lui a récemment refusé le soutien du R.P.R. et Mme Thome-Patenôtre

pourrait annoncer sa décision de quitter la scène politique.

Dans les villes où l'U.D.F. et le R.P.R. ont conclu un accord dès le premier tour, on enregistre peu de surprises parmi les têtes de liste. Les maires sortants sont nombreux à se représenter : MM. André Damien (C.D.S.) à Versailles, Michel Pétard (R.P.R.) à Saint-Germain-en-Laye, Mme Brigitte Gros, sénateur (U.D.F.), à Meulan, MM. Patrice Vieljeux (div. opp.) à Bougival, Jacques Kosciuszko-Morizet, ancien ambassadeur (R.P.R.), à Saint-Nom-la-Bretèche, Robert Wagner, député (R.P.R.), à Vélizy, Nicolas About, ancien député (U.D.F.), à Montigny-Le Bretonneux, Gérard Martin (U.D.F.) à Virvray, Jacques Toulain (U.D.F.-Rad.) à Jouy-en-Josas, Octave Saubobert (U.D.F.) à Bonnières, Jean-Louis Fanost (div. opp.) à Ponthartrain, Pierre Dupres (div. opp.) à Maisons-Laffitte, Alain Jonemann (U.D.F.) au Vésinet, etc.

A Carrières-sur-Seine, M. Pierre Bourson, ancien député U.D.F., tentera de retrouver sa mairie, perdue en 1977. Parmi les nouveaux venus : MM. Alain Mahiet, conseiller général R.P.R., à Houillies, M. André Wetzel (U.D.F.) à Sartrouville, Mme Jeanne Pruvost, député européen (U.D.F.), à Andrézy, M. Jacques Masdeu-Arns, conseiller général R.P.R., à Poissy et Jean Boudoux (R.P.R.) à Boisd'Arzy.

DAMIEN RÉGIS.

Le P.S. a désigné ses chefs de file dans les vingt arrondissements de Paris

Deux ministres, M. Jack Lang (S) et Mme Edwige Avice (14^e), le premier secrétaire du parti socialiste, M. Lionel Jospin (19^e), et quatre députés, dont M. Paul Quilès (13^e), candidat socialiste à la mairie de Paris, figureront parmi les têtes de liste du P.S. aux prochaines élections municipales dans la capitale. Le vote des assemblées générales d'arrondissement a réservé peu de surprises, les candidats étant souvent déjà en lice dans leur arrondissement, comme M. Jospin, Quilès, Sarre (11^e) ou même Mme Edwige Avice.

Sur les vingt candidats élus, les représentants de l'ex-courant « Mitterrand » (courant A) sont légèrement majoritaires avec huit candidats, devant le C.E.R.E.S. (sept), les rocardiens (ex-courant C), (quatre) et le courant Mauroy (courant B), un élu.

Toutefois, ce résultat est intéressant dans la mesure où il confirme une certaine stabilité du rapport des forces entre les courants dans la fédération. Le fait que les mitterrandiens sont en tête doit être corrigé par divers éléments : d'une part, quatre de leurs têtes de liste ont été désignés dans les quatre premiers arrondissements, naguère regroupés deux par deux, et où les effectifs, comme les électeurs, sont moins nombreux ; d'autre part, le « courant A » a connu deux échecs notables, l'un dans le sixième arrondissement, où M. Alain Barrau, membre du secrétariat national chargé de la jeunesse, a été battu par un « rocardien » ; l'autre dans le

quatrième, où M. Yves Lebas, proche de M. Jospin, n'a pu s'imposer.

Enfin, dans un arrondissement tel que le dixième, le C.E.R.E.S. retrouve ses positions alors que M. Quilès l'avait emporté sur M. Sarre. Il apparaît donc que le large succès du numéro trois du P.S. ne s'est pas concrétisé automatiquement en termes de positions de courants, la fédération restant un point d'ancrage solide pour le C.E.R.E.S.

Les chefs de file dans les arrondissements sont donc : MM. Jean Leclerc, trésorier fédéral (11^e, courant A) ; Pierre Schapira, membre du secrétariat fédéral chargé au P.S. des relations avec Israël (2^e, courant A) ; Jack Lang, ministre de la culture (3^e, courant A) ; Maurice Boussey, directeur du cabinet du secrétaire d'Etat aux rapatriés (4^e, courant A) ; Mme Elisabeth Gatteau (5^e, courant B) ; MM. Gilles Lecan (6^e, courant C) ; Patrice Bachy (7^e, C.E.R.E.S.) ; Mme Eve Baume (8^e, C.E.R.E.S.) ; M. Jacques Bravo (9^e, courant C) ; Gérard Luttier (10^e, C.E.R.E.S.) ; Georges Sarre (11^e, C.E.R.E.S.) ; Philippe Farine, député national du P.S. aux questions internationales (12^e, courant A) ; Paul Quilès (13^e, courant A) ; Mme Edwige Avice (14^e, C.E.R.E.S.) ; M. Alain Hubert (15^e, courant C) ; Mme Monique Herold (16^e, courant A) ; MM. Jean-Luc Gonneau (17^e, courant A) ; Lionel Jospin (18^e) ; Manuel Escutia, député (19^e, C.E.R.E.S.) ; Michel Charraz, député, membre du secrétariat national (20^e, C.E.R.E.S.).

Mme VINCENT (P.C.F.) : tenir compte, d'abord, des élections de 1977

Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique du P.C.F., déclare, dans une interview publiée par *Révolution* (datée 5-11 novembre), que « certaines organisations du parti socialiste ne rendent leur compte que des élections de 1981 » pour la composition des listes de gauche en vue des élections municipales de mars 1983, alors que les communistes entendent tenir compte « d'abord des municipales de 1977 et aussi de toutes les élections qui ont eu lieu depuis ».

Mme Vincent insiste sur le fait que, dans les municipalités de gauche, le maire sortant est le mieux placé pour diriger la liste. Elle cite plusieurs communes : Montluçon (M. Pierre Goldberg), Tarbes (M. Paul Chastelain) et Dieppe (M. René Bourgeois) — où le parti communiste avait été devancé en 1981 et où le maire, candidat aux élections municipales de mars dernier, avait « tout naturellement repris la tête ».

Mme Vincent, enfin, se prononce contre la présentation de listes séparées au premier tour, listes qui pourraient fusionner, ensuite, pour le second tour. « Si la gauche allait dans certaines localités en ordre dispersé au premier tour, cela nuirait à la possibilité de son succès au second, quand elle ne serait pas battue au premier tour », déclare-t-elle.

M. LECANUET : les listes d'union de l'opposition restent la règle

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a estimé, jeudi 4 novembre, au terme du Conseil national de l'U.D.F., que « l'évolution des négociations au sein de l'opposition dans la perspective des élections municipales semble satisfaisante ».

Il a souligné que « l'électorat d'opposition continue de préférer les listes unies ». « Nous continuons officiellement de penser que c'est la règle, même si certains au sein de l'U.D.F. pensent qu'une compétition au premier tour peut être envisagée », a-t-il précisé. « C'est une question d'appréciation et non de doctrine », a-t-il poursuivi. « En d'autres circonstances, on peut estimer que la qualité de candidature est plus favorable à l'opposition », a conclu M. Lecanuet.

EN BREF

● CHAMBERY. — M. Francis Ampe, maire sortant de Chambéry (Savoie), a été désigné par les militants socialistes en accord avec les communistes, comme tête de liste de l'union de la gauche. Il avait été élu en 1977, battant de justesse la liste du maire sortant, M. Pierre Dumas (R.P.R.).

● SAINT-ETIENNE. — Avant même que M. François Dubanchet, sénateur centriste de la Loire, candidat déclaré de la liste d'opposition (U.D.F.-R.P.R.) ne fasse connaître la composition de son équipe, une deuxième liste d'opposition s'est constituée. De coloration centre-gauche, elle est menée par M. Christian Ball qui

avait été élu conseiller général du canton de Saint-Etienne-Mordet, en 1978, avec le soutien de l'U.D.F. et du R.P.R., et avait fait partie du conseil municipal de M. Durafour. M. Michel Grossmann, député général du P.D.F. de M. Gennesseaux, pourrait faire partie de cette liste qui veut regrouper « les élus du socialisme ».

● LIMOGES. — M. Michel Bernard (R.P.R.), professeur à l'université de Limoges et conseiller général de la ville, a été désigné comme tête de liste par l'ensemble de l'opposition. Le P.S. devrait reconduire M. Longueque, maire sortant, sénateur.

● POLYNÉSIE. — L'Assemblée territoriale de Polynésie française a émis, le 5 novembre, un avis défavorable à l'instauration de la proportionnelle aux élections municipales dans les villes de plus de dix mille habitants (Papeete, Faaa et Piri). Elle a estimé que cette réforme n'est pas « souhaitable » en raison de « la situation excessive qu'elle risque d'entraîner dans les débats des conseils municipaux ». Elle a souhaité, d'autre part, que les opérations de recensement général de la population prévues en 1983 soient réalisées en Polynésie avant les élections municipales.



CAPEL.
Finie l'austérité
pour les
hommes forts.

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

STERN
GRAVEUR
depuis 1840

Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.54.48 - 502.96.45



Le style "IN"
pour les grands :
CAPEL

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

N° 2000

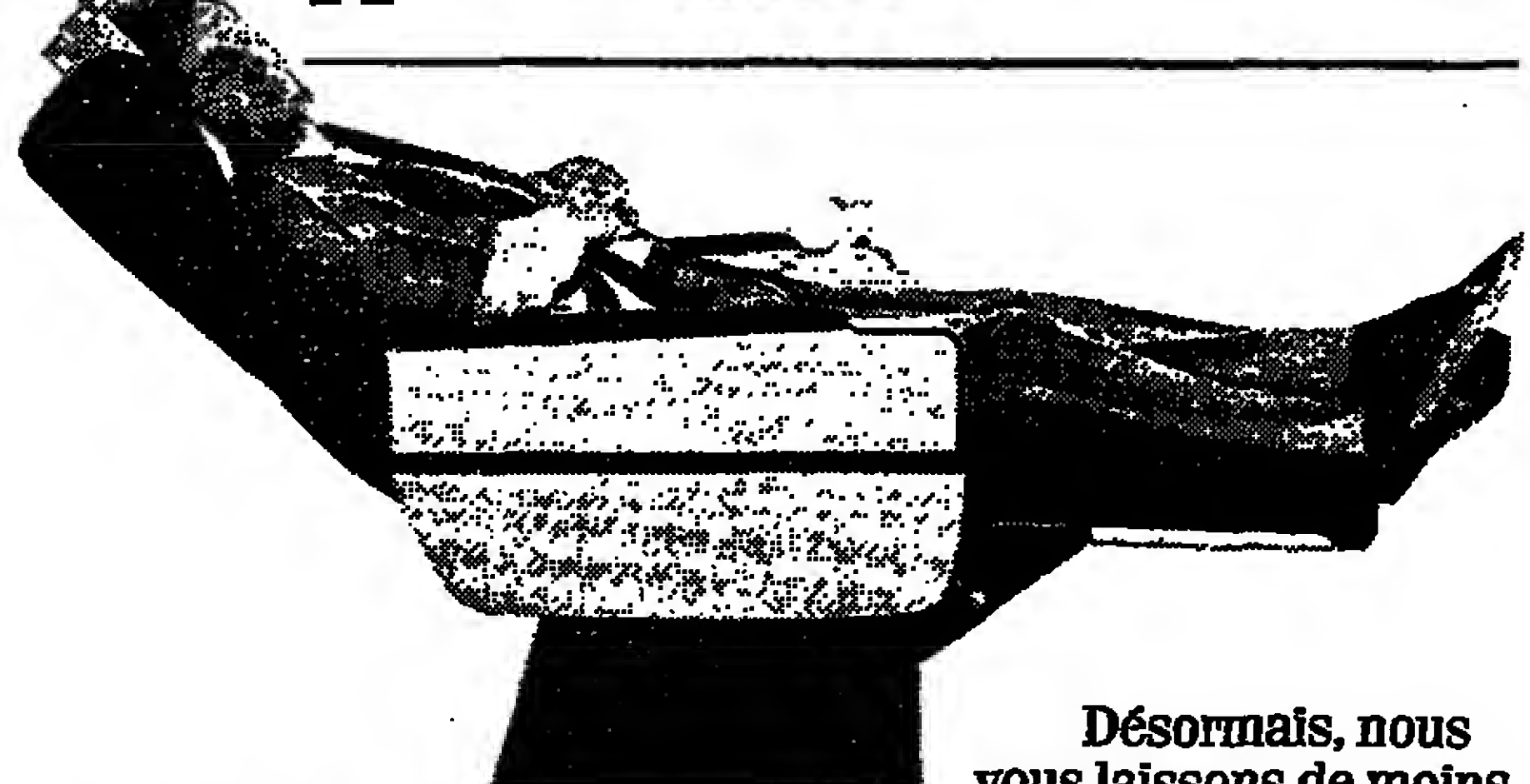
vingt ans après VATICAN II
les grands théologiens
s'interrogent

Hans Küng
Bruno Chenu
Karl Rahner
Pablo Richard
Marie Dominique Chenu

En vente en kiosque
ou à E.T.C. 49 rue du Fg Poissonnière 75009 Paris

9 F

Paris Tokyo,
vous n'avez plus que 12 h 45 pour
apprécier notre sens du détail.



Désormais, nous
vous laissons de moins
en moins de temps pour tester la multitude de détails qui nous
rend si différents des autres compagnies.

Ainsi sur Paris Tokyo via Moscou, en 747 le vendredi, le temps
de vol a pu être réduit à 12 h 45.

• 12 h 45 pour apprécier le confort de nos 747, notre
ponctualité bien connue, l'efficacité de
notre service à bord.

• 12 h 45 pour goûter tous les avan-
tages qui sont le privilège des passagers
de JAL. Et en 1^{re} classe JAL, vous trouverez
les fameux fauteuils inclinables à 60° et
même un vrai lit pour dormir une vraie nuit.

Tout le monde sait que le caractère
japonais recherche toujours la perfection.
C'est là dessus que reposent la réussite
et le succès mondial de notre compagnie.

JAPAN AIR LINES



Les petites attentions
font les grands vols.



L'exemple auvergnat

Quinze mille personnes ont manifesté à Paris en faveur d'un centre de formation catholique

Une manifestation a rassemblé environ quinze mille personnes, samedi 6 novembre après midi, à Paris, pour protester contre la décision du ministre de l'éducation nationale de ne pas subventionner le centre de formation pédagogique (C.F.P.), de l'enseignement catholique d'Amiens. La plupart étaient venus de Picardie. Des Parisiens, parents ou enseignants partisans de l'école privée, les avaient rejoints « en nombre déraisonnablement limité », selon M. Pierre Daniel, président de l'UNAPEL (Union nationale des

associations de parents de l'enseignement libre), qui devait déclarer : « Que le gouvernement sache bien qu'aujourd'hui, grâce à notre détermination commune (...), nous ne nous laisserons pas réduire. » « Nous lui donnons, à-t-il ajouté, ce premier coup de semonce, pour qu'il comprenne combien il serait dangereux de poursuivre la voie dans laquelle il paraît engagé. »

La veille, le secrétaire général de l'enseignement catholique, le chanoine Paul Guibert, avait, au

cours d'une conférence de presse réunie à Paris, évoqué les « difficultés » auxquelles l'enseignement catholique se trouve confronté. A quelques semaines de l'ouverture des négociations avec le gouvernement sur l'avenir de l'enseignement privé, M. Guibert a estimé qu'« un tel contexte, s'il devait persister, rendrait illusoire toute négociation future ».

M. Jacques Barrot, député de Haute-Loire (U.D.F.) et président de l'Association parlementaire pour la liberté d'enseignement, était allé plus loin en

prévenant, le 4 novembre, au moment de l'examen du budget de l'éducation nationale : « Nous n'engageons certainement pas les négociations dans un contexte comme celui-ci. » Pour lui comme pour les responsables de l'enseignement catholique, la fermeture du C.F.P. d'Amiens n'est qu'une des pièces d'un dossier « contentieux » qui pèse actuellement sur les rapports entre l'Etat et le secteur privé de l'enseignement.

• Fermeture du Centre de formation pédagogique (C.F.P.) d'Amiens

C'est, selon le chanoine Paul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique, le « problème central » au milieu d'« autres problèmes urgents et graves ».

Le C.F.P. d'Amiens a été ouvert en septembre 1981 par la Direction diocésaine de l'enseignement libre pour former les futurs instituteurs du secteur privé des trois départements qui composent l'académie : Aisne, Oise et Somme. Pour être subventionné par l'Etat, un tel centre doit accueillir au moins vingt élèves par année. L'an dernier, le recteur d'Amiens puis le ministre de l'éducation nationale ont estimé les besoins à dix-sept et ont donc refusé la subvention. Le centre a fonctionné au moyen de crédits privés.

L'enseignement catholique espérait que les choses s'arrangeraient cette année. Il évalue à trente et un, « au moins », le nombre d'élèves-maîtres que le C.F.P. aurait dû recruter. Il fonde ses calculs sur les départs à la retraite, l'augmentation de postes à mi-temps, les démissions prévues et l'ouverture de classes nouvelles. Il reconnaît une baisse démographique (moins deux cent quarante-deux élèves dans les classes primaires privées des trois

départements à la dernière rentrée) qui réduirait les besoins en maîtres, mais il souligne que cette diminution était moins forte l'année précédente et que la tendance est peut-être en train de se renverser. D'ailleurs, il a dû nommer cinquante et un instituteurs cette rentrée dont certains à mi-temps. Enfin, il saisit l'appui de l'estimation des trois inspecteurs d'académie qui aurait abouti au nombre de vingt-six élèves-maîtres.

Le ministère estime qu'il s'agit d'une « mauvaise querelle » et rappelle que, lors du précédent septennat, l'aide de l'Etat avait été refusée au C.F.P. d'Aurillac pour de semblables raisons. Ses calculs pour Amiens s'articulent sur trois éléments :

- nombre des départs à la retraite à compenser en 1985 quand les maîtres recrutés cette année entreront en fonction : 11. C'est un chiffre sur lequel tout le monde est d'accord ;

- démissions : 15 (les inspecteurs d'académie prévoient 16, l'enseignement catholique, extrapolant ses statistiques récentes, 19) ;

Prévisions de solde fermetures - ouvertures de classes : le ministère les évalue à 42 fermetures en trois

ans, qu'il abaisse par sécurité à 30, soit 10 par an, voire 8 pour faire bonne mesure.

Résultat : 11 plus 15 moins 8 = 18. C'est le chiffre de 18 élèves-maîtres à recruter qu'il a signifié le 27 octobre à la direction du C.F.P. d'Amiens, écartant ainsi, puisque le seuil est de 20, une aide financière de l'Etat.

M. Jean-Paul Costa, directeur du cabinet de M. Alain Savary, qualifie le chiffre obtenu de « maximum honnête ». Il fait valoir que les prévisions de fermeture de classes ont été atténuées. Il résume l'argument de l'enseignement catholique selon lequel les maîtres du secteur privé ayant un arrangement de cinq ans, et non de dix ans comme ceux du public, la protection des personnels serait plus importante, donc les besoins plus grands dans le privé. Les contributions, estime-t-il, n'ont pas à supporter la charge d'une formation d'instituteurs qui quitteront le métier plus vite que leurs collègues du secteur public. Enfin M. Costa rejette l'accusation de vouloir asphyxier financièrement l'école privée puisque le ministre a indiqué que, si les élèves-maîtres d'Amiens sont accueillis par les C.F.P. de Reims ou d'Amiens, leur présence donnera lieu à subvention, y compris rétroactive pour l'année 1981-1982.

• L'aide aux écoles privées sous contrat d'association.

La deuxième source de litige reste le refus par certaines communes de

subventionner des écoles primaires privées sous contrat d'association. Selon l'enseignement catholique, il y aurait deux cent quatre écoles dans ce cas, les plus nombreuses étant dans les diocèses d'Amiens, de Bordeaux, de Quimper, de Saint-Brieuc, de Reims et de Nantes.

Depuis la loi du 2 mars 1982 sur la décentralisation, les commissaires de la République ne peuvent plus, comme il en allait pour les préfets, inscrire d'office des dépenses au budget des communes. En outre, plus aucun transfert de charges vers les communes n'est autorisé s'il n'est prévu expressément. Ce qui n'est pas le cas pour le forfait communal, soutient le ministère, tandis que l'enseignement catholique s'en tient à l'arrêt du Conseil d'Etat rendu l'an dernier en faveur du versement de la subvention par les communes. Aux termes d'une lettre de M. Robert Chéramy, chargé de mission à l'Elysée, « c'est donc par la voie d'une entente amiable au niveau local » que les solutions doivent être trouvées. Les dirigeants de l'enseignement catholique font grief à M. Savary de n'avoir pu réussir à convaincre les municipalités.

• L'ouverture des sections conduisant au brevet de technicien supérieur (B.T.S.) soumise au ministre.

Dans l'enseignement public, l'ouverture dans les lycées des classes de B.T.S. et des classes préparatoires

aux grandes écoles est soumise à l'approbation du ministre de l'éducation depuis 1976. En revanche, pour la création de ces classes dans l'enseignement privé sous contrat, la décision revenait au préfet... jusqu'à la publication d'une note de M. Savary le 19 mai dernier. Ce texte soumet désormais le secteur privé au même régime que le secteur public.

L'enseignement catholique voit dans cette mesure un grignotage de son autonomie. Il ironise sur l'extension de la centralisation et l'alignement sur le « plus mauvais des deux systèmes ». Il fait état de quatorze refus d'ouverture sur vingt-neuf demandes de première année, alors que « certains dossiers avaient été régionalement très étudiés et très appuyés par les organismes professionnels ou les collectivités locales ».

Le ministère répond que les besoins et les débouchés qui justifient la création de ces sections doivent être étudiés au plan régional, mais aussi au plan national.

• Prise en compte de stages pour le calcul de l'ancienneté des maîtres du privé.

L'inspecteur d'académie de Maine-et-Loire et celui de la Loire ont refusé, après avis du ministre, que des stages d'enseignement du secteur privé à l'Institut supérieur de promotion des responsables pédagogiques de l'enseignement catholique (ISPEC) d'Angers soient pris en compte pour le calcul de la retraite

ou donnent lieu à autorisation d'absence avec traitement.

Pour l'enseignement catholique, il s'agit d'une violation de textes antérieurs (1979) qui conduirait à l'« étrangement » de la formation permanente par le privé. Le ministère fonde sa position sur le fait que seuls les personnels enseignants du privé peuvent bénéficier d'une aide de l'Etat à titre de, en conséquence, seuls les stages de formation initiale ou continue à l'enseignement entrent dans le cadre de la loi, ce qui n'est pas le cas des stages incriminés qui préparent à des fonctions d'encadrement.

• Fonctionnariat imposé.

Lorsqu'un professeur du privé est reçu à la grégation ou au CAPES, il peut choisir de rester dans le secteur privé sous contrat ou de rejoindre le secteur public. L'enseignement catholique cite le cas d'enseignants qui, cette année, à l'issue d'un concours, ont été titularisés d'office dans la fonction publique.

Alignement sur le secteur public pour des autorisations d'ouverture d'enseignement de sciences naturelles en seconde, pour la transformation de section technique et l'introduction de l'informatique : telles sont les autres pièces du dossier contentieux où l'enseignement catholique est opposé au ministère de l'éducation nationale. Ce dossier révèle, pour les responsables de l'enseignement catholique, une « volonté de paralyser son existence et son action ».

C. V.

UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION »

Les maternelles

On le sait, bien sûr, mais trop confusément : « On redouble moins souvent à l'école primaire quand on est allé en maternelle. On redouble même d'autant moins qu'on y a passé plus d'années. » Le Monde de l'éducation, qui consacre son dossier de novembre à la maternelle sous le titre : « Les inquiétudes d'une école heureuse », nous le précise en se référant à une étude du service des études statistiques et statistiques du ministère de l'éducation nationale sur l'influence des années d'école maternelle sur les résultats scolaires des enfants entrés en sixième en 1980. Mais que sont ces établissements qui préparent nos bambins à la grande école ? L'enquête menée par Marie-Claude Bédier nous laisse entrevoir des classes où l'enfant apprend à voir ce qui l'entoure, à connaître son corps

et à accepter l'autre plutôt que des usages du savoir pour futurs géomètres. Un long chemin a été parcouru depuis les « salles d'asile » de 1826 avec leur rôle de « gardiennage et de dressage ».

La maternelle, c'est encore, semble-t-il, l'endroit où l'enseignant montre le plus grand enthousiasme pour sa profession. Mais qui dit enthousiasme ne dit pas béatitude, et les instituteurs et institutrices de maternelle se posent eux aussi des questions.

Un dossier sur les maternelles aurait été incomplet s'il n'avait dit mot des tout petits, les deux ans. Pour ? Contre les deux ans à l'école ? Une seule certitude : l'accueil doit être différent. Car ce premier rendez-vous ne doit pas être manqué.

* Le Monde de l'éducation. Novembre 1982, n° 88, 10 francs.

Des choses à se dire

La tempête qui souffle sur les relations entre l'école privée et l'Etat est de saison. A quelques semaines de l'ouverture de négociations attendues ou redoutées depuis plus d'un an, comment s'étonner que les esprits s'échauffent, que les inquiétudes, les apaisements, les supputations, dont se nourrissent les partisans de l'enseignement privé, ne se multiplient en tensions à mesure que l'échéance approche ?

Les responsables de l'école catholique n'ont pas désigné cet orage. Des hommes comme le chanoine Paul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique, M. Pierre Daniel, président de l'UNAPEL, sont, à leur manière, des « politiques ». Certes, ils ne marchent pas leur soutien aux victimes de la « normalisation » de l'enseignement privé. Même s'ils laissent ce mot à M. Jacques Barrot, président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, et restent pour l'heure dans le registre de la préoccupation interrogative. Certes, ils doivent ne pas voir que des inconvénients dans l'occasion qui leur est donnée d'établir opportunément une part une part de leurs forces. Certes, ils entretiennent le feu de leurs campagnes en participant à de multiples rassemblements régionaux. Mais ils savent aussi que le tapage peut les desservir, qu'il braque les feux sur un dualisme tenace que deux décennies de pratiques contractuelles n'ont pas réussi à éteindre.

Car, aujourd'hui, il ne suffit pas aux participants de l'enseignement privé d'accuser : c'est le gouvernement qui réveille la querelle scolaire. Le fait est là, heureux ou malheureux : un changement de majorité politique a remis d'actualité la question. C'est bien pourquoi les dirigeants de l'enseignement catholique ne cèdent pas à la politique du pire. En dépit de leur « déception », de leur « amertume » et de leur « protestations », ils ne posent

pas de préalable à l'ouverture du dialogue.

Au gouvernement de mesurer comment atteindra son objectif - celui de M. Mitterrand de construire « un grand service public, unifié et laïque de l'éducation », sans briser l'unité nationale que même président appelle de ses vœux.

La difficulté est plus évidente. Parmi les points abordés lors des prochaines négociations, la « carte scolaire », c'est-à-dire l'implantation des structures d'enseignement, sera la première pierre d'achoppement. Actuellement, les familles choisissent l'établissement privé où inscrire leurs enfants, tandis que les établissements publics sont « sectorisés ». Le système est rigide pour les usagers du secteur public. Trop rigide, il est souple pour le privé. Mais celui-ci n'a pas les obligations du service public. Au ministère, on considère que la coexistence des deux systèmes est source de gaspillage. En généralisant le libre choix des parents, on prendrait le risque, par exemple, de voir des établissements publics peuplés seulement de petits élèves immigrés. En ne touchant pas au carcan, on ferait de différences, de possibilités de recours pour des enfants en situation d'échec dans l'enseignement public.

Pour cet exemple, comme pour celui de « l'intégration » des personnels, il est tentant d'envisager une sorte de fuite en avant : confier beaucoup plus d'initiatives et de décisions aux régions. Là encore, les résistances se multiplieront, le statut de la fonction publique aidant, ou contrairement plutôt.

En somme, dans un pays où l'école s'épuise à dissoudre les ségrégations sociales, à préparer les enfants et les jeunes à leur vie professionnelle et civique, les responsables des deux secteurs d'éducation, s'ils le veulent bien, auront beaucoup de choses à se dire.

CHARLES VIAL

Communiqué des Editions

JEAN DE BONNOT

La qualité, l'originalité et le succès des ouvrages édités par Jean de Bonnot ont naturellement suscité des imitations en France et à l'étranger. Dans la mesure où chaque œuvre fait l'objet chez cet éditeur d'une création authentique, tant en ce qui concerne le choix des auteurs, les relieurs plein cuir ornées de décors originaux poussés à l'extrême, qu'en ce qui regarde les mises en page très élaborées et chaque fois renouvelées, les auteurs pouvaient être considérés avec un certain détachement par Jean de Bonnot, qui bénéficiait toujours d'un temps d'avance et de la fameuse petite différence qui est l'essentiel en matière d'édition d'art.

Cette foi dans le travail bien fait et dans la qualité de ses livres est toute exprimée dans le célèbre clou de genêve à vie que Jean de Bonnot est apparemment le seul éditeur au monde à faire valoir (reprise du livre au prix d'achat payé par le souscripteur).

Cependant, Jean de Bonnot se sent en droit de protester quand la compétition devient par trop déloyale et prend des cheminements plus condamnables que le simple plagiat malhonnête.

C'est ainsi que, ces derniers mois, des documents importants ont disparu subrepticement de ses bureaux.

Il s'agit d'abord d'études concernant des éditions en projet et, notamment, d'une formule nouvelle dont l'élaboration a nécessité une somme considé-

roble de recherches. Tout laisse supposer que ces pièces ont été « empruntées » et consultées indûment.

En deuxième lieu, le fichier confidentiel des clients Jean de Bonnot a été en partie détourné de telle sorte que l'éditeur a été coupé d'une fraction de sa clientèle dont on devine bien qu'elle est actuellement sollicitée par les auteurs indécents du pilage qui proposent abusivement par ce biais leurs succès.

Ce double méfait incite les Editions Jean de Bonnot à prendre les mesures suivantes :

1° Réviser au public plus tôt que prévu les nouvelles éditions et les projets jusqu'alors celés dans ses cartons, notamment le programme original baptisé « Curiosités littéraires et bibliophiles ».

2° Entreprendre de renouer des relations normales, régulières et attentives avec ses clients en leur demandant de bien vouloir se faire reconnaître en retournant le bulletin ci-dessous. Jean de Bonnot leur communiquera aussitôt les titres de ses récentes et prochaines réalisations ainsi que les conditions particulières auxquelles ils ont droit.

3° Informer tous ceux qui le désirent des titres et des prix des livres signés par Jean de Bonnot et qui ne sont pas encore épuisés.

Pour cela, merci de bien vouloir renvoyer aussitôt que possible la demande d'information ci-dessous.

DEMANDE D'INFORMATION

A envoyer aux Editions Jean de Bonnot, 7, Rue St-Honoré, 75006 Paris. Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement une documentation sur les ouvrages en cours ou en préparation, signés par Jean de Bonnot.

Nom Prénom

Adresse complète

Ville Code postal M 6

PARIS
MIAMI
PARIS A PARTIR DE

3395 F

FORUM VOYAGES
LA TERRE MOINS CHERE

L rue Cassette (10° St-Sulpice) 75006 Paris Tél. 544.38.61
17, rue d'Anin (10° Opéra) 75002 Paris Tél. 2681.94
72, rue Jeanne-d'Arc 75000 Rouen Tél. (35) 98.32.59

SOCIÉTÉ

FACE A LA RECRUESCENCE DES ATTENTATS

Un front antiterroriste se développe en Corse

Bastia. — Dans une lettre ouverte adressée à M. Prosper Alfonsi, président de l'Assemblée de Corse, la Fédération de l'éducation nationale de Haute-Corse note que « le temps n'est plus tellement de condamner les attentats quand on condamne ne suffit plus... Il faut que chacun sache bien que la violence n'a pas de règne dans le débat démocratique, aujourd'hui possible ». C'est l'argument majeur de la gauche : la violence n'a plus de raison d'être en Corse dans la mesure où ont été rétablies les règles de la démocratie. Paradoxalement, d'ailleurs, le fait que la *consultation* de l'Assemblée nationale (C.C.N.), qui prône « la lutte de libération nationale », ait décidé de présenter des listes aux prochaines élections municipales, alors qu'elle avait préconisé l'abstention aux élections régionales, devrait renforcer la thèse de la majorité présidentielle. Mais le sens donné par la C.C.N. à son entrée dans l'arène électorale est tout autre. Pour le mouvement indépendantiste, ce « choix tactique » doit surtout permettre de mieux faire passer son principal mot d'ordre : « Non à la colonie de peuplement ».

Les continentaux visés

Pour la C.C.N., en effet, la présence de « plus de soixante-dix mille continentaux dans l'île représente un danger mortel pour le peuple corse » à travers « le déséquilibre démographique » qu'elle crée. Ce mot d'ordre a un corollaire : le slogan I.F.F. (I francisé fure) les Français dehors). La C.C.N. veut donc leur départ. Le F.L.N.C. les plastique.

Correspondance

Depuis le début 1982, sur les six cent cinquante actions violentes recensées jusqu'au 20 octobre, on a dénombré cinq cent un attentats visant des biens privés, et seulement soixante-dix, des bâtiments publics. Sur ces cinq cent un attentats, trois cent vingt-neuf ont été perpétrés contre des continentaux. Si tous ne sont pas dus au F.L.N.C. (il n'en a revendiqué que deux cent douze pour toute cette période), il est clair que la ligne stratégique actuelle du mouvement clandestin vise d'abord et en priorité ces non-Corses. Une conférence de presse du F.L.N.C., le 24 août, trois jours après la nuit bleue « record » (cent dix attentats) confirmait cette orientation.

« L'inaction des pouvoirs publics »

Parmi les continentaux, ce sont au premier chef les enseignants qui sont la cible des plastiques. Et il existe actuellement, dans plusieurs établissements, une véritable psychose de l'attentat. A Bastia, dans les classes terminales, certains professeurs se voient durement interpellés par quelques élèves nationalistes sur les problèmes du bilinguisme.

répression ». Mais M. Migeon, commissaire de la République en Haute-Corse, a expliqué dernièrement que « la détermination à lutter contre le développement des passions » résulte, en fait, d'une impuissance des pouvoirs publics à être prétexte à la constitution, en septembre, d'un groupe clandestin baptisé « Mouvement Corse française libre » et qui se donne notamment pour objectif « d'organiser la défense des libertés par les Corses eux-mêmes ». Une missive envoyée dernièrement à plusieurs maires de Haute-Corse et signée de ce mystérieux mouvement dit plus crûment les intentions de ses responsables et prévient que pour une victime du F.L.N.C. « dix autonomistes seront visés ». A côté de la résurgence probable d'un ancien mouvement antinationaliste, des inorganisés écroulés par les attentats dont ont été victimes leurs proches font publier dans la presse locale des avertissements aux plastiques, menaçant de les retrouver. Si on y ajoute la gauche, c'est aujourd'hui un véritable front antiterroriste qui est en train de voir le jour, tandis que, s'installe un climat propice à une sorte de guerre civile larvée.

Ce risque d'affrontement entre Corses n'a pas échappé à l'Union du peuple corse (U.P.C.), qui vient de rappeler, « aujourd'hui comme hier », sa condamnation de la violence « parce qu'elle est inutile là où le peuple dans son ensemble la réprouve ». Mais le mouvement autonomiste insiste, pour le refuser, « sur le danger mortel » que serait cet affrontement. La situation paraît assez grave pour que l'Assemblée de Corse soit saisie du problème de la violence lors de la prochaine réunion, en décembre.

DOMINIQUE ANTONI.

Une grenade de faible puissance a été lancée, samedi 6 novembre, contre le local de l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés, occupé également par le Mouvement français pour le planning familial, à Epinal (Vosges), provoquant des dégâts matériels mineurs.

A 19 h 30, dimanche 7 novembre, le secrétaire d'Etat chargé des immigrés, M. François Autain, a exprimé son « émotion » et son « indignation » devant « les agressions à caractère raciste » qui « se multiplient dans notre pays » et a souhaité la mobilisation et la concertation de tous pour que cela cesse.

(Publié)

SCIENCES PO

PRÉPARATION ANNUELLE INTENSIVE PARALLÈLE ou par CORRESPONDANCE Après 2^e année. PRÉPARATION ENA PRESUP 46, rue Vivienne, 75002 PARIS Tél. : 261-83-59, poste 201

Faits et jugements

« ATTENTION, GITANES ! »

Samedi 6 novembre, peu après 17 heures, les voyageurs se pressant dans les couloirs et sur les quais de la station Sèvres-Babylone du métropolitain parisien, où se croisent les lignes n° 10 (Gare d'Austerlitz-Porte de la Chapelle) et n° 12 (Porte de la Chapelle-Mairie d'Issy).

Soudain, dominant le brouhaha de la foule, une voix sort d'invisibles haut-parleurs : « La police est demandée à la direction Porte de la Chapelle... » Le reste est inaudible. De quoi s'agit-il ?

Un moment plus tard on apprend, quand de nouveau la voix retentit : « Mesdames et messieurs, faites attention à vos sacs à main et à vos portefeuilles, il y a des gitanes dans le métro ». Un moment s'écoule encore, puis : « La police est demandée à la direction Porte de la Chapelle, pour les gitanes ». Ces gitanes sont aussi appelées bohémiennes ou tsiganes.

Cela n'est-il pas sans rappeler d'autres époques où de tout autres autorités s'employaient à désigner à la vigilance des citoyens d'autres « ennemis sociaux », mais selon des méthodes assez peu différentes ?

● L'affaire de pédophilie du Coral. — Les défenseurs de MM. Claude Sigala et Jean-Noël Bardy, inculpés depuis le 18 octobre à la prison de la Santé à Paris sous les inculpations « d'attentat à la pudeur sans contrainte sur mineurs de moins de quinze ans » et « d'excitation de mineurs à la débauche », ont déposé une nouvelle demande de mise en liberté de leurs clients. M. René Feneyrou, premier juge d'instruction qui remplace M. Michel Salzman, momentanément absent n'a pas statué sur ces demandes de mise en liberté des deux principaux inculpés dans l'affaire du Coral d'Almargues (Gard). Les défenseurs devront attendre le retour de M. Salzman.

● Après la mort d'un adolescent à la sortie d'un concert de rock. Trois semaines après la mort, d'une balle dans la tête, de Richard Adje-miane, âgé de dix-neuf ans, qui sortait d'un concert de rock donné par le groupe Imagination porte de Pantin à Paris (le Monde du 19 octobre), un mineur de dix-sept ans a été arrêté. Il a avoué aux policiers avoir tiré sur les projecteurs pour s'amuser, mais sans viser personne. Trois autres jeunes gens avaient été blessés.

Le jeune meurtrier, arrêté en compagnie d'un autre mineur âgé de seize ans qui se trouvait avec lui lors des faits, a été interpellé au cours d'une enquête sur un cambriolage, commis le 11 octobre, au domicile parisien de l'actrice Isabelle Huppert.

A SAINT-JEAN-DE-LUZ

Arrestation de quatre membres de l'ETA militaire dont deux dirigeants

Quatre personnes, dont deux membres présumés du comité exécutif de l'ETA militaire, ont été arrêtées, samedi 6 novembre, à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), lors d'une opération réalisée conjointement par la police de l'air et des frontières, la police judiciaire de Bayonne et les renseignements généraux. Cette opération est intervenue peu après l'assassinat, le 4 novembre, du général Lago Roman, et le jour même de la visite du pape au Pays basque espagnol. Ces quatre personnes devaient être présentées, lundi matin 8 novembre, au parquet du tribunal de Bayonne.

L'interpellation de celui qui est considéré comme le numéro trois de l'ETA militaire, Antxola Larranaga, alias « Peio el Viejo », a été pour le moins mouvementée. Il aurait essayé de renverser deux policiers en tenue avec son véhicule. Ceux-ci ont tiré dans les pneus. Antxola Larranaga a néanmoins pris la fuite dans les rues de Saint-Jean-de-Luz avec un pneu crevé, en prenant les sens interdits et en grillant les feux rouges. Sa voiture a finalement percuté contre un poteau et Antxola Larranaga a été appréhendé.

Militant clandestin en France depuis 1972, il était en possession de faux papiers. Considéré comme le responsable des commandos d'information de l'ETA militaire, il serait, selon les policiers, chargé de centraliser les renseignements fournis par les commandos d'information avant

de les transmettre aux commandos opérationnels.

La deuxième personne appréhendée, Carlos Ibarburu, serait le responsable des finances et chargé notamment du paiement de l'impôt révolutionnaire. Quant aux deux autres militants basques, ils sont considérés comme moins importants. Il s'agit tout d'abord de Sabu Zabietia, qui jouerait un rôle secondaire dans l'ETA militaire, et d'un militant dont l'identité n'a pas été révélée. D'importants documents ont été saisis au cours des perquisitions. Ceux-ci porteraient sur l'infrastructure de l'ETA en ce qui concerne l'impôt révolutionnaire.

Ce coup de filet a été réalisé dix jours après la victoire du P.S.O.E. en Espagne et quarante-huit heures après l'assassinat du général Lago Roman. Est-ce à dire que Paris a voulu montrer aux dirigeants de l'ETA que les autorités françaises ne toléreraient pas que l'ETA militaire mette en péril le pouvoir socialiste en Espagne ? C'est en tout cas un coup de semonce destiné sans doute à faire réfléchir les « ultras » du mouvement révolutionnaire basque. Cependant, ce coup de filet intervient après la remise en liberté sous contrôle judiciaire, le 4 novembre, de Jesus Abriketa Kortia, dit « Txuxo », chef présumé d'une branche de l'ETA politico-militaire (le Monde daté 7-8 novembre). La justice française avait estimé le dossier insuffisant pour maintenir « Txuxo » en prison.

TUNISIE
Fantastique, une semaine au soleil.
1995 F
tout compris*
A l'Hôtel-Club Oamarini***
à Jerba Zarzis.
Tennis. Equitation.
*1 semaine en pension complète (vin à table inclus) au départ de Paris ou de Lyon.
(Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82 et du 7 au 27 Janvier 83.)
REPUBLIQUE TOURS
Le droit de choisir.
Tél. : Paris : (1) 355.39.30 - Tél. : Lyon : (7) 837.72.38.

DOMINIQUE ANTONI.
● Une grenade de faible puissance a été lancée, samedi 6 novembre, contre le local de l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés, occupé également par le Mouvement français pour le planning familial, à Epinal (Vosges), provoquant des dégâts matériels mineurs.
A 19 h 30, dimanche 7 novembre, le secrétaire d'Etat chargé des immigrés, M. François Autain, a exprimé son « émotion » et son « indignation » devant « les agressions à caractère raciste » qui « se multiplient dans notre pays » et a souhaité la mobilisation et la concertation de tous pour que cela cesse.
(Publié)
SCIENCES PO
PRÉPARATION ANNUELLE INTENSIVE PARALLÈLE ou par CORRESPONDANCE Après 2^e année. PRÉPARATION ENA PRESUP 46, rue Vivienne, 75002 PARIS Tél. : 261-83-59, poste 201

TUNISIE
Fantastique, une semaine au soleil.
1995 F
tout compris*
A l'Hôtel-Club Oamarini***
à Jerba Zarzis.
Tennis. Equitation.
*1 semaine en pension complète (vin à table inclus) au départ de Paris ou de Lyon.
(Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82 et du 7 au 27 Janvier 83.)
REPUBLIQUE TOURS
Le droit de choisir.
Tél. : Paris : (1) 355.39.30 - Tél. : Lyon : (7) 837.72.38.

ESPRIT DE CLAN
19 VERSIONS ESSENCE OU DIESEL.
Les Renault 18 ont l'esprit de clan.
Ces 19 versions se tiennent les coudes, mais ont chacune leurs rôles bien définis.
Économie et performance, turbo ou diesel, break ou berline.
RENAULT 18
A vous de choisir, Renault 18 à partir de : 42.800 F, prix clés en main au 12/10/82.
Consommations aux 100 km à vitesse stabilisée :
5,5 L à 90 km/h,
7,4 L à 120 km/h,
8,5 L en cycle urbain.
RENAULT préconise elf

552 من الاجل

هكذا من الأصل

Arrestation de quatre membres
de l'ETA militaire dont deux dirigeants

TUNISIE

Pendant l'hiver, une semaine au soleil.

1995 F

REPUBLIQUE TOURS
le droit de choisir.



GOUPIL REINVENTE LE MICRO ORDINATEUR

Des milliers de personnes utilisent aujourd'hui les micro-ordinateurs Goupil. En moins de trois ans, par le professionnalisme de son réseau de distribution (le premier réseau français de micro-informatique), par l'exigence et l'enthousiasme de ses clients, SMT-Goupil a réussi à bâtir une véritable industrie.

Premier taux de croissance européen, SMT-Goupil franchit aujourd'hui un pas décisif. Avec l'ordinateur Goupil 3, elle ouvre une nouvelle époque de l'informatique en proposant une machine qui réalise la plus étonnante synthèse des développements actuels :

- une machine puissante pouvant utiliser 3 processeurs différents et donc accéder aux plus prestigieux logiciels du marché ;
- une machine évolutive capable de répondre aux besoins spécifiques de chacun ;
- une machine adaptable en permanence aux progrès des technologies ;
- une machine d'un confort d'utilisation exceptionnel et d'une esthétique raffinée.

Ordinateur résolument professionnel, mais aussi ordinateur pour tous, Goupil 3 concrétise la réussite d'un projet à la mesure de notre temps, et d'une entreprise dont l'ambition est de gagner désormais une part significative du marché mondial.

Où que vous soyez, et quels que soient votre profession, vos exigences et vos désirs, Goupil 3, le nouveau fruit de SMT, s'offre à vous : il est à la portée de votre main.



 **goupil**
L'ORDINATEUR POUR TOUS

SMT Goupil - 22 rue St-Amand, 75015 Paris - Tél. 533.61.39.

Le Monde

sports

Cinquante-deux capitaines sur la Route du Rhum

Force 8

Saint-Malo. — Tous les services de sauvetage de Saint-Malo ont dû être mobilisés dans l'après-midi de dimanche 7 novembre pour répondre à une quarantaine d'appels de détresse d'embarcations sur les côtes de la Manche. Les secours ont été envoyés par M. Louis Le Pensec, ministre de la mer.

Le vent de sud-est de force 7 à 8 soufflant de terre, qui poussait les concurrents, rendait plus délicat le retour au port. Nombre de plaisanciers, moteur n'ayant pu remonter au vent, ont dû ainsi être remorqués, mais les sauveteurs étaient sans nouvelles, lundi matin, de deux bateaux qui avaient envoyé un signal de détresse la veille.

La flotte des cinquante-trois concurrents au départ n'est pas non plus sortie indemne de ces mau-

vais conditions météorologiques. Rosières, le prao géant de Guy Delage, a chaviré après vingt minutes de course. Cinquante autres bateaux, victimes d'avarie, ont dû rentrer au port dans les premières heures : *Stokern II*, le trimaran de Florence Arthaud, la seule femme de la course, avec une voile déchirée et deux pilotes automotiques en panne; *Edoal*, le catamaran de Daniel Le Men; endommagé par un choc avec un plaisancier; *Vigorsol*, le monocoque de l'italien Paolo Sciarretta; *Contest*, le monocoque de notre collaborateur Dominique Gautron, gouvernail cassé; et le petit trimaran *Britany-Ferries*, de Daniel Gildard, remarquablement

placé après trois heures trente minutes de course quand il a brisé ses bastingues. Le meilleur départ avait été pris par Marc Pajot sur son catamaran *Elf-Aquitaine*. Tirant des bords le long de la côte, l'ancien champion de dériveur précédait à la bouée de Fréhel, le Britannique Robert James et son trimaran *Colt-Cars*, de quarante secondes. En fin d'après-midi de dimanche, le gros *Britany-Ferries-Quiberon*, qui permettait à la presse, et aux officiels de suivre la course le plus longtemps possible, ne pouvait même plus revenir sur les fuyards qui devaient alors filer 18,19 nœuds par un vent arrière plein est, qui ne cessait de forcer. A 20 heures G.M.T.,

le premier contrôle réalisé grâce au système Argos, donnait *Elf-Aquitaine* en tête avec 85 milles parcourus (9 à 10 nœuds de moyenne) devant le trimaran *Gauthier-III*, de Jean-Yves Terlain (80 milles), *Colt-Cars* (77 milles) et le grand trimaran *Britany-Ferries-G.B.*, de Chay Blyth (70 milles).

Ce lundi à l'aube, au passage de l'île d'Ouessant, qui marque l'entrée dans l'Atlantique après 130 milles de course, les positions des concurrents de tête n'avaient pas sensiblement changé. En revanche, Marc Linski, qui barre un monocoque de 17 mètres, avait demandé une assistance médicale avant de casser tout contact radio. Eugène Riguidel avait fait savoir, de son côté, que le grand foc et la grande voile de son trimaran géant étaient en lambeaux.

La course au large en direct

De notre envoyé spécial

Saint-Malo. — De la baie de Saint-Malo à l'ouest de Saint-Malo au cap Fréhel, ils étaient des centaines de milliers à être venus suivre à la jumelle le départ de la deuxième Route du Rhum. Toute la semaine, ils avaient été presque aussi nombreux au pied des ramparts de la cité corsaire à s'attarder, béats d'admiration ou appréciés en connaisseurs, devant les nouvelles formes, un de la mer, guettant un geste ou une réflexion de leurs skippers. L'affluence était telle autour du bassin Vauban que les organisateurs, avec le concours des C.R.S., avaient même dû établir un sens giratoire pour les piétons.

Au-delà de la compétition sportive, le succès des courses transatlantiques s'explique notamment par le fait de révéler qu'elles apportent un sondage de la Soif (1) montrant que s'ils avaient la possibilité de vivre une grande aventure, 17 % des Français, aussi bien hommes (19 %) que femmes (14 %), choisiraient de faire un tour du monde à la voile. La proportion s'élevait à 36 % chez les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans, à 23 % dans la tranche d'âge de vingt-cinq à trente-quatre ans. Le départ de Saint-Malo, déjà plongé dans la fraîcheur, la pluie et les vents d'automne, vers le soleil des Antilles, faisait même rêver certains skippers.

Jamais, en tout cas, autant de navigateurs célèbres ne s'étaient donné rendez-vous pour une course en solitaire. Eric Tabarly, le grand prétre de cette discipline en France, qui n'avait plus pris part à une telle

course depuis sa victoire dans la Transatlantique 1978, retrouvait ainsi, à cinquante et un ans, tous ses meilleurs disciples, d'Olivier de Kersauson à Philippe Poupon, sans oublier Eric Loizeau et Marc Pajot. Mais presque tous les autres navigateurs français qui se sont illustrés ces dernières années, sont là pour rivaliser avec l'« école Tabarly ».

Professionnalisation

Du côté des étrangers, la représentation n'est pas moins prestigieuse avec le Canadien Michael Birch, révélation de la première Route du Rhum, les Britanniques Chay Blyth et Robert James, vainqueurs de la Transat en double 1981, Robin Knox-Johnston, héros de la première course autour du monde en solitaire, ou les Américains Walter Greeno et Jack Petih. En fait, parmi les grands absents on ne relève que Philippe Weld, vainqueur de la Twostars 1980 et troisième de la première Route du Rhum 1978, qui s'est estimé insuffisamment familiarisé avec le nouveau matériel de son trimaran, ainsi que Harald Mabira, Philippe Stegall ou Gilles Gabinet, qui n'ont pu trouver de commanditaire pour financer leur programme.

Jamais non plus les navigateurs et leurs commanditaires n'avaient autant investi que dans cette confrontation de prestige pour présenter de nouveaux bateaux toujours

plus performants ou peaufiner les plus anciens. A ce titre, la Route du Rhum marque une nouvelle étape dans la professionnalisation de la course au large. Michel Ethevenon, le créateur de l'épreuve, aura de plus en plus de difficultés à contenir la pression des publicitaires dans des limites décentes.

Les progrès considérables enregistrés dans les moyens de communication ont fait entrer la course au large dans le domaine des événements sportifs, que l'on peut désormais suivre pratiquement en direct, et ne sont sans doute pas étrangers à cet engouement sans précédent des publicitaires. Pour l'appellation des bateaux, les noms de marque sont autorisés, mais la nature du produit ne doit pas en principe apparaître. Toutefois, on a pu constater quelques entorses à cette règle.

Depuis la Transat en double en 1979, les organisateurs de courses transatlantiques font appel au système des balises Argos installées à bord de chaque bateau. Leur signal, émis toutes les minutes, est capté par deux satellites qui survolent la course toutes les cent minutes. Ainsi, le Centre national d'études spatiales de Toulouse peut déterminer la position des concurrents et les conditions météorologiques (pression et température de l'eau) qu'ils rencontrent. Ces données disponibles entre quatre et six heures après leur réception sont transmises au centre de calcul de la Sysyca, une filiale de

la Thomson, qui consacre un budget de 2 millions de francs à cette mission d'information pour établir deux fois par jour un classement.

Pour permettre une meilleure compréhension de la stratégie et de la tactique de chaque concurrent, une liaison informatique spéciale a été établie avec la Météorologie nationale et après accord avec la direction des télécommunications cinq jeux de fréquences de la station radio maritime de Saint-Lys sont réservés au contact avec les concurrents. Enfin, pour la première fois, un système Telex, utilisé jusqu'ici pour le télé-surveillance des banques, devait permettre d'obtenir sans moyens matériels des images fixes de deux bateaux, *Elf-Aquitaine*, de Marc Pajot, et *William-Saurin*, d'Eugène Riguidel, depuis le milieu de l'océan.

Les images télévisées en direct sont, dit-on, pour un proche avenir. Dès à présent, les Parisiens pourront bénéficier de toutes les informations sous une bulle installée au pied de la tour Montparnasse, où une carte géante représentera les positions des bateaux et les conditions de course. La course au large devrait y perdre beaucoup de son mystère, mais la voile ne peut que gagner en popularité.

GÉRARD ALBOUY.

« 1. Sondage réalisé du 23 au 29 janvier 1981 pour la revue *Grand Large*, sur un échantillon national de mille personnes.

La meute des araignées de mer

Journaliste de maritime, Dominique Gautron, qui a déjà participé à la course La Rochelle-La Nouvelle-Orléans, était au départ de la Route du Rhum sur le monocoque de 11,75 mètres *Compas-Contest*, qui a rapidement connu une avarie de gouvernail. Il a passé en revue les caractéristiques de la flotte qui est partie pour cette course de 4 000 milles en solitaire.

(Correspondance.)

Saint-Malo. — Il y a quatre ans, l'arrivée de la première Route du Rhum se déroulait de façon quasi mythique : un petit multicoque battait de 98 secondes l'un des meilleurs monocoques du moment, *Kriter-V*, ravivant la querelle des anciens et des modernes. Alain Colas disparaissait en mer et de nombreux concurrents déposaient les armes avant les Açores.

En 1982, la querelle s'est déplacée, et les monocoques qui partent vers la Guadeloupe sont destinés à faire de la figure, *Champagne-Charlie*, ex-*Heidsieck-III* (Jean-Claude Paris), *Panashop* (Marc Linski), *Willa-Rochet* (Jean-Paul Charpentier) se livrent un duel sans merci mais en retrait de la course principale. Même *Kriter-VIII* (Michel Malinovsky), monocoque conçu pour les allures portantes, devra s'incliner devant la meute des araignées de mer.

D'année en année cette meute s'est enrichie de nouveaux prototypes. Quatre de ces engins de laboratoire ont fait leur première apparition dans la Route du Rhum 1982. Le plus étonnant de tous était le prao *Rosières*, skipper par Guy Delage. Continuant à faire confiance au prao, il a abandonné le principe du « fluteur sous le vent » pour s'engager, cette fois-ci, dans une voie plus risquée : le fluteur était en effet situé au vent et maintenait l'horizontale par un système de ballast comme dans les avions Canadair de lutte contre les incendies de forêts. Les bras de liaison coque-poutre avaient été construits en aluminium riveté-collé de 18 millimètres et devaient pouvoir résister aux assauts de l'Atlantique nord. Toutefois, le prao venait juste d'être mis à l'eau et manquait énormément de mise au point. Il a chaviré et coulé dès le départ.

Même chose pour le trimaran *William-Saurin*, d'Eugène Riguidel, le seul à être dans la catégorie des plus de 25 mètres (classe 0). Ce monocoque a bénéficié, comme beaucoup de multicoques désormais, de techniques de construction très poussées : la dérive possède une âme en kevlar, stratification de type aviation, pour les bras de liaison. Mais la manœuvre d'un tel voilier en solitaire laisse rêver plus d'un coureur.

Les autres nouveautés sont plus sages, mais manquent autant de mises au point que les précédentes. *Vital*, le petit catamaran de Birch, le tenant du titre, est simple à la fois dans sa conception — on dirait un grand-mono — et dans sa construction, car il fait appel à des matériaux nobles, carbone et kevlar, notamment. Quant à *Biotherm-II*, le nouveau trimaran de Florence Arthaud, il possède un très sérieux potentiel de vitesse que la jeune navigatrice devrait exploiter à fond avec sa hargne habituelle.

G. A.

DOMINIQUE GAUTRON.

Eugène Riguidel : « Obtenir 60 % du potentiel du plus grand trimaran »

De notre envoyé spécial.

Saint-Malo. — « La course en solitaire est devenue un spectacle de cirque et un rêve pour le grand public », estime Eugène Riguidel, qui a suscité un gros succès de curiosité au départ de la Route du Rhum avec son *William-Saurin*, le plus grand trimaran du monde, 26 mètres de long et 15 mètres de large, un mât de 27,50 mètres, soutenant 318 mètres carrés de voiles au près et des spinnakers de 300 à 500 mètres carrés, pour propulser plus de 11 tonnes.

Pur-sang ou monstre des mers ? Les sceptiques ne manquent pas pour douter qu'un navigateur puisse « dompter » puis maîtriser seul un tel géant des océans. « Attention, ce n'est pas un bateau fou, répond Riguidel. Au plan technique, il est limité. Ce qui est un peu fou, c'est de faire une course en solitaire assis sur sa première coque. »

Pour son troisième trimaran, le navigateur morbihannais, mêlant théorie et empirisme, voulait rester fidèle à sa « ligne de conduite ». Pour rechercher la plus grande vitesse possible, il souhaitait un multicoque très léger, très tôle et très long. Le travail sur plan avec l'architecte britannique Derek Kelsall et l'ingénieur français Jean-François Le Menac, a nécessité dix-huit mois passés à jongler avec les différents paramètres : forme, longueur, largeur du bateau, hauteur et position du mât, choix des matériaux, coût... « On peut toujours faire des calculs théoriques à partir de la résistance des matériaux, explique Riguidel. Mais qui peut prévoir à quels efforts maximum ces matériaux devront résister en mer ? »

Ainsi, dès le premier contact avec le grand large, un mois à peine avant le départ de Saint-Malo, la grand-voile prévue, de 210 mètres carrés, se cassait trop. Les lattes cassaient. De plus, elle se révélait difficile à manœuvrer, même avec un équipage. Il a fallu commander aussitôt une nouvelle voile de 155 mètres carrés, sans lattes, pour la remplacer, mais le temps a manqué pour les essais. L'optimisme de Riguidel n'est pas réduit pour autant. « Je sais désormais que la vitesse ne sera pas un problème pour moi, dit-il. Nous avons atteint 25 nœuds dans la brise. Il me faudra plutôt veiller à ne pas être en aval de vitesse pour ne pas risquer d'endommager le gréement, le safran ou la dérive. »

La gigantisme des bateaux et le perfectionnement important de leur vitesse ont quelque peu changé la nature des problèmes posés au navigateur solitaire. « Moulins à café » et véris hydroliques l'aident à

manœuvrer les voiles. Sur le *William-Saurin*, la tension sur les écoutes peut atteindre 6 à 7 tonnes. « Ce n'est plus une question de force humaine, explique Riguidel. Il faut utiliser intelligemment son matériel, mais on doit surtout réagir beaucoup plus vite qu'auparavant, car le moindre incident peut prendre des proportions catastrophiques. »

Satellite et ordinateur

Pour limiter ces risques, Marc Pajot expérimente à bord d'*Elf-Aquitaine* une alarme électronique qui devrait le prévenir si la force du vent ou la vitesse du bateau changent. Riguidel se contentera d'une alarme fonctionnant toutes les demi-heures. « En mer, il n'y a pas de fatigue intellectuelle, explique-t-il. Le stress n'existe pas. La fatigue est musculaire. Huit demi-heures de repos par vingt-quatre heures suffisent pour se maintenir en forme pendant un mois. »

Les nouvelles aides à la navigation bouleversent également les conditions de course et fait gagner un temps précieux aux solitaires. Les satellites leur indiquent les conditions météorologiques qui les attendent et la position précise de tous leurs

concurrents grâce à la présence, à bord de tous les bateaux, des balises Argos. A partir de ces paramètres et de la vitesse du trimaran sous les différentes allures, un mini-ordinateur aidera même Riguidel pour le choix de la meilleure route. « Les transats, explique-t-il, deviennent de véritables courses tactiques, des régates de vingt jours, qui exigent toujours plus de présence et d'attention. » Il convient, en effet, de miser à coup sûr, car le temps est plus que jamais de l'argent.

Un beau coup de publicité

Pour construire et entretenir son nouveau trimaran, Eugène Riguidel a besoin d'un budget de 5 500 000 F. *William-Saurin*, le commanditaire, apporte 3 millions de francs sur trois ans, en contrepartie d'un programme de six courses. Pour tenir ses engagements auprès des banques, le navigateur morbihannais devra se prêter à des conférences, à des livres, à des films, à des opérations commerciales, donc se distinguer en compétition.

Avant même d'avoir pris le départ de Saint-Malo, il avait déjà réussi un beau coup de publicité en suscitant la

curiosité autour de son trimaran géant. Comment juge-t-il cette course au commanditaire et les contraintes qui en découlent ? « Pour ce genre de course, c'est indispensable, répond-t-il. La véritable question est de savoir si ce genre de course est en lui-même souhaitable ou pas. Je réponds oui, car elle permet de rendre le grand public et ont permis d'énormes progrès techniques. Nous sommes encore à une période où le chercheur peut être récompensé. Donnez le même budget de 3 millions de francs à Pajot, Gabinet, Tabarly et à sept autres grands navigateurs, et ils ont peut-être pour quatre trimarans, quatre catamarans et deux praos, avec des longueurs qui varient entre 15 et 20 mètres. »

A-t-il lui-même fait le meilleur choix ? « Le *William-Saurin* n'a pas été conçu spécialement pour la Route du Rhum, précise-t-il, mais pour prendre part ensuite à la Transat en double et à des courses en équipage. Je n'ai pas eu le temps souhaitable pour me familiariser avec le bateau et pour tous les réglages. Je suis sûr que si je pouvais le mener à 60 % du maximum de ses possibilités, il ira plus vite que tous les autres. Reste à savoir si je pourrai atteindre seul les 60 % de son potentiel. »

G. A.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

BOX • A PONTTOISE

Après avoir dominé les 20 kilomètres de Paris et Paris-Versailles, Jacky Boxberger a gagné les 10 kilomètres de Pontoise en 28 min. 25 sec. devant Christian Geffray et Pierre Lévassier.

Boxe

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES SUPER-PLOME

Le Français Daniel Londea a été battu à León (Espagne) par l'Espagnol Roberto Castanon, par abandon à la neuvième reprise, lors d'un match comptant pour le titre de champion d'Europe des super-plume.

Décision prononcée à la suite du jet de l'éponge... par un spectateur. Le message du boxeur français a déposé une réclamation auprès de la fédération espagnole.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (quatorzième journée)
*Nantes b. Rouen... 1-0
*Bordeaux et Strasbourg... 1-1
*Lens et Auxerre... 0-0

*Paris S.G. et Leval... 0-0
*Brest et Metz... 1-1
*Nancy et Tours... 3-3
*Lyon b. Toulouse... 4-1
*Monaco et Saint-Etienne... 2-2
*Moulhouse b. Sochaux... 3-0
*Bastia et Lille... 0-0

CLASSEMENT. — 1. Nantes, 22 pts ; 2. Bordeaux, 18, etc.

Deuxième division (quinzième journée)

*Rennes b. "Montpellier"... 2-1
*Nîmes b. "Libourne"... 2-1
*Valenciennes et Béziers... 0-0
*Racing Paris b. Neux... 2-0
*Guingamp b. Angers... 4-3
*Le Havre b. Corbeil... 2-0
*Abbeville et Angoulême... 0-0
*Alès et Châteauroux... 3-3
*Limoges b. "Viry"... 2-1

CLASSEMENT. — 1. Rennes, 25 pts ; 2. Nîmes, 22 ; 3. Racing Paris, 20, etc.

GROUPE B

*Nice b. Stade français... 4-0
*Cuséaux b. Reims... 4-2
*Orléans et Toulon... 2-2
*Marseille b. Montceau... 3-0

*Marignès b. Red Star... 2-1
*Dunkerque b. Caennais... 2-0
*Guengon b. Grenoble... 1-1
*Bléno et Besançon... 1-1
*Fontainebleau et Thonon... 2-2

CLASSEMENT. — 1. Nice, 25 pts ; 2. Toulon, Reims, 22, etc.

Rugby

TOURNOI DES PUMAS

L'équipe d'Argentine, privée de plusieurs titulaires, a été battue, samedi 6 novembre à Aurillac, par le Batallion de Jovianville 21-9 (3 essais à 1).

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (septième journée)

GROUPE A

POULE A

*Agen b. Angoulême... 23-12
*Narbonne b. "Carcassonne"... 28-9
*Nîmes b. Nîmes... 43-0
*Clonon b. Béziers... 8-0
*Tulle b. "Racing"... 13-12

CLASSEMENT. — 1. Narbonne, 21 pts ; 2. Nîmes, 18 ; 3. Agen, 17, etc.

POULE B

*Montauban b. Toulon... 13-6

*Mont-de-Marsan b. Auch... 15-0
*Biarritz b. "Toulouse"... 9-6
*Bayonne b. Lourdes... 17-13
*Béziers-La Voulte... reporté

CLASSEMENT. — 1. Biarritz, 17 pts ; 2. Montauban, 16 ; 3. Bayonne, Toulon, 15, etc.

POULE C

*Bègles b. Tyrosse... 15-9
*Tarbes b. Albi... 19-0
*Castres b. La Rochelle... 12-0
*Aurillac et Montferand... 6-6
*Grenoble b. "Bourgnon"... 22-11

CLASSEMENT. — 1. Grenoble, Tarbes, 19 pts ; 3. Aurillac, 16, etc.

POULE D

*Bagnères b. "Valence"... 24-3
*Dax b. Romans... 6-4
*Perpignan b. "Brive"... 15-10
*Graulhet b. Pau... 17-15
*Bourg b. Aire... 36-21

CLASSEMENT. — 1. Dax, Graulhet, 17 pts ; 3. Perpignan, 16, etc.

Tennis

LECONTE-WILANDER EN FINALE A STOCKHOLM

Le Français Henri Leconte, qui a

battu le Polonais Wojtek Fibak 3-6, 6-3, 6-1, jouera ce lundi 9 novembre la finale du Tournoi de Stockholm contre le Suédois Mats Wilander, vainqueur de l'Américain Jay Lapidus. En quart de finale, le Français avait éliminé l'Irlandais Glenicek 6-1, 6-2.

Pour sa première participation à une finale du tournoi de Grand Prix, le jeune Français Lolo Courteau a été battu à Quito (Equateur) par l'Equatorien Andres Gomez 7-6, 6-3. En demi-finale, Courteau avait bénéficié du forfait de l'Espagnol José Higueras, blessé à un genou.

Première médaille pour les Français

Le Français Jacques Gehres s'est classé troisième de l'épreuve de pistolet standard 25 mètres des Championnats du monde de tir, qui ont eu lieu à Caracas, et a permis à la France de gagner une première médaille. Les deux autres médailles, une d'argent et une de bronze, ont été remportées par les Soviétiques totalisant le plus grand nombre de succès ; ils ont obtenu à ce jour vingt-sept médailles : quinze d'or, six d'argent et six de bronze. Les Américains qui sont actuellement leurs seconds n'en ont obtenu que cinq : trois d'argent et deux de bronze.

سكركا من الامم

RELIGION

CARNET

JEAN-PAUL II AU PAYS BASQUE

« Le christianisme interdit le recours à des solutions qui passent par la haine et la mort »

De notre envoyé spécial

Avant de partir pour Saint-Jacques-de-Compostelle, mardi 9 novembre, pour la dernière étape de son voyage en Espagne, Jean-Paul II devait se rendre à Valence ce lundi 8 novembre pour y ordonner plus de cent vingt-cinq prêtres. Le week-end a été consacré à la tournée, politiquement plus délicate, au Pays basque samedi - Loyola et Javier - puis, après une nuit à Saragosse dans la province d'Aragon, en Catalogne dimanche : Montserrat et Barcelone.

Barcelone. L'incursion du pape dans les régions basques a marqué un tournant de son voyage espagnol. Même le ciel, clément jusqu'alors, a choisi ce moment pour déclencher une tempête sur le nord du pays avec pluies diluviennes et rafales de vent, rendant hasardeux et inconfortables les trajets de l'Église pontificale.

La revendication du statut de général Lago Roman par l'ETA militaire. (Le Monde du 6 novembre) n'avait rien fait pour rassurer les organisateurs du voyage. Les autorités basques avaient critiqué avant le voyage, le fait que le séjour du pape dans leur province soit limité à une demi-journée et évite les grandes villes. Mais la raison invoquée, la sécurité du pape, ne paraît pas coïncider : une alerte à la bombe samedi matin, fausse alerte en l'occurrence, a été suivie d'un changement de l'horaire et de l'itinéraire de la visite à Loyola.

Cette visite, en l'absence des cris de la foule et de banderoles qui avaient été interdites, et en présence de forces de l'ordre en grand nombre, fut des plus sombres. C'est à Loyola, comme prévu, que Jean-Paul II a déposé, pour le deuxième fois de son voyage, et en des termes encore plus vigoureux, la tentation de la violence.

« Le peuple basque est riche en valeurs chrétiennes, humaines et culturelles, a notamment dit le pape. Je sais que vous vivez des moments difficiles dans les domaines social et religieux. Je connais les efforts de vos Églises locales (...) pour donner une orientation chrétienne à votre (...) en faveur de la réconciliation des esprits. Je pense surtout aux jeunes dont la majorité vit de grands idéaux. Je veux leur rendre hommage ici, face à d'éventuelles généralisations injustes. Mais il y en a aussi qui se laissent tenter par des idéologies matérialistes et par la violence. »

« Je voudrais leur dire - et je parle comme quelqu'un qui a souffert personnellement de la violence - qu'ils ne doivent pas laisser réprimer leur générosité et leur altruisme. La violence n'est pas un moyen de construction. Elle est une offense à Dieu et blesse autant celui qui souffre que celui qui la pratique. » Puis, se référant à son discours à Drogheda, en République irlandaise en septembre 1979, le pape a conclu : « Je répète, encore une fois, que le christianisme comprend et reconnaît la noble et juste lutte pour la justice, à tous les niveaux, mais interdit le recours à des solutions qui passent par la haine et la mort. »

Le pape et les jésuites

L'autre thème traité par Jean-Paul II à Loyola, puis à Javier, concernait la vie religieuse et missionnaire. Tout le monde attendait ce que le pape dirait des jésuites, avec lesquels il a en des différents récents, sur les lieux même où leur fondateur saint Ignace a vu le jour. Le pape était accueilli par le Père Paolo Dezza, le délégué personnel qu'il a placé à la tête de l'Ordre ; le préposé général, le Père Pedro Arrupe, était empêché par suite de maladie. Il avait cependant envoyé un télégramme au pape l'assurant de sa « filiale affection » et évoquant le « lien » particulier « d'obéissance et d'amour » qui « honore et oblige ». Dans son homélie à Loyola, le pape a notamment déclaré : « Quand on parle de saint Ignace de Loyola, on pense aux exercices spirituels et à la Compagnie de Jésus, le plus grand Ordre religieux de l'époque. »

Deux jeunes filles ont été tuées, dimanche matin 7 novembre, dans un éboulement qui s'est produit aux abords du monastère de Montserrat (Espagne) que visitait Jean-Paul II. Les deux jeunes filles, élèves d'un collège de Gérone, ont été tuées par des blocs de rocher qui s'étaient détachés des cimes de la Montagne sacrée où se trouve le monastère. La Croix-Rouge a d'autre part annoncé, à Barcelone, que deux mille personnes ont été soignées aux abords de Montserrat à la suite des bourrasques de vent et de pluie qui s'étaient abattues sur cette région. (A.F.P.)

Montserrat en Catalogne. Ce monastère bénédictin qui date du onzième siècle a joué et joue encore un grand rôle dans la spirituelle, intellectuelle, liturgique et artistique de l'Europe.

Deuxième et dernière halte en Catalogne : Barcelone. Sous une pluie battante le pape a récité l'Angelus devant l'église de la Sainte-Famille, due à l'architecte Antonio Gaudí. Puis, avant de célébrer la messe, il a adressé un message aux travailleurs dans lequel il a surtout commenté son encyclique *Laborem exercens*, en rappelant que « le travail est pour l'homme et non l'homme pour le travail ».

ALAIN WOODROW.

Réceptions

- L'ambassadeur, haut représentant de la République démocratique et populaire d'Algérie, et M^{me} Jamel Houbou ont donné une réception, jeudi, à l'occasion de la fête nationale.

Naissances

- Le vicomte Bertrand BESANCE-NOT et la vicomtesse, née Maud de Tinguy du Pouët, et Marie-Dominique sont heureux d'annoncer la naissance de Hortense, le 30 octobre à Paris.

- M. Fabio LUCCHINI-GILERA et M^{me}, née Nina Bakic, ainsi que Vittorio, sont heureux d'annoncer la naissance de Lorenzo, le 21 octobre 1982, 73, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.

Décès

- M^{me} Emile Lalanne, Les familles et alliés ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile LALANNE, chevalier de la Légion d'honneur et titulaire de nombreux ordres africains, survenu le 3 novembre.

La cérémonie religieuse sera célébrée mardi 9 novembre, à 15 heures, à l'église d'Uzeste en Giroude.

- Les membres de l'Association internationale pour la recherche médicale et les échanges culturels (A.I.R.M.E.C.) et son conseil d'administration, ont la douleur de faire part du décès de M. Emile LALANNE, chevalier de Légion d'honneur et titulaire de nombreux ordres africains, leur ami et secrétaire général trésorier.

- M^{me} Berthe Louis, sa mère, M^{me} Raymond Louis, ses enfants et ses petits-enfants, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Raymond LOUIS, chef de la section documentation et recherches coopératives du Bureau international du travail à Genève, survenu le 4 novembre 1982, dans sa cinquante-cinquième année, en son domicile de Ségy.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité familiale à Loudéac (Côtes-du-Nord), le 9 novembre 1982. M^{me} R. Louis, Les lés, voie des Tausques, Segny, 01170 Gez.

- M^{me} René W. Renand, M^{me} Albert Wormser, M^{me} Jean-Pierre Denny, M^{me} Guy Vieille, M^{me} Antoine Servant, M^{me} Jérôme Vieille, M^{me} Denis Servant, M^{me} Sylvie Vieille,

Toute sa famille, ses amis et tous ceux qui ont été avec lui durant sa longue vie de travail, ont la douleur de faire part du décès de

René W. RENAND, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, survenu le mardi 2 novembre 1982 dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 5 novembre.

11, rue Benjamin-Godard, 75116 Paris.

Remerciements

- M^{me} Michel Klein, son épouse, M^{me} Albert Klein, sa mère, M^{me} Lucien Petitbon, ses beaux-parents, M^{me} et M^{me} Marcel Klein et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Félix Loeb et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Alain Klein et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Maurice Klein et leurs enfants, Ses frères, belles-sœurs et neveux, M^{me} Christiane Petitbon, sa belle-sœur, Ses oncles, tantes, cousins, cousines, Ses nombreux amis, L'ensemble du personnel de la société Artis et l'équipe de football remercient tous ceux qui ont partagé leur peine lors du décès de M. Michel KLEIN.

Erratum : Dans le texte nécrologique du 3 novembre lire après : M^{me} et M^{me} Marcel Klein et leurs enfants ; M^{me} et M^{me} Félix Loeb et leurs enfants.

- M^{me} Laurent Bailly, M^{me} Etienne Hudault, M^{me} et M^{me} Jean-Antoine Scalbert et leurs enfants, très touchés des témoignages de sympathie qui leur ont été adressés à l'occasion du décès de M. René Jean FESTUGIÈRE, de l'Ordre des Frères prêcheurs, membre de l'Institut, prient chacun de trouver, ici, l'expression de leur reconnaissance.

Anniversaires

- Pour le dixième anniversaire du décès de

Paul BRAIG,

une pensée affectueuse est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

- A l'occasion du dixième anniversaire de la mort de Yvon MORANDAT, grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, une messe a été célébrée à Polliat (01). Claire Morandat, ses enfants et petits-enfants vous demandent de vous souvenir de lui.

- En souvenir de l'enseigne de vaisseau Michel REVAULT d'ALLONNES, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, « mort pour la France », ainsi que des officiers et de l'équipage du sous-marin « Argonaute » disparus en mer le 8 novembre 1942.

- M^{me} Renée Rodière, Ses enfants, Ses petits-enfants, rappellent le souvenir de

René RODIÈRE,

mort le 8 novembre 1981, à ceux qui l'ont connu et aimé.

- En mémoire de Monique et Jacques SAUVEGRAIN, de leur courage toujours présent.

Avis de messes

- L'Amicale des anciens des 32 et 232 R.A. tiendra son assemblée générale le dimanche 28 novembre, à 9 h 30, à la brasserie « Aux armes de la Ville », place de l'Hôtel-de-Ville, à Paris. Une messe à la mémoire des morts de ces régiments et de la 10^e D.I. sera célébrée à 11 h 15, en l'église Notre-Dame des Blancs-Manteaux, suivie d'un déjeuner familial, à 13 heures. Renseignements : Hervieux, 9 avenue Georges-Clemenceau, 94130 Nogent-sur-Marne. Téléphone : 873-01-03.

Messes anniversaires

- A l'occasion du deuxième anniversaire du rappel à Dieu de Edmond ZEDET, une pensée pieuse est demandée à ceux qui n'ont pas oublié son souvenir. Une messe sera célébrée à la basilique Sainte-Clotilde, le mercredi 10 novembre, à 18 heures.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

- Université Paris-XIII (Villetaneuse), mardi 9 novembre, à 15 heures, salle des commissions, M. Luc Buche-rie : « Grégoire, mise en scène des pouvoirs et histoire des mentalités ».

- Université Paris-IV (Sorbonne), mardi 9 novembre, à 14 heures, salle Louis-Lard, M^{me} Dominique Valbelle : « Les ouvriers de la tombe, Deir El-Médineh à l'époque ramesside ».

CROISIÈRE D'HIVER AUX ANTILLES SUR NEW LIFE :

Luxeux voilier de 13 mètres (Gib Sea 128) Croisière et séjour 1 ou 2 sem. Renseignements et document. AIRCOM (S.E.T.I.) 25, rue La Boétie 75008 Paris Tél. : 268-15-70

MONACO - MONTE-CARLO - HOTEL HERMITAGE

(Salle Salle-Espagnol)
Vendredi 12, samedi 13 novembre 1982 à 11 h et 14 h
ANTIQUES - ROYALES FRANÇAISES - ÉTRANGÈRES
en or et en argent - Essais du marchand Pécin
Essais du royaume de Belgique - Lorraine et des trois évêchés et d'Alsace
Ouvrage numismatique - Glyptique : intailles - bijoux, cannes
Experts : M. Vinchon, Mmes Berthelot et Guyonnet, M. Mariand de Serres
Par le ministère de M^{me} Escout-Marcquet, huissier à Monte-Carlo (Principauté de Monaco)
En présence de M^{me} Ador, Picard, Tajan, commissaires-priseurs associés à Paris.
Exposition chez l'expert : Jean Vinchon, 77, rue de Richelieu, 75002 Paris (297-50-00) jusqu'au mardi 9 novembre (10-12 h/14-18 h).
A Monte-Carlo, Hôtel Hermitage, jeudi 11 novembre de 11 à 18 h.

CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettant d'effacer les sécheresses avec nos lances contre :
• pellicules, dépôts gras, cheveux secs, cassants ;
• démangeaisons, etc.
Il importe que les cheveux restent sains.

APPELÉZ SANS TARDER :

INSTITUT CAPILAIRE EURO-BRIDGECAP

Bordeaux (55.49-06-24) - Grenoble (75.49-21-41) - Lille (20.51-24-19) - Limoges (55.34-15-20) - Lyon (7.33-06-70) - Marseille (51.48-29-97) - Mulhouse (55.45-50-58) - Nancy (53.32-91-98) - Nantes (40.48-74-87) - Reims (26.58-66-74) - Rennes (59.30-16-88) - Rouen (56.72-06-22) - Saint-Etienne (77.38-10-78) - Toulouse (56.52-55-30) - Toulon (51.22-28-84).
Pour les salons avancés, nous fabriquons nous-mêmes nos indispensables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Entretien toutes marques.

PROTHÈSE BRIDGECAP

Pour respecter les ressources naturelles, économiser matières premières et énergie, l'homme apprend à recycler les emballages

A l'occasion du 25ème Salon International de l'Emballage, du Conditionnement et de la Présentation, Jean-Marie CHOUGNOZ a illustré l'universalité de l'emballage à travers 13 photos. Elles sont présentées sous forme d'un calendrier, hors commerce. Vous pouvez obtenir gratuitement ce calendrier* à l'entrée du Hall 1 du Salon de l'Emballage, contre remise de ce coupon.

*Sous réserve d'épuisement du tirage

EMBALLAGE 82
15-20 Novembre 1982
Paris - Porte de Versailles
9 h - 18 h

Salon de l'Emballage, 40 rue du Colisée - 75381 PARIS - CEDEX 08 -

Madame, Monsieur

Société : _____

Adresse : _____

Souhaitez le calendrier "EMBALLAGE 82"

THÉÂTRE

« PLATONOV », de Tchekhov, par Mesguich

Juste la voix du docteur, de loin

Le décor, de Batifoulier. Ce n'est pas un décor, d'une pièce, d'un auteur. Portrait d'une conscience : chaud de la maison et noir du dehors, confondus. Une fenêtre vue d'en bas. L'eau sombre et le miroir passé des grandes vitres des portes-fenêtres, dans quoi ou à travers quoi n'apparaît pas qui on attend. L'escalier qui mène à la chambre, comme un coquillage à écouter bruiser. L'énorme fissure des jours qui brise la demeure en deux. C'est un paysage-visage, c'est là que les acteurs de Mesguich travaillent, d'une pièce à l'autre.

Sensation simplement physique : la scène de ce théâtre est très haute, plusieurs étages, et très étroite. Pas assez de place, par terre, en bas, pour ces horizons perdus, ces routes de campagne de lumière, où courent par erreur, d'habitude, les acteurs de Mesguich. Ils vont être piégés.

Première paroles de Platonov. Première œuvre-ébauche de Tchekhov, alors étudiant. Tout de suite le médecin de campagne, son travail absurde puisque ce ne sont pas les souffrances qu'il faudrait soigner (famine au village, sous-nutrition des nouveaux-nés, manque d'argent), et tout de suite la propriété de famille à vendre, une femme qui ne peut se défendre contre le calcul des hommes d'affaires.

Entrée de Mesguich. Platonov, l'instituteur. Mesguich maigre, visage d'oiseau. Yeux-rayons. Il a passé des mois à Leningrad, pour jouer un film sur Berlioz. Est-ce ce qui lui a donné l'envie de jouer Tchekhov ?

Peu de choses communes entre Tchekhov et Leningrad ; lui, c'est plutôt Moscou, ses campagnes. Les cours grises des immeubles du quartier des chantiers maritimes, des îles, à Leningrad, Nevski et les ca-

noux : présence de Dostoïevski, Akhmatova, pas Tchekhov.

Mesguich a coupé ses cheveux et porte une redingote de velours prune, par là, un air romantique français. Ecrasement absolu du temps, comme toujours avec ceux qu'on aime : pas revu Mesguich depuis quoi ? Tête d'or ? Lear ? Exactement comme si ces pièces venaient d'être vues, hier soir. Et lui aussi. Alors qu'il n'y jouait pas.

La sœur de Mesguich, Catherine Berriane. Elle est là, comme une servante de la maison. Vainqueur, une femme de chambre d'Anna Petrovna. Elle et une autre servante portent tantôt une robe noire, un petit tablier blanc, tantôt une robe, peut-être un vêtement de Madame, qui est sortie : ce sont les Bonnes, de Jean Genet, dans une datcha, au sud de la Russie. La pièce de Genet avait été créée ici, chez Jouvet.

Temps de brouillard, il entre par les interstices des fenêtres. Ou les chemins qui tirent mal. Par bouffées brusques, des coups de vent de musique, grondants de l'orgue peut-être. La lumière qui baisse (les mèches des lampes, à relever ?). Les inquiétudes, le désarroi. Le vide qui passe. Platonov qui court après le vide, avec des mots aveugles. Ou qui brise le temps, avec des mots qui blessent.

Les acteurs qui se coupent la route, qui se cachent la vue. Philippe Duclos est là, comme chaque soir depuis le Prince travesti, il a un violon, et toujours cette transparence tremblée d'un convalescent dont la fièvre vient juste de cesser.

Gérard Robard, génial acteur de Tête d'or, est mort il y a quelques mois, mais sa présence est partout, sur le bord des verres, sur la rampe de l'escalier. Plusieurs des acteurs

sont inconnus : Christine Liéot (Sofia), Viviane Eychart (Anna Petrovna).

Ils ne dorment pas de la nuit, dans cette maison. Des calmes plats, faux, des vies qui vont se défaire, en moins d'une heure, par impatience. Oui, ne pas pouvoir attendre. Ce Platonov, homme à femmes, qui fait trop de mal à toutes et que l'on ne retrouvera pas dans les datchas de Tchekhov. Et Sofia Egorovna, qui n'a jamais tué avec un revolver, qui doit tirer un autre coup en venant tout près, à bout portant.

Tout cela hors du temps. Nulle part. Pas même sur la scène, ce soir, de ce théâtre de l'Athénée. Apparences, tout cela.

Mais des assombrissements, des rires, comme des ruptures d'être, dans telle ou tel de nous qui est là, assis. Et vingt acteurs à dix mètres de nous, en équilibre-déséquilibre sur le fil de leur folie, avec l'abîme dessous, qui se font peur. Entre eux et nous, tout et rien. Un à-jamais qui n'a pas lieu. Une syncope indiscutable. Une mort évitée. Le recommencement de la ville, tout à l'heure.

La voix d'Anton Tchekhov, qui s'éloigne d'une ferme, qui supplie le paysan de ne pas vendre un cheval. Juste sa voix, sans plus, la fin de son cri. Les lampes qui s'éteignent, les acteurs qui ne savent jamais comment se ranger, se tenir la main ou pas, pour faire adieu. Acteurs, incapables d'aller dormir, maintenant.

Le théâtre sans personnage. Sans histoire. Pur et simple. Enfant. Daniel Mesguich. Rien de dramatique, puisque, sauf pour les acteurs, c'est du vent.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de l'Athénée, 21 heures.

MUSIQUE

« LEAR » A L'OPÉRA DE PARIS

Sobre et sévère

Deux opéras seulement ont obtenu un succès international ces dernières années, tous deux créés en 1978 : le Grand Macabre, de Ligeti et Lear d'Arbert Reimann. Et tous deux ont été montés assez rapidement à Paris par la volonté de M. Bernard Lefort, grâce à qui l'Opéra aura ainsi vécu à l'heure de son temps. Mais si le Grand Macabre, accompagné d'abord d'une apaisante odeur de scandale, s'est affirmé d'emblée, il n'est pas sûr qu'il en soit de même de Lear, dont la version française a été présentée le 3 novembre au palais Garnier (1).

Ecrite à l'instigation de Dietrich Fischer-Dieskau, qui souhaitait se mesurer à l'immense rôle du roi fou, l'œuvre fut accueillie avec enthousiasme à Munich, Düsseldorf et San-Francisco : elle bénéficia même très vite d'une télévision et d'un enregistrement (trois disques DG, 2709.089). Sans doute était-on heureusement surpris de voir cette tragédie sublime traitée comme un véritable opéra par un compositeur utilisant des moyens résolument modernes, et nous avions noté à Düsseldorf une réelle correspondance entre le drame abrupt de Shakespeare et le côté lapidaire des atmosphères sonores créées par Reimann.

A la longue pourtant, cette musique si élaborée, écrite dans un langage sériel tendu à l'extrême, apparaît assez lourde et statique, d'un expressionnisme trop rudimentaire, sans posséder cette étincelle permanente, ce dynamisme intrinsèque qui animent constamment de l'intérieur les lignes vocales et le discours orchestral de Wozzeck et de Lulu, de Möbius et Aaron, ou du Grand Macabre.

★ Prochaines représentations les 9, 11, 13, 16, 19, 22 novembre.

Si la déclamation erratique du roi Lear, avec ses glissandos et ses approximations microtonales non mesurées, reflète assez bien le dérèglement progressif de l'esprit de Lear (surtout dans l'interprétation claire et sensible de Peter Gottlieb, le seul chanteur dont on comprenne presque chaque mot), les glapissements, les grands écarts, les figures schématiques ou les vocalises hystériques des deux méchantes sœurs (Hélia T'Hézan et Colette Lorand) par exemple sont fort inexpressifs et d'une brutalité trop systématique.

L'orchestre grouille de monstres sans visage d'une violence lassante et, dans les pages symphoniques, assène des images souvent fortes, mais rudimentaires, qui ne donnent guère l'impression de se renouveler, malgré le travail minutieux auquel le compositeur s'est astreint, écrit parfois les cordes « à quarante-huit parties réelles ». Ainsi de la lente et massive tempête, ou de l'interlude de flûte grave (lorsque Edgar mime la folie), que l'on accueille d'abord avec soulagement, car c'est le premier moment de calme de la partition, mais qui se prolonge à l'excès sans se développer.

Le fou mendiant

On est assailli sans cesse par des grommellements furieux, des écoulements de percussions et des trames aigres et vibrantes, et, lorsque la fin tout est activement cède la place à une grande phrase quasi tonale des cordes à l'unisson, cela sent tellement le procédé, imité d'Alban Berg, que l'on n'en ressent guère la vertu expressive.

Claus Henneberg a très habilement concentré la pièce démembrée de Shakespeare sur ses aspects principaux : l'histoire du roi Lear dépouillé par ses filles, sa folie, la mort de Cordelia qui fut son dernier appel, et l'histoire parallèle de Gloucester et de ses fils, qui renforcent l'intensité et l'universalité de ce drame de la douleur.

C'est peut-être le personnage d'Edgar, le fou mendiant, qui a le plus heureusement inspiré Reimann, avec son double registre de ténor et de contre-ténor, dont les chants très purs, les vocalises d'une insondable tristesse, rejoignent la

guère aux traditions locales, il n'épargne pas sa peine pour faire entrer dans ces jeunes cerveaux un peu désorientés, les secrets de son art. On le voit même dispenser en souriant des conseils à une violoniste gauche sous l'œil amusé de ses camarades et empocher son instrument de la main droite pour se mettre au diapason.

Outre ces images insolites que le film ne montre pas sous cet angle, on trouvera au sommaire du Monde de la Musique les rubriques habituelles (disques, livres, radio), un dossier sur Glen Gould avec une discographie complète, un entretien avec Philippe Solers et un merveilleux article de Kristofer Schipper sur la nanokouan, cette musique acoustique de la Chine du Sud conservée intacte depuis six siècles.

GÉRARD CONDÉ.

★ N° 50, 106 pages, 15 F.

ARTS

Mort de Nadia Léger

Nadia Léger, veuve de Fernand Léger, et peintre elle-même, est morte le 7 novembre à l'hôpital de Grasse (Alpes-Maritimes) des suites d'une longue maladie. Elle était âgée de soixante-dix-sept ans.

Née en novembre 1904, dans un petit village près de Vitebsk, Nadia Khodossievitch suit, en 1919, les cours de Sironi et de Malevitch à l'école d'Etat de peinture de Smolensk : c'est là qu'elle voit des reproductions de peintures cubistes et découvre l'œuvre de Fernand Léger, avec qui elle entretient immédiatement une correspondance. 1924 : elle se marie, vient à Paris et s'inscrit, 86, rue Notre-Dame-des-Champs, à l'atelier de Fernand Léger et d'Amédée Ozenfant.

Elle a vingt ans, elle peint des œuvres « suprématistes », des formes abstraites en mouvement dans l'espace, avant d'adopter la ligne statique du « purisme ». Mais, parallèlement, elle peint et dessine des portraits, des nus. Séparée de son mari en 1927, après la naissance de leur fille, la petite paysanne passionnée devient le pivot de l'atelier de Léger, qu'elle épousera en 1952 et suivra sur la Côte d'Azur.

Nadia Léger aura renoncé partiellement à sa propre création pour se consacrer à celle du maître. Après sa mort, en 1955, elle se lancera à corps perdu dans l'entreprise du musée de Biot. Elle aura aussi été la première à susciter des échanges artistiques entre l'Union Soviétique et la France, obtenant après une longue négociation que les trésors impressionnistes de Leningrad soient présentés à Biot.

L'œuvre de Nadia Léger, ses peintures abstraites, ses portraits, ont été exposés à Paris, en 1971, au Centre d'art international, Boulevard Raspail. — G.B.

PHOTO

Jean-Loup Sieff à la FNAC

Jean-Loup Sieff fête à la FNAC-Montparnasse, pour le Mois de la photo, ses trente ans de photographie, et sort au même temps aux Éditions Contrejour un « gros livre de petits souvenirs » qui s'appelle, en toute évidence : Portraits de dames assises, de paysages tristes et de nus mollement las, suivis de quelques instants privilégiés et accompagnés de textes n'ayant aucun rapport avec les images. Cola dit, il n'y a plus grand-chose à ajouter, mais ce serait trop bête de passer à côté d'une occasion de parler d'un travail aussi sympathique.

Le livre sent bon la colle et l'encre, quelques mots malicieusement s'échappent : les photos, qu'elles soient de mode, de beauté ou de rien du tout, ont une atmosphère, des rituels et des douceurs, un grain un peu rustique ou un lissé net, des mystères, des cruautés, des délicatesses. Quand Sieff se prend pour Bill Brandt dans les landes anglaises, le mystère est un peu évanoui, ressuscité. Quand il se prend pour Clergue en associant des fesses et des dunes, il se perd complètement. Quand il louche du côté de Doisneau, dans le portrait d'un écolier, par exemple, ou du côté de Newton, en surchargeant un nu de porte-jarretelles, il n'est qu'un bon suiveur.

Mais quand il se trouve lui-même, dans ses nus féminins les plus simples, les plus anecdotiques, dans l'artifice osseux qui perce un des nuages, dans un portrait de Sagan déboussolée, dans des objets de toilette posés sur une commode qui semblent guetter le corps allongé, ou dans une série de portraits de Carolyn Carlson, il dépasse le savoir-faire, il devient magique, unique. — H.G.

★ FNAC-Montparnasse, 136, rue de Rennes, Paris (6^e), jusqu'au 4 décembre.

★ Éditions Contrejour, 270 francs.

Le rapport sur les établissements culturels — dit rapport Paul Puscov — établi à la demande du ministère de la culture, est désormais disponible à la Documentation française (prix de vente : 30 francs).

ROCK

JOAN JETT, LES GO GO'S ET KIM WILDE

Honneur aux femmes

On a vu Joan Jett au Palace, le 6 novembre : les Go Go's succèdent, cependant que Kim Wilde se produit à l'Olympia.

On l'a connue dans les années 70, Joan Jett, avec les Runaways, un groupe féminin de hard-rock dont l'originalité se limitait justement à la féminité, a priori peu compatible avec ce style de musique. Depuis, les garçons se sont substitués aux filles autour de la chanteuse américaine qui, armée de sa guitare, a formé son propre groupe : les Blackhearts. La recette est, à peu de chose près, la même : des textes arrogants et provocateurs qui convertissent au féminin (singulier, cette fois) les fantasmes du rock soixante-huit entre-tenu depuis trois décennies par plusieurs générations de mâles sexistes (volutes, vitesse, sexe, flirts du samedi soir).

Si les disques manquent toujours d'originalité, s'attardant peu sur les nuances, son rock en trois accords expéditifs gagne à être entendu sur scène. Une vraie rockeuse, farouche et pressée, qui a du mordant et de la vitalité, qui occupe l'espace en dépassant une énergie débordante sur des morceaux violents et ramassés. Cet été, Joan Jett était numéro un des hit-parades américains, elle chantait l'air du rock'n'roll, et il le lui a bien rendu.

Les Go Go's, autre groupe féminin, qui lui a disputé cette première place des charts américains, se produisent il y a dix jours au Paradiso, à Amsterdam. Les cinq Californiennes défendent leurs disques avec vigueur. Si elles ont, elles aussi, du mordant et de la vitalité, il y a en prime dans leur musique quelque chose de magique, une fraîcheur mélodique qui puise allègrement dans les années 60.

Californiennes, ces « surf-girls » sont jusqu'au bout des ongles, pimpantes, nature, avec leurs compositions vitaminées et leurs textes qui laissent une large place au soleil, aux plages et aux vacances. Ça n'est pas toujours en place, mais c'est compensé par un jeu senti et spontané. Les Go Go's chantent bien, et

on se laisse prendre au charme des harmonies acidulées.

Kim Wilde, quant à elle, est anglaise et son succès essentiellement européen. Chaperonnée par son frère, Ricky Wilde, qui compose et produit, et par son père, Marty Wilde, qui écrit les textes, sa création, moins rock dans l'esprit, penche sensiblement vers une espèce de « variété » sophistiquée. Jolie, Kim Wilde interprète d'une voix sensuelle des chansons séduisantes polées par des arrangements élégants qui privilégient les synthétiseurs.

Il y a deux ans, devant l'apparition soudaine des femmes dans le rock, on a fait grand bruit « rock au féminin ». Ce n'était alors qu'un phénomène de mode. Aujourd'hui, individuellement, elles expriment par le rock une identité, une particularité de créatrices.

ALAIN WAIS.

★ Les Go Go's : les 8 et 9 novembre, à 19 h 30, au Palace ; discographie chez CBS.

★ Kim Wilde : ce lundi 8 novembre, à 21 h 30, à l'Olympia ; discographie chez Paté Marconi.

★ Joan Jett : discographie chez Vogue.

Un hommage est rendu à John Lennon ce lundi 8 novembre au Rosé Bonbon, un mois exactement avant le second anniversaire de sa mort, le 8 décembre 1980. De 23 heures à l'aube, une vingtaine de groupes et de chanteurs (parmi lesquels Bijou, Blessed Virgin, les Crivis, Lili Drop, Edith New, etc.) se succéderont. On pourra voir également le film inédit de concert par les Beatles en juin 1965. L'entrée gratuite de la recette sera versée à l'association Médécine sans frontières.

L'actrice américaine Dominique Dunne est morte le 4 novembre dans un hôpital de Los Angeles des suites d'une agression. Elle était âgée de vingt-six ans. Née du scénariste John Gregory Dunne, Dominique Dunne a fait ses débuts au cinéma dans le film de Tobie Hooper, Pottery, où elle interprète le rôle de la sœur aînée. Elle a également joué plusieurs scènes à la télévision. Le 30 octobre, elle avait eu une violente querelle avec son ex-mari John Sweeney, cuisinier dans un restaurant de Beverly Hills, qui a été inculpé.

DANS « LE MONDE DE LA MUSIQUE »

L'évangile selon Isaac Stern

Invité par M. Huang Hua, ministre des affaires étrangères, le violoniste Isaac Stern est allé passer quelques semaines à Pékin et Shanghai pour enseigner aux petits Chinois la vraie manière de jouer Mozart. Ce voyage a fait l'objet d'un film, dont les Américains, font leurs délices depuis six mois et qui, sous le titre De Mao à Mozart, remplira les salles françaises à partir du 10 novembre, affirmant haut et fort les vertus du colonialisme bien compris.

On y verra beaucoup de choses, mais lorsqu'on sait regarder entre les images, comme l'a fait Louis Dandel dans le n° 50 du Monde de la musique, on y découvre des sous-entendus qui éclairciront ceux qui croient naïvement, avec Yehudi Menuhin, qu'un chinois vaut bien un violon. Il n'en est rien, et si la virtuose occidentale ne s'intéresse

à l'état à la défense. Les participants pourront ensuite visiter les salles nouvelles du Second Empire avec le général Le Diberder, directeur du Musée de l'armée. (Les invitations peuvent être demandées au docteur Maurice Veillet, 54, avenue Carnot, 92300 Levallois-Perret.)

GÉRARD CONDÉ.

★ N° 50, 106 pages, 15 F.

LETTRES

Le prix Napoléon III a été attribué à M. Alain Decaux, de l'Académie française, pour l'ensemble de son œuvre. Il lui sera remis le mardi 9 novembre à 19 h 15 en l'hôtel des Invalides, en présence du prince Murat, président d'honneur des Amis de Napoléon III, et de M. Georges Lemoine, secrétaire

IRCAM

mardi 9 novembre 20 h 30

Conlon Nancarrow

« Pour moi il s'agit du plus intéressant des compositeurs contemporains. »

György Ligeti

pour la première fois le compositeur présentera et commentera son œuvre

ESPACE DE PROJECTION

loc. 278.79.95

avec **RTL**

Francis LAVALANNE

EN CONCERT

à l'HIPPODROME de PANTIN à partir du 12 novembre

Location ouverte : FNAC-NUGGETS-CLEMENTINE et à l'HIPPODROME - Par téléphone 205.44.12

سكنا للادب

théâtre

ciném

GR et PE

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50) 19 h 30 : Le Songe d'une nuit d'été.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer, 20 h 30 : Rendez-vous de poésie avec Saint-Yves.
BOULEVARD (777-12-33), 17 h 30 : 18 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.
BOULEVARD (777-12-33), 17 h 30 : 18 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.
BOULEVARD (777-12-33), 17 h 30 : 18 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.
BOULEVARD (777-12-33), 17 h 30 : 18 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.

Les autres salles

ARTS DÉBENTOT (387-23-23), 21 h : L'Éclat.
BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : La Traviata de Verdi.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revue de l'Élysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h 30 : Ici et là.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
ESPACE-GAÏTÉ (327-95-94), 22 h : Ka-cha.
HUCHETTE (326-38-99), 20 h 15 : Le Cantatrice cheuvre.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 : L'Homme à la hache.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : Hold-up pour rire.
PENICHE-THÉÂTRE (245-18-20), 21 h : Nuit de rêve.
POCHE-MONTFARNASSE (548-92-97), 21 h : Flock.
TAI THÉÂTRE DESSAI (278-79-10), 20 h 30 : Éléments de jeu.
TANGO (272-17-78), 20 h 30 : Les Horreurs de la violence.
TH. DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Brûlons d'elles.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.
THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53), 18 h 30 : Le silence de la marée.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Un bon de ménage.
THÉÂTRE D'OPHÉLIE (22 h 30 : Le Rêve d'opéra).

Les cafés-théâtres

AU BOC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tolu-Balut.
BLANC-MANTREUIL (887-15-84), 19 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.
BOULEVARD (777-12-33), 17 h 30 : 18 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.
BOULEVARD (777-12-33), 17 h 30 : 18 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.
BOULEVARD (777-12-33), 17 h 30 : 18 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.

Les cafés-théâtres

CAFE D'EDGAR (322-11-02), 18 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.
CAFE D'EDGAR (322-11-02), 18 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.
CAFE D'EDGAR (322-11-02), 18 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.

La Cinémathèque

CHAILLOT (784-24-24), 21 h : Femmes de bonne humeur.

PETIT MONTFARNASSE

EUPALINOS de Paul Valéry.

Raymond GÉROME et Jean-Noël SISSIA.

"... Allez au Petit Montfarnasse. Une heure d'intelligence..." F. Chalais.

"... Chef-d'œuvre d'érotisme linguistique..." M. Cournot.

SOIRÉE 21 HEURES

CAFÉ DE LA GARE

(278-52-51), 20 h 30 : Les Femmes de bonne humeur.

LE FANAL (232-91-17), 20 h : La Mante.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Le Petit Prince.

SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-21-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

704.70.20 (Région groupée)

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 8 novembre

LA COTE D'AMOUR (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Saint-Lazare, 1^{re} (387-35-43) ; Montparnasse, 1^{re} (320-12-06).
COUP DE CŒUR (A. v.o.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Hauteville, 6^e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8^e (359-92-82) ; V.F. : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Montparnasse, 1^{re} (320-12-06).
DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JESUS-CHRIST (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Champs-Élysées, 8^e (359-92-82) ; Montparnasse, 1^{re} (320-12-06).
LA COTE D'AMOUR (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Hauteville, 6^e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8^e (359-92-82) ; V.F. : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Montparnasse, 1^{re} (320-12-06).
COUP DE CŒUR (A. v.o.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Hauteville, 6^e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8^e (359-92-82) ; V.F. : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Montparnasse, 1^{re} (320-12-06).
DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JESUS-CHRIST (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Champs-Élysées, 8^e (359-92-82) ; Montparnasse, 1^{re} (320-12-06).
LA COTE D'AMOUR (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Hauteville, 6^e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8^e (359-92-82) ; V.F. : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Montparnasse, 1^{re} (320-12-06).
COUP DE CŒUR (A. v.o.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Hauteville, 6^e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8^e (359-92-82) ; V.F. : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Montparnasse, 1^{re} (320-12-06).
DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JESUS-CHRIST (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Champs-Élysées, 8^e (359-92-82) ; Montparnasse, 1^{re} (320-12-06).
LA COTE D'AMOUR (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Hauteville, 6^e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8^e (359-92-82) ; V.F. : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Montparnasse, 1^{re} (320-12-06).
COUP DE CŒUR (A. v.o.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Hauteville, 6^e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8^e (359-92-82) ; V.F. : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Montparnasse, 1^{re} (320-12-06).
DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JESUS-CHRIST (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Champs-Élysées, 8^e (359-92-82) ; Montparnasse, 1^{re} (320-12-06).
LA COTE D'AMOUR (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (297-49-70) ; Hauteville, 6^e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8^e (359-92-82) ; V.F. : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Montparnasse, 1^{re} (320-12-06).
COUP DE CŒUR (A. v.o.) : Ga

SPECTACLES RADIO-TÉLÉVISION

CARRET (A. v.o.) : Noctambules, 9 (254-42-34) ; Lucrative, 6 (544-57-34) ; Rangelagh, 16 (288-64-44).

LES 101 DALMATIENS (A. v.f.) : La Royale, 8 (265-82-66).

LES CHARIOTS DE FEU (A. v.o.) : U.C.G. Maréchal, 9 (225-18-45).

CHÉRIE, JE ME SENS RAJEUNIE (A. v.o.) : Action École, 9 (325-72-07) ; Acadia, 17 (764-97-83) ; Action La Fayette (878-80-50).

LE CHIEN ENRAGÉ (Jap. v.o.) : Studio Gile-Cour, 6 (326-80-25) ; Olympia, 14 (542-67-42).

CINEMA PAS MORT MISTER GODARD (A. v.o.) : Vidéoast, 6 (325-60-34).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A. v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

DELIVRANCE (A. v.f.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

EMMANUELLE (Fr. v.o.) : Paramount City, 8 (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Rangelagh, 16 (288-64-44).

EN QUATRIÈME VITESSE (A. v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

L'ÉPOUVANTAIL (A. v.o.) : Quintette, 5 (633-79-38).

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.o.) : Mac-Mabou, 17 (380-24-81).

LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.) : Cinema Présent, 19 (203-02-55).

LES FOURMIÈRES DE SCAPIN (Fr.) : Tempeliers, 3 (272-94-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.f.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

LE GUEPARD (Il. v.o.) : Rangelagh, 16 (288-64-44).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A. v.f.) : Palace Croix-Nivert, 19 (374-95-04).

HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : St-Ambroise, 11 (700-89-16).

HISTOIRE D'O (Fr.) : Lumière, 9 (246-49-07).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OVEST (A. v.f.) : Hausmann, 9 (770-47-55).

JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

LE LAUREAT (A. v.o.) : Saint-Germain Village, 3 (633-63-20).

LOVE (A. v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 5 (272-63-32).

MACADAM COW-BOY (A. v.o.) : Champ, 3 (354-51-60).

MICKEY, DONALD, PLUTO ET DINGO EN VACANCES (A. v.f.) : Grand Pucier, 15 (554-46-85) ; Napoléon, 17 (380-41-46).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.f.) : Capri, 2 (508-11-69).

LE MILLIARDAIRE (A. v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

NEW-YORK, NEW-YORK (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 9 (354-43-55).

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.f.) : Arcades, 2 (323-39-36).

PAPILLON (A. v.f.) : Capri, 2 (508-11-69).

LA PARTY (A. v.o.) : Rangelagh, 16 (288-64-44).

PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.) : Cinoches, 6 (633-10-82).

LE PORT DE L'ANGOISSE (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (354-47-62).

LE PRIVÉ (A. v.o.) : Olympia-Halles, 4 (278-34-15).

QUATRE GARÇONS DANS LE VENT (A. v.o.) : Quinette, 5 (633-79-38).

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A. v.o.) : Studio Comarcure, 5 (325-78-37).

SHANGAI EXPRESS (A. v.o.) : Action École 11, 5 (325-72-07).

LESHERIFF EST EN PRISON (A. v.f.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

LES SEPT SAMOURAIS (Jap. v.o.) : A-Bazin, 13 (337-74-39).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Tempeliers, 3 (272-94-56).

LA VALSE DANS L'OMBRE (A. v.o.) : Olympia St-Germain, 6 (222-87-23) ; Olympia Balzac, 6 (561-10-60).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A. v.o.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Olympia Balzac, 6 (561-10-60) ; V.f. : Arcades, 2 (323-39-36).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. v.o.) : Studio Cujas, 3 (354-89-22) ; Olympia Entrepôt, 16 (542-64-62).

Z (Fr.) : Tempeliers, 3 (272-94-56).

VU

Staline à la polonaise

Ca va faire bientôt un an qu'on a mal à la Pologne. Ca élan et puis ça passe, et puis ça revient au moment où on s'y attend le moins, comme un rétro, comme un crime dont on aurait été témoin sans intervenir. Alors on essaye de se donner bonne conscience en restant attentif à tout ce qui se passe là-bas, à tout ce qui nous vient de là-bas. A commencer, samedi soir sur les écrans d'A2, par les Amis, cet énorme feuilleton présenté quelques semaines seulement avant le coup d'État par le régime polonaise. Et annoncé ici à grand bruit par Skolowski et Polanski. Ils ont travaillé autrefois avec Andrej Kostenko, le réalisateur.

Vous savez de quoi il s'agit : de la Pologne de la libération au « dégel », de la Pologne à l'époque dite stalinienne, du temps à peine perdu que déjà retrouvé de la dictature du parti, du bourrage de crâne et de la terreur. Seulement, attention, il ne s'agit pas de l'histoire avec un grand H, il s'agit d'une histoire, celle de trois jeunes gens, trois villageois, trois amis, pris dans l'engrenage de cette formidable machine à décarner, qui se profile déjà dans le premier épisode.

Les destins ici se cherchent et se nouent dans les derniers coups de feu de la guerre, le pilage, la répression, le partage des terres — un grand rêve enfin réalisé qui va bientôt tourner au cauchemar. Tout ça file à un train d'enfer au fil, à la fois cursif et mouvementé, d'un récit qui sans cesse rebondit sur un personnage de rencontre, un gitan voleur de chevaux, un dépeupleur de cadavres, une arrestation, celle d'un des héros Yakoubik, le bouscule, sa mise en liberté, sa mise en condition et sa mise sur orbite.

Quand on le retrouvera la semaine prochaine il aura fait, les autres aussi, un sacré bout de chemin sur la voie royale des honneurs réservés aux inconditionnels du régime. A suivre. Pas seulement pour la Pologne. Pour le plaisir aussi.

CLAUDE SARRAUTE.

Les « flics »

Il a fallu se produire un miracle, samedi 6 novembre, à « Droit de réponse » : une émission sans chernobille ou prosaïque. Soyons juste : si l'on a en partie échappé — en partie seulement — à la cacophonie qui règne habituellement ce jour-là sur le plateau de TF 1, ce n'est pas grâce à Michel Polac, qui excelle à chatouiller les nerfs souvent à vif de ses invités, mais parce que ceux-ci avaient apparemment pris de bonnes résolutions.

L'émission était consacrée aux « flics ». Ainsi Michel Polac parle-t-il, « sans intention péjorative », des policiers, comme il dit les « vieux » pour les personnes du troisième âge. Des « flics », il y en avait trois, plus un « bobby » britannique, visiblement interloqué par cette querelle franco-française que ranime chaque samedi soir, Michel Polac : MM. Bernard Deleplace, patron de la Fédération autonome, orientée à gauche, Rémy Halbwax, secrétaire général du Syndicat indépendant de la police nationale, plutôt à droite, et Robert Naud, qui dirige le traditionaliste Syndicat des commissaires. Les deux premiers ne communiquent plus depuis quelques mois qu'à coups d'invectives et de citations en justice et, à en juger par leurs propos à l'antenne, ils paraissent décidés à continuer longtemps.

Le père de la jeune fille tuée par des policiers, il y a quelques semaines, rue Rossini, à Paris, était là. Un citoyen ordinaire qui qualifie de « crime » le tir de cas policiers, à hauteur de pare-brise, contre la voiture à bord de laquelle les quatre jeunes gens s'enfuyaient et qu'on saura plus tard volée. Une « bavure chimiquement pure », aux yeux de Georges Marion, du Canard enchaîné, parce que commise de nuit, contre des jeunes, par des policiers d'une brigade spécialisée dont M. Halbwax défend le maintien et qu'il qualifie un jour, comme l'a rappelé charitablement M. Deleplace, de « commandos ».

Le père de la jeune fille tuée, qui a saisi la justice, reçoit au-

jourd'hui des lettres d'injures. En Grande-Bretagne, a expliqué le « bobby » questionné par Michel Polac, une telle bavure est inimaginable. Non pas à cause du flagrant délit, mais parce que les policiers ne portent pas d'arme. Tout simplement.

En Suède, les citoyens ont un droit de regard sur les agissements de la police. Pour Véronique Brocard, du Libération, et Edwy Plenel, du Monde, ce contrôle, exercé à la police et à la justice, est un utile garde-fou. Les policiers français sont-ils prêts à en accepter de semblables ? Si l'on a bien compris, pour M. Deleplace ce serait plutôt oui et pour ses deux collègues certainement non. L'image passible du gardien en blanc et à bicyclette qui, selon Eric Yung du Quotidien de Paris, est la seule acceptable, n'est pas à la veille de supplanter le mauvais cliché du tireur incontrôlé des brigades spécialisées.

La police se politise. M. Halbwax l'admet, qui s'est déclaré prêt, dans une interview récente au Journal du dimanche, à aller jusqu'à l'antenne, à aller jusqu'à la « désobéissance ». Des gènes de résistance se développent dans un corps habitué à ce que le pouvoir en place le couvre en toute occasion. La vraie changement, estime M. Jean-Pierre Mignard, serait de restaurer le pouvoir de la loi sur les policiers. Ceux-là ne l'entendent pas toujours ainsi. Le répondant automatique d'un petit syndicat dont Michel Polac diffuse l'enregistrement prévient que les policiers pourraient devenir « enrégés ».

Ce syndicat, la Fédération professionnelle et indépendante de la police, manifeste justement aux abords du studio, mécontent de n'avoir pas été invité. Sur le plateau, malgré de nouvelles amabilités entre MM. Deleplace et Halbwax, le débat suit presque sereinement son cours. Pour une fois, les vociférations viennent de la rue.

BERTRAND LE GENDRE.

Lundi 8 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Échappement neuf.
Appelez POT.32.32 (708.32.32)
MIDAS
45 centres en France.

20 h 35 2002 L'Odyssée du futur : l'intelligence artificielle ou l'ordinateur pense tout seul. Émission d'I. et G. Bogdanoff. Un panorama du développement informatique dans les secteurs de pointe. Comment jouer, calculer, parler, soigner grâce à l'électronique, avec M. Simon, chercheur scientifique et le professeur Steve Tardieu.

21 h 35 Cinéma : L'introuvable vérité. Film américain de F. Lang (1956), avec D. Andrews, J. Fontaine, S. Blackmer, P. Bourneuf, S. Strudwick. (N. rediffusion.) Pour confondre un procureur, partisan acharné de la peine de mort, un écrivain fabrique les preuves de sa culpabilité dans l'assassinat d'une danseuse. Il veut créer, ainsi, une œuvre judiciaire.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Le fleuve éternel. De C. Morgan, adapt. G. Dumar, réal. P. Bureau. Avec L. Mikael, J.-P. Cressel, J.-P. Amont, J. Sereya. Avant la dernière guerre, un groupe d'officiers, travaillant à la fabrication d'une torpille géante, perd un des leurs : sa fille, Karine, qui jette le trouble dans l'esprit du commandant de la Royal Navy.

22 h 40 Document : Peintres de notre temps - Yverval.

Réal. G. Penzies.
Fils du peintre Vasarely, Yverval est, dit-on, l'un des artistes les plus marquants de l'art cinétique. Un peintre ingénieur qui se fonde sur la topologie, le calcul des probabilités et la cybernétique.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : L'his rouge (le rire du lundi). Film français de J.-P. Mocky (1975), avec M. Simon, M. Serrault, M. Galabru, J. Le Poulain, E. Bayle. (Rediffusion.) Rencontres bizarres d'un employé à la Sécurité sociale, étranger de femmes, d'un vieux marchand de journaux raciste, d'un représentant en vins menacé de mort pour dettes de jeu et d'une servante de restaurants ambuleuses.

21 h 55 Journal.

22 h 55 Magazine : Thalassa. Départ de la Course du Rhum.

23 h 10 Musichub. Messo pour un temps de guerre, de Joseph Haydn, interprété par les Petits Chanteurs de Sainte-Marie.

FRANCE-CULTURE

20 h, Carte blanche : le Soleil et la mort, d'A. Perry-Bouquet, réal. E. Cramer.

21 h 6, L'autre scène ou les vivants et les défunts : mystères et mythes dans la Grèce antique.

22 h, Nuits magiques : la première fois.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Les masses en dialogue.

20 h 30, Concert (en direct de Stockholm) : « Le Messie », de Haendel par le Petit Chœur de la Radio suédoise. Concerts Musicaux de Vienne et les membres de l'Orchestre symphonique de la radio suédoise, dir. N. Harnoncourt ; sol. E. Gale soprano ; M. Livock, contralto ; M.W. Holweg, ténor ; R. Kennedy, basse.

0 h 5, La nuit sur France-Musique, Musique du Nord : œuvres de Grieg, Norla, Orlog.

Mardi 9 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 Vision plus.

12 h 15 Météorologie.

12 h 10 Jeu box.

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent. Feuilles : L'île fantastique ; 15 h 40, Dossier : 17 h 25, L'œil en coin : 17 h 45, Variétés.

18 h C'est à vous.

18 h 25 Le village dans les nuages.

19 h 50 Histoire d'un rire.

19 h 5 A la une.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 S'il vous plaît.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.). Les banques.

20 h 35 Retransmission : Edouard II. De Christopher Marlowe. Spectacle du Théâtre de Gennevilliers. Réalisation B. Sobel, et la participation du ministère de la culture. Mise en scène B. Sobel, avec J. Badin, S. Bernard, B. Beauvoisin. Edouard, monté sur le trône, appelle auprès de lui son favori, Piers Gaveston. Bien vite, il découvre une conjuration dirigée contre lui, dont Gaveston a pris la tête. Une grande pièce de Marlowe très bien filmée et remarquablement mise en scène.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E. Journal.

12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

13 h 45 Série : Les amours de la Belle Époque.

14 h Aujourd'hui la vie.

14 h 5 Série : La légende d'Adams et de l'ours Benjamin.

15 50 Reprise : La nouvelle affiche. (Diffusion de la semaine 7 novembre.)

16 h 45 Entre vous.

De L. Bérat. Au sommaire : Dts, madame, pourquoi tu fumes ? Une école de danse à Micon.

17 h 50 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Le théâtre de Bourard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.). Les banques.

20 h 40 Cinéma : Une semaine de vacances. Film français de B. Tavernier (1980), avec N. Baye, G. Larvin, M. Galabru, F. Fitzgerald, J. Desti, P. Noiret. Artiste de dépression nerveuse, une jeune femme, professeur dans un C.E.S. de Lyon, tente de faire le point sur sa vie professionnelle et privée, pendant une semaine de congé maladie.

Le comportement, les sentiments, les désirs d'une enseignante désemparée, traduits par une mise en scène ample, souple, pudique. Lumière et atmosphère spécifiques de Lyon. Interprétation remarquable.

22 h 25 Mardi cinéma.

avec N. Baye et G. Larvin.

23 h 25 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : initiation à l'art contemporain ; le prix de l'Association des écrivains de langue française ; regards sur le service national.

8 h, Les chemins de la connaissance : les premiers habitants de l'Europe ; à 8 h 32, L'endrot c'est l'enfer ; à 8 h 50, L'horde des fauves.

9 h 7, La mystérieuse des autres : le yoga et l'Image.

9 h 45, Un quart d'heure avec... Olympia Alberti. « Un jasmin sans intérêt ».

11 h 2, Le vil de la voix : Hugues Cuendet (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).

12 h 45, Panorama, avec Yachar Kemal.

13 h, La musique populaire d'aujourd'hui.

13 h 35, Jazz : J. McLean.

13 h, Opérette : « Le pays du sourire », de Lehar.

14 h 4, Bolle à musique : œuvres de Bartok.

14 h 30, Les enfants d'Opérette.

15 h, Musiciens à l'épreuve : Hindemith.

17 h 2, Répères contemporains.

17 h 30, Concert : œuvres de K. Szymanowski.

18 h 30, Concert : œuvres de Rabel, Lenoir, par l'Orchestre philharmonique de Lille et l'Atelier vocal des chœurs de Radio-France.

19 h 30, Jazz.

20 h, Premières loges : œuvres de Bellini, Verdi, Gomez, Meyerbeer.

20 h 30, Concert (donné salle Gaveau, le 11 octobre 1982, en hommage à Antoine Golda) : « Six pièces en canon pour deux pianos », de Schumann ; « Seize valse pour piano à quatre mains », de J. Brahms ; « Sonate pour violon et piano », de Franck ; « Er, der Herrliche von Allen » de Schumann ; « Quatre chansons de bois solitaire » de Mozart ; « Quatre chansons de C. Marot » de Enesco ; « En blanc et en noir pour deux pianos » de Debussy ; « Ma mère l'Oye pour piano » de Ravel.

23 h, La nuit sur France-Musique : musique de nuit ; 23 h 30, Jazz-Club.

FRANCE-MUSIQUE

4 h 2, Musique du matin : œuvres de Schumann, Campra, Mozart, Turina, Debussy.

8 h 7, Quotidien-musique.

9 h 5, D'une oreille l'autre : œuvres de J.-S. Bach, Geminale, Liszt, Busoni, Granados, Mahler, Schoenberg.

12 h 35, Jazz : J. McLean.

13 h, Opérette : « Le pays du sourire », de Lehar.

14 h 4, Bolle à musique : œuvres de Bartok.

14 h 30, Les enfants d'Opérette.

15 h, Musiciens à l'épreuve : Hindemith.

17 h 2, Répères contemporains.

17 h 30, Concert : œuvres de K. Szymanowski.

18 h 30, Concert : œuvres de Rabel, Lenoir, par l'Orchestre philharmonique de Lille et l'Atelier vocal des chœurs de Radio-France.

19 h 30, Jazz.

20 h, Premières loges : œuvres de Bellini, Verdi, Gomez, Meyerbeer.

20 h 30, Concert (donné salle Gaveau, le 11 octobre 1982, en hommage à Antoine Golda) : « Six pièces en canon pour deux pianos », de Schumann ; « Seize valse pour piano à quatre mains », de J. Brahms ; « Sonate pour violon et piano », de Franck ; « Er, der Herrliche von Allen » de Schumann ; « Quatre chansons de bois solitaire » de Mozart ; « Quatre chansons de C. Marot » de Enesco ; « En blanc et en noir pour deux pianos » de Debussy ; « Ma mère l'Oye pour piano » de Ravel.

23 h, La nuit sur France-Musique : musique de nuit ; 23 h 30, Jazz-Club.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 9 NOVEMBRE

— M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F., est reçu à l'émission « Parti pris » sur Europe 1 à 7 h 25.

— L'entraî Philippe de Gaulle est invité à l'émission « Découvertes » sur Europe 1 à 14 h.

PRESSE

Après l'arrêt de la publication du supplément quotidien le *Main du Nord-Pas-de-Calais* lancé il y a deux ans, ce lundi 8 novembre paraît le dernier supplément culturel « Kiosque » consacré à la région. Les lecteurs du *Nord-Pas-de-Calais*, indique un communiqué de la direction, retrouveront l'édition nationale du *Main*, agran-

die, développée et comportant chaque jour un ou plusieurs articles d'une correspondance lilloise... M. Claude Perdriel, P.-D.G. du *Main*, avait annoncé récemment des mesures d'économie qui entraînaient la suppression d'emplois à Lille (le *Monde* des 20 et 21 octobre). Trois départs de journalistes ont

alors été négociés. Il reste en place six personnes. Selon l'accord signé entre la direction et l'intersyndicale du *Main*, il ne doit pas y avoir de licenciements nouveaux avant le mois de juillet 1983. La diffusion du *Main-Nord-Pas-de-Calais* plafonnait aux environs de quatre mille exemplaires. — (Corresp.)

L'Inde maintenant!

Le temps passe. Allez-vous encore attendre longtemps? Allez-vous, une fois de plus, tomber dans une sorte de routine qui vous fera suivre les foules? Ou tiendrez-vous la promesse que vous vous êtes faite à vous-même? L'Inde l'année prochaine... c'est-à-dire jamais? L'Inde maintenant. Toutes sortes de formules vous sont offertes. Même 12 jours de voyage suffisent à vous faire découvrir un univers d'hospitalité, de couleur, de musique, d'humour et d'exubérance, et feront de votre séjour un moment inoubliable. L'Inde maintenant. C'est plus proche et moins coûteux que vous ne le pensez! Parlez-en donc à votre agent de voyage. Vous ne serez pas au bout de vos surprises.

J'aimerais en savoir plus sur les formules de séjour en Inde. Je suis particulièrement intéressé par _____

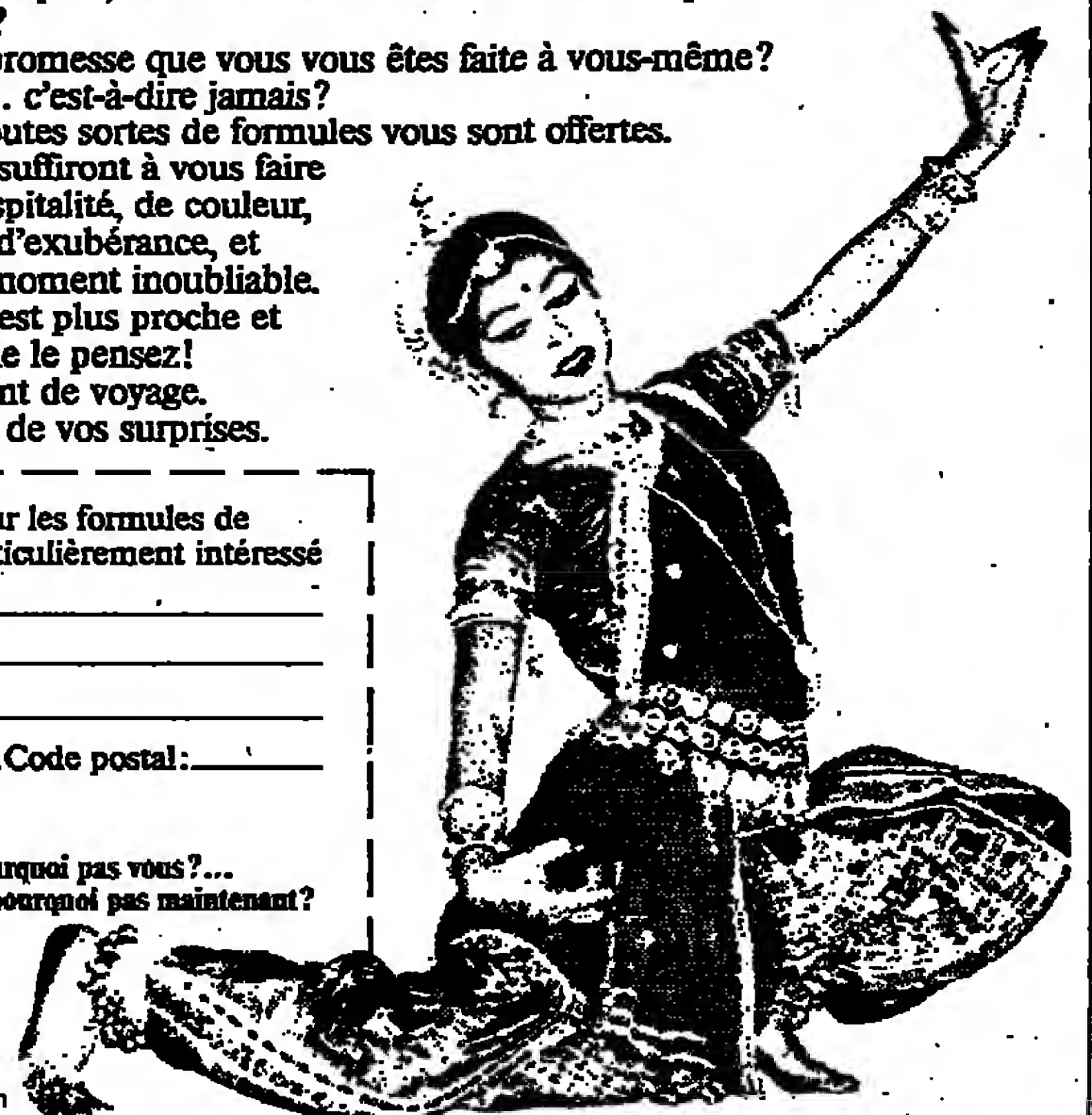
Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

india Pourquoi pas vous?... et pourquoi pas maintenant?

Office National
Indien de Tourisme
Bd de la Madeleine 8
75009 Paris



سكنا من الاجل

Line r

Nov

appro

de k

Locam

le

COMMUNICATION

MÉDI-1 A TANGER

Une radio différente pour le Maghreb

Tanger. — Quand le soir tombent et magiques des villes presque orientales, quand la place du Grand-Sokoto devient ce lieu étrange, de rencontres, d'échanges et de canulars qui l'ont rendu célèbre dans le monde entier, quand les cafés s'emplissent et que les pipes à kif circulent déjà de main en main, une rumeur monte, crescendo, de voix humaines, de cris d'enthousiasme, ou de coups sourds sur les bendirs et les tam-tams, à la fois grasse et effrayante. Les sons s'entassent, les bruits s'embrouillent, et la médina aux ruelles grouillantes devient le labyrinthe familier où les jeux du commerce et les interminables palabres autour du thé bouillonnant font fi des règles occidentales.

Une voix pourtant s'impose dans ce tumulte. Un lutin aux mille facettes, qui se tait tantôt pour reprendre plus loin, disparaît, réapparaît et lance autant de « cou-cou » facétieux qu'il y a de transitions grésillantes dans toute la médina. La voix de Barbara, sifflant, s'est doucement infiltrée dans la ville et, avec elle, celles de Djurdjura, de Pink Floyd, de Ray Charles, de Trenet et de Djamel

Alain. Caserttes, comme les petits trafiquants en proposent ici au prix d'un ticket de métro ? Pas du tout. Radio au contraire, et pas radio ordinaire. Elle se permet l'audace de lancer un disque en langue arabe, de le commenter ensuite en français, de lire une « pub » en arabe et de proposer un concert en français. Installée au Maroc depuis deux ans, elle s'est ralliée entre cinq et six millions d'auditeurs, et imposée dans les villes du Nord marocain. Son nom ? Médi-1, ou Radio-Méditerranée-Internationale. Un pari étonnant, proposé par le roi Hassan II au président français de l'époque, M. Giscard d'Estaing, et relevé par un Corse batailleur, Pierre Casalta, à la tête d'une équipe plus marocaine que française.

« Je voudrais une radio à vocation internationale, faite par des professionnels qui livrent eux-mêmes leurs papiers au micro », avait dit Hassan II à celui qui venait d'être détaché de Radio-Monte-Carlo, pour concevoir et lancer cette station à laquelle personne vraiment ne croyait. « Banco » a répondu M. Casalta, assuré de la confiance du souverain et d'une totale liberté de manœuvre.

Médi-1 démarrait donc, en septembre 1980, grâce au vieux émetteur de Radio-Tanger, et doté d'une structure franco-marocaine : 51 % des parts appartenant à des entreprises d'Etat marocaines ; 49 % à des intérêts français, dont plus de la moitié à la Sofrad. Très peu de personnel, mais la volonté d'un former progressivement « sur le tas ». Et surtout, une formule « music and news » originale adaptée au slogan « une voix, deux langues » : le bilinguisme permanent.

« Certains auraient préféré un découpage de l'antenne, en tranches animées, tantôt en français, tantôt en arabe, explique M. Pierre Casalta. Nous avons opté pour le mélange, tel que les Marocains le pratiquent tous les jours, utilisant alternativement français et arabe, empruntant au premier les expressions modernes ou la fantaisie qui manquent parfois au second. » Un mariage heureux en tout cas. Les deux langues sont étroitement liées à l'antenne, les animateurs — tous Marocains — passent de l'une à l'autre de façon naturelle.

« Sans pudeur ni parti pris »

C'est ce même brassage que l'on retrouve dans la programmation musicale, née de la rencontre de deux cultures : la française et la marocaine, auxquelles, inévitablement, mêle la cuisine anglo-saxonne.

De la musique, essentiellement (trois mille albums et aucune dépendance à l'égard des maisons de disques qui ignorent le marché maghrébin) ; quelques émissions populaires, qui, telles « La chaîne de l'amitié » ou le programme consacré aux poèmes des auditeurs, valent à la station un courrier étonnant. Jusqu'à sept mille lettres par mois, certaines en provenance d'Algérie, d'autres de tout le Maroc, reconnaissables parfois à l'écriture et au papier, lorsque, d'un petit village du Haut-Atlas, l'écrivain public en rédige une dizaine, à la demande de bergers isolés.

Et puis l'information. N'est-ce pas Médi-1 qui, la première au Maghreb, a pu annoncer la mort du roi Khaled d'Arabie Saoudite, celle du président Sadate, et plus récemment celle de Bachir Gemayel ? Et qui d'autre, si-

non elle, a assuré la couverture quotidienne des événements du Liban, osant évoquer, jour après jour, la reddition des Palestiniens, les réactions internationales, l'avantage des Israéliens, malgré le silence ou les informations contradictoires des radios du service public marocain ?

« Un traitement de choc pour la population, une bouffée d'air pur pour les auditeurs soustraits de toute information crédible sur l'étranger », estiment les journalistes. « Pour la première fois, assure M. Abdelkader Chabib, responsable de la rédaction « arabophone » de la station et ancien journaliste de la presse quotidienne nationale, est apparue dans le pays une information rigoureuse, sans pudeur ni parti pris. Nous livrons les faits bruts, sans autre ambition que d'informer, et sans glisser dans nos discours l'inévitable message que les autres radios, quelle que soit leur provenance, cherchent à nous imposer. Nul besoin de commentaire ou d'éditorial. Ce ne sont souvent que pérorasmes. L'auditeur est intelligent. Les faits parlent d'eux-mêmes. »

Déclaration à l'adresse unique du visiteur ? Pas seulement, même si, à l'évidence, les soixante-dix-sept employés de Médi-1 cherchent à tout prix à communiquer leur enthousiasme. Mais l'antenne est là, qui illustre et confirme les propos de M. Chabib. Des journaux à trois voix, réalisés par deux équipes (l'arabophone et la francophone) ; un rythme rapide, nerveux ; un ton professionnel. A l'opposé des journaux-heures, solennels et paternels des stations de la R.T.M. (Radio-télévision marocaine) : cent lieues des conformismes de la presse quotidienne nationale. Au grand dam, enfin, des « lobbies » importants dans le pays.

« Il a fallu réhabiliter l'auditeur à appeler chaque chose par son nom », explique M. Jean-Robert Chérif, responsable de l'information. Ainsi les « mercenaires » du Front Polisario sont-ils devenus « le Front Polisario » ; le régime « raciste » de Pretoria s'est appelé plus simplement « le régime de Pretoria » ; plus d'épithètes systématiques de « sioniste » pour précéder le nom du premier ministre Begin, ni celui de « vendu » pour qualifier le régime du Châli. Une audace relative, mais dont les retombées ne se sont pas fait attendre...

Une certaine autocensure

« Médi-1 ? Un poste de propagande sioniste », ont crié les uns ; « une succursale de Radio-Israel », ont hurlé les autres. Parmi eux, ceux-là mêmes qui, depuis un an, ont curieusement modifié leur langage ou leur couverture des événements internationaux... Que Médi-1 évoque des exactions en Iran, et les Frères musulmans de Tanger menacent « d'abattre tous les journalistes les uns après les autres ». Qu'elle annonce l'encerclement des responsables de l'O.L.P. dans Beyrouth, et la presse de l'istiqiel dénonce le « défi au peuple marocain ». Des critiques que veulent ignorer les journalistes de la station, convaincus que la couverture récente du conflit libanais leur a rallié de nombreux auditeurs.

Sans peur et sans reproche, les vaillants journalistes de Médi-1 ? Et bleu, bleu, bleu, le ciel des rédactions ? Certes non. Car l'audace, l'insolence, la fronde, s'arrêtent aux portes du Maroc. Des yeux curieux, oui, mais qui ont préféré ne rien voir des événements de Casablanca, attendant de savoir si ceux-ci allaient dépasser le seuil des quarante-huit heures ; des oreilles exercées sans doute, mais qui préfèrent ne pas trop entendre de nouvelles désobligeantes sur les proches voisins algériens ou saoudiens... Mais puisqu'on

vous répète que Médi-1 est une radio à vocation internationale !

Certains membres de la rédaction admettent implicitement une certaine autocensure, tout en se réjouissant du privilège de travailler dans la station « la plus libre du Maghreb ». Les responsables, eux, assurant n'avoir jamais eu à sa plume de pressions quelconques de Rabat et affirmant que Médi-1 n'a jamais passé sous silence un événement important relevant de sa compétence... Reste à préciser la notion d'« information internationale », à moins que cette prudence obligatoire pour tout ce qui touche aux pays du Maghreb ne soit le prix à payer pour le maintien de cet outil, somme toute de qualité.

Une question d'autant plus cruciale aujourd'hui qu'en accroissant considérablement son auditoire potentiel la station en multiplie aussi les enjeux. Et dans la grande maison blanche, qui, en plein centre de Tanger, abrite les studios et la « famille

Médi-1 », il n'est déjà plus question que de ce changement d'amplitude (d'envergure). Certains rêvent de programmes ou de correspondants permanents ; d'autres de stratégies publicitaires. Les recettes ayant couvert 30 % du budget en 1982, certains estiment ici qu'une règle internationale devrait permettre d'équilibrer les comptes d'ici deux à trois ans.

« Mission accomplie », semble donc penser aujourd'hui M. Pierre Casalta, heureux surtout de celles de son équipe. « Nous étions quatorze Français au départ, nous ne sommes plus que sept, et c'est tant mieux. Nous avons impulsé un esprit, formé les gens aux techniques de la radio, transmis ce que nous savons. Médi-1, par la voix des Marocains, donne une image crédible aujourd'hui de la France à l'étranger. »

ANNICK COJEAN.



Novembre 82 Rapprochement entre deux grands de la location.

L'accord commercial qui associe désormais les sociétés Milleville et Locamion donne une nouvelle dimension à la location de véhicules.

Milleville, spécialiste de la voiture et de l'utilitaire, et Locamion, spécialiste du poids lourd, offrent en effet aujourd'hui un service unique dans le monde des loueurs.

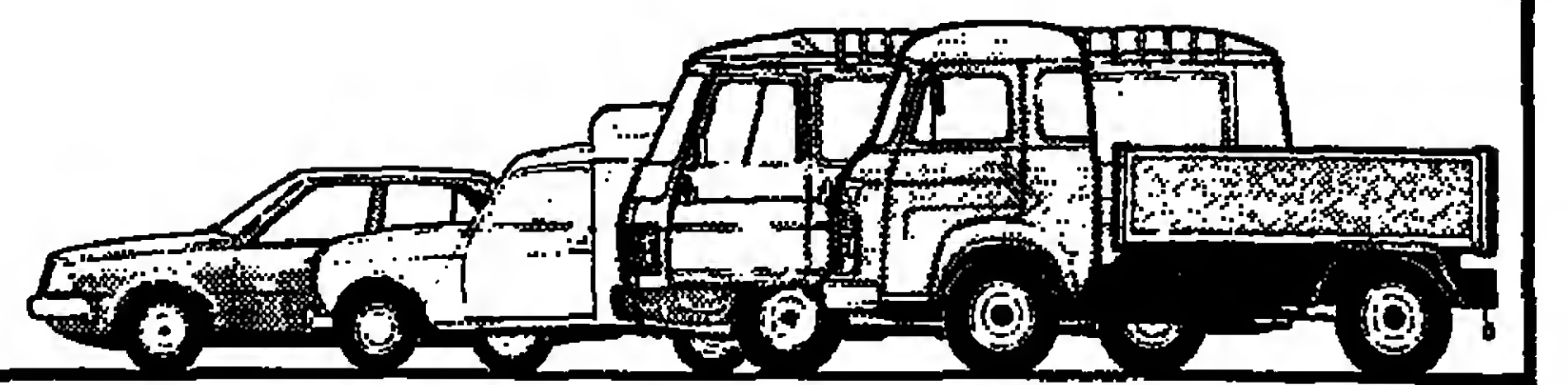
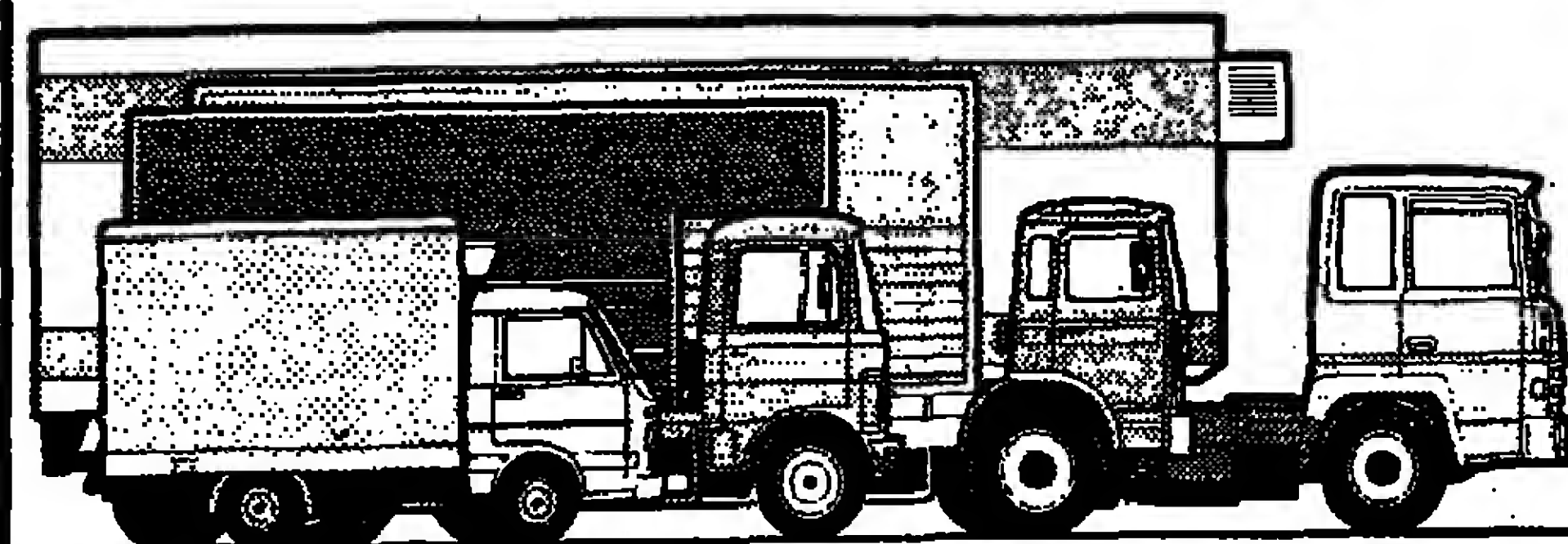
Dans chacune des 170 agences Locamion ou Milleville, l'utilisateur peut disposer de la gamme la plus complète de véhicules, de la petite voiture au tracteur routier de 38 tonnes : 33 modèles différents chez Milleville, 50 modèles standards chez Locamion. A louer pour un jour, quelques semaines ou plusieurs années.

De plus, les clients de Locamion disposent aujourd'hui d'avantages tarifaires importants pour la location de véhicules légers chez Milleville, de même, les clients de Milleville pour les poids lourds proposés par Locamion.

Adressez-vous à l'une des 170 agences Locamion ou Milleville. Vous y trouverez une solution à votre problème de location, quelles que soient sa taille et sa durée.

Locamion + Milleville: la location du 38t à la voiture.

Locamion. Siège social : 106, avenue Jean-Jaurès - 69357 Lyon Cedex 2 - Tél. (7) 869.81.06
Milleville. Siège social : 207, avenue du Mans - Saint-Cyr-sur-Loire - B.P. 0153 - 37001 Tours Cedex - Tél. (47) 41.59.00



ES P.M.E. ...
... des ...
... en ...

colé



Otto Schott, comme tous les grands inventeurs, est parti

SCHOTT et les Entreprises SCHOTT contribuent largement au développement des technologies d'avenir. La production d'énergie par fusion nucléaire contrôlée, par


Mais ce n'est là qu'un des exemples de verres spéciaux au service de la technologie de demain. Et leurs utilisations sont si différentes que nous avons fabriqué des verres

Nous continuons ce qu'Otto Schott a commencé.

Des scientifiques et des techniciens de haut niveau, avec nos collaborateurs commerciaux, assistent et conseillent nos clients. Plus de 14.000 personnes travaillent dans le

Le Groupe SCHOTT comprend les Verreries SCHOTT à Mayence avec leurs 33 filiales. Au total, 40 unités de production dans le monde dont 6 en France. Cela représente 50.000 produits différents pour

SCHOTT FRANCE
6, rue des Bateliers
92110 Clichy

 **SCHOTT**

**Nous perfectionnons
sans cesse le verre.**

Le Monde ECONOMIE

LES P.M.E. ET L'ACCÈS AU MARCHÉ FINANCIER

2 % seulement des sociétés françaises sont cotées en Bourse

TANT qu'inflation et par-fois expansion économique allaient de pair, les chefs d'entreprise ont souvent trouvé avantages et commodités à assurer leurs besoins de financement par autofinancement et par endettement plutôt que par appel aux marchés boursiers.

Le résultat de cette politique remise en cause par l'envolée des taux d'intérêt est qu'au fil des ans le nombre de sociétés cotées en Bourse représente environ 2 % de l'ensemble des sociétés anonymes françaises, un chiffre qui ne risque guère de s'accroître, tant il est vrai que les candidats à l'investissement du marché ne sont pas légion en ce moment, pas plus à Paris qu'en province.

Le rapport Dautresme

C'est logiquement dans un recours beaucoup plus ample aux procédures d'augmentation de capital par appel direct à l'épargne publique via le marché boursier que réside la solution idéale au problème posé par la dégradation de la situation financière des entreprises, de plus en plus incapables de faire face aux lourdes charges de remboursement, en principal et en intérêts, de leurs dettes. Telle est la voie qu'a la suite du célèbre rapport Dautresme le projet de loi Delors en cours de dis-

ussion au Parlement cherche à ouvrir. Reste à savoir quelle sera la réponse des petites et moyennes entreprises, tant il est vrai qu'il ne suffit pas de réformer les procédures pour modifier les comportements dans un domaine où non seulement le poids des habitudes mais plus encore les contraintes économiques jouent un rôle décisif.

La création d'un second marché

En ce qui concerne les réformes proposées, une des plus fécondes paraît la création d'un second marché destiné à permettre aux entreprises de s'acquiescer avant d'aborder la cote officielle proprement dite. Même si beaucoup d'entreprises sont convaincues des avantages que comporterait pour elles une introduction en Bourse, elles hésitent à le faire pour plusieurs raisons : peur, dans le cas d'entreprises familiales, de perdre le contrôle de l'affaire ; crainte de ne pouvoir servir les dividendes adéquate aux nouveaux actionnaires ; coût de l'opération. Pourtant, c'est seulement par ce moyen que les entreprises peuvent avoir une chance de franchir de façon décisive une étape de leur croissance.

SERGE MARTL
(Lire la suite page 23.)

La réforme du marché hors cote : un appel d'air pour les petites entreprises

A l'heure actuelle, la Bourse de Paris fonctionne comme une fusée à trois étages avec des règles d'accès bien spécifiques :

● LA COTE OFFICIELLE

C'est là que sont inscrites les principales sociétés françaises après avoir satisfait à un certain nombre de conditions :
— Pour la Bourse de Paris : un capital minimum de 15 millions de francs dont 25 % seront mis à la disposition du public (80 000 titres au minimum) ;
— Pour les six Bourses de province (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes) : un capital minimum de 5 millions de francs dont 25 % également seront mis en circulation dans le public soit un minimum de 20 000 titres.

Les entreprises qui veulent accéder à la cote officielle doivent présenter trois documents essentiels : un bilan, un rapport d'audit et un rapport d'expert. Depuis quelques années, il faut bien reconnaître que la fusée a du mal à décoller et on enregistre des ratés à tous les étages. Déjà amputée de la longue liste des actions de sociétés industrielles et bancaires nationalisées

● LE MARCHÉ HORS COTE

Ouvert à toutes les entreprises sans formalité particulière, ce marché fonctionne sous l'autorité de la Chambre syndicale des agents de change et il est réservé, dans la pratique, aux sociétés dont les titres sont peu répandus dans le public.

● LE MARCHÉ SPÉCIAL

Créé en novembre 1977, il est considéré comme une annexe du précédent. Son but est de permettre aux sociétés de se familiariser avec le fonctionnement de la Bourse avant de demander, dans un délai de trois ans, leur admission à la cote officielle en s'engageant à introduire progressivement sur le marché un nombre accru de titres. Si les délais d'inscription sur ce marché sont relativement réduits (un mois à six semaines seulement contre près de deux ans pour la cote officielle), les entreprises inscrites au hors-cote spécial doivent se soumettre à la même politique d'information que la cote officielle et sur ses résultats que les firmes inscrites à la cote officielle.

En février dernier, la cote officielle s'est réduite comme une peau de chagrin, obligeant la Chambre syndicale à promouvoir sur le marché à terme quelques titres négociés jusque-là au comptant, sans que la liste globale des titres cotés s'allonge pour autant. Elle aurait même tendance à se réduire si l'on en croit l'orientation observée au cours de ces derniers mois. La moyenne des introductions en Bourse, qui était de trois à quatre sociétés par an entre 1977 et 1980, est brutalement tombée à une seule candidate en 1981. La Compagnie générale de géophysique. Depuis, seule la société Speda Bertrand-Faure a fait son apparition sur le marché depuis le début de l'année 1982 et la seconde introduction attendue à l'automne, celle de Besson, a brutalement tourné court. À l'horizon 1983, seule se profile la Banque Courtois, négociée depuis septembre 1979 sur le marché hors cote de la Bourse de Bordeaux et qui vient de demander officiellement son admission à la cote officielle.

Une image à améliorer

Dans le même temps, le nombre d'entreprises inscrites au hors-cote spécial a cessé de diminuer, à la fois en raison de la mauvaise image de marque de ce marché et où on trouve de tout et un peu s'importe quoi, selon l'expression d'un professionnel, et en l'absence de véritables animateurs décidés à s'occuper de la valeur qu'ils ont introduite dans ce secteur boursier. Le hors-cote spécial, lui, continue à jouer le rôle de parent pauvre de la Bourse depuis sa création, et l'échec de la formule est indéniable. On en juge par la quinzaine de valeurs, tout au plus, qui figurent dans cette catégorie frappée d'anémie.

Le constat est éloquent. D'une part, les entreprises se disent encore paralysées à l'idée de tenter une entrée sur le marché boursier sans même tenir compte du coût, qu'elles jugent prohibitif (à titre d'exemple, l'introduction en Bourse de Bongrain a coûté, au total, quelque 4 millions de francs à la société), mais à l'inverse, une fois convaincues, elles ne trouvent aucune structure d'accueil qui leur convienne lorsque leur dimension ne leur permet pas l'introduction directe à la cote officielle. Au mieux, le hors-cote spécial qui a abondamment fait la preuve de son inadéquation, peut être considéré comme une salle d'attente passablement inconfortable.

Considérées de ces récriminations qu'elles jugent justifiées, les autorités boursières ont entrepris une réflexion d'ensemble qui a abouti à un projet de réforme complète du compartiment spécial du marché hors cote au bénéfice d'une formule beaucoup plus souple.

(Lire la suite page 22.)

La colère des professions libérales

Leur mécontentement est apparu pour la première fois au grand jour au cours d'une manifestation organisée sous le septennat de M. Cocard d'Estaing. Touchés, comme les autres, par la crise économique, les membres des professions libérales venaient de découvrir qu'ils étaient particulièrement mal armés pour l'affronter. Déçus par l'ancienne majorité, beaucoup d'entre eux soupçonnaient à présent le gouvernement socialiste de vouloir leur disparition. Leur colère a éclaté le 30 septembre dernier au cours d'une nouvelle manifestation.

Cette manifestation organisée par l'Union nationale des associations de professions libérales (UNAPL) et le Centre national des professions de santé (C.N.P.S.) a été un incontestable succès. Les deux syndicats espéraient rassembler 30 000 personnes. Plus de 40 000 manifestants ont défilé pour défendre l'exercice libéral qu'ils estiment menacé. Un succès d'autant plus surprenant que les membres des professions libérales ont toujours eu un comportement corporatiste. Éclatés en multiples chambres, ordres ou syndicats, ils semblaient jusqu'à présent beaucoup plus soucieux de préserver leurs intérêts particuliers que de défendre les valeurs communes à leurs professions. Et, au fond, on a du mal à imaginer ce qui peut rapprocher un moniteur d'auto-école d'un architecte ou d'un expert comptable. « Le lien existe pourtant », répond le docteur Beaupère, président de l'UNAPL, et il se résume en trois critères : indépendance, responsabilité personnelle, service personnalisé. « Cette définition, identique à celle que donne M. Chaton, président des chambres des professions libérales, est large, beaucoup plus large en tout cas que celle retenue par les organismes officiels. »

200 000... ou plus de 400 000 ?

À l'instar du Larousse, la direction de la documentation fiscale limite en effet l'exercice libéral à « professions où l'activité intellectuelle joue le principal rôle, et consistant en la pratique, personnelle, en toute indépendance, d'une science ou d'un art ». À partir de cette définition, elle recensait, en 1978, 386 346

membres des professions libérales. L'UNAPL, pour sa part, n'en comptait que 200 000 en 1981, classant dans cette catégorie « les personnes établies à leur compte qui ne font pas partie des patrons de l'industrie et du commerce et qui exercent une profession dont l'activité exige une instruction d'un niveau supérieur ».

Ces chiffres sont contestés par l'UNAPL, qui en recensait la même année 428 336 répartis en quatre cents métiers différents (médecins, avocats, architectes, mais aussi prédateurs, remèdeurs, démarcheurs, etc.). Mais comme les statistiques officielles, les professions libérales s'estiment également mal connues du public. « L'image du nantiste persiste et pourtant elle est complètement faussée », affirme le docteur Beaupère. Au chapitre des revenus, les disparités sont en fait très grandes. Une étude réalisée par le CEREC (Centre d'étude des revenus et des coûts) révèle que, en 1978, le bénéfice fiscal moyen était en moyenne de 30 070 francs pour un notaire, 13 110 francs pour un expert comptable, 11 620 francs pour un médecin généraliste ; il tombait à 9 820 francs pour un avocat, 9 370 francs pour un architecte, et n'était que de 4 890 francs pour un moniteur d'auto-école (3).

À l'intérieur d'une même profession, les disparités sont également importantes. Selon une enquête réalisée par la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), le revenu avant impôt des médecins généralistes était en moyenne de 15 000 francs par mois en 1980 mais 63 % d'entre eux touchaient moins de 10 000 francs tandis que 3 % seulement gagnaient plus de 25 000 francs.

Ces inégalités se retrouvent dans d'autres professions. Les syndicats affirment aujourd'hui que 50 % des avocats parisiens gagnent moins de 7 000 francs net par mois, un quart des architectes moins de 5 000 francs net et un tiers des infirmières moins de 3 500 francs net. Si l'image d'un

nantiste demeure donc valable pour quelques professionnels, elle se révèle faussée pour la grande majorité des praticiens confrontés à des conditions d'exercice de plus en plus difficiles.

Quelle qu'en soit l'origine — essor démographique dans certaines professions (médecins, chirurgiens, dentistes, architectes, avocats, massagers, kinésithérapeutes), concurrence du secteur public dans d'autres ou alourdissement des charges, — ces difficultés se sont accentuées avec la crise économique et ont incontestablement favorisé l'émergence d'une solidarité entre professions libérales. « Lorsque les conditions du marché se sont détériorées, explique le professeur Luchaire, chargé par le gouvernement d'une mission sur les professions libérales, les géomètres ont, par exemple, découvert avec plus d'acuité la concurrence de l'Institut géographique national. Les architectes celle des directions départementales de l'équipement ou de l'agriculture, les agents d'assurance celle des P.T.T. ou des finances... » Plus que par le passé, les professionnels libéraux ont eu l'impression qu'ils allaient être progressivement grignotés par le secteur public. Et cette menace a incontestablement développé chez eux deux sentiments concomitants : la méfiance à l'égard du fonctionnaire et la fierté de pouvoir offrir ce que justement le fonctionnaire n'offre pas à savoir une relation interpersonnelle et la possibilité pour le client, comme pour le praticien, de se choisir librement. « Dans le même temps, poursuit le professeur Luchaire, les membres des professions libérales, qui bénéficient d'une protection sociale beaucoup moins avantageuse que celle des salariés, ont pris conscience d'appartenir à une communauté spécifique, particulièrement menacée par la crise. »

C'est en effet durant la crise que les intéressés s'organisent. En septembre 1977, les chambres des professions libérales se constituent autour de M. Chaton, notaire à Troyes. Objectif : obtenir l'institution de chambres congruaires, chargées de défendre leurs intérêts communs. En janvier 1978, un second mouvement voit le jour : l'UNAPL présidée par M. Triaire, avocat à la cour.

Ses revendications découlent d'une idée simple : les membres des professions libérales ne sont ni des nantis ni des parasites mais des travailleurs comme les

autres, confrontés à de graves difficultés. Après deux années de tentative de concertation avec le gouvernement, l'UNAPL, organisée, le 27 novembre 1980, une manifestation à l'occasion de cinq thèmes : « Une flexibilité accrue, des charges sociales équilibrées, une concurrence déloyale faite aux professions libérales par les services publics, une sous-représentation dans les organismes où sont présents les autres secteurs de l'économie, une nationalisation silencieuse qui tend à les faire disparaître ». Environ quatre mille professionnels répondent à son appel.

Un malaise qui s'accroît sous la gauche

Quatre mille personnes, c'est peu comparé aux quarante mille manifestants réunis le 30 septembre dernier. Le malaise des professions libérales se serait-il aggravé sous le gouvernement Manroy ? Sans aucun doute, répond l'UNAPL. Le syndicat a, certes, écouté avec plaisir M. Mitterrand déclarer qu'une société sans profession libérale deviendrait vite ennuyeuse avant de devenir tyrannique. Il a également accueilli avec satisfaction la création, en mars dernier, de la mission Luchaire chargée d'étudier les cas de concurrence entre les services publics et les professions libérales. Il reconnaît enfin que la concertation est beaucoup plus développée que sous le gouvernement précédent. « Mais pour être plus souveni reçus, nous n'en sommes pas mieux entendus », affirme M. Beaupère.

Exclus des conquêtes sociales des salariés (treize-neuf heures, cinquième semaine de congés payés, etc.), exclus des aides dont peuvent bénéficier les petites et moyennes entreprises, les professions libérales se sentent, aujourd'hui comme hier, oubliées. « Sur le plan fiscal, affirme le docteur Beaupère, nous n'avons rien obtenu : la taxe professionnelle continue de pénaliser les femmes qui s'installent, les tranches de la taxe sur les salaires n'ont pas été relevées depuis de longues années, la barre des 150 000 francs au-dessous de laquelle les adhérents aux associations agréées peuvent bénéficier d'un abattement de 20 % sur l'impôt sur le revenu n'a pas été relevée malgré les promesses de M. Fabius. »

FRANÇOISE FRESSOZ.
(Lire la suite page 24.)

Vers une réduction spontanée du déficit extérieur ?

C'EST à un marché international des capitaux aux caractéristiques nouvelles que les pays emprunteurs — et la France est un des plus actifs dans ce domaine — devront s'adresser dans les prochains mois. Cela ne manquera pas d'avoir sur la conduite de leurs politiques économiques respectives d'importantes conséquences. Les dernières statistiques publiées par les établissements spécialisés confirment, et au-delà, l'ampleur du ralentissement qui s'est opéré dans l'octroi des crédits bancaires internationaux. Selon la Morgan Guaranty Trust Company de New-York, on a enregistré, au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 août de cette année, 68 milliards de dollars d'opérations nouvelles sur les euro-marchés, alors que pendant les huit premiers mois de 1981, le chiffre correspondant avait été de 104 milliards de dollars. Le recul est de 35 % environ. Il pourrait être de 40 % pour l'année entière, étant donné que le phénomène de contraction s'est enclenché dès le début de l'année 1981.

Les statistiques les plus récentes publiées par la Banque des règlements internationaux sont relatives à une période un peu plus ancienne, puisqu'elles s'arrêtent à la fin du deuxième trimestre, mais elles sont de nature à fournir plusieurs éléments intéressants d'analyse. Jusqu'au dernier moment, les banques, surtout américaines, ont apporté leurs concours aux pays qui sont aujourd'hui virtuellement en état de cessation de paiements, et surtout au Mexique.

Pourtant le deuxième trimestre avait été marqué par un événement de grande portée : le quasi-arrêt de la progression des créances interbancaires. Or c'est à partir d'autres banques que les établissements prêteurs les plus actifs se procurent les ressources dont ils ont besoin pour développer leurs crédits.

Ce n'est pas céder à la tentation du paradoxe que de faire la remarque suivante : les déficits extérieurs n'ont été aussi importants que ceux que nous enregistrons aujourd'hui pour les finances. Cela vaut aussi pour la France, dont les dirigeants semblent continuer à penser qu'ils disposent encore d'une marge de manœuvre confortable grâce aux larges facilités d'emprunt de la France. Or tel est probablement plus le cas dans le climat actuel de restriction, les prêteurs se montrant beaucoup moins enclins à accorder sur une grande échelle des crédits supplémentaires à un pays dont l'endettement total a déjà dépassé — barrière fictive — la totalité de ses réserves (presque exclusivement constituées par de l'or). Il en résulte que la France, à moins de prélever directement sur ses réserves métalliques, ce qu'elle ne fera probablement pas, disposera globalement de moins de ressources pour importer des biens de toute nature. On ne peut donc exclure une diminution spontanée (sauf poursuite d'une politique d'empuntes à outrance) des conditions de plus en plus onéreuses du déficit de sa balance des paiements, obtenue au prix d'un nouveau ralentissement de l'activité économique.

PAUL FABRA.



Affectance Sofrec :

Pilotez votre entreprise en toute sécurité.

La sécurité du chef d'entreprise est d'avoir l'esprit libre de tous problèmes de trésorerie pour conduire son affaire vers les marchés les plus rentables. L'affectance Sofrec redonne du sang neuf à votre trésorerie par le financement immédiat et définitif de vos comptes clients que vous choisissez de lui confier.

Enfin, Sofrec permet une gestion efficace de vos comptes clients grâce aux relations privilégiées qu'elle a su établir avec les responsables des paiements de grandes entreprises, clients de votre société. Avec Sofrec, le choix des comptes clients que vous souhaitez financer vous appartient. C'est ça l'affectance sur mesure.

BANQUE SOFREC S.A. au capital de 15.000.000 F.
16, rue d'Aguesseau 75008 Paris TEL. 742.73.97
24, rue Francis Darvo 13231 Marseille Cedex 1 - TEL. (01) 54.32.76

LES P.M.E. ET L'ACCÈS

La réforme du marché hors cote : un appel d'air pour les petites sociétés

(Suite de la page 21.)

La création d'un « second marché » répond à cet objectif. La principale nouveauté consiste à limiter à 10 % seulement (contre 25 %) la part de capital qui sera mise dans le public et à supprimer l'obligation faite aux sociétés de demander, au bout de trois ans, leur passage à la cote officielle. Parallèlement, aucun seuil minimum n'a été prévu pour le capital, pas plus que ne soit exigée une rémunération de capital ou la distribution des dividendes. Enfin, la note COB a été supprimée, la seule notice au BALO étant jugée insuffisante.

Du coup, les frais à prévoir (notices au BALO, note de présentation de la société, publicité financière, impression des titres et honoraires de l'intermédiaire financier) se trouvent considérablement réduits. M. Jean Salwa, le directeur du Centre d'Informations boursières (1), évalue dorénavant à moins de 300 000 F le coût d'une introduction sur le « second marché », voire moins puisque la société L.M.E. (Le matériel électronique) a simplement dépensé 90 000 F pour faire son apparition sur le compartiment spécial en attendant la transformation de cette anti-

chambre en « second marché ». Voilà qui justifie l'engouement de nombreuses petites et moyennes entreprises qui viennent d'entrer en rangs serrés au compartiment spécial (2), en attendant la mise en place de la nouvelle structure. En volant le 28 septembre dernier l'article 30 de la « loi Delors » sur le développement des investissements et la protection de l'épargne, l'Assemblée a donné son approbation. L'obstacle du Sénat vient également d'être franchi et, dès le premier trimestre de l'année prochaine, la Bourse de Paris pourra disposer enfin d'une structure d'accueil, particulièrement adaptée aux petites et moyennes entreprises, encore inhibées par le marché officiel.

S. M.

(1) Centre d'Informations boursières pour les P.M.E.-P.M.I. : 13 rue Marivaux, 75002 Paris. Tél. 336-36-21.
(2) En quatre-vingt semaines, plusieurs sociétés se sont inscrites au compartiment spécial dans la perspective de l'ouverture du second marché : Marlin Immobilier, S.D.P. (Holding Delorme Pignard), Le matériel électronique, Cromédal, Multi Médias Beaulieu, et d'autres sont attendues : O.G.F. (Holding des Pompes funèbres générales), la S.P.E.C. (Société française d'extension et de calendrage) à Nanterre, L.F.O. (Institut de participations de l'Ouest) à Nantes.

Lyon : place financière de proximité

« UNE épargne régionale au service de l'investissement régional ». Ce slogan, M. Jean Carrière, le président de la Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel, entend en faire le pivot de sa politique au service de cette région Rhône-Alpes qui reste le second pôle économique du pays après l'Île-de-France. Tout en continuant à assurer son métier de banquier, la Lyonnaise de dépôts s'est donnée pour mission depuis plusieurs années de favoriser l'essor des petites et moyennes entreprises locales sur le marché régional.

A cet effet, elle a créé une direction des affaires industrielles plus spécialement chargée de suivre au plus près l'évolution des sociétés en fonction de leur secteur d'activité et de déterminer les plus performantes et les plus innovatrices, pour lesquelles la Bourse peut offrir des solutions adaptées à leurs ambitions futures. Toutes n'ont pas, c'est sûr, l'envergure de Majorette, le numéro un mondial de la voiture miniature, qui a fait son apparition le 7 décembre 1977 à la cote officielle de Lyon et qui poursuit, depuis, une brillante carrière, mais un certain nombre d'entreprises aux apparences plus modestes sont tout à fait en mesure de marcher sur les traces de leur aînée.

« D'ores et déjà, une quinzaine de firmes de la région lyonnaise sont en mesure d'accéder au marché boursier, à la fois à la cote officielle et au « second marché » qui doit prendre le relais du hors-cote spécial tant à Paris que sur les bourses de province », assure M. Louis Thannberger, directeur de la Lyonnaise de dépôts, à l'issue d'une rencontre avec le Club Presse Finance pour prendre le pouls de la métropole lyonnaise. Et de citer la société Potain, le numéro un mondial des grues de chantier avec un chiffre d'affaires consolidé voisin de 1,6 milliard de francs qui devrait prendre le chemin de la place parisienne en 1984, ou encore les Papeteries de Voiron et des Gorges, déjà inscrites sur le hors-cote de Lyon en attendant leur admission à la cote officielle de cette même place.

Metzcrab, spécialisée dans la

dynamique en mécanique, Bucol Suchet Colombet, l'une des plus anciennes maisons de soléne lyonnaises, ou encore Promatec, une société de services en informatique, sont autant de candidats valables qui hésitent encore sur la façon dont leur entreprise, souvent fortement marquée par une structure familiale, pourrait s'ouvrir sur l'extérieur sans manifester aussitôt un appétit démesuré de capitaux.

« La Bourse n'est pas là pour apporter des capitaux à une entreprise qui en a besoin tout d'un coup, mais pour préparer soigneusement une opération d'augmentation de capital, une fois que la société inscrite aura fait ses preuves », tient à souligner M. Carrière, en précisant que la Bourse n'est que le véritable rôle du marché financier.

Si les banquiers lyonnais —

tout au moins certains d'entre eux — se sont mis en tête de revigorer la cote depuis plusieurs années, c'est qu'ils sont de plus en plus sensibles au déséquilibre qui s'opère actuellement entre le marché des actions et celui des obligations au détriment du premier. Depuis la loi sur les nationalisations, la Bourse de Lyon a perdu totalement plus de 90 % de sa substance avec la radiation de la Lyonnaise de dépôts, qui était inscrite sur le marché à terme. De quoi faire reculer un peu plus les bourses de province qui représentent à elles toutes à peine 2 % de l'ensemble des transactions boursières. Et encore, sur ce chiffre, la Bourse de Lyon réalise-elle à elle seule la moitié du volume enregistré grâce au développement de son marché obligataire sous l'impulsion du Crédit lyonnais, qui a

récentement fait coter plusieurs emprunts sur la place.

Bien décidée à remédier à la situation, la Bourse de Lyon (1) dispose de nombreux atouts : un tissu industriel capable de sécréter de futures entreprises de premier plan au niveau régional, une nouvelle race de chefs d'entreprise mieux armés en termes de gestion financière que par le passé et, surtout, un réseau d'institutions de plus en plus structuré pour contribuer au développement des entreprises régionales.

Celui-ci englobe notamment la Sipares, l'Institut régional de participation, qui est partie prenante au capital d'un certain nombre d'entreprises, l'Adery, l'Association de développement économique de la région lyonnaise, les chambres de commerce et les représentants du patronat lyonnais, les sociétés de développement régional, sans oublier les commissaires aux comptes, les experts-comptables, les agents de change et les banquiers, des professionnels de plus en plus sensibles au nouveau mot d'ordre qui a pour nom efficacité.

Affirmant sa vitalité, la communauté bancaire va d'ailleurs se renforcer en accueillant au début de l'année prochaine la banque Louis Dreyfus. L'arrivée de cette banque d'affaires portera à soixante-cinq le nombre des établissements représentés dans l'agglomération lyonnaise en leur nom propre. Un chiffre qui prouve que la notion de « place financière de proximité » appliquée à Lyon n'est pas une vue de l'esprit. L'idée fait son chemin Rue de Rivoli, où l'on considère que cette formule, qui paraît si bien avoir réussi sur les bords du Rhône — grâce à l'opiniâtreté de quelques-uns — pourrait fort bien s'étendre à d'autres régions françaises en prenant appui sur les bourses locales, source de financement pour les entreprises, et sur un réseau bancaire mieux adapté aux besoins des P.M.E. dans le cadre de la décentralisation.

(1) La zone de compétence de la Bourse de Lyon englobe trois régions (Auvergne, Bourgogne, Rhône-Alpes) et dix-sept départements (Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Cher, Côte-d'Or, Drôme, Haute-Loire, Haute-Savoie, Isère, Loire, Loire-Atlantique, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie et Yonne).

A l'étranger

LE MARCHÉ « OVER THE COUNTER » AMÉRICAIN

Le principal avantage de l'over the counter market (O.T.C.) est de permettre à de nombreuses sociétés de se familiariser avec le marché financier. Il offre également une possibilité de financement importante pour les entreprises qui n'ont pas encore l'envergure nécessaire pour accéder aux grandes bourses américaines.

Si la formule est plus souple qu'à la cote officielle, les obligations sont les mêmes que pour les entreprises cotées et la Securities and exchange commission (S.E.C.) exerce aussi un contrôle sur le hors-cote.

Au total, quarante mille entreprises sont inscrites sur le over the counter, dont deux mille cinq cents environ font l'objet de cotations assez régulières pour justifier l'appellation de marché. Près de 25 % des transactions effectuées sur les places boursières américaines sont réalisées sur le hors-cote, soit plus de 10 % des capitaux traités, la capitalisation boursière de ce marché dépassant 150 milliards de dollars.

LE « UNLISTED SECURITIES MARKET » À LONDRES

De création beaucoup plus récente que le hors-cote américain, puisque son inauguration remonte seulement au 10 novembre 1980, le « *unlisted securities market* » connaît un succès croissant, que les observateurs attribuent autant au dynamisme de la place financière britannique qu'à la faculté laissée à chaque société de mettre uniquement 10 % de son capital à la disposition du public, alors qu'il en faut 25 % pour avoir accès à la cote officielle du London Stock Exchange.

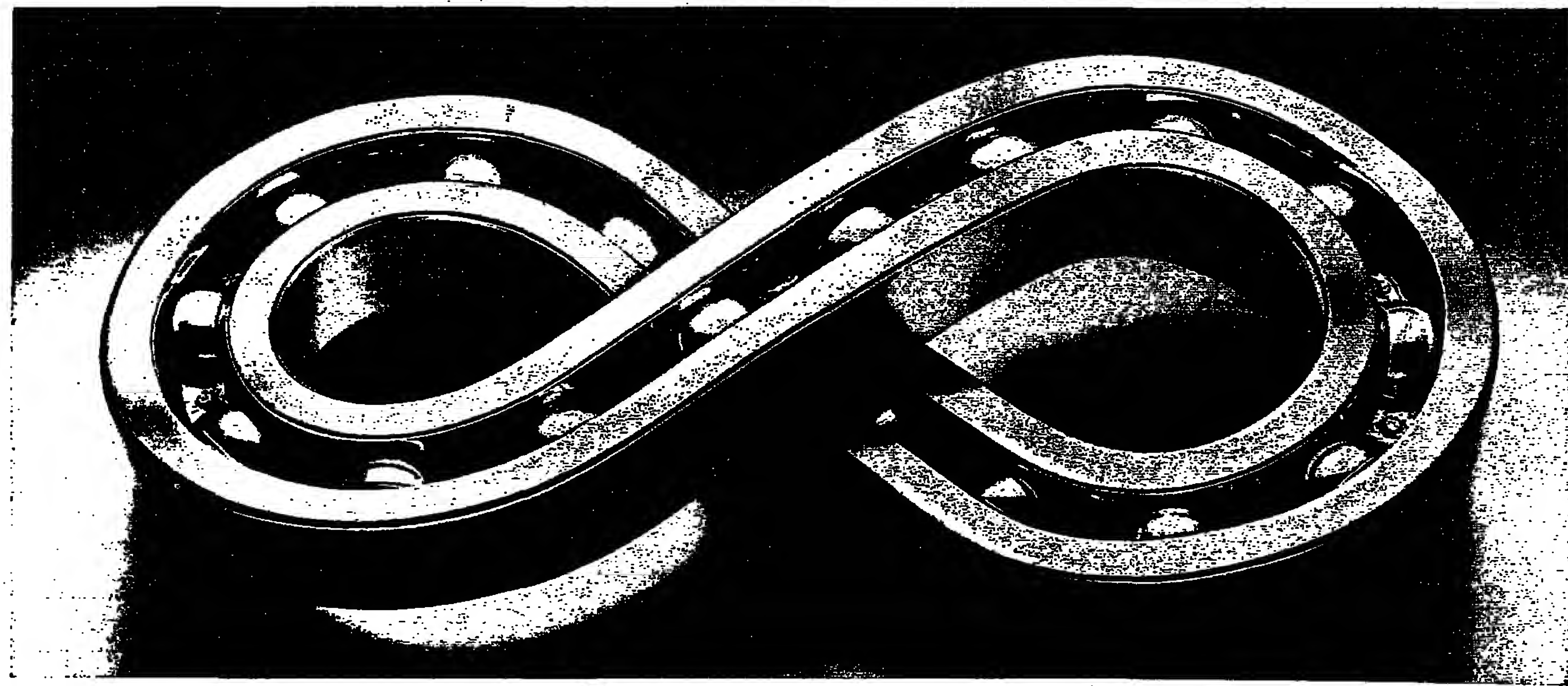
Une centaine de sociétés sont actuellement négociées sur ce marché, ce qui représente une capitalisation boursière supérieure à 1 milliard de livres sterling, alors qu'il n'en comportait que onze le jour de son inauguration. Un certain nombre d'entreprises figurent déjà sur une liste d'attente.

Si les conditions d'accès sont d'une grande souplesse, la rigueur des contrôles sur ce marché secondaire est une donnée permanente dévolue aux membres du *quotations committee* qui se réservent parfois le droit de refuser une inscription.

SUP DE CO TOURS le profil qui sera recherché demain

LA DOUBLE COMPÉTENCE GESTION ET INFORMATIQUE

École Supérieure de Commerce du Centre
1 rue Léo Delibes - 37200 Tours Tél. (47) 27.42.43



Le roulement et l'infini.

Un roulement ayant la forme du symbole de l'infini serait sans doute la meilleure façon d'approcher le roulement éternel ; c'est ce que ne craignait pas d'affirmer un jour un esprit fort.

Ce qui ne marche pas ne s'use pas. On peut bien sûr considérer qu'il s'agit là aussi d'une forme d'éternité, même pour un simple roulement.

Mais toutes ces réflexions empreintes d'un certain pessimisme ne nous ont pas empêchées d'aller plus loin — malgré l'avis des sceptiques. Ou de ceux qui pensent que nous avons voulu chercher des solutions trop extrêmes, sans réelle utilité.

En 75 ans, nous avons pu allonger la durée de vie de nos roulements à un point tel que, sur les 1 000 unités que nous produisons chaque minute, 24 heures sur 24, tous — sauf un ou deux peut-être — survivent aux

machines qu'ils équipent.

Ce qui est, en fait, une durée de vie pratiquement illimitée.

Nous pouvons aussi mettre à notre actif des roulements magnétiques qui paraîtraient à certains relayer de l'utopie : ils supportent les arbres sans aucune friction et peuvent, dans des conditions favorables, durer éternellement.

Mais il est vrai que l'on rencontre rarement des conditions totalement favorables.

Tout ceci nous conduit à la question essentielle : pourquoi diable continuons-nous à affiner notre technologie, déjà si avancée, pour en arriver à ces infimes modifications qui vont prolonger encore la durée de vie des roulements ?

Pour répondre à cette question, il faut pouvoir juger un peu de ce qui se passe dans le monde microscopique d'un roulement.

Les éléments de roulement

roulent, glissent, se bloquent, subissent des accélérations et des décélérations sur des films d'huile d'un dix-millième de millimètre. Ils isolent des surfaces dont les tolérances de rugosité sont plus infimes encore, afin de réduire les frottements et d'économiser l'énergie.

Et c'est cela, notre objectif principal : économiser l'énergie, en éliminant tous les frottements inutiles. Nous en avons un autre : parvenir à fabriquer des produits d'une endurance absolue. Ce qui explique que nous allions parfois jusqu'à des solutions extrêmes.

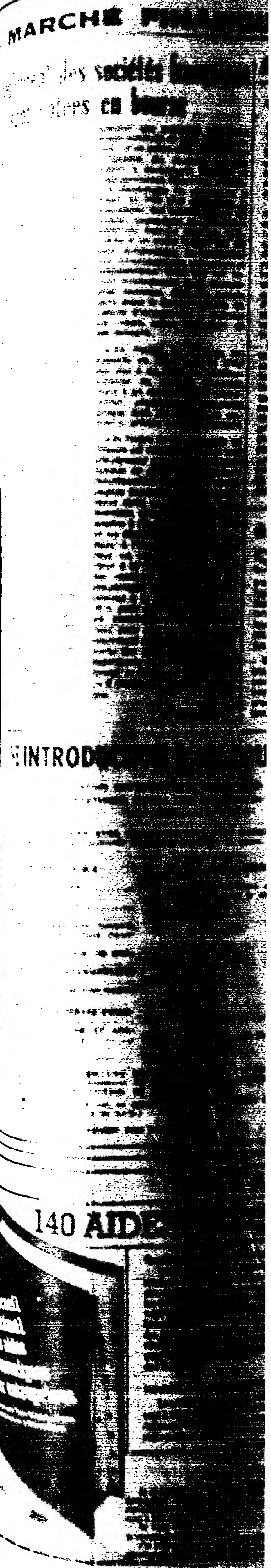
Voilà comment nous concevons le *nec plus ultra* d'un roulement. S'il devait en plus attendre la vie éternelle, ce serait bien sûr un avantage supplémentaire. Mais s'il fallait pour cela lui donner la forme du symbole de l'infini, nous nous poseriez simplement la question de savoir s'il fonctionnerait...

Nous réduisons les frottements des mouvements mécaniques.



SKF

سكنى من الامم



AU MARCHÉ FINANCIER

2 % seulement des sociétés françaises sont cotées en bourse

(Suite de la page 21.)

La commission d'autorisation de la façon suivante l'attitude de mains chefs d'entreprises : « La croissance de biens des P.M.E. conduit à l'apport de besoins de fonds propres que ni l'autofinancement, ni les moyens personnels du chef d'entreprise ni de son entourage immédiat ne parviennent à satisfaire. Dans cette situation, le chef d'entreprise, souvent réticent à l'ouverture du capital de sa société à des tiers et à plus forte raison au public, s'oriente volontiers vers un retour à l'endettement, quitte à dépasser les limites raisonnables. S'il n'obtient pas les concours nécessaires, il se tourne vers une entreprise plus riche susceptible en dernier ressort de pourvoir ce qu'il n'aura pu réaliser seul. » En d'autres termes, plutôt que la main de de faire assaillir un étranger autour de la table.

Il ne suffit pas de demander aux entreprises d'aborder le problème dans un esprit plus constructif, encore faut-il que leur choix ne soit pas systématiquement orienté dans un sens contraire à l'évolution souhaitable par le système bancaire et d'une façon plus générale par l'ensemble des institutions chargées de collecter l'épargne. Si les entreprises doivent augmenter leurs fonds propres par appel au public, il convient que les actions ainsi offertes à la clientèle, soient effectivement placées auprès d'elle. Or c'est là une affaire de spécialistes qui ne s'improvisent pas, étant entendu qu'il est beaucoup plus facile et par conséquent plus tentant de proposer aux épargnants des placements collectifs traditionnels sous forme de SICAV, de fonds communs de placement ou d'obligations.

D'un côté, l'introduction en Bourse ouvre en principe aux entreprises la possibilité d'augmenter leur capital et celle de leur

assurer une publicité qu'aucune autre méthode ne peut leur procurer ; d'un autre côté, les réformes proposées du marché boursier visent à encourager banques et établissements financiers à prendre davantage de risques et à jouer un rôle plus actif dans le placement des actions auprès du public. Cependant le développement du marché tient en définitive à un autre facteur qui est tout simplement la rentabilité des investissements industriels et commerciaux. C'est sur cet aspect fondamental de la Compagnie bancaire, dans un article paru dans le dernier bulletin du Centre d'information et d'études du crédit, attire l'attention de ses lecteurs.

« En réalité, la faiblesse des apports en fonds propres n'est pas due à un mauvais fonctionnement du système financier, mais à un environnement économique depuis déjà de nombreuses années », précise cet établissement.

« Si l'offre de fonds risqués en France est insuffisante, c'est tout simplement parce que les opportunités de gains sont également insuffisantes, constate la Compagnie bancaire. Pour un placement dans une entreprise commerciale, dont les bénéfices sont soumis à l'impôt au taux de 50 % et les dividendes, une fois distribués, à l'impôt sur le revenu, il faut un rendement brut supérieur à 20 % pour que le résultat net revenant à l'épargnant soit simplement équivalent à un placement à la Caisse d'épargne, à 30 % pour qu'il soit équivalent à un placement obligataire et à 40 % pour être attractif, que le placement en fonds propres comporte des perspectives de gains supérieures à ces chiffres étant donné le risque de perte totale qu'il comporte », constate la banque.

— SERGE MARTI.

Les entreprises face à la Bourse : quatre attitudes différentes

• VUITTON : pour « ouvrir les fenêtres »

LOUIS Vuitton S.A., le célèbre bagagiste de luxe, va faire son entrée à la Bourse de Paris d'ici un an, le temps de préparer la procédure d'introduction qui reste encore longue et minutieuse pour un passage à la cote officielle.

L'information n'est pas vraiment nouvelle puisque, dès le mois de juin dernier, Vuitton faisait savoir par un communiqué qu'elle préparait son introduction en Bourse afin de favoriser la poursuite de son développement, mais la démarche de ses dirigeants est intéressante — sans prétendre à la valeur d'exemple — pour d'autres sociétés qui disposent à la fois d'un label de qualité et d'une situation financière saine.

Premier fabricant mondial d'articles de voyage de luxe, cette entreprise qui anticipe pour 1982 un chiffre d'affaires de 500 millions de francs répartis approximativement en trois tiers (Europe, États-Unis, Extrême-Orient) n'a pas de problèmes de fonds propres. « Cette opération d'élargissement du capital vise simplement à ouvrir les fenêtres et non pas à répondre à des problèmes de financement », assure M. Henry Récamier, président du directoire.

• BENSON : le faux pas

MAI 1982 : l'introduction à la Bourse de Paris de la société Benson, « numéro deux » mondial des machines à dessiner, est acquise. Une bonne affaire pour un marché en perte de vitesse et qui n'a accueilli que deux sociétés depuis un an : la Compagnie générale de géophysique et Epéda-Bertrand Faure.

Un mois plus tard, les autorités boursières n'ont toujours pas pu présenter le dossier d'introduction, la firme n'ayant pas encore achevé toutes les démarches nécessaires. Les vacances sont proches, et il est finalement convenu de reporter l'opération au mois d'octobre, alors que s'affirment les convulsions du groupe Schlumberger sur la société (le Monde du 24 juin). Finalement, Benson cède à la tentation, et l'une des trop rares entreprises françaises à figurer en haut de l'affiche dans un domaine de technologie avancée décide finalement, le 15 septembre 1982, de passer sous le contrôle du groupe américain-français présidé par M. Jean Riboud.

Pourquoi ce faux pas ? Pour une question de gros sous ? Peut-être. Toujours est-il qu'une très belle affaire est passée sous le nez de la Bourse. Spécialisée dans le développement et la fabrication de systèmes de dessin assisté par ordinateur, Benson dispose actuellement de plus de dix mille systèmes de cette nature dans

nombreux pays, un succès que la firme doit — en partie — à la mise au point d'un traceur à plume qu'elle fabrique sous licence de la firme américaine Varian. Celle-ci détient 20 % de Benson, dont le reste du capital est réparti pour l'essentiel entre le Codif (groupe IRI : 35 %), la Banerl (banque d'affaires de la B.N.P. : 18 %) et la Caisse des dépôts et consignations, l'U.A.F., le groupe Drouot, avec 9 % des actions chacun, etc.

Pour M. Jean Mourier, le président de Benson, la stratégie initiale passait par une introduction en Bourse, de façon à permettre à la société de financer son développement par augmentation de capital (elle a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 300 millions de francs, les 400 millions étant attendus pour l'exercice en cours). Mais l'offre de Schlumberger, qui portait sur 70 % du capital de la société, comportait un « coup de pouce » par rapport aux avantages que Benson pouvait retirer de son accession à la cote officielle. Les principaux actionnaires de cette P.M.E. hautement performante ont été sensibles à l'argument, notamment le groupe américain Varian, et le « numéro deux » mondial du dessin automatique informatisé s'est finalement fait « coiffer » par le leader de l'exploration pétrolière internationale.

• IZARRA : la réticence

SIMPLE bloc de béton situé sur les rives de l'Adour, la firme de Bayonne n'est pourtant pas tout à fait un liguoriste comme les autres. Izarra est, au contraire, une véritable vitrine pour tout le Pays basque, où la firme possède, du côté espagnol, une importante filiale.

Entreprise familiale par excellence, bien ancrée dans un terroir où elle patronne la moindre compétition de pelote, quand ce n'est pas le championnat international de « meuss », cette

• SOPAREM : l'union fait la force

Si certaines sociétés hésitent encore à aller en Bourse, d'autres ne demandent pas mieux que de faire acte de candidature, mais leur taille réduite constitue, pour l'instant, un handicap.

En créant la Soparem, société de participation des entreprises moyennes, l'ETREIC (mouvement des entreprises de taille humaine industrielle et commerciale) pense avoir trouvé la parade. Le principe est simple : un certain nombre de chefs d'entreprise qui sont sensibles à l'intérêt du marché financier (le nombre serait de quinze à vingt) apportent chacun 10 à 30 % des actions de leur société respective à la Soparem. En échange, ils reçoivent des titres Soparem, et cette dernière, qui dispose d'une capitalisation boursière comprise entre 75 et 100 millions de francs (sur la base d'une participation individuelle de 5 millions de francs en moyenne), peut alors demander son accession à la cote officielle.

L'intérêt de cette opération, expliquent les dirigeants de Soparem, est d'assurer au chef

d'entreprise une diversification de son patrimoine tout en permettant la « sortie » d'un actionnaire minoritaire, voire de régler un problème de droits de succession. L'investisseur, de son côté, peut être tenté par cette structure, qui repose sur des entreprises de moyenne importance, certes, mais aux perspectives de développement souvent beaucoup plus rapides que pour d'autres sociétés d'une autre envergure.

En outre, Soparem vient de se voir accorder le report d'imposition de la taxation des plus-values (pour les chefs d'entreprise détenant, avec leur famille, plus de 35 % du capital de leur affaire) lors de l'apport de leurs titres à cette société. Ce report d'imposition est valable jusqu'à la date de négociation des titres Soparem en Bourse et, au plus tard, pour une durée de quatre ans.

D'ores et déjà, sept entreprises ont donné leur accord pour participer à Soparem, seule structure, sans sur, qui puisse leur permettre de sortir de l'isolement financier où ils se trouvent encore cantonnés.

UNE INTRODUCTION A UN COUT LIMITE

COUT MOYEN POUR LA COTATION QUOTIDIENNE DES ACTIONS D'UNE SOCIETE AU HORS COTE OU AU COMPARTIMENT SPECIAL AVEC ANIMATION DU MARCHÉ

LES FRAIS ENGAGES PEUVENT ETRE REGROUPEES SOUS DEUX RUBRIQUES : 1° PROCEDURE ; 2° CAMPAGNE PUBLICITAIRE (publicité financière, conférence de presse, réceptions, impression de plaquette de presse, etc.)

COUT ENVIRON H.T.	(en F)	OBSERVATIONS
I. — IMPRESSION DES TITRES (cote pour 500 actions)	9 000	Induite si les titres sont au nominatif, obligatoire pour le compartiment spécial.
PUBLICATION AD/BALO	4 500	Indispensable.
FICHES DAFSA (5000 fiches distribuées aux banques, agents de change, conseillers financiers...)	9 000	Indispensable.
FRAIS DE CONSTITUTION DE DOSSIER	10 000	
HONORAIRES DE L'INTERMEDIAIRE POUR UN AN (soit quotidien en Bourse avec rapport à la société)	24 000	
II. — PUBLICITE DANS LA PRESSE FINANCIERE	15 000	Budget minimum par an.
CONFERENCE DE PRESSE ET ANALYSE FINANCIERE	15 000	Cette dépense peut être augmentée ou diminuée.
TOTAL H.T.	88 500	

A CES FRAIS VIENT S'AJOUTER UNE COMMISSION DE 1 A 3 % SELON LES CAS, DESTINEE AU CIB (Centre d'information boursière) ET CALCULEE SUR LE MONTANT DES TITRES VENDUS DANS LE CADRE DE L'INTRODUCTION EN BOURSE.

(Rappelons que le courtage perçu par les agents de change à l'occasion des transactions en Bourse est de 0,55 % et le droit de timbre de 0,5 %.)

(Source : Centre d'information boursière pour les P.M.E. et P.M.I.)

MONTREUIL

LOCAUX INDUSTRIELS
de 540 m² à 2777 m²
A LOUER NU A BAIL

possibilités de location précaire
MOZINOR

Antenne AS - Soire Montreuil Saint-Amand

Renseignements
SEMARD
15, rue de la Résistance
Montreuil - 93015-60

AIDES AUX ENTREPRISES

140 AIDES, LESQUELLES POUR VOUS ?

Quelles aides pour votre entreprise ? Prêts, subventions, avances, remises... Votre entreprise peut bénéficier des aides de l'Etat. A condition de les connaître bien sûr. Pour vous y aider, voici un nouveau guide, complet et actualisé en permanence : "Le Recueil National des Aides Economiques aux Entreprises", réalisé sous le patronage de l'APCEI avec le concours financier du Ministère de l'Industrie.

140 aides, lesquelles pour vous ? Le service-vous ? Plus de 140 aides sont à votre disposition. Pour reconnaître celles qui vous concernent, chacune est référencée dans ce guide sous forme de

feuilles. Ainsi, vous avez sous les yeux : la définition de l'aide, ses objectifs, les bénéficiaires, ses conditions d'éligibilité, les organismes concernés, les textes et documents de référence. Et pour encore simplifier les recherches, les feuilles sont regroupées par chapitre avec tableaux récapitulatifs.

Un guide mis à jour en permanence. Autre avantage, votre guide est mis à jour en permanence grâce à des envois systématiques suivant les nouvelles lois, les nouveaux règlements, et même les textes internes à l'administration.

Aujourd'hui, "Le Recueil National des Aides Economiques aux Entreprises" est

un outil indispensable pour tirer le meilleur parti de la conjoncture. Accompagné de son répertoire référencant 1200 adresses d'organismes publics, tant au niveau national que régional, cet ouvrage ne coûte que 800 F H.T. avec six mois d'actualisation gratuite.

Demandez le vôtre en renvoyant le bon ci-dessous, ou téléphonez à Jacqueline Ribec au (1) 268 09 73 si vous désirez de plus amples informations.

RECUEIL NATIONAL DES AIDES ECONOMIQUES AUX ENTREPRISES
Editions Adhésim
11, rue La Boétie - 75008 Paris (1) 268 09 73

BON DE COMMANDE

à renvoyer à : Recueil National des Aides Economiques aux Entreprises - 11 rue La Boétie - 75008 Paris

Je désire recevoir "Le Recueil National des Aides Economiques aux Entreprises" au prix de 800 F H.T. (hors de port inclus soit 850 F TTC), comprenant : le recueil lui-même, le répertoire d'adresses, et 6 mois de mise à jour permanente gratuite.

Je vous régle à réception de facture afin que vous puissiez m'envoyer le document complet.

J'ai noté qu'il ne sera ensuite possible de souscrire, si je le désire, un nouvel exemplaire pour une mise à jour permanente.

Nom : _____
Société : _____ Activité : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Tél. : _____

à la portée de tous !

LES MOTS CLES DE L'INFORMATIQUE

Le lexique de l'informatique

en vente en librairie foucheur Paris

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

18 mois
de formation intensive
au «management» des entreprises

- En France, dans le cadre d'un programme du même type que ceux des meilleurs M.B.A.
- offrant de larges possibilités d'échanges avec d'autres «business schools» réputées en Europe, en Asie et en Amérique.
- avec le concours d'un corps professoral à la notoriété internationale.
- pour une promotion composée de jeunes cadres et de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, de toutes disciplines et origines professionnelles, rigoureusement sélectionnés sur leurs qualités personnelles et leur potentiel.

Date limite de dépôt des candidatures
pour la première session d'admission
en vue de la rentrée de septembre 1983 :

Réunions d'information avec d'anciens I.S.A. à :
PARIS - mardi 9 nov. - 18h30 - Sofitel Bourbon - 32, r. St Dominique (7^e)
STRASBOURG - mardi 9 nov. - 18h30 - Holiday Inn - 20, pl. de Bordeaux
LYON - mardi 15 nov. - 18h30 - Sofitel - 20, quai Gailleton
NANCY - mardi 16 nov. - 18h30 - Frontal - II, r. R. Poincaré
NANTES - mardi 7 déc. - 18h30 - Frontal - r. du Dr. Zamenhoff

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (3) 956.80.00 POSTE 476.
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-CFD)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir, sans engagement, une documentation personnalisée
ce coupon- réponse à l'adresse ci-dessus.

Nom
Rue N°
Code postal Ville
Diplôme
Expérience professionnelle

La colère des professions libérales

(Suite de la page 21.)

Comble de tout, le gouvernement a institué une nouvelle taxe (sur les frais de congrès) qui pénalise notre recyclage.

Au moment où leurs charges augmentent, les membres des professions libérales ont également mal accepté le blocage de leurs honoraires. Un blocage qui, dans certains cas, dure depuis plus de quatre mois. « Le tarif de la consultation du médecin généraliste n'a pas bougé depuis juillet 1981, constate M. Monnot, président de la Confédération nationale des professions de santé. Il est de 55 francs. Or, sur ces 55 francs, le généraliste ne touche guère plus de 27,50 francs, une fois qu'il s'est acquitté de toutes ses charges. » Le cas des médecins est extrême, certes, mais les syndicats soulignent également les difficultés rencontrées par d'autres professionnels comme les architectes dont les charges absorbent environ deux tiers des recettes.

Une manifestation politique

Ces difficultés matérielles ont sans aucun doute mobilisé une grande partie des manifestants, le 30 septembre dernier. « Ce qui nous a frappés au cours de cette journée de protestation, constate M. Salmon, secrétaire général de l'UNAPL, c'est la très forte participation des jeunes. Or ce sont eux qui sont le plus touchés par la crise. »

Mais certains projets de la majorité actuelle ont également contribué à faire descendre dans la rue des professionnels qui n'avaient pas l'habitude de le faire. La volonté du gouvernement de créer en médecine des centres de soins intégrés, en architecture des ateliers publics, les déclarations de M.M. Fabius et Delors accusant « la rémunération au pourcentage d'être l'une des causes structurelles de l'inflation », leurs propos sur « les rentes de situation dont jouissent certaines professions fermées » (notaires, syndics de faillite), ont incontestablement indisposé une partie des membres

des professions libérales, réputés conservateurs.

Leur mécontentement s'est d'ailleurs traduit par la radicalisation, depuis le 10 mai 1981, d'un certain mouvement et l'apparition d'une nouvelle forme de contestation. Les chambres des professions libérales qui s'étaient prononcées, entre les deux tours des élections présidentielles, en faveur de M. Giscard d'Estaing ne perdent pas une occasion de manifester leur exaspération à l'égard du gouvernement. Elles qui n'étaient jamais descendues dans la rue, sous le gouvernement précédent, défilent aujourd'hui beaucoup, que ce soit aux côtés du Syndicat national des petites et moyennes industries ou derrière l'UNAPL.

La thèse qu'elles défendent est simple : la majorité actuelle veut la mort des professions libérales et d'une façon plus générale de la libre entreprise. Apparemment le message passe. Les chambres revendiquent aujourd'hui cent mille membres et affirment que les adhésions ont beaucoup augmenté depuis le 10 mai 1981.

Autre signe d'une certaine radicalisation au sein des professions libérales : l'apparition de Solidarité médicale, association créée en octobre 1981 par le professeur Bernard Debré pour « lutter contre la suppression de la médecine libérale et l'étatisation des soins ». « Nous voulons, explique le professeur Debré, coordonner la mauvaise humeur actuelle et définir une autre politique sanitaire, qui, je l'espère, sera adoptée par l'opposition. » L'idée en a séduit plus d'un. En un an, Solidarité médicale a réussi à regrouper plusieurs milliers d'adhérents appartenant à soixante-dix-sept syndicats différents.

Les dirigeants de l'UNAPL, en revanche, qui revendiquent deux cent mille adhérents, se défendent absolument de vouloir politiser leur mouvement. « Même si certains projets gouvernementaux nous inquiètent, affirme le docteur Beaupère et M. Salmon, nous mènerons toujours une action strictement syndicale. » D'ailleurs, rappellent-ils, l'UNAPL a refusé à toutes les

organisations, qui avaient pris position contre le gouvernement le droit de manifester à ses côtés le 30 septembre dernier.

Sans doute. Mais, à la base même du syndicat, on semble moins soucieux de rester sur un plan strictement syndical. Plusieurs slogans politiques : « Fubius minus ! », « Ralite à Mouton ! », « Les charlots au boulot ! », ont jailli spontanément dans les rangs de l'UNAPL, au cours de cette fameuse manifestation. Une manifestation qui devait pourtant demeurer silencieuse.

Une volonté de réformes

Alors, politique, le mouvement de protestation des professions libérales ? Bien sûr, répondent certains syndicats rétrogradés à gauche. L'Union syndicale de la médecine, le Syndicat de l'architecture et le Syndicat des avocats de France, qui affirment représenter environ un tiers de leurs professions, ont dénoncé avec vigueur le « caractère néo-poujadiste et corporatiste » du rassemblement. « L'étiquette libérale, estiment-ils, recouvre des réalités parfaitement opposées. Un seul élément pouvait rassembler les manifestants : la volonté de maintenir le système tel qu'il est. » Les trois syndicats, qui ne nient pas la crise à laquelle sont confrontées leurs professions, pensent que seules des réformes profondes pourront en venir à bout. « C'est vrai, reconnaît par exemple M. Sorie, membre du Syndicat de l'architecture, que la profession compte un nombre de chômeurs impressionnant. Et pourtant, la France est l'un des pays européens qui a le moins d'architectes. » « C'est vrai aussi, dit-il, que la grande majorité des professionnels ont de faibles revenus. Mais ce n'est pas en allégeant leurs charges, par exemple, qu'on résoudra les problèmes. Car les problèmes sont ailleurs. Ils viennent du sous-développement de certains secteurs, comme celui de l'urbanisme, de la mauvaise répartition des commandes au sein de la profession, du type de rémunération, qui permet de gagner beaucoup d'argent

sur de grosses opérations et très peu sur de petits travaux. » Pour remédier à la crise actuelle, le Syndicat de l'architecture propose la création d'un grand service public de l'urbanisme et de l'architecture, et le développement parallèle de multiples formes d'exercice privé. « On peut très bien concevoir, affirme M. Sorie, une spécialisation des architectes par marchés, certains s'occupant de maisons individuelles, d'autres de locaux industriels, etc. »

Cette volonté de réformes, on la retrouve aussi chez certains médecins. Le docteur Petel e «roc à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) depuis cinq ans dans un cabinet qu'il a acheté avec deux confrères. Aujourd'hui, il gagne 5 000 francs nets par mois pour trente-cinq heures de travail hebdomadaire. Militant à l'Union syndicale de la médecine, il dénonce les conditions d'exercice actuelles : « Le paiement à l'acte, dit-il, est fondamentallement mauvais. Il incite le médecin à multiplier les consultations et donc à consacrer très peu de temps à chaque malade. Aujourd'hui, la moyenne de travail hebdomadaire d'un généraliste est de cinquante-huit heures. C'est beaucoup trop. Deuxième inconvénient : le système ne permet de développer ni la prévention ni la formation continue des médecins. » « Pour remédier à ces carences, dit le docteur Petel, il faudrait remplacer le paiement à l'acte par un autre type de rémunération. Une rémunération forfaitaire par exemple, qui couvrirait l'ensemble des activités du cabinet. »

Toutes ces réformes ont incontestablement le faveur du gouvernement, puisqu'elles figuraient pour la plupart dans le programme électoral de M. Mitterrand. Mais, soucieux de ne pas heurter de front les professions libérales, celui-ci est resté jusqu'à présent très prudent. C'est pourquoi il comprend mal aujourd'hui l'apogée de mauvaise humeur de certains syndicats qu'il pensait avoir ménagés.

FRANÇOISE FRESSOZ.

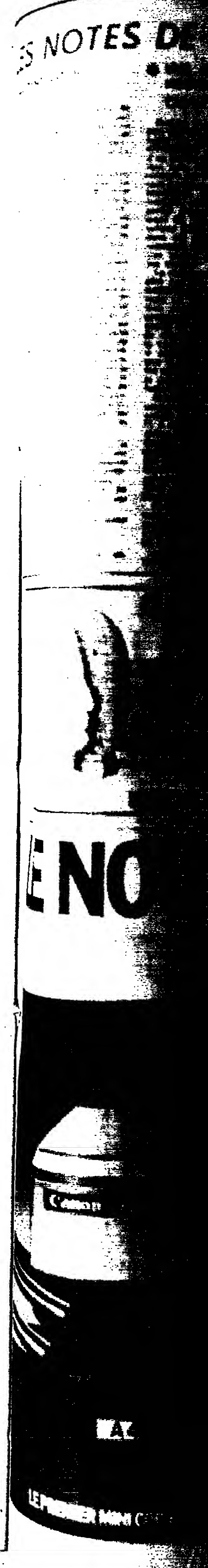
En 1974, l'un des astronautes du troisième équipage de Skylab choisissait un produit Rhone-Poulenc pour lutter contre un nouveau mal : le mal de l'espace.

Grâce à ses laboratoires Specia, Thérapix, Roger Bellon et Mézière, Rhone-Poulenc propose des médicaments allant du plus simple au plus complexe : de l'aspirine aux bêta-bloquants cardio-sélectifs pour le traitement de l'hypertension.

SI NOUS SOMMES ALLÉS SI LOIN, C'EST QUE NOUS SOMMES TRÈS PRÈS DE VOUS.

Rhone-Poulenc un des atouts de la France dans le monde.

RP RHÔNE-POULENC



5027 11/11/81

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred SAUVY

● L'OCCIDENT EST NU
Lionel TACCOEN.

An départ, nous trouvons le recul de la violence, si bien décrit par J.-C. Chénais et encore confirmé récemment par l'émotion causée en Occident par les événements de Beyrouth, qui, naguère, n'aurait mérité que quelques lignes.

Depuis, les violences passées, même anciennes, des Européens ne sont pas oubliées pour autant. Et nous en arrivons au grand phénomène, en presque complémentarité : celui des mégapoles, les villes du tiers-monde, en éveil, le plus possible, le préface « l'indon », Sautou, non sans angoisse, de Mexico à Calcutta, du Caire à Sao Paulo, nous voyons s'accumuler l'affliction, le drame ; seulement ces masses sont des moteurs. Leur avenir est incertain, mais lourd de ses propres forces. Il y a plus : non seulement cette accumulation sans précédent est l'acte de la civilisation, mais elle est aussi, est-il dit, la solution, la plus productive, au point que « l'économie réalisée est sans commune mesure avec les dons de l'Occident ». Un rappel, un peu inopiné, des événements d'Irlande au dix-neuvième siècle est suivi de ceux sur la Chine et ses récentes semi-famines, et sur l'Inde, pauvre d'écarts, mais riche de science. Les grands pays de demain sont hors d'Europe. En face, pour un Occident désarmé et fatigué, fermer les frontières serait un geste mortel, de sorte que le combat est partout.

Nous en restons malheureusement là et presque rien de nous est dit sur les migrations massives en puissance qu'annoncent les différences de pressions et de dépressions démographiques — mesurées de façon impitoyable, par les démographes des Nations unies — sur le siècle qui vient.

Une étonnante afterthought qui laisse à chacun le soin de conclure. Bibliographie par chapitre.

★ Flammarion, Paris, 1982. 30 cm, 302 pages.

● UNE MONNAIE POUR UN NOUVEL ORDRE MONDIAL
Charles WARIN.

Comme toutes les choses qui ne vont pas, elle est à l'ordre du jour, la monnaie : les pones bien grasses restent silencieuses. A la base de cet ouvrage d'un ingénieur, disparu depuis sa rédaction, nous retrouvons une idée naguère caressée par P. Mendès France : la monnaie internationale, assise sur ce que l'on appellerait aujourd'hui un panier de matières premières. On ne peut certes parler d'utopie, en dépit du classique soul du menu détail, en vue de cristalliser l'idée et de convaincre. Et c'est dans cet esprit que reviennent constamment, même lors de la pose du dernier boulon, les arguments de l'exposé des motifs.

La composition de ce panier, qui serait géré par une Caisse internationale des matières premières, n'est pas précisée, mais un tableau donne la consommation mondiale de vingt-six matières premières, en quantité et en valeur. Il aurait été utile de préciser la définition de chacune ou, du moins, de souligner la nécessité de cette précision. Comme, si souvent, est un peu perdu de vue que la monnaie est un pouvoir (« battre monnaie ») et que, par suite, associer la monnaie sur un gage réel diminue fortement ce pouvoir.

Comment, d'autre part, l'étalon matières premières satisfait-il, comme l'auteur semble le penser, les revendications des 77, à savoir la stabilisation de chacune d'elles à des cours rémunérateurs ? Nous sommes également quelque peu sceptiques, lorsque nous voyons les balances des paiements des pays pauvres s'équilibrer par l'intérêt négatif, acquiescent automatiquement par les pays riches. Nous retrouvons, en cette occasion, l'inséparable terme « harmonieux ».

Le désir de mieux à pousser logiquement l'auteur à appuyer l'idée d'impôt mondial. C'est une autre question et que quelques pages contournent le rôle de M. Delors et celui de M. Fabius.

★ Club Humaniste, Paris 1982. 23 cm, 136 pages.

● LE TIERS-MONDE ET L'UNITÉ EUROPÉENNE
Guido MONTANI.

Dans la collection des textes fédéralistes par la traduction (de l'italien) de l'ouvrage de Guido Montani, accompagnée des vues de divers partisans notables.

Une première partie retrace l'histoire de la colonisation, en adoptant, sans arguments convaincants, la thèse du débouché fait sur la première guerre mondiale. La décolonisation et le nationalisme africain évoquent le Risorgimento, mais un parallèle est établi aussi, avec l'émancipation de l'Amérique latine, aux frontières si peu soucieuses des anciennes subdivisions des empires indigènes.

La seconde partie nous met en face des problèmes du tiers-monde. La Charte des Nations unies et la division trop poussée des États favorisent les multinationalismes. L'unité, si souhaitable en tout état de cause, aurait l'avantage de faciliter la tâche prioritaire qu'est la formation des hommes.

De ce soul, nous passons vite à l'idée d'une monnaie unique, internationale, qui supprimerait les problèmes de balances des paiements. S'ils ne se posent pas en effet, entre la Pennsylvanie et l'Ohio, c'est que le pouvoir est au-dessus. Nous en arrivons donc logiquement au gouvernement mondial, sans illusion, toutefois, à l'Union soviétique, ni à la Chine.

Ces vues idéalistes, encore que bien « classiques », du professeur de Pavie, sont suivies de textes, déjà anciens, mais significatifs, de trois fédéralistes de renom : Léopold S. Senghor, d'une ironie souriante et indulgente, à l'égard de la naissante C.E.E. (un siècle serait-il passé en une génération ?), Kwame Nkrumah et Julius Nyerere, le plus concret sans doute.

Vient ensuite des textes, plus récents, d'Européens : M. Albertini, toujours clairvoyant, et A. Spinnelli, puis, au regret, M. Guernier et de Claude Cheysson, tous deux aux vues optimistes sur les médiations indo-

lores et productives, rappelant étrangement à l'échelon mondial, celles qui ont été exprimées en France, dans les années 30, lors de l'éclosion des « plans ».

★ tout le moins, un grand sujet de réflexion, qui appelle des études plus profondes.

★ Fédérat. Lyon 1982. 20,5 cm, 191 pages.

● LES STRUCTURES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE NOIRE
Gérard GRELLET.

Elle est mal partie, l'Afrique, disait-il y a une vingtaine d'années, René Dumont, en dénonçant des symptômes et des comportements, qui se retrouvent, dramatiquement, ici. Schéma assez simple : une forte majorité de paysans (supérieure à 80 %, dans 18 pays), très peu instruits, bien mal outillés, est exploitée dans le sens péjoratif du terme, par le secteur administratif, par la ville (dont le poids s'accroît constamment) et par les compagnies étrangères. En renfort d'infortune : faiblesse des investissements, déboisement et dégradation des sols. Truisme, au début, dans le piège de l'industrie lourde libératrice, (700 000 tonnes d'acier avaient été prévues au Mali, alors que la consommation ne dépasse pas 60 000 tonnes) l'industrie lourde souffre, en outre, de graves insuffisances techniques.

Les pays socialistes n'ont pas mieux réussi que les autres : une description édifiante est donnée de l'expérience Nkrumah au Ghana. Que faut-il faire ? Insuffisante, la politique libérale, même appuyée sur les deux Lomé et sur une aide européenne. Quant à la politique « autocratique », qui a les préférences de l'auteur, elle vise, en priorité, la couverture des besoins essentiels et une réduction de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Pour atteindre ces objectifs, la politique de l'emploi doit aider, en priorité, agriculteurs et vie rurale, ce qui conduirait à tailler largement dans les dépenses administratives. N'est-ce pas, peut-on craindre, attacher le grelot au cou du chat ?

La conclusion nous laisse quelque

peu incertains : pour augmenter le revenu national, l'Afrique noire ne peut compter, est-il dit, que sur l'industrie, mais l'étroitesse des marchés de nombreux pays est un obstacle à l'industrialisation.

Peut-être, cette opposition traduit-elle un pessimisme excessif, que ne semble pas partager Pierre Gourou. Quoiqu'il en soit, elle conduit le professeur de Nantes et de l'INED à un pronostic sévère : croissance du déficit alimentaire, au rythme de 1 ou 2 % par an et destruction progressive des sols.

Peut-être eût-il été utile d'observer que, contrairement à une solide apparence, ces pays de faible densité sont en moins bonne situation que d'autres, fortement peuplés. Les vues de Mme E. Boserup pourraient donc suggérer des conclusions un peu moins sombres.

★ Editions Tiers-Monde et IEDS, Paris 1982. 22,5 cm, 179 pages.

● PRÉVISION ET ANALYSE ÉCONOMIQUE. LA PRÉVISION MACROÉCONOMIQUE : PERFORMANCES ET LIMITES
Raymond COURBIS et divers.

Ce cahier, si opportuniste, du GAMA met l'accent sur une question souvent posée : sans prévision, quelle est la portée de la science économique ? Le plus souvent, ne sont rappelés, après coup, que les prévisions réalisées. Ici, nous passons tout en revue, les années 60 et les modèles de la Wharton à la Chasse, en passant par le BIPE et la Direction française de la prévision. Dans l'ensemble, le bilan est loin d'être négatif. Saluons avec satisfaction, l'attention accordée, par l'auteur, au rôle du jugement, si souvent rejeté, au nom d'une rigueur apparente.

Divers articles suivant la remarquable présentation du pionnier Courbis, mais nous devons regretter que deux d'entre eux ne soient pas en français, dont un venant de l'O.C.D.E.

★ Economica, Cahiers du GAMA, novembre-décembre 1981. Paris 1982. — 24 cm, 198 pages.

CORRESPONDANCE

Ordonnance de non-lieu à la suite d'un krach

A la suite de l'article que nous avons publié dans « le Monde de l'économie » du 12 octobre 1982, sous le titre « Le krach de 1974-1975 », il s'agissait de l'effondrement du marché du sucre à la Bourse de commerce de Paris, nous avons reçu, de M. Maurice Néaef, la lettre suivante :

« Une confusion est généralement commise dans le milieu de la presse entre ce que l'on a coutume d'appeler le « krach des sucres » et le contentieux pénal relatif à la Bourse de commerce en général.

« Il est exact qu'à la suite du « krach », j'ai fait l'objet d'une

radiation de la Compagnie des commissaires agréés par décision de cet organisme. Mais il est inexact de prétendre que j'ai laissé derrière moi un passif de plusieurs millions de francs, puisque, en vertu de la transaction à laquelle j'ai adhéré, le chroniqueur, il a été précisément possible d'apurer ledit passif.

« Cela a également permis à M. Néaef, M. Ferrati, de m'écrire le 9 août 1977, une lettre dont vous trouverez sous ce pli copie disant : « Je vous confirme que votre concordat ayant été homologué par jugement en date du 27 juillet 1977, vous êtes remis à la tête de vos affaires. »

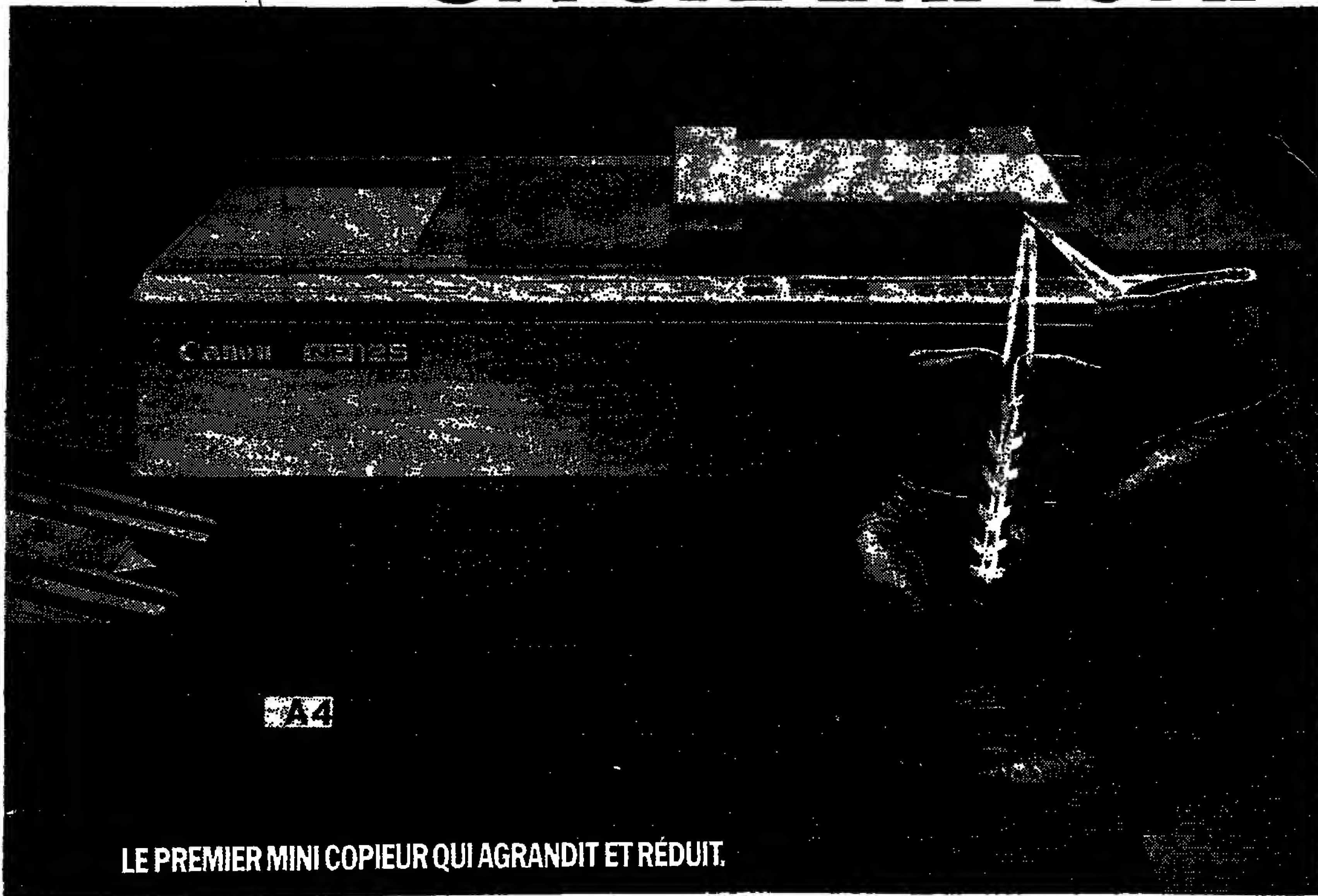
« De plus, si consécutivement au « krach » des instances pénales ont vu le jour, elles se sont toutes terminées par des ordonnances de non-lieu.

« Celle me concernant ayant été prononcée au mois de juin 1982.

« S'il subsiste à l'instruction des dossiers, ceux-ci ne sont pas nécessairement liés au « krach de 1974 ».

« Ils mettent aussi bien en cause l'institution telle qu'elle fonctionnait avant le « krach » qu'après et malgré les réformes promises par les pouvoirs publics à la suite de celui-ci. »

LE NOUVEAU CANON NP 125: UN CHAMPION.



Jusqu'à maintenant, seuls les grands modèles de copieurs offraient une gamme complète de fonctions. Et qui dit grand modèle dit prix élevé. Mais Canon a mis fin à cela avec le nouveau NP 125: il ressemble à un mini copieur classique, et ne coûte pas plus cher. Pourtant, les autres mini copieurs ne peuvent pas copier sur lui...

Il agrandit. Vous agrandissez de 20% en 20% jusqu'au format A4.

Il réduit. Avec le NP 125 vous pouvez réduire des documents de A3 à A4 et de B4 à A4.

Il vous fait faire des économies. Pour la plupart des copieurs, c'est la chaleur qui permet de se fixer sur le papier; le NP 125, lui, utilise un procédé à froid: vous réalisez jusqu'à 50% d'économie d'énergie.

Il sort des copies instantanées. Silencieux en position d'attente, le NP 125 est toujours prêt à fonctionner, sans préchauffage. Les copies sortent instantanément.

Le NP 125 répond parfaitement aux besoins des petites sociétés. Il fait gagner du temps et de l'argent aux grandes en leur permettant de décentraliser leur service de copie.

Le nouveau Canon NP 125. Les performances d'un grand copieur pour le prix d'un petit.



Pour tout renseignement sur le NP 125 ou les autres Copieurs Canon, veuillez vous adresser comme suit: Europe: Canon France S.A., 93054 Le Blanc-Mesnil Cedex. Tél. 01 865 4223. Suisse: Walter Bertsch S.A., Industriestrasse 12, CH-8350 Dübendorf. Tél. 01 833 36 36. Belgique: Canon Copieurs Belgium S.A., 33 Blvd. du Midi, 1000 Bruxelles. Tél. 02 513 29 66. Pour les autres pays européens: Canon Europe NV, P.O. Box 7907, 1008 AC Amsterdam, Pays-Bas.

Nom: _____
Société: _____
Adresse: _____
Tél: _____

Canon
Photocopieurs

LE PREMIER MINI COPIEUR QUI AGRANDIT ET RÉDUIT.

RHÔNE-POULENC

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

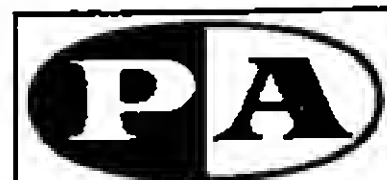
ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Directeur général de pmi 350.000 F

Strasbourg. Cette PMI située dans la région de Strasbourg et réalisant environ 150 millions de francs de chiffre d'affaires en France et à l'exportation, appartient à un groupe agro-alimentaire leader sur son marché. Elle recherche un directeur général qui assurera la pleine responsabilité de la société, avec un souci permanent de coordination à tous les niveaux. Essentiellement gestionnaire, il sera directement impliqué dans l'organisation administrative, commerciale et financière de l'entreprise et le suivi de sa rentabilité, et assurera une importance particulière aux relations humaines. Les fonctions Ventes et Techniques, qu'il supervisera évidemment aussi, l'absorberont moins en raison de l'appui du groupe. Nous recherchons un homme de plus de 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (grande école de gestion, Agro, etc.), parlant bien l'allemand, et ayant impérativement une expérience de direction générale, éventuellement comme adjoint, dans une PME industrielle. Nous proposons une rémunération élevée qui pourra dépasser 350.000 francs. Ecrire à D. HATT. Réf. A6157M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur de département 290.000 F

Une importante SSCI aux activités très diversifiées, connaissant un fort taux de croissance, recherche un Directeur de Département. Il aura un triple rôle de développement commercial, suivi technique des projets, animation d'une équipe d'une trentaine d'ingénieurs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, ingénieur diplômé, ayant une solide expérience de l'industrie, dans un environnement dynamique résolument tourné vers la recherche de nouveaux créneaux de développement. La rémunération de l'ordre de 290.000 francs sera fonction de l'expérience du candidat et comprendra une part d'intérêt. Poste basé proche banlieue Ouest. Déplacements de courte durée à prévoir. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Réf. B6776M

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75762 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SEDIS (GROUPE PEUGEOT) 1050 personnes - 210 MF

L'UN DES PLUS IMPORTANTS FABRICANTS MONDIAUX DE CHAINES MECANIQUES DE PRECISION rech. à LEVALLOIS (92) pour sa Division « INDUSTRIES »

DIRECTEUR DES VENTES INDUSTRIES France & Etranger

Dépendant du Directeur de Division, RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DES VENTES FRANCE - EXPORT (et de la marge correspondante) DES CHAINES POUR L'INDUSTRIE (sauf Véhicules) • Etudes de marché • Objectifs annuels en accord avec la Direction • VENTES DIRECTES en France et à l'Etranger : 1^{er} monte et animation des équipes de vente • VENTES aux DISTRIBUTEURS France : supervision, animation et développement de ce réseau • Animation des Etablissements commerciaux et du réseau d'Agents à l'Etranger.

INDISPENSABLE

- INGENIEUR diplômé (mécanique)
- ANGLAIS COURANT. (Allemand apprécié)
- EXPERIENCE 18/10 ans mini VENTES DE PRODUITS INDUSTRIELS en FRANCE ET A L'EXPORT
- HOMME DE TERRAIN ET D'ANIMATION, disponible pour déplacements Province + Etranger.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo sous réf. 4936 à

SC sélection conseil
96, AV. DE VILLIERS 75017 PARIS

Holding Transport à Paris recherche son SECRETAIRE GENERAL

35 ans environ, il sera responsable, entre autres, des assurances, de l'audit interne, et des affaires juridiques de la société. Anglais indispensable, allemand souhaité, déplacements fréquents, mais de courte durée.

Env. C.V. et présent. sous n° T 036.614 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Ce sérielle spécialisée vers le Moyen-Orient cherche un DIRECTEUR des VENTES PASSAGES ayant au moins 10 ans d'exp. dans ce domaine ou 5 ans d'exp. dans un poste similaire. Bilingue franc/angl. Ecrire sous le n° 248-322 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

DIRECTEUR JURIDIQUE

paris

UN GRAND GROUPE FRANCAIS DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE (produits frais) 3,5 MILLIARDS DE CA, 3800 PERSONNES, 40 ETABLISSEMENTS, recherche son DIRECTEUR JURIDIQUE.

Directement rattaché au Directeur Administratif, il aura pour responsabilité : de vérifier en permanence que les engagements pris par le groupe soient conformes à la législation en vigueur, en particulier dans les domaines suivants : droit des sociétés, droit commercial, droit fiscal, réglementations douanières, réglementations des transports et des assurances, législation sociale, de conseiller l'ensemble des services et des établissements sur le respect des obligations légales, de prendre en charge les dossiers contentieux et de suivre les actions en justice avec l'assistance éventuelle de conseils extérieurs.

Le candidat recherché aura acquis, après des études supérieures juridiques, une expérience de 10 à 15 ans dans les domaines ci-dessus, soit en entreprise, soit dans un cabinet. Ses compétences techniques, associées à un goût pour le dialogue, lui permettront de jouer son rôle de conseiller interne auprès des responsables opérationnels dans une structure de groupe très décentralisée. Le poste est à pourvoir à Paris, et comporte quelques brefs déplacements en province.

Adresser votre CV accompagné d'une lettre manuscrite, d'une photo et de la rémunération souhaitée s/réf. 40214 à Projets Publicité 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre. Discretion absolue et réponse assurée.

LA FILIALE FRANCAISE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL ET EUROPEEN recherche pour PARIS

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Principal interlocuteur de la Direction Générale, ses responsabilités seront celles d'une Direction Financière au sens le plus large (Comptabilité Générale et Analytique, Trésorerie, Relations Bancaires, Budget et Forcages, Contrôle de Gestion, Reporting). S'y ajouteront la gestion informatique, le personnel, le juridique et les services généraux. Une expérience dans un groupe international et la connaissance parfaite de l'anglais sont nécessaires pour le réussite dans ce poste.

Disponibilité rapide. Env. C.V. détaillé, prêt. et photo s/réf. 7-243 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

directeur de production

PARIS SUD

Nous sommes la filiale d'un Groupe multinational américain de grande notoriété. Notre activité : l'Instrumentation Electronique. Nous recherchons notre Directeur de Production. Celui-ci, rattaché à notre PDG, supervisera : la fabrication • méthodes • l'ordonnancement-lancement • l'approvisionnement etc.

Le candidat retenu sera Ingénieur de formation (Grandes Ecoles, AM, etc...). Il sera reconnu et accepté pour ses compétences dans les fonctions qu'il supervisera. Par ailleurs, il aura déjà acquis une expérience de nature similaire si possible dans un domaine lié à l'Electronique ou l'Electromécanique. La parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions, sous référence BG 15 au conseil à qui nous avons confié cette recherche.

COCEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

Société Française de Conseil en Management de première importance et de notoriété internationale Aide à la maîtrise de l'évolution des entreprises par l'innovation et le transfert de technologie recherche, pour participer à son expansion internationale

Directeur Recrutement International

Dans le cadre des objectifs de l'Entreprise, il lui sera confié une double mission : Rechercher et choisir des professionnels de haut niveau hiérarchique, français expatriables ou étrangers. Créer et animer des antennes dans des pays étrangers en fonction de l'existence de besoins constants ou de leurs fortes potentialités de développement.

Cette importante fonction conviendrait plus particulièrement à un homme d'entreprise justifiant d'une formation Grandes Ecoles Commerciales ou Ingénieurs, Sciences Humaines ... et d'une solide connaissance du milieu industriel et des différents secteurs d'activités. Son expérience professionnelle aura été acquise pour partie au champ international. Ce doit être un homme de relations publiques ayant acquis une bonne maturité humaine et professionnelle.

La pratique de l'anglais est indispensable, l'espagnol est souhaité. Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement s/réf. 384 A, par

claudio debray conseil

78, rue Olivier de Serres 75739 Paris Cédex 15

GRANDE SOCIÉTÉ DE NIVEAU INTERNATIONAL spécialisée dans le matériel électrique et électronique recherche

DIRECTEUR DE SON USINE DU MIDI DE LA FRANCE

- Agé d'au moins 40 ans, cet ingénieur de Grande Ecole sera responsable d'une entité de production très importante (600 personnes environ et 120 MF de CA.)
- Rattaché à la Direction Générale, il aura la responsabilité totale de l'activité de cette usine : financière, administrative et technique.
- Son expérience devra avoir comporté des responsabilités similaires dans une entreprise de même activité.
- Sa rémunération sera élevée et fonction de l'expérience acquise.



Envoyer C.V. + photo obligatoire à :
ARCH MANAGEMENT
10, Rue de la Boétie - 75008 PARIS
sous référence 17/82

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

emploi international (et départements d'Outre Mer)

ENSEIGNEMENT CÔTE D'IVOIRE - YAMOUSSOUKRO I.N.S.E.T.

(Institut National Supérieur de l'Enseignement Technique) Ouverts en septembre 83, 3 Grandes Ecoles sur son nouveau campus de Yamoussoukro (140.000 m² construits).

Recherchons candidatures de :

- DOCTEURS D'ÉTAT
- MAÎTRES-ASSISTANTS
- AGREGÉS
- PROFESSEURS E.N.S.A.M.
- P.T.

en mécanique, électricité, métallurgie, énergétique, génie chimique.

Détachement éducation nationale avec avantages expatriement, logement et mobilier fournis.

Envoyer C.V. + photo à :
DEL I.N.S.E.T.
155, avenue de Wagram, PARIS (17).

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE CONSEILS SPÉCIALISÉE EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE Cherche pour un important projet à réaliser en ANGLETERRE

- 1) UN INGENIEUR, chef de projet confirmé, 5 ans d'expérience minimum.
- 2) DES ANALYSTES PROGRAMMEURS, 2 ans d'expérience minimum.

PROFIL DESIRÉ

- Habitude des concepts temps réel.
- Anglais, français écrit et parlé indispensables. Connaissance du FORTRAN, d'un assembleur, d'un assembleur souhaité, ainsi que de bonnes notions hardware.
- Lieu de travail : LONDRES et/ou PARIS.

Ecrire avec C.V. sous n° T 036.540 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

سكنة من المليون

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

Institution bancaire de la Communauté Européenne pour le financement à long terme, finance des projets dans les dix pays membres de la CEE et dans plus de soixante-dix pays de la Méditerranée, d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes. Ses agents, recrutés dans les pays membres, travaillent en équipes multinationales. Actuellement la Banque recherche :

- pour sa Direction des Finances et de la Trésorerie, Division Informatique :

DEUX INFORMATIENS DE HAUT NIVEAU : UN RESPONSABLE D'INFO-CENTRE ET SON ADJOINT

- En charge :
- du data management (inventaire, codification, documentation des données et fichiers);
 - de la promotion et du support d'outils de "personal computing" tels que :
 - APL;
 - langages d'interrogation de fichiers (APLDI, ISQL);
 - ADRS, "business graphics";
 - "document composition facility";
 - STAIRS;
 - de la mise en place de fichiers accessibles par APLDI;
 - du développement d'applications en APL;
 - de la maintenance d'applications existantes (soit en APL, soit en COBOL, CICS, DL1) touchant à des activités d'Info-centre.
- Environnement : IBM 4341/2 8 Mb sous VM/CMS/DOS/VSE.
- Connaissances souhaitées :
- CMS, APL, COBOL, CICS, DL1, APLDI, ADRS, DCF, STAIRS;
 - une bonne connaissance des langues française et anglaise est indispensable.
- Expérience souhaitée :
- 5 à 10 ans en informatique (niveau chef de projet, expérience data management et "personal computing" si possible).

UN CHEF DE SALLE-ORDINATEUR

- responsable de l'équipe d'exploitation sur un système IBM 4341/2 8 Mb sous VM-CMS/DOS-VSE/SNA.
- Planification et contrôle des travaux d'exploitation; □ contrôle des procédures de sécurité;
 - interface avec équipe "système"; □ interface avec utilisateurs; □ contrôle d'un réseau d'une centaine de terminaux.
- Connaissances requises : VM, CMS (exec, procédures), DOS/VSE (JCL).
- Connaissances en programmation appréciées.
- Connaissances des équipements de transmission et de SNA très utiles.
- Une bonne connaissance des langues française et anglaise est indispensable.
- Expérience requise : 3 à 5 ans d'expérience dans la direction d'une équipe d'exploitation et dans la gestion d'un centre informatique.

Le traitement initial se situera pour une personne mariée, en fonction de la qualification pour : □ le responsable d'Info-Centre entre FB 105.000 et FB 120.000; □ et son adjoint entre FB 92.000 et FB 105.000; □ le chef de salle-ordinateur entre FB 83.000 et FB 97.000, par mois net d'impôt et de contributions sociales. Il sera complété, le cas échéant, par des allocations pour enfants à charge. La Banque offre par ailleurs des avantages sociaux intéressants (régime de pension et caisse de maladie autonome, allocations scolaires, etc.).

Les intéressés possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté sont priés d'envoyer leur curriculum vitae détaillé et une photographie à la :

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT,
Division Recrutement et Carrières,
100 Bd. Konrad Adenauer,
L-2950 LUXEMBOURG.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

SAE

dans le cadre de son activité internationale
recrute pour les former, **20 débutants**

4 Ingénieurs du BTP 8 Conducteurs de Travaux 8 Techniciens Supérieurs

bilingues anglais, ou prêts à le devenir.

- La mission : apprendre le métier de construire à l'Etranger : assister un cadre expérimenté dans la direction d'équipes d'exécution composées de cadres et ouvriers d'origine asiatique pratiquant l'anglais.
- L'homme : désireux d'entreprendre, attiré par les salaires élevés et les avantages liés à l'expatriation, motivé par les responsabilités et une promotion rapide.

Adresser votre CV, sous référence D.B.B. à la Direction du Personnel
S. A. E. 32, avenue de New York 75784 PARIS CEDEX 16

Afrique francophone

recherches

INGÉNIEUR AGRONOME

Pour direction-exploitation de plusieurs ensembles agro-industriels. Références professionnelles de premier ordre exigées. Age : environ 40 ans. Résidence en ville. Niveau de rémunération correspondant aux références demandées.

Envoyer C.V. avec photo sous n° T 036.683 M : REGIE PRESSE, 85 bis, rue de Réaumur, Paris 2^e.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE REGION PARISIENNE

recherche pour

ARABIE SAOUDITE RIYADH FORMATEURS

- 1) ELECTRICIEN AUTO
 - 2) DIESELISTE
 - 3) MOTEURISSE
- BP ou niveau bac technique
- 10 ans expér. de formation
- Séjour en colébatrice

Ecr. avec C.V. à n° 51068
Carnet de Presse 20 av. Opéra
75040 Paris cedex 01 tel. 01.

Sté Electronique à Casablanca

(200 personnes)

recherche

RESPONSABLE FABRICATION

- Formation R.T.S. électronique.
- Expérience exigée : câblage circuits imprimés et télécommunications.

Adresser C.V. + photo + prêt. sous le n° T 036.684 M : REGIE PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

emplois régionaux



Etudes et Fabrication
Dowell Schlumberger

Ingénieur chef de projet CAE, CAO

Aidé d'un puissant software, installé sur Vax, il sera chargé de définir les procédures et de lancer les applications concernant l'aide que l'ordinateur doit apporter aux différents départements. Nous exigeons un diplôme de grande école, une bonne connaissance de l'anglais. Nous souhaitons un ou deux ans d'expérience sur un équipement utilisant un software 3D.

Nous offrons un travail motivant dans un milieu pluridisciplinaire, d'incontestables possibilités de promotion, un cadre et des conditions de travail agréables. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 1646, à Média-System, 93 rue Edouard-Herriot, 69002 Lyon, qui transmettra.



comex

COMEX, leader mondial des travaux sous-marins, réalisant un CA de 1.200 millions de francs avec 2.400 personnes dans le monde, recherche pour son siège à MARSEILLE un

INGENIEUR METHODES & DEVELOPPEMENT

Spécialement chargé du contrôle et de l'amélioration des procédures de plongée, vous travaillerez dans un service qui s'occupe de méthodes et de sécurité en plongée sous-marine.

Vous aurez à votre disposition les informations obtenues par contact direct avec les opérationnels ou le traitement informatisé des rapports de plongée. A vous d'en effectuer l'analyse et de mettre en évidence tout problème ou besoin nouveau concernant la plongée : tables de décompression, problèmes thermiques du plongeur, etc.

A la suite de quoi, vous mènerez des actions de recherche ou de développement pour répondre aux besoins des chantiers. Vous êtes Ingénieur ou Docteur Es Sciences, une expérience supplémentaire en chantiers offshore serait appréciée. Vous êtes enthousiaste et êtes vous-même plongeur sportif ou professionnel. Dans le cadre de cette activité, vous serez appelé à effectuer des déplacements à l'étranger et il est donc indispensable que vous parliez couramment l'anglais. Une expérience réussie dans ce poste vous ouvrira de larges perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Envoyer C.V. complet + photo sous réf. CS 501 à COMEX SERVICES Direction du Personnel 36 Bd des Océans - 13275 Marseille, Cedex 9

AVIS DE RECRUTEMENT D'EXPERTS

LE FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT
F.N.D. - B.P. 848
NOUAKCHOTT - MAURITANIE
TELEX : (F.N.D.) 840 MTN
TÉLÉPHONE : 538-12 ou 533-46.

Porte à la connaissance des personnes intéressées qu'il entend procéder par voie de concours au recrutement de 3 EXPERTS dans les domaines suivants :

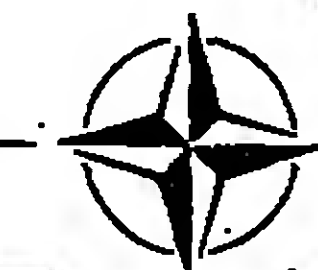
- 1 EXPERT EN ANALYSE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES PROJETS
- 1 INGENIEUR INDUSTRIEL
- 1 CONSEILLER JURIDIQUE

Les postulants auxdits emplois doivent répondre aux conditions et critères suivants :

- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures dans les domaines considérés et justifier d'une expérience de dix ans ou moins. Priorité sera donnée aux titulaires d'une expérience des banques de développement, des sociétés d'investissement ou des institutions internationales de développement.
- Justifier d'une parfaite connaissance des langues arabe et française et, si possible, avoir quelques connaissances en anglais.
- Faire parvenir au F.N.D. une demande accompagnée d'un C.V. qui retrace l'identité, le niveau d'études et d'expériences professionnelles ainsi que la description détaillée des fonctions déjà exercées par l'intéressé.
- La date limite de réception des demandes est fixée au 1^{er} DECEMBRE 1982.

Toutes les demandes devront être adressées à :
S.N.I.M. - S.E.M., à l'attention du directeur général du F.N.D./NOUAKCHOTT,
5, rue Scribe, 75008 PARIS.

Cette assistance technique est financée sur don du Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe et du Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (F.A.D.E.S.) au Fonds National de Développement de la Mauritanie.



OTAN - BRUXELLES

recherche Traducteurs Techniques

(marine, aviation, électronique, armements, etc.)

et non Techniques

d'anglais en français. Sérieuses qualifications et plusieurs années d'expérience de la traduction professionnelle exigées. Les candidats doivent être ressortissants d'un pays membre de l'Alliance Atlantique, être de langue maternelle française et ne pas avoir dépassé l'âge de 45 ans. Seuls les postulants remplissant ces conditions recevront réponse et pourront être invités à participer aux épreuves de sélection. Les lettres de candidature non accompagnées d'un curriculum vitae détaillé ne seront pas prises en considération. Ecrire au Chef du Recrutement, OTAN, 1110 Bruxelles (Belgique).

Pour compléter son Service de Formation Continue, l'UNIVERSITE D'ORLÉANS recrute une personne chargée de recherche, gérer et suivre des actions de formation. Ce poste requiert une expérience de formation, une grande compétence, des qualités d'organisation administrative. Rémunération nette : 70.000 F/an - contrat d'établissement. Adresser candidature avant le 8 novembre à : Université d'Orléans, Service Formation Continue, 45046 ORLÉANS CEDEX.

Importante société française recherche un

INGENIEUR CHIMISTE,

débutant ou ayant quelques années d'expérience dans le domaine analytique, pour assister le chef d'un laboratoire spécialisé dans les analyses de minéraux, des produits de traitement, situés dans la région de Limoges.

Il devra posséder une bonne connaissance des analyses chimiques classiques et être capable de maîtriser rapidement des techniques physiques (fluorescence X, absorption atomique, évaporation, torche à plasma) de plus en plus utilisées en chimie analytique. Une bonne connaissance de la langue anglaise est souhaitée. Possibilité de déplacements en France et à l'étranger. Formation souhaitée : Grande école de chimie. Ecrire en joignant le C.V. à : COGEMA, service administratif, B.P. 1, 87040 RAZES.

La Fédération des œuvres laïques recrute un animateur (trice) dans - temps complet - bonne formation sociale (contemporaine). Env. C.V. détaillé à F.O.L. - S.G. B.P. 123 28 VALENCIENNES (75) 42-19-51 av. le 10 nov.

AGENCE TOULOUSAINE DE PUBLICITE

spécialisée dans la communication agricole, recherche

Un chef de publicité

(3 à 4 années d'expér.). Anglais souhaité. Envoyer C.V. photo et références à AGRI COMMUNICATION, 3, RUE PAUL LAUBERT, 31100 TOULOUSE.

Concours recrutement 2 professeurs école des beaux arts de Caen, 1 photographe technique, 1 graphiste. Téléphonez au bureau du Personnel, mairie de Caen : (31) 84-81-25.

CENTRE DE REEDUCATION PROFESSIONNELLE POUR HANDICAPES PHYSIQUES

recherche : URGENT 1 moniteur technique pour sa formation de

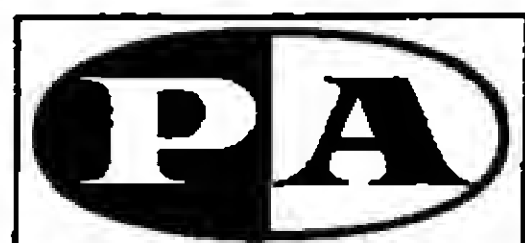
MAGASINIER POLYVALENT

Avec diplômes et 5 ans de pratique minimum dans la responsabilité de magasinier généraliste (notamment d'informatique souhaitée). Travail d'équipe, adaptation au milieu de handicapés et à l'activité professionnelle polyvalente.

Adresser C.V. très détaillé à : Monsieur le DIRECTEUR DU CENTRE L.A.D.A.P.T. Saint-Sauveur, 72650 LA MLESSE.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Biens d'équipements

Rhône-alpes

Cette filiale française d'un important groupe international, leader mondial sur son marché, conçoit, fabrique et commercialise des biens d'équipements. Elle connaît un fort taux d'expansion et exporte 75 % de son chiffre d'affaires. Son siège est en Rhône-Alpes où se trouve également la Direction des Activités Européennes du groupe. Celle-ci recherche :

Directeur de production

300.000 F

Il a pour mission d'optimiser à court et moyen termes les moyens industriels d'une unité de 500 personnes, d'améliorer les systèmes et procédures de gestion, de développer le dialogue social. Il anime les services études, méthodes, contrôle de production, achats, fabrication, entretien. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé possédant 7 ans au moins d'expérience de la fabrication et des services connexes (méthodes, gestion production...) acquise de préférence dans le secteur mécanique. Anglais souhaité. Réf. A3672M

Directeur des relations humaines europe

250.000 F

Il a pour mission : d'une part, d'élaborer, proposer et mettre en œuvre une politique prévisionnelle concernant le personnel et sa gestion au niveau européen et, d'autre part, de définir et d'animer une politique en terme d'information, de communication, de dialogue social. Ce poste s'adresse à un excellent praticien de la fonction, doté d'une formation de généraliste et ayant occupé des responsabilités de personnel dans une unité de production. Il aura une bonne connaissance et, de préférence, une pratique des politiques originales en matière de communication et de conditions de travail. Anglais nécessaire. Réf. A3673M

Directeur de la qualité europe

220.000 F

Il a pour mission de définir les normes et procédures concernant la qualité des produits aux différents stades de leur élaboration et d'en contrôler l'application dans les diverses filiales européennes. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur diplômé possédant une expérience de plusieurs années acquise dans une fonction assurance qualité. Anglais nécessaire. Réf. A3675M

Chef de bureau d'études adjoint

220.000 F

Il assiste le chef du service technique du commercial dans ses différentes missions : définition des règles de conception des projets, contrôle de leur validité, assistance aux agences commerciales pour l'élaboration des propositions complexes, définition du cahier des charges pour le développement des nouveaux produits. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur mécanicien possédant une expérience d'au moins 4/5 ans en bureau d'études acquise de préférence dans le secteur ingénierie. La connaissance et la pratique de la CAO seraient un atout supplémentaire. Anglais technique lu. Réf. A3676M

Responsable de zone export

230.000 F

Il aura pour mission de développer les ventes sur son territoire dans les meilleures conditions de rentabilité, d'animer un réseau de distribution et de rechercher de nouveaux marchés. Il devra, en outre, superviser une force de vente constituée de technico-commerciaux, analyser les problèmes spécifiques des clients, concevoir les solutions techniques adaptées et les négocier. Ce poste s'adresse à un ingénieur mécanicien de préférence, possédant une expérience de la vente de biens d'équipements d'au moins 5 ans dont une partie à l'export. Anglais nécessaire. Réf. A3674M

Responsable administration des ventes export

200.000 F

Il est le maître d'œuvre de toutes les opérations préparatoires et exécutives de la vente, notamment pour l'estimation des coûts de transports, la confirmation des engagements de la société, les décisions de facturation, les expéditions. Ce poste, qui doit voir ses responsabilités élargies à court terme, s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur possédant une bonne pratique de l'administration des ventes et du transport acquise de préférence dans une entreprise industrielle commercialisant des produits volumineux à l'exportation. Anglais nécessaire. Réf. A3677M

Pour tous ces postes, la rémunération sera liée à l'acquis professionnel et au potentiel des candidats retenus et pourra atteindre les sommes indiquées ci-dessus. Ecrire à R. DAUDIN.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (A & M, INSA...)

Filiale d'un des premiers groupes industriels français, notre entreprise (5000 personnes) intervient à l'échelle internationale dans le secteur électromécanique. Pour renforcer le potentiel d'études et de développement d'une importante Division basée à LYON, nous recherchons de jeunes ingénieurs débutants. Chargés de missions d'études mécaniques aux aspects très concrets, ils seront en relation avec les unités techniques internes et avec les sites. Des déplacements en France et à l'étranger sont donc à prévoir, nécessitant une bonne pratique de l'anglais. La connaissance des structures et des activités de l'entreprise qu'ils pourront ainsi acquérir leur ouvrira de réelles opportunités de carrière. Un dossier de candidature est à adresser sous réf. 75096 à notre conseil.

MILO M.R.H.

Place de l'Église
69610 Auriol-sur-Saône

Importante société industrielle
filiale d'un des premiers groupes français
leader sur un marché de produits
de conditionnement de très grandes séries,
recherche pour usines 5/600 personnes
GIRONDE réf. A
SHON-ET-LOIRE réf. B

INGÉNIEURS CHEFS DE SERVICES FABRICATION

diplômés Centrale, RSM ou équivalent.

Postes stratégiques dépendant du Directeur
d'usine pouvant déboucher sur une responsabilité
de Direction et nécessitant une dizaine
d'années d'expérience à la tête d'ateliers
de production employant plusieurs centaines
de personnes, dans la transformation des
métaux de préférence.

Adresser lettre de candidature et CV sous
référence 811 en précisant A ou B à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS.

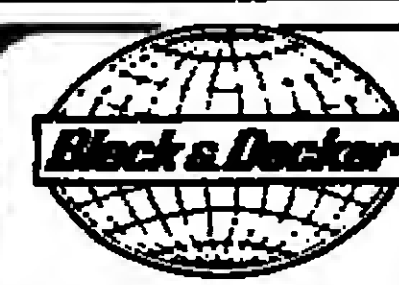
HAUTE NORMANDIE

Filiale «MATERIAUX - CONSTRUCTION»
d'un grand groupe minier français, recherche
pour sa nouvelle unité de production, un

CHEF D'ETABLISSEMENT

Dépendant de la Direction Générale, il a
autorité sur les fabrications, l'entretien et
la structure administrative locale. On cherche
pour ce poste un INGENIEUR de production
d'au moins 32 ans, diplômé d'une bonne
école de formation générale d'ingénieurs
de type A.M., bien averti des problèmes
d'automatisation et ayant déjà une expérience
de production de grande série. L'unité à gérer
est très moderne. Elle n'a pas son équivalent
en Europe - Effectifs : 60 personnes.

Ecrire avec C.V. explicite sous réf. HF/CE
CETAGEP 30, av. Amiral Lemonnier
78160 MARLY LE ROI



BLACK ET DECKER
N°1 MONDIAL DE
L'OUTILLAGE
ELECTRO PORTATIF

UN COLLABORATEUR SYSTEME

Dans le cadre d'un service informatique d'une
vingtaine de personnes et en liaison avec le
responsable système, il assurera la mise en
exploitation d'applications diverses sur un
matériel IBM 4341 sous DOS/VSE dans un
environnement CICS, DL 1, VTAM évoluant
vers VM.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 28
ans environ, justifiant d'une formation
supérieure en informatique et présentant
nécessairement une première expérience systé-
me acquise dans une configuration similaire.
Le dynamisme de la Société qui renforce
actuellement sa structure informatique consti-
tue le gérant d'une fonction motivante et
évolutive.

Ecrire s/réf. 739 avec CV et prétentions à :
BLACK ET DECKER
à l'attention de C. NICOLAZZI BP 0633
69239 LYON Cédex 02.

GRUPE THOMSON BONNET - VILLEFRANCHE
recherche

cadre de gestion export réf 8213
Formation souhaitée : DECS, SUP DE CO.
ICG 3 à 6 ans expérience.

Rattaché au chef comptable, il aura en
charge les dossiers export. Vente de Biens
d'équipement et Chantiers d'installation.
Le candidat devra avoir l'expérience des rela-
tions avec la COFACE et les banques. (crédit
documentaire, crédit acheteur, caution ban-
caire, etc...)

• Anglais obligatoire • Sens de la communication
• Possibilité d'avoir • Rémunération attractive.

Marci d'adresser
lettre manuscrite, CV et prêt. à
INCA 20 Côte des Chapelliers
26000 VALENCE

CIBA-GEIGY

recherche pour l'une de ses usines de fabrication et de conditionnement de produits chimiques (environ 300 personnes) située près de
MONTPELLIER

INGENIEUR CHEF du CONDITIONNEMENT

Dépendant du Directeur de l'usine, il prendra en charge la gestion et l'animation de plusieurs ateliers (60 à 80 personnes selon les périodes). Nous demandons une formation d'ingénieur A & M ou équivalent, une bonne connaissance des problèmes d'automatisation, une première expérience en production, éventuellement dans des services fonctionnels, de réelles capacités pour encadrer.

Les perspectives d'évolution à l'intérieur de notre groupe étant fréquentes et variées, nous souhaitons recruter pour ces 2 postes des candidats de potentiel, ouverts au dialogue et possédant une personnalité déjà affirmée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, rémunération) à Mme MONTEIL CIBA-GEIGY
Département du Personnel - 2 et 4 rue Lionel Terray - 92506 RUEIL MALMAISON

INGENIEUR- PROJETS

Responsable de la mise en place des moyens industriels nécessaires pour faire face à un fort développement, il sera chargé de l'analyse des besoins, de la constitution de dossiers technico-économiques, de la recherche des fournisseurs, du suivi des chantiers. L'ingénieur recherché A & M ou équivalent, aura acquis une expérience de plusieurs années de la gestion de projets (engineering, BE, travaux neufs, ...) faisant appel à des compétences en mécanique, électricité, électronique, génie chimique.

ETABLISSEMENT DE BOURGOGNE

recherche pour son

SERVICE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT Un(e) Jeune Diplômé(e) Electronicien(ne)

BAC + DUT ou BTS électronique

Débutant (e), pour mise en place d'études utilisant
des technologies de pointe.

Prière d'adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prêtant.
à S.A. SEB - Direction du Personnel - 21260 SELONGEY



recherche pour son CENTRE D'ETUDES DE LA GAUDE près de NICE, de jeunes

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

ÉLECTRONICIENS/INFORMATIENS
GRANDES ÉCOLES, HOMMES OU FEMMES

Ils participeront à des activités de
développement et évaluation de produits dans le
domaine des **TELECOMMUNICATIONS** (modems,
contrôleurs de communication, microélectronique...)

Outre d'excellentes conditions de travail, la
Compagnie offre de larges possibilités de
perfectionnement et d'évolution. Les postes à
pourvoir peuvent impliquer des stages ou missions

de longue durée en France et à l'étranger,
notamment aux États-Unis. Ils permettent à des
personnalités de valeur, ayant une bonne pratique
de la langue anglaise, d'accéder à des
responsabilités techniques et humaines de haut
niveau.

Envoyer candidature détaillée à Ph. Rougier -
Service du Personnel, IBM France 06610 La Gaudie.

Unité industrielle 2000 personnes

INGENIEUR ENTRETIEN ELECTRICITE-AUTOMATISMES

Dans une unité de cette complexité (25 lignes automatisées) qui travaille en feu
continu intégral, la fonction entretien est capitale. Les évolutions technologiques
récentes, les prochains programmes de développement nécessitent la création d'un
poste d'ingénieur entretien «électricité-automatismes».

Rattaché au Chef du service E.T.N. sa mission est double : il anime une équipe de 35
professionnels très qualifiés qui assurent la maintenance des installations. Il étudie
les évolutions techniques possibles permettant d'améliorer la productivité. Dans ce
domaine sa tâche va de la définition des objectifs à atteindre jusqu'à la rédaction des
notices d'entretien.

Pour ce poste, techniquement et humainement très riche, nous souhaitons
rencontrer un ingénieur diplômé (IN.P.G., EN.S.E.I.H.T...) passionné par la vie
industrielle. Son expérience professionnelle (2 à 3 ans) lui a permis de conduire des
études techniquement évoluées et de les mettre en œuvre.

Basé en Haute Normandie (bord de mer) ce poste est évolutif. En effet cette unité est
l'une des 9 usines d'une des divisions de l'un des premiers groupes industriels
largement diversifiés.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf M 4197 AC à

EGOR INDUSTRIE
63, rue de Pontthieu 75008 Paris.

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK

egor
MONTREAL

emplois régionaux

adjoint

Ingénieur dans une

et moyenne

nanique.

responsables de pro

animateurs des

auditeurs

RESPONSABLES DES
RELATIONS SOCIALES

GRH conseils

5021

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE leader sur son marché, recherche

l'adjoint de son directeur commercial
possédant déjà une bonne expérience de la vente grande distribution. Il démontrera ses aptitudes à gérer mais aussi à animer, à travers un important réseau d'agents multicartes, ce secteur d'activité du Groupe. Le poste est basé à NIMES. Il implique une grande mobilité.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 711M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE recherche

LES RESPONSABLES DE SES AGENCES LANGUEDOC-ROUSSILLON ET CÔTE D'AZUR

La Société réalise dans cette région :
- des programmes de résidences principales en individuel et en collectif ;
- des programmes d'immobilier de loisir ;
- des lotissements.
Elle recherche des hommes expérimentés pour prendre la responsabilité du développement de ses activités.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo à HAVAS 13100 AIX-EN-PROVENCE - N° 1839.



Contrôleur de gestion

200.000 F

Ville universitaire ouest - Dans le cadre de son développement, un important établissement bancaire recherche pour son siège administratif basé dans une grande ville universitaire de l'ouest, le responsable du département contrôle de gestion. Rattaché au directeur financier, et en autorité sur une quinzaine de personnes, il assurera dans une grande autonomie la responsabilité des services comptabilité et contrôle de gestion de l'établissement, avec pour tâches principales la gestion prévisionnelle (tableaux de bord, plans, prix de revient, facturation interne, ...), la comptabilité analytique, la trésorerie, les études comptables, etc... Ce poste ne peut convenir qu'à un praticien confirmé de la finance et de la comptabilité, diplômé de l'enseignement supérieur (H.E.C., E.S.S.E.C., ESCA ou équivalent) et pouvant justifier d'une expérience de cinq années au moins, acquise dans le contrôle de gestion, de préférence au sein d'un organisme financier. Des connaissances en informatique constitueront un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 200.000 francs, tiendra compte de la valeur et de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à Chantal DANGEL.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Contrôleur de gestion

160.000 F

Biens d'équipement industriel - Ce groupe (430 personnes) poursuit dans le secteur de la machine-outil un redressement spectaculaire et prépare le futur en modernisant l'outil de production (50 millions de francs d'investissement prévus sur trois ans). Il renforce l'encadrement et crée le poste de Contrôleur de Gestion pour son unité de Chateaudun, dans l'Eure et Loir. Dépendant du Directeur Financier du groupe et en relation étroite avec le responsable organisation et informatique, il définira les procédures de gestion, élaborera les budgets, les comptes d'exploitation et mettra en place un système de prix de revient usiné. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (ESCAE ou ingénieur ayant complété sa formation vers la gestion) possédant une première expérience du contrôle de gestion et de la comptabilité industrielle. Ce poste est évolutif. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience acquise, pourra atteindre 160.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A2304M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable gestion prévisionnelle

La Baule

Une unité de fabrication métallurgique (420 personnes ; 300 millions de chiffre d'affaires), filiale d'un important groupe international, recherche, pour son service financier, le responsable de sa comptabilité budgétaire et prévisionnelle (budget and planning accountant). Rattaché au Directeur Financier, il travaillera en liaison étroite avec les responsables de la comptabilité générale et analytique, et sera principalement chargé de l'élaboration et de la mise en place du budget annuel, du plan quinquennal et des états mensuels, prévisionnels. Ce poste, basé près de La Baule, s'adresse à un jeune candidat, âgé de 25 ans au moins, autodidacte ou diplômé, et possédant nécessairement une bonne expérience de la comptabilité anglo-saxonne, acquise de préférence dans un cabinet d'audit international. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client. Prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant prétentions. Réf. B0032M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieurs de production dans une entreprise de dimension internationale

grandes écoles et universités...

La communication est actuellement l'enjeu d'une révolution technologique que le groupe CIT ALCATEL entend bien continuer à dominer. CIT ALCATEL conçoit et installe des produits et des systèmes à très forte valeur ajoutée technologique : centraux téléphoniques, annuaires électroniques, radiotéléphones, vidéotex, télécom 1... Aujourd'hui, le développement de ses activités internationales l'amène à proposer à des jeunes ingénieurs intéressés par la production des opportunités de carrières dans les domaines suivants.

Petite et moyenne série mécanique.

Généralistes de formation, les ingénieurs que nous recherchons intégrer dans nos établissements de Pontarlier et Bezons sont débutants. L'ingénieur qui rejoindra notre établissement de Saintes possédera une expérience d'environ quatre ans dans une unité de fabrication. Chacun de ces ingénieurs se verra confier l'organisation, la gestion et l'animation des équipes de production.

Circuits imprimés, ensembles câblés électroniques.

Après une formation technique à nos produits, l'ingénieur que nous recherchons rencontrera se verra confier un poste dans l'un des principaux services de notre établissement : méthodes, gestion informatisée de production, fabrication, contrôle qualité. Ce poste est à pourvoir dans notre unité de Cherbourg.



Les qualités personnelles des candidats et leur connaissance de l'entreprise et de ses produits, leur permettront d'évoluer rapidement vers des responsabilités élargies en France et à l'étranger. La dimension internationale de nos activités nécessite, bien évidemment, de bonnes connaissances de la langue anglaise. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions en précisant le poste choisi, à CIT ALCATEL, Service Recrutement et Orientation, 10, rue Latécoère, 78140 Vélizy-Villacoublay.

IMMOBILIER

GROUPE MAISON FAMILIALE
Le promoteur européen de maison individuelle le plus important de France en 81 (59ème entrées françaises, classement Expansion) C.A. 4 milliards de Francs en 81
le 1er à avoir signé un contrat de solidarité avec l'Etat pour la création de 260 emplois.

**- responsables de programmes
- animateurs des ventes
- auditeurs**

GROUPE MAISON FAMILIALE profite de la conjoncture immobilière pour :
- Consolider ses équipes
- Optimiser le fonctionnement de ses structures
- Se redéployer sélectivement sur tous les créneaux immobiliers.
Pour mener à bien ces objectifs, nous recherchons des HOMMES ou des FEMMES qui aiment se réaliser, qui ont confiance dans ce secteur d'activité, qui sont conscients des mutations profondes qu'il va rencontrer, et qui ont une expérience réussie, mais qu'ils souhaitent voir amplifier, avec des moyens et des responsabilités élargies, soit dans les domaines financiers et de gestion, soit dans les domaines commerciaux et marketing, avec ou non des responsabilités humaines, mais dans tous les cas, avec une obsession de rentabilité et de réussite.



Adresser vos candidatures et photo à :
1039 à Patrick Leroy
GROUPE MAISON FAMILIALE
1461, avenue du Cateau
59542 CAMBRAI CEDEX.

RESPONSABLES DES RELATIONS SOCIALES «USINE»

200 - 220 000 F Ouest et Sud-Est

Une société française (effectif : plusieurs milliers de pers.), filiale d'un groupe industriel international aux activités très diversifiées, recherche **DEUX RESPONSABLES DES RELATIONS SOCIALES** pour deux de ses usines employant plusieurs centaines de personnes et situées respectivement en Normandie et en Région Rhône-Alpes. Dépendant hiérarchiquement du Directeur de l'Usine et fonctionnellement du Directeur des Relations Sociales de la société, ils participeront à la définition de la politique sociale et à son application au niveau de chaque établissement. Ils conseilleront les Directeurs d'Etablissements en matière sociale et ils assureront personnellement et avec la plus grande attention, les relations avec les représentants du personnel (Comité d'Etablissement, syndicats...). Ils participeront à la formation de l'encadrement qui devra lui-même sensibiliser la maîtrise à la mise en place et à l'animation de groupes de qualité. Ils coordonneront, animeront et contrôleront les activités du bureau du personnel chargé de la gestion (paie, suivi des dossiers du personnel...) et des responsables de la formation, de la sécurité et des services généraux. Les candidats retenus, âgés d'au moins 35 ans, de formation supérieure, type E.S.C., E.S.S.E.C., Sciences Po, Sciences Humaines... posséderont impérativement plusieurs années d'une expérience professionnelle analogue acquise en milieu industriel. Ils auront prouvé de solides qualités de négociateurs.
Ecrire sous référence 546/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

FIRME INTERNATIONALE SPÉCIALISÉE EN CHIRURGIE offre

POSTE DE HAUT NIVEAU
(Néanmoins très opérationnel)

VENTE MARKETING POUR SUD DE LA FRANCE

PROFIL RECHERCHÉ :
- Expérience commerciale réussie dans le milieu médical d'au moins 5 ans.
- Esprit d'équipe capable de s'intégrer rapidement.
- nouveau lieu de résidence à envisager à terme.
- Poste motivant et évolutif pour candidat dynamique et potentiel exceptionnel.

Adresser curriculum vitae détaillé sous n° 036.596 M, à RÉGIE-PRESSE, 25 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Nous sommes l'une des plus importantes sociétés françaises spécialisées dans la préfabrication, le montage de la tuyauterie industrielle et la chaudronnerie. Dans le cadre de notre développement et de la diversification de notre activité, nous recherchons :

INGENIEUR CHANTIER CHARGE D'AFFAIRES

Nous avons réalisé des équipements en tuyauterie pour de nombreuses raffineries, complexes chimiques, centrales d'énergie, dans une vingtaine de pays à travers le monde.
Nous recherchons un candidat, ingénieur de formation, possédant une expérience réussie dans notre domaine d'activité. Il aura à prendre en charge l'ensemble des problèmes (techniques, administratifs, humains, commerciaux), liés à la réalisation d'un important chantier dans le sud de la France. Ce poste évolutif devra permettre à un candidat performant de poursuivre sa carrière vers de plus grandes responsabilités, notamment dans une activité à l'étranger.
Les qualités de GESTIONNAIRE et d'ANIMATEUR, seront déterminantes dans le choix final de ce nouveau collaborateur.
La pratique de l'anglais sera appréciée.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous la Réf. 82114 à notre conseil :



CONSEIL en Recrutement et en Gestion de Personnel
57 Place de la République 69002 LYON T8 (7) 842.39.90

GRANDE SOCIÉTÉ DE NIVEAU INTERNATIONAL
spécialisée dans le matériel électrique et électronique

recherche

CHEF DU SERVICE «METHODES» pour son usine du CENTRE-OUEST

Agé d'au moins 40 ans, cet ingénieur issu d'une Grande Ecole technique et ayant assuré pendant une quinzaine d'années des responsabilités du même ordre dans une entreprise spécialisée dans la grande série, devra être habitué au commandement, au contact avec tous les autres départements de l'usine et à l'organisation informatisée d'un service de Méthodes.

La rémunération élevée sera fonction de ses qualités et de sa compétence.



Envoyer CV + photo obligatoire à :
ARCH MANAGEMENT
10, Rue de la Boétie - 75008 PARIS
sous référence 18/82

emplois régionaux

GRANDES ÉCOLES (A & M, INSA...)

Recherche pour son usine de production de matériel électrique et électronique, un ingénieur expérimenté, capable de gérer une équipe et de prendre en charge les relations avec les clients. Le poste est basé à Nîmes. Il implique une grande mobilité.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 711M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

LOM.R.H.

Recherche pour son usine de production de matériel électrique et électronique, un ingénieur expérimenté, capable de gérer une équipe et de prendre en charge les relations avec les clients. Le poste est basé à Nîmes. Il implique une grande mobilité.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 711M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

SERVICES

Recherche pour son usine de production de matériel électrique et électronique, un ingénieur expérimenté, capable de gérer une équipe et de prendre en charge les relations avec les clients. Le poste est basé à Nîmes. Il implique une grande mobilité.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 711M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

EF

Recherche pour son usine de production de matériel électrique et électronique, un ingénieur expérimenté, capable de gérer une équipe et de prendre en charge les relations avec les clients. Le poste est basé à Nîmes. Il implique une grande mobilité.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 711M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

ISEMENT

Recherche pour son usine de production de matériel électrique et électronique, un ingénieur expérimenté, capable de gérer une équipe et de prendre en charge les relations avec les clients. Le poste est basé à Nîmes. Il implique une grande mobilité.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 711M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

ETABLISSEMENT DE

Recherche pour son usine de production de matériel électrique et électronique, un ingénieur expérimenté, capable de gérer une équipe et de prendre en charge les relations avec les clients. Le poste est basé à Nîmes. Il implique une grande mobilité.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 711M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

SERVICE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Recherche pour son usine de production de matériel électrique et électronique, un ingénieur expérimenté, capable de gérer une équipe et de prendre en charge les relations avec les clients. Le poste est basé à Nîmes. Il implique une grande mobilité.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 711M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

Un(e) Jeune Diplômé(e) Electronicien(ne)

Recherche pour son usine de production de matériel électrique et électronique, un ingénieur expérimenté, capable de gérer une équipe et de prendre en charge les relations avec les clients. Le poste est basé à Nîmes. Il implique une grande mobilité.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 711M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

INGENIEUR ENTRETIEN ELECTRICITE-AUTOMATISMES

Recherche pour son usine de production de matériel électrique et électronique, un ingénieur expérimenté, capable de gérer une équipe et de prendre en charge les relations avec les clients. Le poste est basé à Nîmes. Il implique une grande mobilité.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 711M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

BOON INDUSTRIES

Recherche pour son usine de production de matériel électrique et électronique, un ingénieur expérimenté, capable de gérer une équipe et de prendre en charge les relations avec les clients. Le poste est basé à Nîmes. Il implique une grande mobilité.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 711M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.

BOON INDUSTRIES

Recherche pour son usine de production de matériel électrique et électronique, un ingénieur expérimenté, capable de gérer une équipe et de prendre en charge les relations avec les clients. Le poste est basé à Nîmes. Il implique une grande mobilité.
Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 711M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Johnson & Johnson
Leader Mondial dans le domaine de l'Hygiène et de la Santé
Johnson & Johnson
recrute pour son usine de Sézanne (Mame)

1 INGÉNIEUR DE PRODUCTION
réf. OIP
Responsable de ligne de fabrication. Ingénieur Grande Ecole (Centrale, A & M...), ayant exercé deux ou trois ans des responsabilités techniques et de commandement en unité de production. Le candidat retenu prendra la responsabilité complète (gestion des hommes, des machines, des investissements) d'un atelier et d'une ligne de fabrication sous l'autorité du Directeur d'Usine.

1 INGÉNIEUR DE MAINTENANCE
réf. OIM
Ingénieur mécanicien de la marine marchande ou jeune ingénieur de formation mécanique ou électromécanique. Le candidat retenu se verra confier la responsabilité complète du service de maintenance sous l'autorité du Responsable des Services techniques. Nous attendons de lui et de son équipe qu'ils sachent à la fois développer un entretien préventif planifié et intervenir rapidement sur les incidents machines.

Ces deux postes, qui ouvrent de larges opportunités de carrière dans notre Groupe pour des candidats performants, nécessitent de bonnes notions d'anglais. La rémunération sera débattue en fonction de l'expérience des candidats.

Prière d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo à JOHNSON & JOHNSON, DRHO, 95, rue Alexandre-Foumy - 94500 Champigny-sur-Marne

Quimperle - St Etienne - ...deux régions... deux fonctions
...pour deux jeunes ingénieurs

QUAKER FRANCE est la filiale Française d'un important groupe agro-alimentaire américain. Nous fabriquons et commercialisons les céréales **QUAKER** et les aliments pour chiens et chats **FIDO** et **FIDEL**. Notre C.A. est supérieur à 500 MF et notre croissance de 30 % par an. Cette expansion continue nous amène à créer de nouveaux postes pour nos usines de St Etienne et Quimperle, notamment ceux de :

Ingénieur Travaux Neufs **Quimperle**
réf. ITN/MO
A 25 ans environ, diplômé d'une école d'ingénieur (ENSAM, ICAM, ECAM ou équivalent) vous débutez dans la vie active ou vous avez déjà une première expérience. Au sein de notre usine d'aliments extrudés de Quimperle dans le Finistère Sud, nous vous confierons la réalisation et le démarrage des nouveaux équipements. Vous participerez également avec le responsable de l'usine aux études de nouveaux projets. La pratique de l'anglais est un atout important car vous aurez des contacts fréquents avec l'étranger.

Ingénieur Chef de Quart **St Etienne**
réf. ICQ/MO
Notre unité de Veauche, à proximité de St Etienne, vient de démarrer sa production. Jeune ingénieur (AM, ECAM, ENSI...) vous souhaitez débiter votre carrière industrielle dans une fonction où vous aurez de réelles responsabilités d'encadrement en production. **CHEF DE QUART**, vous serez responsable de l'animation d'une équipe de 20 personnes. Vous pourrez donc mettre à l'épreuve vos capacités à diriger et à communiquer à un poste où l'essentiel des problèmes à résoudre sont d'ordre humain. De plus le développement prévu pour cette unité peut vous permettre d'envisager, si vous réussissez à ce poste, une évolution très rapide.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence correspondante à :

QUAKER FRANCE
Direction du Personnel
40 Bd de Dunkerque
13002 MARSEILLE

ingénieur système

Aéronautique **Toulouse**
Le Centre Informatique de gestion de notre Etablissement de Toulouse recherche un jeune ingénieur système, ayant une expérience de 2 à 3 ans des systèmes d'exploitation IBM. Il devra préparer et prendre en charge la mise en place et le développement du futur système LM S-M.V.S.

Ingénieur diplômé d'une grande école (ENSEEHT - ENSIMAG - SUP AERO), il aura une bonne pratique des langages de programmation (PL1, Assembler) et de bonnes connaissances des logiciels de télécommunication et des différents problèmes de réseau (S.N.A. - V.T.A.M.). Ce poste est à pourvoir à Toulouse dans une unité moderne située dans un environnement naturel particulièrement agréable.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes candidats motivés par de réelles perspectives de carrière dans les systèmes d'exploitation.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 8053-M à Melle Biebuyck, Sema-Selection : 54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

CHARGÉ DE MISSION
Important organisme prestataire de services auprès des collectivités locales de la région Rhône-Alpes, nous contribuons à aménager l'équipement de cette région, d'où l'importance de la mission que nous désirons vous confier.

- Votre action va porter sur 3 axes essentiels :
 - Assistance aux sociétés d'aménagement en matière d'urbanisme opérationnel sur les sites existants.
 - Contacts avec les organismes régionaux et organismes concernés par le financement des opérations.
 - Information et formation des agents chargés des interventions en quartiers existants.
- Ce poste requiert une formation supérieure, ainsi qu'une indispensable expérience dans les domaines administratifs, techniques, juridiques et financiers des opérations : RU - RH - ZAC - OPAH - montages PLA, etc.
- Basée à LYON, cette situation implique des déplacements sur l'ensemble de la région Rhône-Alpes.
- Assurée d'une absolue discrétion votre candidature est à adresser : sous n° T 036.635 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Importante entreprise du secteur para-public Sud-Est recrute immédiatement

JEUNE INGÉNIEUR DÉBUTANT
ou PREMIÈRE EXPÉRIENCE

SA FORMATION :
- E.C.P., MINES, A.M., option informatique et/ou électronique.

SA MISSION :
- Conduite d'études d'optimisation des méthodes de production.

Réelles possibilités d'évolution pour candidats de valeur. Envoyer curriculum vitae détaillé + lettre manuscrite + photo sous n° T 036550 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Entreprise de premier plan à caractère public située en Provence recrute

UN (E) JEUNE CADRE DÉBUTANT (E)
(OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE)

H.E.C., E.S.S.E.C.,... + bonne formation Sciences Humaines.

- Ayant le sens de l'organisation et de la communication.
- Intéressé (e) par la formation et la conduite d'études.

Poste évolutif pour candidats de valeur. Envoyer curriculum vitae détaillé + lettre manuscrite + photo sous n° T 036551 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

SC Alcatel Dans le cadre de l'installation de son unité de fabrication de circuits intégrés spécifiques MOS-LSI à AIX LES BAINS, recherche pour le

• GROUPE ENGINEERING
INGÉNIEURS DE PROCÉDES
Ils auront la responsabilité du procédé et de son évolution dans leur domaine respectif :
• Photomasquage et gravure plasma
• Implantation.

Ces postes conviendront à des Ingénieurs possédant au moins 3 ans d'expérience dans l'un des domaines considérés.

TECHNICIENS niveau IV à V
Ils participeront à la mise au point, au suivi de fabrication et à l'encadrement du personnel.

Titulaires d'un BTS ou d'un DUT, ils devront posséder 2 à 3 ans d'expérience dans l'un des domaines suivants :
• Diffusion
• Gravure plasma
• Implantation
• Evaporation - pulvérisation cathodique.

• GROUPE MAINTENANCE
TECHNICIENS niveau IV à V
Titulaires d'un BTS ou d'un DUT, ils assureront la maintenance des équipements et devront posséder 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine considéré.

Les personnes intéressées sont invitées à envoyer leur C.V. avec photo et prétentions à M.D. ROSSI - Service du Personnel - 33, rue Emeriau PARIS 15ème.

LE CREDIT AGRICOLE DE LA SARTHE
recherche
POUR SON DEPARTEMENT INFORMATIQUE

PROGRAMMEURS
DUT en informatique. Connaissance PAC 700 et anglais lu souhaités. Sous la conduite d'un Chef de Projet ou d'un Analyste-Programmeur, ils participent à la constitution et à la mise à jour des dossiers de chaînes. Ils analysent les programmes, effectuent leur codification et complètent leur documentation.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
M.I.A.G.E. - Maîtrise informatique - Ingénieur Informaticien. Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, ils participent à l'acceptation des dossiers fonctionnels, effectuent les études techniques et assurent le développement des sous-projets (analyse organique et programmation), couvrant le travail des programmeurs.

REF. 998/A

POUR CES 2 POSTES, UNE EXPERIENCE EST APPRECEE.
Matériel Utilisé :
- I.C.L. 2988 (VME/B) 12 méga-octets de mémoire.
- 4 milliards d'octets en ligne. Réseaux T.P.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., prétentions et photo en précisant la référence à :
Monsieur le Directeur
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE
MUTUEL DE LA SARTHE
40, rue Prémarin
31 x 72040 LE MANS CEDEX.

REF. 998/B

SPI, filiale de Pechiney Ugine Kuhlmann, vend des

PRESTATIONS DE SERVICE INFORMATIQUE
aux grandes et moyennes entreprises :
• Télétraitement : mise à disposition de services sur ses ordinateurs
• Progiciels pour les principales fonctions de l'entreprise
et recherche pour sa Délégation Régionale Rhône-Alpes, son

responsable commercial
LYON

Habitué à traiter au plus haut niveau de la hiérarchie des entreprises (Direction Générale, Direction Financière, Ventes, Personnel, Informatique), ce responsable aura pour mission la prospection commerciale, la négociation des contrats, le suivi et la relance de la clientèle. Il bénéficiera d'une large initiative. De formation supérieure, il a une grande expérience de la vente à un niveau élevé auprès des entreprises de la région. Une connaissance des métiers de l'informatique sera très appréciée. Les compléments de formation nécessaires seront assurés par nos soins.

Les candidatures (C.V., photo et prétentions) seront adressées à SPI Service des Affaires Sociales - 98, bd Victor Hugo - 92115 Clichy

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE SPI
PECHINEY UGINE KUHLMANN

OFFRES D'EMPLOI

COMMENCEZ VOTRE CARRIERE DES RESPONSABILITES

INGENIEURS DE PROCEDES DEBUTANTS

MILON

ingénieur

Charles of the...

UN JEUNE RESPONSABLE D'...

CHEF SERVICE PORTFOLIO

سكرا من الامم

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**COMMENCEZ VOTRE CARRIÈRE
PAR DES RESPONSABILITÉS TECHNIQUES**

Notre entreprise, filiale d'un des premiers groupes industriels français, développe rapidement ses activités dans le domaine **électromécanique**.
Nous souhaitons dans ce cadre renforcer nos équipes d'intervention sur sites industriels de grandes dimensions, et nous recherchons des

**INGÉNIEURS MÉCANICIENS
DÉBUTANTS.**

Vous avez un goût prononcé pour le terrain et la technique. Vous recherchez une entreprise importante offrant des carrières évolutives dans un domaine de pointe.
Ces postes entraîneront de fréquents déplacements en France.

Adresser une candidature, accompagnée d'un CV sous référence 75099/LM à notre Conseil.

MILO M.R.H. Place de l'Église
06810 Auribeau-sur-Siagne.

UNE GRANDE BANQUE FRANÇAISE de dimension internationale recherche dans le cadre de l'étude et de la mise en place de son schéma directeur d'organisation qui intègre des aspects : télématique, bureautique, base de données, un

Responsable système

Haut niveau - 32 ans mini

Participant étroitement à l'élaboration de la politique informatique de la Banque, il sera l'animateur d'une équipe de quatre ingénieurs système ayant en charge la responsabilité du suivi technique et de l'évolution de l'ensemble des systèmes IBM (MVS, CICS, VSAM, VTAM, TSO/SPF) dans le cadre de la mise en œuvre d'une architecture de type réseau.

Ce poste nécessite d'avoir une formation ingénieur ou universitaire et une expérience minimum de 5 ans dans la fonction système.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73628/M à Mme CLÈRE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

**sélé
CEGOS**

COREF une équipe de spécialistes de l'Aide à la Décision et de la Statistique, Département du Groupe CEGOS, recherche un :

Ingénieur Grande Ecole

(X, Mines, Centrale...)

pour développer les Etudes de **DISTRIBUTION PHYSIQUE** et de **SYSTÈME LOGISTIQUE**. Le candidat aura acquis une première expérience informatique et des connaissances en modélisation. Ecrire sous référence 01

Chargé d'études

(Maîtrise de Gestion, Ecole de Commerce...)

pour participer au développement des Etudes de **MARKETING QUANTITATIF**. Outre un niveau de Formation supérieure, le candidat a acquis, au cours d'une première expérience de 2 ans dans une Société d'Etudes, des connaissances en modélisation et en informatique. Ecrire sous référence 02

Adresser lettre manuscrite et C.V. à G. COMES, Directeur de la Division Application Scientifique, s/c Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

**sélé
CEGOS**

Le Groupe CEGOS est le premier groupe français, européen, indépendant de Conseil et d'Etudes. Il intervient dans plus de 1 000 entreprises et administrations, forme environ 20 000 personnes par an dans le monde, regroupe 400 consultants de 15 nationalités différentes.



En bénéficiant de l'avance acquise par le Groupe dans les télécommunications numériques, la présence de CIT-ALCATEL s'est considérablement renforcée. C'est ainsi que les systèmes de **commutation temporelle** sont maintenant en commande dans 25 pays avec 7,6 millions de lignes dont 2,2 millions déjà installées dans 16 pays.

Dans le cadre de l'expansion de la **DIRECTION TECHNICO-COMMERCIALE**, nous recherchons

ingénieur d'affaire

qui sera chargé de **promouvoir de nouveaux systèmes** dans le domaine de la **commutation temporelle** (test et mesure des lignes).

Interlocuteur direct de nos principaux Clients (français et étrangers), il devra faire preuve d'une large autonomie dans ses fonctions.

Débutant, il aura une formation d'ingénieur Grandes Ecoles (ENST, SUPELEC, Arts et Métiers ou équivalent), ainsi qu'une bonne pratique de la langue anglaise.

Adresser votre CV, photo et prétentions en rappelant la référence GP/AT, à CIT ALCATEL Service Recrutement et Orientation, 10, rue Latécoère 78140 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex

Concevez avec nous, aujourd'hui, la communication de demain.



Charles of the Ritz
Parfums
YVES SAINT LAURENT

recherche
pour son usine de LASSIGNY située
à 25 km de Compiègne (60)

**UN JEUNE INGENIEUR
RESPONSABLE DE PLANNING**

Rattaché au Chef du Planning Central, il encadre une équipe de 7 personnes dont un Agent de Maîtrise. Il est responsable des approvisionnements, propose les programmes de production et de conditionnement et gère les stocks à long terme.

Nous voyons à ce poste une personne de fort potentiel et de bons contacts. Son goût de l'innovation, allié à une grande rigueur, devrait lui permettre d'évoluer au sein de notre structure comme tenu de notre croissance continue.

Une bonne connaissance en tant qu'utilisateur de systèmes informatiques sera très appréciée ainsi que la pratique de l'anglais.

Une première expérience (2 à 3 ans), acquise de préférence dans une entreprise de production de grandes séries à composants multiples (alimentation, entretien, pharmacie), constitue un atout favorable mais non indispensable.

Merci d'adresser un C.V. détaillé avec photo et rémunération actuelle sous la référence 6547 M au Service Recrutement 28/34 Bd du Parc - 95200 NEUILLY S/SEINE.

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
FABRIQUANT DES PRODUITS DE BEAUTÉ
DE GRAND RENOM**
recherche

**LE CONTROLEUR EUROPEEN
DES INVENTAIRES**

Responsable auprès du Directeur Général : du développement, de la mise en œuvre des politiques et des procédures de contrôle des stocks de produits finis.

Ce poste de haut niveau requiert une forte personnalité sachant faire aboutir ses idées.

Une solide expérience de la gestion, acquise de préférence dans la LOGISTIQUE (achats, approvisionnement, gestion des stocks) en milieu international est nécessaire.

Anglais courant.

DEUX CHEFS DE PRODUITS

Responsables chacun d'une région géographique.

Ayant de 3 à 5 ans d'expérience MARKETING.

Pour réussir dans cette fonction, il faut une certaine maturité, de la perspicacité, et une aptitude certaine à la communication.

Anglais courant.

Ces postes sont basés dans la principale usine européenne du Groupe située en Métropole LILLOISE et comportent de fréquents déplacements.

La rémunération est motivante pour les candidats de valeur.

Ecrire avec lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant le niveau de rémunération actuel à No 51604, Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

**BANQUE PRIVÉE
RÉGION MÉDITERRANÉE**
recherche
CADRE

**CHEF SERVICE
PORTEFEUILLE**

Agé 40 ans environ, apte à diriger une équipe de 15 personnes et à maîtriser tous les aspects du travail de ce service ainsi que des traitements informatiques.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. à O.C.B.F., 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS, qui transmettra sous réf. 6.900 M.

Entreprise industrielle filiale d'un des plus importants groupes français, recherche pour usine

**ingénieur
méthodes fabrication**
diplômé grande école
Mines, Contrôle, A&M

DÉBUTANT ou ayant UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE en production et attiré par les problèmes technologiques de transformation des métaux d'intéressantes perspectives d'évolution sont prévus pour ce poste.

Adresser lettre de candidature et CV sous réf. 411M à BAILLY CONSEIL 40, av. Hoche 75008 PARIS

**LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
région COMPIÈGNE (OISE)**
recherche

UN PHARMACIEN

de préférence avec DESS d'analyses physico-chimiques des médicaments

Il dirigera le laboratoire de contrôle et sera responsable des B.P.F. Il assurera également la mise au point galénique et analytique avec le pharmacien responsable.

Adresser lettre manuscrite avec références, C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 3422 à INTER PA, B.P.508, 75066 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Entreprise de 800 personnes
Filiale française

d'un Groupe International de Distribution recherche **LIBRE RAPIDEMENT**, un

**ASSISTANT AU
DIRECTEUR
ADMINISTRATIF**

pour le second dans ses fonctions de responsable du Siège Social situé en Seine et Marne.

Agé d'au moins 30 ans, le candidat devra obligatoirement être diplômé d'une Grande Ecole de Gestion.

Ce poste très complet s'adresse à un candidat ayant acquis une expérience professionnelle d'au moins 3 ans.

L'anglais courant lu et parlé est indispensable.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et prétentions à No 50905, Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**GROUPE INDUSTRIEL
2 milliards F - 8 500 pers.**

LA DIVISION INFORMATIQUE DE CE GROUPE FRANÇAIS AUX ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES (dont des secteurs de pointe) recrute pour Siège PARIS (8*)

**2
CHEFS DE PROJET
de haut niveau**

• LA TRENTAINE avec BAC + 6 = GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS (E.C.P.-E.C.L., A.M., INSA ou réelle équivalence)

• 3 à 6 ans d'EXPERIENCE (sinon s'abstenir) - INFORMATIQUE (Chef de projet) ou

- en ORGANISATION administrative - dans une Siè de SERVICES ou dans L'INDUSTRIE

• Connaissances très appréciées en GESTION DE PRODUCTION et/ou GESTION COMMERCIALE

POSTES ÉVOLUTIFS

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunération et photo ss réf. 4938 à

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

**LE CREDIT AGRICOLE
DE LA SARTHE**

Pour son Département

PROGRAMMEURS

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

ANALYSTES-PROGRAMMEUR

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Pour son Département

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

Il y a actuellement un poste de Chef de Service à pourvoir à la Direction des Systèmes d'Information de la Direction Générale de la Banque de France à Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

G.R. Amylum S.A., société de dimension internationale, située à Aalst en Belgique et occupant une place importante parmi les leaders européens en fabrication d'amidons et dérivés d'amidons, recherche, pour sa filiale française AMYLUM FRANCE S.A. à Paris, un

Adjoint du Directeur Général

Sa tâche serait de vendre dans le secteur alimentaire des amidons et dérivés d'amidon, des sirops de glucose, du dextrose, des sirops d'isoglucose, du fructose et des spécialités destinées à un grand nombre d'applications. Il dépendra directement du directeur général du bureau central à Paris et sera initialement co-responsable pour la politique de vente et de marketing des produits alimentaires en France. Après une période de formation, ayant apporté la preuve de ses qualités, il assumera la responsabilité du secteur alimentaire. A plus long terme, il sera appelé à se charger, progressivement, de la tâche de directeur général. Nous cherchons un ingénieur chimiste, en outre diplômé "gestion et commerce", habitant la région parisienne ou disposé à déménager endéans une période de 6 mois, prêt à faire des voyages fréquents sur tout le territoire français, ainsi que vers Aalst en Belgique. Une expérience commerciale et/ou technique dans le secteur alimentaire n'est pas exigée mais serait un avantage. Nous attendons de notre collaborateur une ponctualité administrative. A part le français, la connaissance de l'anglais et/ou du néerlandais est souhaitable. Age: max. 30 ans. Nous garantissons une formation approfondie à la maison-mère en Belgique. Nous offrons un travail intéressant dans une équipe jeune et dynamique, voiture de fonction et salaire intéressant.

Nous vous demandons d'envoyer votre curriculum vitae, ainsi qu'une photo récente, au Département "Personnel" d'Amylum Belgique, Van Wambekekaal 13, 9300 Aalst/Belgique.

AMYLUM

LE GLUCOSE ET L'AMIDON A L'ECHELON MONDIAL

«le chemin de toute performance passe par l'homme»

Cette démarche a toujours guidé EUREQUIP dans ses missions d'assistance et de conseil aux entreprises et administrations de nombreux pays. Vingt années d'expérience, de multiples projets menés à bien dans des secteurs tels que les industries pétrolières et gazières, le nucléaire, les mines, l'agro-alimentaire, les télécommunications, l'informatique, l'électronique, les transports... c'est tout un capital que nous souhaitons mettre à la disposition de

JEUNES DIPLOMÉS GRANDE ÉCOLE

afin qu'ils puissent développer une carrière à la mesure de leurs aspirations.

Les candidats retenus possèdent nécessairement une première expérience de l'entreprise. Après une période de formation, ils intégreront rapidement des équipes d'un haut niveau professionnel et interviendront, suivant leurs compétences et affinités, sur les projets les plus divers en France et/ou à l'étranger.

La dimension de notre groupe, 190 ingénieurs consultants, nous permet d'attacher beaucoup d'importance à l'homme...

Le dynamisme de nos équipes et les perspectives de développement permettent des évolutions très ouvertes. Merci d'adresser votre candidature aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP, sous la référence 82-45 M qui examineront votre dossier avec la plus grande discrétion.

EUREQUIP

Département Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS
Tél: 553.84.73

Important Groupe Industriel Français recherche pour ses activités TELECOMMUNICATIONS un

Chef de service logiciel 250 000 F +

La société est engagée dans plusieurs projets importants de systèmes de télécommunication faisant appel à la transmission de données, la commutation et la radio.

L'homme que nous recherchons aura à diriger une équipe interne (20 personnes) et à piloter un certain nombre de tâches sous-traitées. Il a une expérience significative en temps réel et il est préparé à gérer des applications multiprocesseurs. C'est avant tout un homme capable d'organiser et d'animer une équipe. Son action s'exercera aux études puis sur le site (en région parisienne).

Lieu de travail principal : banlieue Sud-Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. LM/2189 à :

Communiqué
9, Bd des Italiens, 75002 PARIS
qui transmettra.

(réponse et discrétion assurées)

EI

L'Entreprise Industrielle

L'un des premiers groupes français (8000 personnes, 2 Milliards C.A.) intervenant dans les domaines des Grands Travaux d'Electricité, Génie Civil et Bâtiment, recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL HAUT NIVEAU ESE, ENSIEG, ENSEMET, ENSEM...

Intégré à la Direction Commerciale à Paris, sa mission consistera à assister les Directions Régionales dans la recherche, l'obtention et le suivi des contrats d'installations électriques industrielles.

Dans ce but, il devra établir, développer ou entretenir des relations avec les administrations, les représentants à Paris des organismes publics, semi-publics ou privés qui constituent la clientèle des Directions Régionales ainsi qu'avec leurs Maîtres d'œuvre.

Agé d'au moins 32 ans, il possède une solide expérience acquise en particulier sur d'importants chantiers d'installations électriques industrielles. De premières missions commerciales réussies, ainsi que de bonnes introductions sur ce marché sont nécessaires.

Des connaissances en automatique et régulation seront appréciées.

Une carrière évolutive est possible pour un élément de valeur.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez à l'attention des Conseils en Recrutement de la Société EUREQUIP (référence 82-46 M).

EUREQUIP

Département Recrutement
15 avenue d'Eylau - 75116 PARIS

PARIS - LONDRES - HOUSTON

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE RADIODIFFUSION

SOFIRAD

Société financière détenant d'importantes participations dans les stations radiophoniques périphériques (EUROPE 1, RMC, SUD RADIO), et à l'étranger (USA, MAROC, LIBAN, BRÉSIL, CARAIBES...), recherche afin de renforcer sa Direction Financière, un

CADRE FINANCIER

Celui-ci aura pour mission le suivi des contrats de maîtrise d'œuvre (relations avec la COFACE, les banques, les fournisseurs...), ainsi que le suivi des engagements financiers à moyen terme et les opérations de trésorerie.

Il sera en relation avec certaines filiales afin de les assister dans la mise en place de nouveaux systèmes informatiques et comptables. Le poste sera confié à un diplômé d'une école de commerce ou de gestion ayant une première expérience professionnelle.

Le poste est basé à Paris et suppose quelques voyages à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et photo
à Antoine KUIPERS - SOFIRAD
78, Avenue Raymond Foincaré - 75116 PARIS

CHEF COMPTABLE

200 000 F

Editions Techniques
Proche Banlieue Ouest Paris

Une société spécialisée dans l'édition de revues techniques destinées aux industries mécaniques, automobiles, pétrolières, nucléaires... françaises et étrangères, recherche un CHEF COMPTABLE. Sous l'autorité du P.D.G. il sera chargé de l'ensemble de la comptabilité avec élaboration du bilan et des comptes de résultat. Il établira les déclarations sociales et fiscales. Il participera à l'élaboration des budgets et il en suivra la réalisation. Il préparera les situations de trésorerie. Il réalisera des études à caractère juridique ou fiscal. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation E.S.C., D.E.C.S., possèdera plusieurs années d'une expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable. Il aura, également, l'expérience du traitement informatique de la comptabilité. Ecrire s/réf. 547/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

INGÉNIEURS DE TRAVAUX

160 000 F +

Exploitation des Océans
Paris/étranger

Une société française (chiffre d'affaires 700 millions - effectif 800 personnes) spécialisée dans la conception, la construction et la mise en place d'équipements destinés à la production de pétrole off-shore, recherche des INGENIEURS DE TRAVAUX. Sous l'autorité d'un Chef de Département, ils participeront aux négociations commerciales et techniques (devis...) avec une clientèle de compagnies pétrolières. Après obtention des contrats, ils en assureront le suivi au niveau de la préparation des chantiers (négociations avec les sous-traitants, définition des moyens en hommes et en matériel...) et ils seront responsables de l'exécution des travaux (tenue des plannings, suivi des coûts...) jusqu'à la facturation et à la réception par le client. Les candidats retenus, âgés d'au moins 28 ans, de formation ingénieur Centrale, Mines, T.P., A & M... posséderont 2 à 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans une société de T.P. Génie Civil ou d'ingénierie à des postes d'études et de travaux. L'expérience de direction de travaux à l'étranger constituerait un atout supplémentaire. La connaissance de l'anglais est requise. Ecrire s/réf. 525/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Siège social et unité de production
dans Paris - Nord - Est

ADJOINT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Cette entreprise spécialisée dans les Arts Graphiques (250 pers., C.A. : 105 MF) tient une position reconnue sur son marché et est leader européen sur l'un de ses produits. Son Secrétaire Général va prendre des responsabilités supplémentaires, ce qui le conduit à créer le poste d'Adjoint.

Celui-ci aura une mission très polyvalente puisqu'il devra assister dans les domaines administratifs, juridiques et tout particulièrement comptables. Il sera directement responsable de certaines fonctions, notamment la facturation, la comptabilité analytique et le suivi de l'information (informatique sous traitée), en dirigeant 4 personnes.

A court terme, dans un esprit de contrôle de gestion, il assurera l'exploitation des résultats permettant d'optimiser la gestion financière.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la comptabilité de formation E.S.C.A.E., D.E.C.S. ou équivalent, possédant une expérience confirmée dans un service financier, acquise si possible en P.M.E. industrielle, justifiant ainsi de bonnes connaissances en gestion d'entreprise.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 7712 A à :

EGOR S.A.
8 rue de Bern 75008 Paris.

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES
recherche pour l'une de ses filiales à Paris, un

STATISTICIEN ECONOMISTE

Sa mission consistera à réaliser toutes études statistiques et économiques pour la Direction Générale de cette filiale, concernant l'assurance-Vie et Assurance-Incendie-Accidents dans un contexte international.

Pour ce poste évolutif et aux multiples responsabilités nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé (ENSAE - ISUP - ACTUARIAL) et ayant si possible une première expérience professionnelle d'environ 2 ans.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite avec CV, photo et rémunération souhaitée sous No 51.178 à
Cortese Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

502 من الامم

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Homme de Marketing, de Relations Publiques et de Diplomatie : 300 000+ une envergure internationale

Un groupe financier très important a décidé de créer à Paris un club de haut prestige exclusivement réservé à l'élite des hommes d'affaires internationaux. La nature même de ce projet l'amène à rechercher une personnalité de premier plan capable de diriger l'ensemble des opérations, le premier objectif étant d'attirer 1000 membres et ensuite de maintenir le niveau de prestations qu'ils sont en droit d'attendre. Agé d'environ 35 ans, d'excellente éducation et présentation, il possède impérativement une solide culture du business international. Il a acquis cette expérience dans des fonctions de Marketing/Relations Publiques dans un contexte très cosmopolite. La pratique courante de l'anglais est évidemment impérative. Nous vous remercions d'écrire sous référence BH 811 à Brigitte HOUDINIÈRE



IMS - 3, rue de Penthièvre - 75008 PARIS.

ingénieurs informaticiens

La Division informatique de sema-metra, groupe européen de conseil, d'études et d'ingénierie (800 MF de CA, 2100 personnes) recherche un

chef de projet 10364/M

Il assurera la conception et la mise en œuvre de systèmes informatiques de gestion. Le candidat a une formation grande école et 5 ans au moins d'expérience dans l'encadrement de réalisation d'applications transactionnelles utilisant les bases de données.

analyste 10365/M

Sous la responsabilité du chef de projet, il sera chargé de la conception et du suivi de la réalisation d'applications de gestion. Le candidat souhaité a une formation supérieure et 3 ans d'expérience.

Pour ces deux postes, une connaissance réelle de IMS, DM4, CICS/DLI ou SOCRATE est souhaitée.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite en précisant la référence du poste à J. Hajage, Sema-Sélection : Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Ingénieur informaticien Débutant - Grande Ecole

Filiale d'un important groupe pétrolier français, notre activité se situe dans le domaine de la chimie de spécialités. Dans le cadre du développement de l'activité de notre Service Informatique, nous recherchons un Ingénieur informaticien débutant. Il secondera le Responsable de ce Service et devra concevoir diverses applications sur IBM 308.

Il sera obligatoirement diplômé d'une Grande Ecole.

Ce poste est basé à Vélizy (78).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo en précisant sur l'enveloppe la référence 2195 à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

Créer votre poste: responsable production

Voulez-vous devenir le n° 2 d'une affaire performante de sous-traitance de mécanique générale, à Paris ? Vous travaillerez pour l'espace, l'aviation et, de façon plus générale, pour toutes les industries de pointe dans lesquelles notre société s'est implantée par la qualité de ses prestations depuis des années.

Responsable de toute la production (méthodes, fabrication, contrôle, personnel), vous serez le « patron » d'un encadrement qualifié et d'opérateurs de haut niveau. Vous déchargerez un directeur général maintenant trop sollicité. Pour lui, vous réglerez les problèmes techniques et de relations sociales de tous les jours. Avec lui, vous assurerez la pérennité et le développement de cette société de 200 personnes (investissement, nouveaux marchés, etc).

Vous comprenez bien qu'il vous faut être un ingénieur ayant déjà une bonne dizaine d'années d'expérience d'usinage de précision. De préférence chez un sous-traitant habitué à réagir rapidement et bien aux exigences de donneurs d'ordre. Vous devez, non seulement, vous battre avec des centaines mais aussi vous soucier de rentabilité, de compréhension entre les hommes et décider... à long terme de journée. Votre première lettre manuscrite, avec photo et rémunération actuelle, aux conseils en recrutement de SIRCA sous la réf 314811 M. Avec nos remerciements et la garantie de notre confidentialité.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

commercial mais aussi gestionnaire... dans un groupe bancaire à taille humaine.

Volonté d'entreprendre, désir de réussir, sont vos atouts au service d'un fort potentiel de développement personnel. Vous débutez dans la vie active, ou bien après une courte expérience en entreprise, vous souhaitez vous orienter vers une fonction dans laquelle vous pourrez donner sa pleine mesure à votre sens des affaires, tout en ayant un haut niveau de responsabilité et une grande autonomie de gestion. Au sein de notre Groupe, implanté à l'échelon national (75 agences), nous pouvons vous offrir des opportunités de carrière vous permettant d'accéder, après formation, à des responsabilités de direction d'agence bancaire.

Pour recevoir un dossier d'information complet sur notre société et les caractéristiques des postes à pourvoir, écrivez-nous en précisant votre diplôme et son année d'obtention :

Groupe du crédit universel

Département du personnel agences, 152 Bd Haussmann, 75008 PARIS.

hec
esec
escp



crédit
universel



Groupe industriel français à vocation internationale dont les activités sont orientées vers des domaines de pointe : 60 usines, 35 000 personnes, 65 % C.A. à l'exportation, offre de réelles opportunités de carrière à de jeunes INGÉNIEURS INFORMATIENS.

Ingénieur ou universitaire, futur chef de projet

Réf. 73632/M

Après une période de sensibilisation à l'Entreprise, il prendra progressivement la responsabilité de la définition du cahier des charges avec les utilisateurs, du suivi de la réalisation technique et de la mise en place de l'application. Ce poste peut convenir à un candidat ayant 2 à 3 ans d'expérience informatique ou à un débutant de très fort potentiel avec option informatique et ayant le goût et l'aptitude à assumer rapidement des responsabilités.

Ingénieur méthodes

Réf. 73633/M

Outre la mise en place de méthodes modernes de conception et de développement de systèmes d'Informations, ce poste comporte le conseil aux informaticiens dans l'utilisation des outils informatiques liés à ces méthodes. Connaissance de la méthode Merise souhaitée.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de formation supérieure, très conscient que l'avenir de l'informatique passe par les méthodologies. Expérience souhaitée de 2 à 3 ans dans une entreprise, une SSSI ou chez un constructeur.

La variété de nos travaux, leur haut niveau technique, leur implication dans les activités informatiques de nos usines, renforcent l'intérêt de ces postes pour lesquels les connaissances suivantes sont appréciées : logiciels et JCL, H5 66 et mini 6, DM IV - TP, TSS. Toute formation complémentaire est assurée par Valloirec, au fur et à mesure de l'évolution de la carrière. Lieu de travail : à 2 heures de Paris.

Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo, rémunération souhaitée sous réf. choisie à Mme CLÈRE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.



UNE GRANDE BANQUE FRANÇAISE de dimension internationale recherche dans le cadre de l'étude et de la mise en place de son schéma directeur d'organisation qui intègre des aspects : télématique, bureautique, base de données, un

Responsable formation

32 ans mini.

Sa mission consistera à définir et à mettre en place la politique de formation des différentes populations du secteur informatique et organisation (280 personnes) ainsi qu'à prévoir les actions de sensibilisation des non-informaticiens des autres secteurs de la banque.

Ce poste nécessite d'avoir une formation supérieure, une première expérience de l'informatique, complétée par une expérience dans le domaine de la formation, acquise de préférence dans une S.S.C.I., chez un constructeur, dans la banque ou l'assurance.

La connaissance du milieu informatique bancaire serait un atout supplémentaire.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73629/M à Mme CLÈRE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.



Les chiffres ne vous font pas peur, mais vous savez qu'ils n'ont de valeur qu'en soutien de l'action.

M.E. Alimentaire Marques Uncle Ben's (SUZUKI-MAN) vous propose de devenir son

Responsable du planning

Agé de 30 ans maximum, de formation supérieure (ESCAE, DUT Logistique ou équivalent) et ayant réalisé une première expérience en entreprise, le candidat retenu sera responsable, au sein du Service Logistique, de la définition et de la gestion du niveau optimum du stock national (planning/ventes/achats). Il s'associera d'une part une aptitude aux analyses statistiques et aux études, d'autre part des qualités personnelles de contact (usines en Belgique et Hollande, force de vente, service marketing...).

La pratique de l'anglais est indispensable et des notions d'informatique sont souhaitables. Nous proposons une rémunération motivante dans le cadre d'une société dynamique et d'un groupe international puissant qui laisse ouvertes des possibilités de développement de carrière à moyen terme.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 334 RT, à

SCOTI 33 rue de Miromesnil 75008 Paris. Discrétion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMPLANTÉE EN FRANCE

recherche pour ses activités internationales

un consultant

de grande expérience pour participation effective à projets et réalisations de cimenteries. Anglais indispensable.

Prière d'adresser C.V. avec prétentions et photo s/réf. 8929 à :

PIERRE LICHOU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 - qui transmettra

E.C.S. Société de leasing filiale d'un grand groupe bancaire recherche

un cadre administratif et comptable

chargé(e) : de la gestion d'un fichier informatisé, du suivi des relations courantes avec fournisseurs et services internes.

Le candidat de formation supérieure devra avoir l'habitude de l'informatique, il fera preuve de rigueur, méthode, ouverture aux calculs financiers.

Envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions) à :

E.C.S. Service du Personnel - 16, rue Washington 75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE RADIOFINANCE

Recherche Ingénieur en Radiophysique

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur en Radiophysique ou équivalent.

Il devra avoir une expérience de 5 ans minimum en tant qu'ingénieur en Radiophysique.

Il devra être capable de travailler en équipe et de gérer un projet.

Il devra être capable de travailler sous pression.

Il devra être capable de travailler de nuit.

Il devra être capable de travailler en horaires décalés.

Il devra être capable de travailler en horaires flexibles.

Il devra être capable de travailler en horaires variables.

Il devra être capable de travailler en horaires irréguliers.

Il devra être capable de travailler en horaires atypiques.

Il devra être capable de travailler en horaires non conventionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il devra être capable de travailler en horaires extraordinaires.

Il devra être capable de travailler en horaires inhabituels.

Il devra être capable de travailler en horaires rares.

Il devra être capable de travailler en horaires exceptionnels.

Il

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Directeur général futur PDG Bretagne

Réf. 124
Nous sommes un important groupe agro-alimentaire (1300 personnes) de grande renommée, leader dans notre secteur d'activité, nous recherchons notre Directeur Général. Le candidat que nous souhaitons rencontrer est âgé de 40 ans minimum, de formation supérieure, il justifie d'une expérience réussie de gestionnaire, rigoureux, bon organisateur, fin négociateur, prudent et mesuré, il prendra en charge dans un premier temps la responsabilité de la plus importante de nos unités, afin de se familiariser avec notre groupe et ses méthodes.



Directeur de société

Réf. 122
Une des filiales (PMI) spécialisée dans le bâtiment de notre important groupe de Travaux Publics recherche son futur Directeur. Nous aimerions rencontrer un ingénieur de formation (Centrale ou Arts et Métiers) âgé de 30 ans minimum et possédant déjà une expérience de gestion d'une unité de production (la connaissance de la préfabrication serait un atout certain). Bien encadré sur le plan commercial et financier, il devra plus particulièrement se consacrer au suivi du marché et à l'adaptation des produits, à la recherche et à la conception de produits nouveaux ou d'implantations nouvelles. Pour ce poste, situé à environ 100 km au Nord de Paris, la rémunération sera fonction de l'expérience du candidat retenu.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à SD Consultants, 79 Bd Bourdon 92200 Neuilly/Seine. Discretion absolue et réponse assurée.

Directeur d'Agence Paris

Réf. 120
Important Groupe d'entreprises électriques (2500 personnes), nous recherchons dans le cadre de notre développement le futur directeur d'une de nos principales unités à Paris. Cette agence (200 personnes dont 10 cadres) a une activité de services et pour particulier l'exploitation d'un réseau MT BT de 48 MVA, ainsi que toutes prestations de courant faible. Le candidat est un ingénieur confirmé d'environ 35 ans, ayant acquis une expérience d'ingénieur d'affaires ou de responsable de centre, intéressé par l'aspect entrepreneurial. Il aura à un bon sens commercial d'indiscutables qualités de gestionnaire, d'animateur d'équipe et de négociateur à haut niveau. Anglais souhaité.

Futur directeur de société

Travaux électriques

Travaux publics

Réf. 123
Nous sommes un important Groupe de Travaux Publics et nous venons d'acquies, dans le cadre de notre développement, une société de VED et Génie Civil très solide et bien implantée dans la région du Nord. Nous souhaitons intégrer l'adjoint au directeur de cette Société pour assurer sa succession à moyen terme. Le candidat idéal a 30 ans minimum, une formation supérieure de préférence, et a acquis son expérience dans une importante société de T.P., soit en tant qu'ingénieur d'affaires de haut niveau, soit en tant que Directeur d'Agence Régionale. C'est à un homme de gestion et de technique, dont le sens commercial est prédominant que nous confions, très rapidement, d'importantes responsabilités. Il possède, en outre, une personnalité et un dynamisme lui permettant, à court terme, de développer fortement cette activité dans sa région.

INGENIEUR COMMERCIAL CONFIRME

AccuRay "the quality company", leader international dans le domaine des systèmes industriels de mesure, de régulation et d'information recherche un INGENIEUR COMMERCIAL CONFIRME pour promouvoir et vendre en France les systèmes AccuRay de contrôle et de mesure aux Industries du Tabac et du Plastique.

Nous demandons : un diplôme d'Ingénieur plus 3 à 5 ans d'expérience dans la vente de produits de biens d'équipements pour l'industrie et une aptitude aux négociations de haut niveau de préférence dans les industries similaires.

De plus, les qualités requises que nous exigeons sont : un tempérament de fonceur doublé d'aptitudes à créer avec notre clientèle un climat de confiance.

Vous devez être de nationalité française et parler couramment anglais. Le candidat retenu sera rattaché à la filiale française.

Nous offrons : une rémunération motivante comprenant un fixe + commissions attrayantes.

Si vous voulez saisir cette chance, écrivez en anglais à : AccuRay International N.V.,

Mr G.J. Ghekiere, Director Personnel & Administration Europe, Genévestraat 10,

1140 BRUSSELS, Belgium.

Les interviews se feront à Paris.



COFRAMI

Société de Services et de Conseil en mini et micro informatique.

Le rapide développement de la Société, spécialisée dans la conception et la réalisation, en régie ou au forfait, de logiciels temps réels, l'amène à rechercher son

RESPONSABLE COMMERCIAL

Chargé de la définition et de l'application des stratégies de développement, le candidat souhaité est un INGENIEUR COMMERCIAL EXPERIMENTE, connaissant bien la vente aux entreprises industrielles.

Capable d'évaluer les dimensions techniques et financières des projets, il participera, dans le cadre d'une large délégation de pouvoirs, à l'encadrement de leur réalisation : élaboration des contrats, constitution des équipes, suivi et développement des affaires...

La rémunération prévue, liée aux résultats, est motivante.

Un dossier de candidature est à adresser au Président-Directeur Général - COFRAMI - 5, rue Vernet - 75008 PARIS.

GROUPEMENT PROFESSIONNEL SECTEUR ASSURANCES PARIS-17e

recherche

UN ATTACHE DE DIRECTION (FORMATION SUPERIEURE)

Ayant une capacité d'approche des techniques industrielles, ainsi que de bonnes connaissances du Droit de la responsabilité et du Droit des contrats d'assurances.

Il aura notamment pour mission, des tâches :
- d'analyse de risques en liaison avec des techniciens de la profession.
- de mise au point et de gestion de contrats.
- de secrétariat de commission.

Une première expérience du secteur des assurances sera vivement appréciée pour pouvoir ce poste évolutif.

les candidats enverront leur C.V., photo et prétentions annuelles à Monsieur D. BERYNCK A.G.S.A.A.

118, rue de Tocqueville - 75000 PARIS CEDEX 17



PARIS-LA DEFENSE

recherche

INGENIEURS ANALYSTES

qui participeront aux développements du plan informatique

- IMPLANTATION DE 1000 TERMINAUX EN TEMPS REEL
- CREATION D'UNE IMPORTANTE BASE DE DONNEES SUR MATERIEL IBM (30/81)

Pour ces postes à caractère évolutif nous souhaitons rencontrer des JEUNES INGENIEURS ayant une première expérience de l'informatique de gestion d'au moins 2 à 3 ans.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à Pierre FERAT, Direction du Personnel 2, rue Pilet-Wili 75448 PARIS CEDEX 09

GROUPE D'ENTREPRISES REGIONALES DE BATIMENT

recherche pour SON SIEGE PARIS-SUD

SON RESPONSABLE JURIDIQUE

Juriste confirmé (maîtrise de droit des affaires et D.E.S. droit de la construction si possible).

Il sera le conseil des services du siège et des entreprises associées.

Il assurera la gestion juridique des marchés, contrats, assurances, contentieux.

Il témoignera d'une expérience approfondie des problèmes juridiques, administratifs et fiscaux propres aux professions de la construction et de la promotion.

Il sera si possible disponible rapidement.

Les candidatures (lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions) seront adressées sous référence 933, à : GBA, 4, rue François-Ory, 92128 MONTOURGE

INGENIERIE

recherche

- 1 INGENIEUR ELECTRICIEN
- 1 INSPECTEUR EQUIPEMENT ELECTRIQUE

Expérience offshore ou nucléaire et assurance de qualité souhaitées.

Bilingue français/anglais.

Lien de travail : PARIS-LA DEFENSE

Envoyer C.V. et prétentions sous n° T 036.693 M à

RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE BANQUE NATIONALE

recherche un

CHARGÉ DE PRODUITS ENTREPRISES Classe V, VI

pour assurer un rôle d'animation et de conseil auprès de son réseau. Diplômé de l'enseignement supérieur, il bénéficiera par le biais de sa première expérience d'une bonne technicité bancaire.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant bien la référence 248288 M à RÉGIE PRESSE LE MONDE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE PRIVÉE EN PLEINE EXPANSION

Équipe très introduite sur le MARCHÉ OBLIGATOIRE

et disposant de moyens techniques performants, recherche :

son Responsable Commercial

Possédant une réelle connaissance du marché obligataire et de ses techniques, il (elle) devra ANIMER et CONSEILLER une clientèle d'investisseurs. Dynamisme et aptitude aux contacts commerciaux sont indispensables.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé avec prétentions et photo sous référence 8764 sur enveloppe à : JEAN RÉGNIER Publicité, 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

INSTITUTION DE PREVOYANCE 1000 personnes - 40 établissements recherche pour ses Services Centraux de CHARTRES

CHARGE D'ORGANISATION

Formation supérieure (Ecole de commerce, Sciences Eco., ou CNAM). Expérience d'au moins 3 ans dans le secteur tertiaire, de préférence assurances groupe.

Pratique de l'informatique de gestion (analyse ou conduite de projets).

Déplacements de courte durée.

Position cadre.

120.000 F annuel.

Nombreux avantages sociaux.

Ecrire avec CV, prétentions, photo sous No 51.446 à

Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra



Filiale Thomson-CSF Informatique banquière Sud (proximité Orly)

recherche dans le cadre de ses activités informatique distribuée, gestion transactionnelle, bases de données et bureautique :

Ingénieur commercial

orienté applications gestion sur mini et micro-ordinateurs.

Expérience dans le domaine chez un constructeur ou dans une société de services souhaitée.

Libre rapidement.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à T.I.T.N. - 5, rue Gustave-Eiffel - 91420 MORANGIS.

502 من الاموال

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
à Établissements Multiples
recherche

COMPTABLE

niveau DUT - BTS

ayant quelques années d'expérience en comptabilité analytique et gestion affaires pour suivi des comptes d'un établissement à l'étranger.

Poste basé à Paris, Tour Fiat.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
DE LATRE - LEVIVIER
Tour Fiat
92084 PARIS LA DÉFENSE Cedex 16

ORGANISME PROFESSIONNEL
RECHERCHE

JEUNE ASSISTANT

- D.U.P.R.O. (D.U.T. - D.U.T.)
- G.E.A. (Gestion des Entreprises et des Administrations).
- Département : Finances, Comptabilité.
- INFORMATIQUE.

Candidat masculin, libéré des obligations militaires.

DÉBUTANT ACCEPTÉ

(toute lettre recevra de nos services une réponse)

Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite au :
C.I.P.A. LIN à l'attention de M. VOLLE
28, rue de Châteaudun, 75442 PARIS CEDEX 09.

ASSOCIEZ-VOUS A LA REUSSITE
DE NOTRE PROJET BUREAUTIQUE

INGENIEURS EXPERIMENTES
DANS LA CONCEPTION, REALISATION DE SYSTEMES
MULTIACHES SUR MINI-ORDINATEURS.

Dans notre spécialité nous sommes déjà à la pointe du progrès technologique.
La qualité de nos produits vient de ce que nous prenons le temps d'appliquer une méthode.

Nous proposons :

- un travail dans de petites équipes.
- une société dont la moyenne d'âge est de 32 ans.
- une progression exceptionnelle de 30 % l'an depuis 3 ans.

Lieu de travail : MASSY, 5 minutes de la gare RER.

Merci d'adresser rapidement votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V. et prétentions)
sous référence 8917 M à Michèle CORBINEAU, Direction des Relations du Travail
TRANSAC ALCATEL - B.P. 92 - 91301 MASSY

Vendez nos logiciels
sur un marché porteur

250.000 +

PANSOPHIC, nous sommes la filiale française d'une société américaine mondialement connue pour la qualité de ses produits. Avec plus de 9.000 logiciels installés, le taux d'expansion de notre activité est le plus élevé de l'industrie informatique.

Le COMMERCIAL DE TALENT que nous recherchons devra, sur un secteur déterminé, vendre nos logiciels existants et nouveaux auprès de nos clients, et développer un marché en pleine évolution, en relation directe avec la Direction Générale.

Vous connaissez le milieu informatique (grands systèmes IBM), vous avez une expérience réussie de 2 à 3 ans dans la vente de services et vous parlez anglais, nous vous proposons un poste autonome qui offre à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) à :
Eric MARECHAL - 72/78, avenue Georges Clémenceau
92000 NANTERRE

PANSOPHIC Systems France



SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET
DE DÉVELOPPEMENT DE
MATÉRIELS DE HAUTE
TECHNIQUE
NUCLÉAIRE - ESPACE
AUTOMATISME
recherche

INGENIEUR

Pour diriger, au sein de son Service Assurance Qualité, la section Métrologie-Technologie-Normalisation.

Il aura l'expérience de la métrologie électrique, électronique, mécanique et optique et de la gestion des étalonnages, de bancs d'essais et d'appareils de mesures.

Le candidat devra être familiarisé avec la gestion et l'exploitation des normes françaises et étrangères.

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Une formation scientifique ?
Valorisez-la par l'informatique

Nous organisons en décembre 1982 un cycle de 5 mois de formation intensive aux techniques les plus modernes de l'informatique, rémunérée selon votre formation (école d'ingénieur, doctorat, maîtrise...), vous permettant de rejoindre ensuite une de nos équipes d'

ingénieurs

Nous sommes la filiale informatique d'un important groupe français, chargée de développer ses systèmes de gestion en temps réel. Vous participerez avec nous au développement de projets informatiques importants et variés, sur des matériels IBM puissants (4 grands ordinateurs centraux et 1300 terminaux répartis en France), avant d'accéder rapidement à des responsabilités d'encadrement.

Adresser lettre, C.V., photo ss réf. M 122 à G.I.E., Direction
Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris La Défense, cedex 11.

Votre formation de base vous a apporté culture scientifique et ouverture d'esprit. Vous avez décidé de vous orienter vers l'informatique.

La G.I.E. vous donne les moyens d'y réussir.

G I E
GÉNÉRALE
INFORMATIQUE
ET D'EXPLOITATION

IMPORTANT ORGANISME
FINANCIER NATIONAL
recherche

analyste
financier

30 ans minimum, diplômé Grandes Ecoles Scientifiques, connaissant bien la comptabilité des Entreprises et disposant d'une bonne expérience concrète d'analyse financière dans une banque ou dans une entreprise. Anglais souhaitable.

Rémunération départ : 160.000 F +
Merci d'écrire avec CV et photo
sous référence Z 167 à
PAJ Conseil
2, rue des Dardanelles
75017 PARIS

CSOIR

paj
CONSEIL
EN RECRUTEMENT

Filiale d'un groupe INTERNATIONAL.
Nous sommes le 1^{er} Organisme Français d'études et de conseils en MARKETING.

Nous disposons d'importants moyens informatiques IBM 3031 et 4341 sous VM, CMS-OS-CICS-DLI.

Nos développements local ou international de plus en plus orientés vers l'utilisation du temps réel et des bases de données nous conduisent à intégrer dans des équipes jeunes

ingénieurs informaticiens

La pratique d'un langage évolué est indispensable, celle de l'environnement IBM de PLI, CICS-DLI serait appréciée.

Lieu de travail : CERGY-PONTOISE.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. D 8.

A.C. NIELSEN COMPANY
Direction des Ressources Humaines
Bureaux des 3 Fontaines
95007 CERGY-PONTOISE CEDEX.



Ingénieur,
participez à notre expansion !

Filiale de l'un des plus importants groupes pétroliers français, notre activité se situe dans le domaine de la chimie de spécialités. Largement représentés par nos filiales, nous réalisons plus de 50 % de notre chiffre d'affaires à l'exportation. Nous recherchons :

Assistant contrôleur de gestion

Sa mission consistera à effectuer le contrôle de certaines de nos usines.

Ingénieur débutant, diplômé d'une grande école, il aura reçu une formation complémentaire en Gestion de type IAE, ISG, Doctorat de 3^e cycle en Gestion et possèdera, de plus, une bonne maîtrise de la langue anglaise et, si possible, une première expérience dans le contrôle de gestion.

Cette fonction lui permettra de mettre en pratique les connaissances qu'il aura acquises tant dans le domaine technique que financier.

Lieu de travail : siège social à Vélizy (78).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, en précisant sur l'enveloppe la référence 2187, à

Paris
Ouest

MEDIA BA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra
(réponse et discrétion assurées)

IMPORTANTE BANQUE NATIONALE

CHARGÉ DE PRODUITS
ENTREPRISES
Classe V.M.

pour diriger, au sein de son Service Assurance Qualité, la section Métrologie-Technologie-Normalisation.

Il aura l'expérience de la métrologie électrique, électronique, mécanique et optique et de la gestion des étalonnages, de bancs d'essais et d'appareils de mesures.

Le candidat devra être familiarisé avec la gestion et l'exploitation des normes françaises et étrangères.

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

Adresser CV et photo au Service du Personnel
1, av. Descartes 94450 LIMEIL BREVANNE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Groupe de 2.500 personnes et Numéro 1 sur son marché
SOCIÉTÉ DES VINS DE FRANCE
 Le Bien-venu-Préfontaines-Kiravi-Villageoise Margnat-Vieux Papes-Bartissol
 Recherche

**RESPONSABLE
DES RESSOURCES HUMAINES**

Siège Hauts-de-Seine

La création de cette fonction, rattachée au Directeur des Ressources Humaines et des Affaires Juridiques, est destinée à faciliter le passage d'une gestion administrative propre à chacun des neuf établissements en France, vers un management du personnel coordonné au plan national.
 Outre la responsabilité directe du personnel du siège, il participera à l'élaboration de la politique sociale et sera chargé de mettre en œuvre, en liaison avec les responsables locaux, les outils de gestion dynamique de l'ensemble du personnel.
 Ce jeune manager, de formation supérieure, aura cinq à huit ans d'expérience réussie de la gestion courante et prévisionnelle du personnel et de l'emploi (cadres et non cadres) au sein d'une grande entreprise.
 Les candidatures (lettre, C.V., téléphone personnel) seront envoyées au cabinet C.C.D.H., 11, rue Antoine-Bourdelle, 75015 PARIS, et seront traitées avec une absolue discrétion.



INGÉNIEURS INFORMATIENS
 SUP-ELEC, ENSIMAG, ENSEEIHT, IIE...

Vous débutez ou possédez une première expérience, et souhaitez la développer dans un environnement technique très évolué (IBM, TRANSPAC SNA, IMS-CICS, MVS) et participer au développement d'une activité en pleine expansion.

Les postes que nous créons

INGÉNIEURS SYSTEME,

doivent permettre à vos compétences de s'exprimer et offrent de réelles perspectives d'évolution, celles propres à un grand Groupe.

Adressez votre candidature à :
 SPI - Service des Affaires Sociales - 98, bd Victor-Hugo - 92115 CLICHY
PECHINEY UGINE KUHLMANN

COMPAGNIE L'INDÉPENDANCE
 PARIS 20

recherche pour sa branche
"RISQUE DU PARTICULIER"

**RESPONSABLE
DE SERVICE**
 Adjoint au Directeur de branche

Sa mission :

- Conduire la gestion du service.
- Assurer la souscription.
- Participer à l'étude des nouveaux produits et des nouvelles formules.

Profil :

- 30 ans minimum.
- Niveau BAC 62 ou ENAS, IUT gestion appréciée.
- Goût des responsabilités et sens de l'organisation.

Merci d'envoyer lettre manuscrite avec C.V. et présentations à Monsieur GALLIER
 2, rue du 4 Septembre - 75002 PARIS CEDEX 02



donne un nouvel essor à ses activités « Systèmes Clés en Main » et recherche :

- pour ses projets RESEAUX

CHIEF de PROJET

INGÉNIEURS EXPERIMENTES

- connaissant SNA, DSA
- expérience des protocoles de transport, session, présentation, normes X25.

- pour ses projets : CONDUITE DE PROCESSUS.

SYSTEMES DE TELESURVEILLANCE
BANCS DE CONTROLE ET D'ESSAIS

**INGÉNIEURS
CONFIRMES et DEBUTANTS**

- compétences recherchées : MITRA, SOLAR, PDP, MINI 6, microprocesseurs MOTOROLA, INTEL.

Ariane CHARTIER souhaite recevoir rapidement vos candidatures
 (CV, lettre, photo, prétentions) à EUROSOFT-SYSTEMES
 38, Boulevard Henri Sellier - 92150 SURESNES

INSTITUT COMMERCIAL SUPÉRIEUR
 GROUPE BÉGUÉ

Établissement d'enseignement supérieur privé, créé en 1957, reconnu par l'État, non subventionné, recherche

un SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

MISSIONS : Sous l'autorité du directeur général, responsabilité de l'administration générale : Gestion des services : Personnel, Réception des candidats, Admissions, Stages et Placements.

PROFIL : 35 ans minimum, 10 ans d'expérience professionnelle, formation supérieure, compétence juridique certaine, notamment en droit du travail. Parfaite maîtrise de l'expression écrite et orale, sens de l'organisation et des contacts humains, polyvalence permettant de faire face aux aspects très variés de la fonction.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite de candidature avec C.V. détaillé, photo et prétentions à :

Jacques MATHIEU,
 I.C.S. BÉGUÉ,
 15, place de la République,
 75003 PARIS.

Message à un

**MANAGER
ADMINISTRATIF
ET COMPTABLE**

Vous souhaitez faire carrière dans un groupe français, Mandataire de compagnies étrangères

d'assurances

Nous vous proposons la responsabilité de toute la comptabilité et l'animation de l'équipe qui la compose - le management de toute la structure administrative en liaison avec les services de production, des décomptes, des sinistres.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez au moins 35 ans, une formation HEC, ESSEC, ESCP, ISG + DECS, une bonne connaissance de l'anglais, si vous êtes familiarisé avec l'informatique et si vous avez une première expérience significative acquise de préférence dans un cabinet d'audit.

Merci d'adresser CV détaillé, photo, dernier salaire sous référence M/245/B à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



CABINET HENRI PHILIPPE
 106 boulevard Haussmann - 75008 Paris



Le centre technique
 des industries mécaniques

recherche pour son Service
« TRAITEMENTS THERMIQUES »

**JEUNE
INGÉNIEUR
MATÉRIAUX**

GRANDE ÉCOLE

Il sera chargé de la réalisation d'études à caractère appliqué dans le domaine des traitements thermiques des métaux, et du transfert des résultats de ces études en milieu industriel.

Une première expérience en recherche dans ce domaine serait appréciée.

Connaissances allemand et/ou anglais souhaitées.

Adressez CV, photo et présentations à
 CETIM - BP 67
 60304 SENLIS Cedex

« Prendre en charge la comptabilité analytique

des prix de revient d'une usine de l'aéronautique »

CADRE COMPTABLE CONFIRME

vous avez déjà acquis une solide expérience de la comptabilité analytique que vous souhaitez appliquer à présent dans un secteur de pointe.

Nous sommes un grand groupe de l'industrie aéronautique en expansion et nous vous proposons d'étendre vos responsabilités en animant une équipe d'une vingtaine de personnes réalisant la comptabilité analytique des stocks et des prix de revient de notre principale usine de production. Vous serez également chargé d'établir des projets informatiques et d'en suivre la réalisation et le planning.

Votre expérience et/ou une formation du type Ecole de Commerce + DECS vous permettront par la suite d'évoluer au sein du groupe vers des fonctions de finances, de gestion, ou bien sûr, de comptabilité.

Lieu de travail : REGION PARISIENNE SUD.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions No 50974 à Contasse Publicité
 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

SOCIÉTÉ PETROCHIMIQUE
 Filiale de groupes pétroliers cherche
 pour son Siège de PARIS-LA-DEFENSE

**INGÉNIEUR CHEF DE PRODUIT
THERMOPLASTIQUE
GRANDE DIFFUSION**

Responsabilité globale allant de la coordination des recherches, des actions techniques aux contacts commerciaux dans le monde entier.

Formation supérieure, anglais courant.

Expérience similaire quelques années exigée.

Adressez lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à
 No 50.411 Contasse Publicité 20, avenue de l'Opéra
 75009 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**AMÉRIQUE SUD
INDONÉSIE**
 INGÉNIEUR

BÉTON ARMÉ

connaissant cimenterie, clo,
 parfaitement trilingue, anglais,
 espagnol.

Long séjour en Indonésie.
 G.I.F. - E.T.T.
 45, rue Turbigo, Paris-9
 M^e Réaumur. Tél : 57-42-55.

Centre éducatif et culturel
 du Bourget cherche
 d'urgence

**ANIMATEUR
DIRECTEUR**

DUT animation culturelle
 Soire à C.E.C.B.
 10, rue F.-de-Pressensé,
 93350 LE BOURGET.

**BUREAU D'ÉTUDES
SECTEUR NUCLÉAIRE**

recherche

INGÉNIEURS

- Electromécanique
- Electronique
- Génie chimique
- Génie industrielle

Adressez C.V. photo
 prétentions à

TECHNIQUE ET MONTAGE
 5, rue Viète
 75017 PARIS
 Tél. 227-95-44.



JC Decaux
 Mobilier urbain

**ADJOINT AU
CHEF DU BUREAU
D'ÉTUDES**

CREATION - IMAGINATION - RIGUEUR

Notre développement - en France comme en Europe - est le fruit d'une exigence de qualité, d'une volonté de diversification et d'une créativité toujours en action.

En raison de notre expansion, notre Chef de Bureau d'Études recherche son adjoint. Il participera de plain-pied à l'ensemble des projets et des réalisations de l'entreprise.

Il animera et coordonnera le travail de l'équipe en place.

Ingénieur généraliste de formation, c'est un homme imaginatif mais aussi un réalisateur capable de concrétiser rapidement ce qu'il a conçu. La véritable, son expérience a également été acquise sur le terrain. Il sait animer une équipe, allier une recherche exigeante de la qualité et la volonté d'une réalisation concrète, rapide, efficace. Car ce poste d'études est en contact permanent avec les équipes du terrain.

Votre candidature sera étudiée par Ph. Gombaud - Copers 1, rue Moncey - 75009 Paris. Joignez un photo à votre CV et indiquez votre rémunération actuelle. A très bientôt.



مكتبة من الامم

ST
AUTRES D'EMPLOIS
INFORMATIENS
ENSEIGNEMENT
INGENIEURS SYSTEME
TECHNE UGINE KUHLMANN

INSTITUT COMMERCIAL
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
FORMATION
FORMATION
FORMATION

CADRE COMPTABLE
FORMATION
FORMATION
FORMATION

INGENIEUR CHIEF
THERMOPLASTIQUE
GRANDE LITON

INGENIEURS
FORMATION
FORMATION
FORMATION

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES
recherche
Juriste Droit des Affaires
ayant une Maîtrise ou équivalent, 2 à 3 ans d'expérience dans une entreprise à DOMINANTE COMMERCIALE.
A côté d'une activité CONTENTIEUX, il participera à l'élaboration de CONTRATS et apportera aux différents responsables sa compétence dans les domaines : DROIT SOCIAL, REGLEMENTATION ECONOMIQUE, etc.
La taille réduite du service permet une activité variée en relation avec les interlocuteurs divers (chefs de département, clients, organismes extérieurs) et exige une bonne faculté de négociation. Anglais souhaité.
Ecrire avec CV, photo et prétentions sous référence 23628 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

Du marketing à la vente, Chef de produit opérationnel
Nous sommes une importante société du secteur alimentaire de forte notoriété. Nos produits sont très largement diffusés et utilisés quotidiennement.
Notre politique de diversification nous amène à créer un poste de chef de produit, en liaison directe avec le Directeur du marketing. Homme des nouveaux produits, il en aura la responsabilité totale, depuis les études préalables jusqu'à la commercialisation. Il définira les produits, organisera et suivra leur lancement et animera la force de vente.
Vous avez une formation commerciale supérieure, suivie d'une expérience marketing-vente de 3 à 5 ans dans les produits grand-public, de préférence alimentaires. Vos capacités de conception alliées à vos qualités commerciales seront des atouts déterminants. Anglais indispensable.
Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous réf 4667M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.
Bernard Julhiet
Psycom
Tél. 562.90.90 Membre de Syntec

LCT Laboratoire Central de Télécommunications
recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES
ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG
pour participer à ses études dans le domaine de la télécommunication et des réseaux locaux pour téléphonie et données.
1) INGENIEURS ELECTRONICIENS
débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs.
2) INGENIEURS LOGICIEL TEMPS REEL
débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs.
Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.
Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.

Nous sommes le 2ème constructeur mondial de l'informatique et 3ème en France.
Nous recherchons pour confirmer notre expansion des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur en informatique (Maîtrise, Miage, INSA, ISIM, ENSIMAG, etc...) pour des postes
INGENIEURS INFORMATIENS DEBUTANTS
Vous participerez à nos activités d'assistance technico-commercial en avant vente ou après vente au sein d'équipe performante.
Vous conseillerez nos clients dans l'utilisation de nos logiciels et logiciels. La formation permanente assurée dans notre centre de Cergy ainsi que vos performances vous permettront d'évoluer vers des fonctions de spécialiste ou de Chef de Projet.
Lieux de travail : PARIS, CERGY PONTOISE, LILLE, MARSEILLE, BORDEAUX, NANTES, LYON.
Envoyer CV et photo à J.F. LUCET, sous référence LM02, Boulevard de l'Oise - La Palette Orange - 95015 CERGY Cedex.
Notre société ayant conclu un contrat de solidarité, nous étudierons en priorité les candidats étant actuellement sans emploi.
Burroughs

GROUPE SYSECA
(nouvelle dénomination des Sociétés ERIA - ECA AUTOMATION)
SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(600 personnes, C.A. 140 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.
Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :
d'INGENIEURS INFORMATIENS
Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :
● SYSTEMES TEMPS REEL
● INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
● LOGICIEL DE BASE
● SYSTEMES DE GESTION
● SYSTEMES DE COMMUNICATION
● SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNÉES
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à GROUPE SYSECA - Service du Personnel 815, Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex.

RTC
La Radiotechnique-Compelec Composants Electroniques recherche des
INGENIEURS ELECTRONICIENS
diplômés
que tente une carrière
TECHNICO-COMMERCIALE
pour assurer la gestion de produit, dans les domaines : petits signaux, puissance optoélectronique et hyperfréquences.
Nous prenons en charge la formation complémentaire.
Une bonne maîtrise de l'anglais sera appréciée.
Ecrire à :
RTC La Radiotechnique-Compelec Direction du Personnel 130, avenue Ledru-Rollin 75540 PARIS Cedex 11.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
recherche un
chargé d'études financières
pour son département de gestion immobilière
Sa mission principale comportera la Gestion Administrative et Financière de Sociétés Civiles Immobilières, la tenue des Assemblées Ordinaires, la rédaction de rapports, les relations avec les associés des SCI, les banques et les organismes collecteurs.
Ce poste convient à un jeune diplômé Sc.Po./Eco-Fi. Une expérience de gestion financière serait un atout.
Rémunération de l'ordre de 100.000 F.
Merci d'adresser votre C.V. et photo sous réf. Y 167 à
PAJ Conseil, 9, rue des Dardanelles, 75017 PARIS
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Westfalia France
REMORQUES - CAMPING-CARS
recherche
COMPTABLE
HOMME ou FEMME
VOUS CHERCHEZ à vous intégrer dans une équipe jeune et dynamique pour prendre la responsabilité de la comptabilité générale et analytique (jusqu'à bilan).
VOUS AVEZ :
- un esprit ouvert,
- une personnalité souple,
- envie de participer au développement rapide de notre entreprise.
NOUS SOMMES une P.M.E. (7 personnes), filiale allemande
ET VOUS PROPOSONS :
- une rémunération selon vos compétences,
- un travail à responsabilité dans un cadre agréable,
- une mutuelle.
VOUS PARTICIPEREZ aux décisions et à l'introduction dans l'entreprise de l'informaticien.
Des notions d'allemand et de dactylo seraient des atouts supplémentaires.
Ecrivez à : WESTFALIA FRANCE, 33, avenue Pierre-Brossolette, 94000 CRÉTÉIL

Jeune ingénieur études financières
Débutant ou première expérience
RANK XEROX, leader mondial de la reprographie, recherche pour sa Direction Immeuble et Achats un Analyste Financier, homme ou femme de négociation, doté(e) d'une forte personnalité.
Sa formation : Ecole d'ingénieurs (Centrale Paris, Mines Paris ou équivalent), ayant une formation économique ou Ecole de Commerce (H.E.C., E.S.S.E.C.J., M.B.A.), apprécié.
Sa mission :
- évaluer la rentabilité des programmes d'investissement,
- défendre ces programmes auprès des Directions Locales et Internationales,
- mettre en place les montages financiers, notamment en matière d'immobilier et de crédit bail,
- assurer le contrôle budgétaire et le reporting correspondants.
La rémunération proposée pour ce poste évolue de 125-140 000 F/an.
La pratique de l'anglais courant est indispensable.
Lieu de travail : AULNAY-SOUS-BOIS.
Merci d'adresser votre candidature sous référence C/03 à Edith LEGRAND - RANK XEROX - Service Recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

IMPRIMERIE DE POINTE
Région agréable - 60 km de Paris Sud - 280 personnes
recherche
CHEF DU PERSONNEL
gestion et administration de l'ensemble du personnel
évaluation des besoins et réalisation des recrutements
définition et suivi des programmes de formation
relations avec les partenaires sociaux
soutien d'information du personnel de base
achats fournitures diverses ; entretien locaux.
Ce poste conviendrait à un juriste connaissant le droit du travail et possédant une expérience d'au moins 5 ans ; homme de terrain, de dialogue et diplomate face au quotidien.
Le salaire est de 180.000 F.
Envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous référence 0211/M 12, rue P.M. Curie - Z.I. d'Ingre 45140 St Jean de la Ruelle
expacentre ouest

CONSEIL DE DIRECTION
recherche
consultants de haut niveau
pour les associer à ses missions, dans des Sociétés Françaises, dans les domaines suivants :
● Elaboration et pilotage de plans de redressement.
● Gestion informatisée de production.
● Logistique : stratégie de distribution et conception de systèmes de manutention et de stockage.
Nous souhaitons rencontrer des hommes de formation Grande Ecole (Scientifique ou Commerciale), ayant une personnalité de tout premier plan : forte capacité de travail, grande rigueur intellectuelle, disponibilité pour de fréquents déplacements en France et en Europe, et motivés par la mise en œuvre du changement et la transmission du savoir-faire.
La qualité des missions confiées, et le développement rapide des différentes composantes du Groupe O.A. et de ses filiales, doivent permettre à des candidats de valeur de larges possibilités d'évolution personnelle.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à :
O.UROUMOFF et ASSOCIES
Conseillers d'Entreprises
94, rue Lauriston
75116 PARIS
(Discrétion assurée).

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE, LEADER DANS SON SECTEUR, FILIALE D'UN GROUPE AMÉRICAIN
recherche pour une de ses usines (1300 personnes) située à 60Kms au Nord de Paris
CONTROLEUR DE GESTION
LE POSTE :
Le contrôleur de gestion usine, directement rattaché au Directeur de l'usine :
- prépare le budget, assure le reporting et le suivi des écarts, supervise la comptabilité générale (paie, fournisseurs) et les mouvements de stock,
- membre de l'équipe de Direction de l'usine et responsable des procédures et de l'organisation administrative,
- encadre une équipe de 12 personnes.
Ce poste très opérationnel peut-être un bon tremplin pour un développement ultérieur à l'intérieur du Groupe.
PROFIL RECHERCHE :
- 30 ans minimum
- formation technique ou commerciale supérieure (ESC, ICG)
- expérience minimum de 3 ans dans des fonctions similaires en milieu industriel
- autorité,
- sens aigu de la communication.
Envoyer C.V. photo et prétentions sous No 50941 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ACCUMULATEURS
DIVISION BATTERIES INDUSTRIELLES
GRUPE CCE

recherche
pour son service production fabrication

INGÉNIEUR

- Ecole d'ingénieurs : ICAM - ENSAM - ENSI ou équivalent.
- Formation mécanicien.
- Bonnes connaissances en micro-informatique pour développement machines spéciales commandées par automate programmables.

TECHNICIEN

- BTS - DUT spécialisation mécanique.
- Bonnes connaissances informatiques appréciées.

Ces postes sont à pourvoir à : CLICHY (92)

Envoyer C.V., photo et prétentions à Monsieur Hascoët
Service du Personnel
2, rue Curmoussy - 75017 PARIS

L'Etat
recrute
UN INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN
DE HAUT NIVEAU

(Sup. élec. - T.P. - ENSI - Arts et Métiers - Marine ou équivalent).

L'intéressé aura acquis une expérience minimale de 10 ans dans la conception ou la réalisation et la gestion d'installations électrotechniques, en particulier dans le domaine des alimentations de haute qualité (réseaux sans coupure et commutations automatiques).

Il sera chargé d'audits sur les installations existantes, d'études et de réalisations sur les installations en projet, dans des centres opérationnels de l'aviation civile, en métropole et dans les DOM-TOM.

LIEU DE TRAVAIL : BASE A PARIS

Adresser C.V., manuscrit et photo et prétentions à :
SERVICE TECHNIQUE
DE LA NAVIGATION AÉRIENNE
246, RUE LECOURBE - 75732 PARIS CEDEX 15.

SGS-ATES
composants électroniques
500 personnes, recherche

ASSISTANT
à direction générale

• Études supérieures. • expérience gestion entreprise. • 25 ans minimum.
Être avec carte-vite, photo en indiquant la rémunération demandée à SGS-ATES
Immeuble "Le Palatin" 17, av. de Choisy
75643 Paris Cedex 13

IMPORTANT
CENTRE DE DOCUMENTATION
PARIS

recherche pour son département

DROIT DES AFFAIRES

ou COLLABORATEUR expert-comptable ou ayant acquis une expérience dans une société fiduciaire ou un cabinet de conseil juridique et fiscal.
Ce poste de responsable offre une large autonomie dans le travail. Il demande des capacités de synthèse et de rédaction.
Rémunération doublée d'un intéressement.
Merci d'adresser une candidature manuscrite indiquant les prétentions et accompagnée d'un curriculum vitae détaillé sous le 2210 à OPLEC, 2, rue Séguier,
75006 PARIS qui transmettra.

BANQUE DE DÉPÔTS PRIVÉE
PARIS (1^{er})

répétée de taille humaine

recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF
DU SERVICE TITRES

Ayant une bonne expérience de la gestion administrative d'un service titres au niveau cadre.
Il devra avoir le sens de l'organisation et être capable d'entraîner son équipe afin de concourir au développement de la banque et de son propre service.
Des notions informatiques seraient appréciées.
Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prêt à O.C.B.F.,
66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS,
qui transmettra sous réf. 8.708 M.

IMPORTANT GROUPE
SECTEUR ALIMENTAIRE
LIQUIDE - 2000

recherche son

RESPONSABLE
DES PRIX
DE REVIENT

- Le candidat sera âgé au maximum de 30 ans.
- Il aura une expérience importante dans ce domaine.
- Il se verra confier la mise en place de la comptabilité analytique et des prix de revient du groupe au plan national.
- Rémunération : 130.000 à 150.000 F/an selon qualification.

Env. C.V. manuscrit et photo à :

S. 1615 GUYOTTE PUBLISSE
20, av. d'Orléans 75004 Paris
cédex 01 qui tr.

DÉPART. RECHERCHE
EN TÉLÉCOM
INDUSTRIEL
ET AÉROSPATIAL

recherche

INGÉNIEUR
D'AFFAIRES

avec quelques années d'expérience en négociation, contrat haut niveau.
Env. C.V. et prétentions à :
10, rue Falguère, 75015 Paris

CECIP

Ingénieur conseil
AIDE COMPTABLES
ET
COMPTABLES 1
A.MI-TEMPS
13, rue Auguste-Laurent,
TÉLÉPHONE : 378-27-48.

INGÉNIEURS

Important groupe bureau d'études, recherche pour siège parisien LA DÉFENSE

1 INGÉNIEUR

conception charpentes métalliques pour bâtiments industriels

2 INGÉNIEURS

conception structures béton pour l'industrie lourde.

Les candidats auront 3 à 6 ans de métier, une aptitude à l'emploi de gros moyens informatiques, à l'animation d'une équipe et à la relation avec les maîtres d'ouvrages et entreprises.

Perspectives d'avoir très vite accès à divers projets et possibilités de déplacements France et étranger pour mission courte ou longue durée.

Connaissances approfondies d'une langue étrangère.
Envoyer lettre manuscrite et C.V. et photo à :
S.E.E., 155, r. Salvador-Allende, 92007 Nanterre ced.

BUREAU VERITAS
recherche

UN TECHNICIEN

DUT ou BTS ELECTRONIQUE ayant plusieurs années d'expérience dans la réalisation de prototypes ou la maintenance d'appareillages, des connaissances en micro-informatique sont un atout.
Il participera à la maintenance et au développement de systèmes installés sur navires. Déplacements de courte durée en France et à l'étranger. Connaissances de la langue anglaise nécessaires.
Lieu d'attache : Levallois.

Ecr. avec C.V. sous réf. N° 68 à BUREAU VERITAS
Services Maritimes
Division Recherches et Développement (RDS) 31, rue Henri-Rochefort 75017 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE
POINTE EN ELECTRONIQUE
ET INFORMATIQUE

recherche pour Paris 19^e

ou CHEF DE GROUPE
BANQUES TRÉSORERIE
COMPTABLE

pour animer une équipe de trois personnes.
30 à min. bon expér., organ., dynam., sans des contacts.
Env. lettre, C.V., photo et prêt à :
S.F.I., N° 513, 114, rue de la Harpe, 75005 PARIS, qui transmettra.

DOCUMENTALISTE

(H. ou F.)

Bonne connaissance des problèmes économiques indispensables.

Habitué au dédoublement des journaux.

Diplôme de documentaliste exigé.

Pratique de l'Anglais et de l'Allemand souhaitable.

ECRIRE : S.G.P., 13, avenue de l'Opéra PARIS 1^{er}

P.M.E. forte expansion

recherche
CHEF COMPTABLE

Part. connaitre de l'Angl. Maîtrise de la comptabilité, anglais et connaissances informatiques. Ecrire avec C.V. et prêt à réf. S.F.P. SOCIÉTÉ

60, rue du Rendez-Vous, 75012 Paris.

VILLE DU BLANC-MESNIL (Seine Saint-Denis)

RECRUTE

Un(e) Secrétaire Général

Un(e) Secrétaire Général Adjoint

Adresser C.V. à Monsieur le Maire - Place Gabriel-Péri 93118 VILLE DU BLANC-MESNIL (N° : 855-44-58)

Avant le 14 Décembre 1982.

Revue professionnelle « nouveau style », spécialisée dans les techniques de commercialisation, l'informatique, la finance, l'implémentation des unités de production, les relations humaines recherche son

REDACTEUR EN CHEF

Soit être : assurer toute la coordination de la rédaction et le lancement de la revue pour la mener au succès. Séries références exigées. Poste à pourvoir immédiatement. Envoyer C.V., photos et prétentions à

ETC-RC - 88 av. du Général-Lacoste 92100 BOULOGNE

Revue professionnelle spécialisée dans l'industrie des Arts Graphiques recherche

JOURNALISTES PÉRIODIQUES Possibilité de collaborations régulières. Séries références exigées. Ecrire avec C.V. et prêt à réf. S.F.P. SOCIÉTÉ

88 av. du Général-Lacoste - 92100 BOULOGNE.

URGENT
VILLE D'ANTONY (93)

recrute

SOUS-BIBLIOTHÈC.

Titulaire du C.A.F.B. POUR LE 15 NOVEMBRE

Env. candidature avec C.V. à : M. le Maire, Ville d'Antony, 92100 ANTONY.

INGÉNIEUR DÉBUTANT

Importante entreprise dans le domaine de l'énergie, recherche ingénieur pour études technico-économiques, au sein d'une équipe d'une dizaine de spécialistes. Bonne connaissance des mathématiques de la décision (méthodes et algorithmes d'optimisation) et pratique courante de la programmation requises. Ecrire avec C.V. détaillé sous le réf. 248.370 M

REGIE-PRESSE

88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

S.C.A. AGGLOMERATION
NOUVELLE D'EVRY

recrute

Un attaché communal de 2^e classe.

Notion en informatique. Conditions statutaires du personnel communal.

Ecrire : M. le Président du

25, cours Blaise-Pascal, B.P. 82, 91002 EVRY CEDEX.

Société Internationale
de Luminaires Contempor.

recherche

1 JEUNE TECHNICIEN
COMMERCIAL

expérience minimale 2 à 3 ans

libre début janvier.

Sa mission sera de contacter les bureaux d'architectes et bureaux d'études pour réaliser des projets d'éclairage.

Adresser C.V. avec rémunération actuelle et photo à :

Sté LOUIS POULSEN, 8, avenue Parcier, 75008 PARIS.

Organisme de formation
PARIS recherche

PROF. VACATAIRES

DROIT CIVIL ET ECONOMIE

Adr. C.V. photo et prêt sous le 036-860 M

REGIE-PRESSE

88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Christofle
Orfèvre à Paris

recherche son :

Chef de vente export

pour l'Amérique du Sud, l'Amérique Centrale, les Caraïbes, l'Extrême-Orient et l'Océanie.

La mission qui lui sera confiée consistera à animer et contrôler un réseau d'agents et de grossistes, à développer les ventes dans le cadre d'une politique commerciale précise, à créer de nouveaux marchés.

Il s'agit d'un poste particulièrement attractif pour un jeune cadre d'exportation, diplômé de l'enseignement supérieur, maîtrisant très couramment l'anglais et l'espagnol, ayant de préférence l'expérience des produits de luxe.

C'est lui, et lui seul, qui donnera au poste la dimension et l'autonomie qu'il doit comporter, dans un secteur géographique varié, pour des produits prestigieux, avec des interlocuteurs de qualité, dans une société renommée.

Poste basé à Saint-Denis, avec déplacements 3 mois par an environ.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prêt. s/réf. 1401 M à :

SOURCE

16 rue J.-J. Rousseau, 75001 PARIS qui transmettra.

Important groupe
agro-alimentaire
recherche
pour sa Direction financière

CADRE
COMPTABLE
de haut niveau
180 000 F +

responsable dans un premier temps du service comptabilité analytique sous la supervision directe du Directeur Financier.

Formation minimum requise DECS. Expérience 5 ans de cabinet d'audit ou d'expertise comptable.

Excellent technicien et organisateur, il sera appelé dans un deuxième temps à animer des équipes importantes.

Poste basé en proche banlieue parisienne.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 8376

à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Heider, 75009 PARIS, qui transmettra.

S.N.E.F.

filiale de

LAROUSSE

recherche

ADJOINT CHEF DE CENTRE

vente/téléphone Paris (banlieue Ouest)

SA MISSION :

- Chef de vente ;
- Animation et contrôle (30 vendeurs) ;
- Recrutement et formation.

Ce poste conviendrait à un homme jeune avec ou sans expérience professionnelle (Bac + 2) qui voudrait s'inscrire à un métier nouveau dans une équipe performante.

Formation assurée. Lieu de travail BANLIEUE OUEST.

Envoyer C.V. + photo à S.N.E.F.,

62-70, rue Yvan-Tourgueneff, 78380 Bougival.

ORGANISME DE FORMATION
recherche

ANIMATEUR (S)

Pour stage de mise à niveau (français, calcul, initiation à l'économie, d'entretien) pour personnel ouvrier. Contrat à durée déterminée. Lieu de travail : env. 150 km de Paris.

INTERVENANT (S)

pour orientation professionnelle, évaluation, méthodologie recherche d'emploi.
Env. 72000 M. Mens. Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

CENTRE HOSPITALIER
D'ARGENTEUIL (Val d'Oise)

recherche

INFIRMIERS (ES) DE
ET PSYCHIATRIQUES.

Adresser candidature et C.V. à :

M. le Directeur de l'établissement, 1, rue Val-de-Coillies, 95101 ARGENTEUIL Cedex ou tél. 947-09-20 Poste 480.

Bureau d'études électrotechnique

5 DESSINATEURS

PE - E1 - E2

Se présenter A.C.E.T.

92150 - Suresnes aux heures bureau

Téléphone 729-89-13.

LA CROIX
L'ÉVÈNEMENT

Quotidien national recherche

UN JOURNALISTE
SCIENTIFIQUE

Il sera chargé de la rubrique Sciences et Techniques (comptes rendus, reportages, enquêtes).

Ce poste s'adresse soit à un journaliste scientifique expérimenté soit à un scientifique (ingénieur, maître, D.E.A.) intéressé et susceptible d'évoluer dans le journalisme. Adresser C.V. sous réf. PP 204

LA CROIX

Rédaction en chef

3, rue Bayard, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ TRANSPORTS
INTERNATIONAUX

recherche

AIDE-COMPTABLE
2^e ÉCHELON
CONFIRMÉ

départ O.M.

Lieu travail ONLY AÉROGARE

Prêt à envoyer C.V. et prêt.

SCAC AIR SERVICE

A l'attention de M. JORST

Only Fax 628

93682 Chy-Arennes Cedex.

POUR IMPORTANTES STES
INGÉNIEURS
INFORMATIQUES

LOGICEL

Expér. temps part. assembleur ou expér. TELEPHONE

Responsabilité projet / service

SALAIRES MOTIVANTS

Téléphone : pour R.V. INTER-

COMPUTER 806-80-00.

contrôleur de gestion

Profil : E.S.C.

25 ans minimum.

Avec 2 ans d'expérience dans ce domaine pour prendre la responsabilité d'un service de contrôle de gestion de 2 personnes.

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. 7183 à :

PIERRE LICHOU S.A. - BP 220 -

75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra

GOOD YEAR
LEADER MONDIAL
DU PNEUMATIQUE

recherche pour

Paris et Amiens

analystes-
programmeurs

- DUT - MIAGE ou équivalent
- Minimum 2 ans d'expérience temps réel et base de données
- COBOL exigé, EASYTRIEVE serait un avantage
- Bonne connaissance de l'anglais.

Capables de concevoir, réaliser et mettre en place des applications distribuées sur H.P. 3000 et/ou de développer des applications centralisées sur IBM 3033 (IMS DB - DC).

Adresser C.V. détaillé avec photo, prétentions et lieu de travail souhaité à GOOD YEAR, Service du Personnel, Boite Postale 310 92506 RUEIL MALMAISON Cedex.

FIRME DE CONSEILS
JURIDIQUES ET FISCAUX
à clientèle internationale

recherche

FISCALISTE EXPERIMENTE

Ayant au moins cinq ans d'expérience.

Connaissance de l'anglais.

A.J.F. & Associés, Membre de PEAT MARWICK INTERNATIONAL
Tour Fiat, Cedex 16, 92084 PARIS-14 DÉFENSE
M. G. de BRONDEAU - Tél. : 796-20-79

سكوتس الاصل

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Quelle épargne pour la retraite ?

Les Français doivent-ils repenser leur système de retraite ? L'évolution démographique du pays, la « montée des vieux », requièrent-elles de mettre en cause le système actuel de retraite par répartition (les actifs paient des cotisations pour alimenter les pensions des inactifs) ? Faut-il revenir au système de capitalisation, c'est-à-dire à l'accumulation de biens au seul profit de celui qui épargne ?

Pour lutter contre quelques idées reçues telle que l'importance accordée à la démographie et l'opposition irréductible entre la répartition et la capitalisation, MM. Denis Kessler et Dominique Strauss-Kahn ont écrit un livre, *« L'épargne et la retraite »*, dans lequel ils plaident non pas pour la disparition, ni même l'affaiblissement de la répartition, mais pour une réorganisation de l'épargne individuelle au bénéfice de l'épargne collective.

« La répartition doit rester l'instrument principal permettant d'assurer les pensions des personnes âgées », parce qu'elle « répond à la volonté de fonder le système de retraite sur des transferts reflétant la solidarité entre les générations successives », affirment les auteurs. De plus, le système de capitalisation a fait les preuves de son incapacité à faire face à l'érosion monétaire. Revenir à une telle formule correspondrait à une « régression sociale fondée sur des illusions économiques ».

C'est sur ce principe de répartition que, dans les années 1945, la Sécurité sociale a vu le jour, dans une complexité indéniable, chacun gardant ses avantages et ses privilèges, et qu'elle s'est, par la suite, élargie. « La généralisation de la Sécurité sociale s'est faite en entraînant au détriment de son unité. On a aménagé tous les particularismes. Les régimes complémentaires se sont multipliés. Et sur ce régime général assisté de régimes complémentaires sont venues se greffer, pour certaines catégories de travailleurs, les assurances supplémentaires, non obligatoires, mais répondant à la crainte d'un niveau de vie par trop réduit au moment de la retraite ».

C'est en quelque sorte cet éparpillement qui visent les auteurs. Pour les régimes assés dont la situation financière se permettrait, le financement de la période de retraite a toujours figuré parmi les préoccupations prioritaires.

taires et « l'épargne a toujours été largement fondée sur la nécessité de financer la période d'inactivité ». Cette épargne a choisi de s'investir, d'abord dans l'immobilier. La pénurie de logements, après la guerre, a stimulé l'achat d'appartements.

Les auteurs se livrent à de savantes comparaisons entre les avantages et les inconvénients des différentes formes d'épargne individuelle. Mais, estiment-ils, le marché de l'investissement immobilier a fait son plein et les sommes disponibles doivent maintenant être canalisées, non plus vers cette forme d'épargne individuelle qui augmente les inégalités entre les riches et les autres, mais vers une épargne collective plus équitable, et ce au bénéfice des investissements industriels à long terme.

Cependant, la capitalisation a mauvaise réputation. Denis Kessler et Dominique Strauss-Kahn ne la nient pas, mais, dans l'analyse « des vices et des vertus de la capitalisation collective », ils discutent et réfutent tour à tour les critiques d'« impossibilité », d'« inefficacité » et d'« inéquité » qu'on lui oppose habituellement. Cette épargne, disent-ils, est précieuse à ses débuts ; il faut donc leur garantir des produits « à long terme, sans risque et à rendement satisfaisant ». Et, ajoutent-ils, pour que les procédures de capitalisation attirent les épargnants, il faudrait qu'une « large participation aux bénéfices devienne la règle », que « des incitations de l'Etat facilitent l'orientation des flux d'épargne vers les objectifs sélectionnés par le Plan » et que « la participation des investisseurs aux organismes de contrôle soit assurée ».

CHRISTIANE GROIER.

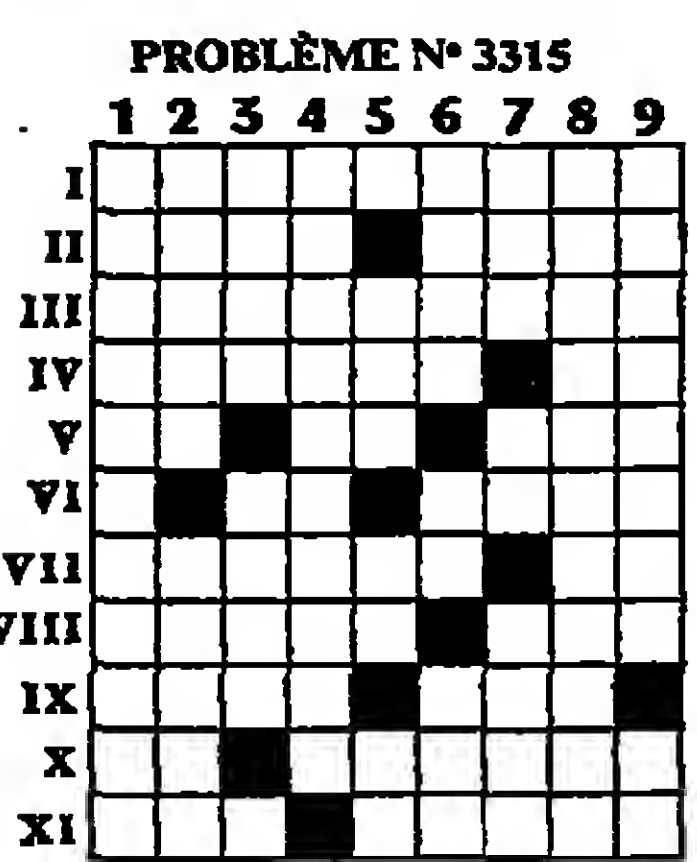
(*) *L'épargne et la retraite* — L'avenir des retraites préfinancées. Denis Kessler et Dominique Strauss-Kahn, éditions Economica, 180 pages, 1982, 49 francs.

CONGRÈS. — « Temps, vieillissement, société ». Sur ce thème, l'Association internationale de gérontologie psychanalytique, organise les 13 et 14 novembre 1982, à Paris, un congrès au cours duquel auront lieu « quatre tables rondes » sur les sujets suivants : « Permanence et vieillissement », « Vieillesse et culture », « Le

temps du grand vieillard et du mourant » et « la temporalité dans la clinique et dans la culture ».

* Association internationale de gérontologie psychanalytique — rue aux Isles — 1 — 1000 — Bruxelles (Belgique) et secrétariat de l'Association, 40, rue des Boulangers, 75005 Paris — Tél. : 354-72-53.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Est généralement plus apprécié comme accompagnement que comme compagnie. — II. Occupe une place prépondérante dans le milieu de la coiffure. Un garçon qui n'est plus seul. — III. On aime ou on n'aime pas ce qu'il pond mais cela se vend bien. — IV. Peut échapper à la baguette. Lettre grecque. — V. Une menace pour la reine. Lettres républicaines. C'est une tête lorsqu'on l'associe au pied. — VI. Possessif. Pour une personne à cheval sur le règlement. — VII. Petit mot doux ou petit dur. Possessif. — VIII. Fait taper du pied lorsqu'elle passe en tête. Avec lui on peut avoir du mille ou du sang. — IX. Manière d'être. Se retrouve au « piano » en croisière. — X. Participe. Ne fait donc plus partie des choses qui n'ont pas de prix. — XI. Bienheureux au ciel, mais pas nécessairement malheureux sur terre. Doivent donc être relevées de leurs fonctions pour raison d'état.

VERTICALEMENT

1. Bonne à mettre au feu. — 2. Supporte plus d'un régime. Trouve sa raison d'être dans le travail. — 3. Habitude de fidèle ou fidèle habitude. Se manifeste au

moindre souffle. — 4. La moindre intervention peut lui être fatale. — 5. On y travaillait à la chaîne. Lettres de noblesse. A donc été le point de mire. — 6. Qu'elle soit dorée ou grillée, on n'en sort pas. Symbole chimique. Sa rareté le rend d'autant plus intéressant. — 7. Dame qui fut l'instrument de certains hommes. Faut bien cela. S'obtient avec du fer. — 8. Peut traiter de tous les noms. — 9. Sert bien souvent de tremplin à des grenouilles. Préposition.

Solution du problème n° 3314

Horizontalement

1. Pomme. Téléphone. — II. Orée. Réve. Oise. — III. Pas. Lame. Aile. — IV. Un. Tome. Aïe. Ai. — V. Paternité. Océ. — VI. Aïe. Aïe. Aïe. Bien. — VII. Rail. Vivandier. — VIII. Ire. Dore. Très. — IX. Te. Bote. Piaf. Hé! — X. Vase. Croc. Gag. — XI. Calc. Sein. Sara. — XII. Poil. Cène. Ténor. — XIII. Ornement. Sang. — XIV. Etape. Dort. — XV. Assis. Fond. Pur.

Verticalement

1. Popularité. Pot. — 2. Oran. Tare. Cor. — 3. Mes. Prie. Vaines. — 4. Me. Tael. Balles. — 5. Lots. Dose. Mai. — 6. Rame. Vote. Cep. — 7. Téméraire. Séné. — 8. Ere. Névé. Cent. — 9. Le. Aïda. Prie. Do. — 10. Attention. Son. — 11. Poire. Drac. Tard. — 12. Hile. Bief. Sent. — 13. Osc. Oies. Gang. — 14. Ne. Aser. Haro! Du. — 15. Rien. Regarder.

GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André-Laurent, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bouvet-Méry (1944-1969) — Jacques Fauvet (1969-1982)

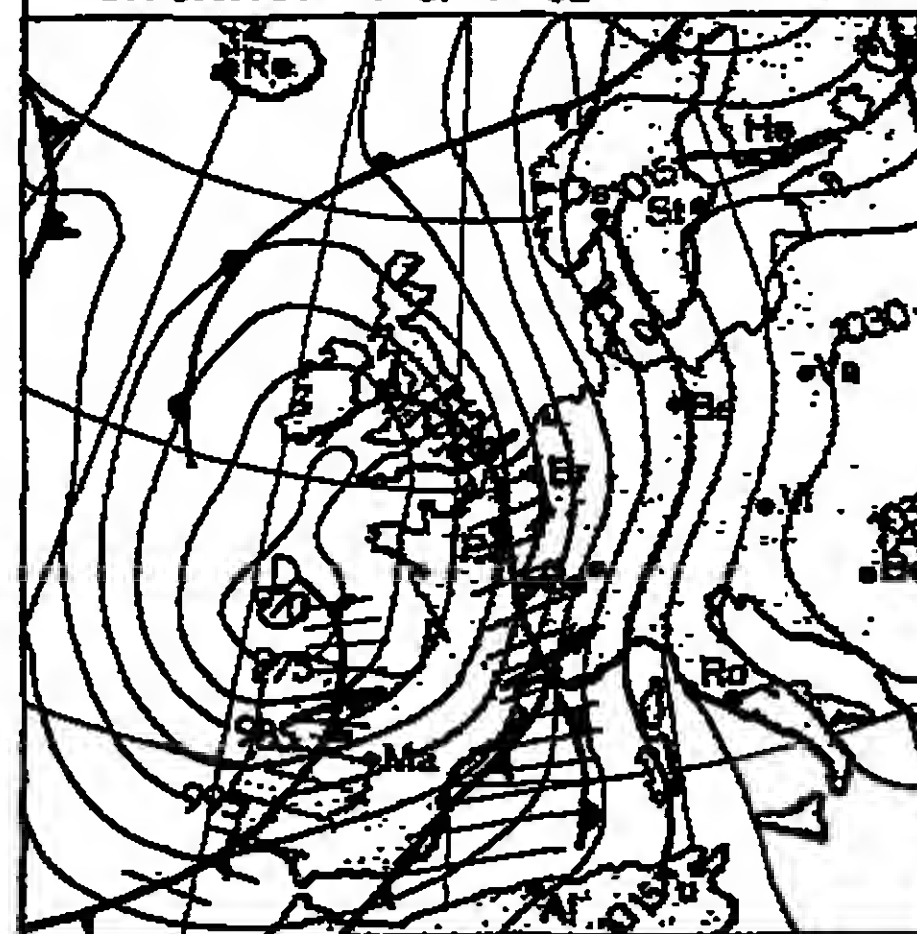
Imprimerie du Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-1XV

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire : n° 57 437. — ISSN : 0026-9360.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8.11.1982 À 0 h G.M.T.



Probabilité pour la France entre le lundi 8 novembre à 0 heure et le mardi 9 novembre à minuit :

La profonde dépression du proche Atlantique s'étire de la pointe d'Espagne jusqu'à l'Irlande. Elle dirige à travers la France des perturbations actives. Demain elle se décalera vers le nord en se comblant et le vent passera à l'ouest sur la majeure partie du pays.

Mardi. — Le gros du mauvais temps s'achèvera, dans la matinée, de traverser la France. Le matin, la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté, les Alpes et la Corse auront encore du vent fort et de bonnes ondées. Le ciel restera nuageux l'après-midi mais il y aura tout de même une accalmie. Sur toutes les autres régions, avec le retour du vent d'ouest, il fera un peu plus frais. Le ciel sera très changeant, éclaircies et nuages se succéderont. Les éclaircies seront plus durables au sud de la Loire. Sur le Nord-Ouest, le Bassin parisien, la Flandre et la Champagne, les nuages seront plus menaçants et il y aura quelques ondées.

Dans l'ensemble, le matin, de 9 à 12h, sur la majeure partie du pays ; seul point froid, l'extrême Est avec 4 ou 9°. Au cours de la journée, de 11 à 14h sur la moitié nord, de 16 à 19h sur la moitié sud.

Les vents seront modérés de secteur ouest, environ de 15 à 20 km/h. La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer fera à Paris, le 8 novembre, à 7 heures de 990,6 millibars, soit 743 millimètres de mercure.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 7 novembre :

DES ARRÊTÉS

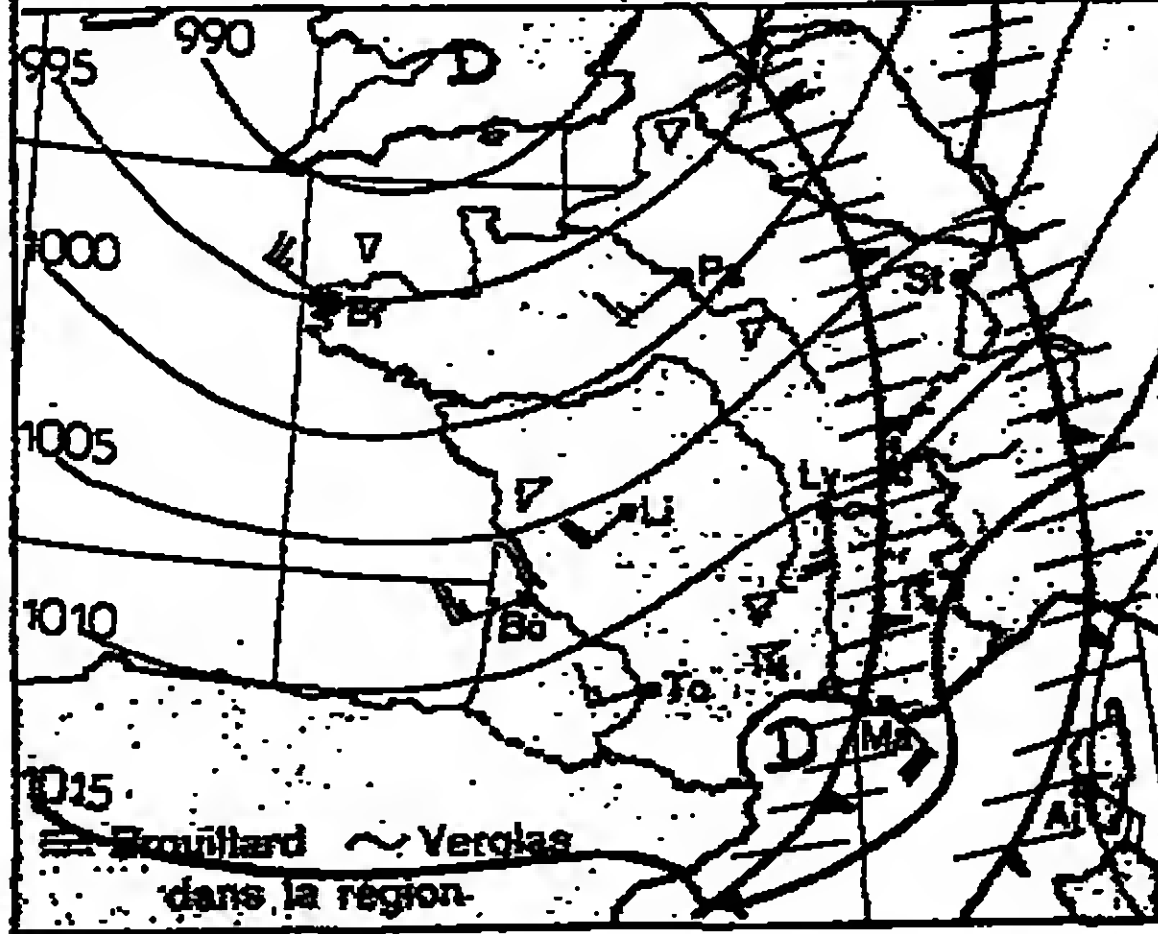
- Fixant la répartition des cotisations d'assurance-vieillesse et d'assurance veuvage pour 1982.
- Relatif à l'organisation et la discipline des concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

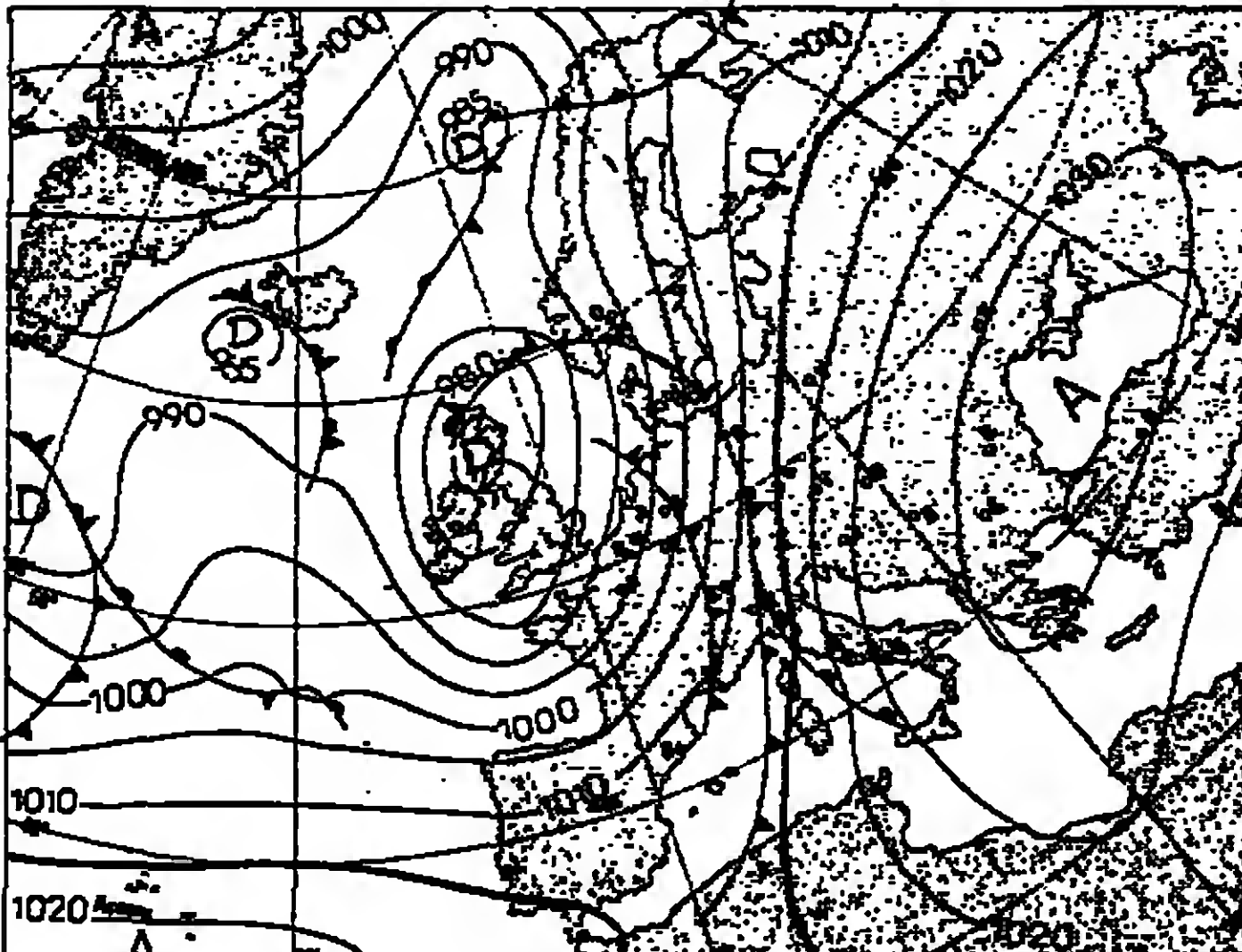
UN DÉCRET

- Instituant une mission centrale d'appui et de coordination des services extérieurs du travail et de l'emploi.

PRÉVISIONS POUR LE 9.11.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 9 NOVEMBRE À 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 novembre ; le second le minimum de la nuit du 7 au 8 novembre) : Ajaccio, 20 et 20 degrés ; Biarritz, 21 et 17 ; Bordeaux, 19 et 13 ; Bourges, 19 et 16 ; Brest, 14 et 8 ; Caen, 16 et 11 ; Cherbourg, 14 et 8 ; Clermont-Ferrand, 16 et 15 ; Dijon, 9 et 7 ; Grenoble, 20 et 28 ; Lille, 12 et 10 ; Lyon, 20 et 18 ; Marseille-Marignane, 17 et 16 ; Nancy, 6 et 6 ; Nantes, 18 et 10 ;

Nice-Côte d'Azur, 16 et 11 ; Paris-Le Bourget, 13 et 11 ; Pau, 22 et 14 ; Perpignan, 20 et 17 ; Rennes, 15 et 9 ; Strasbourg, 5 et 1 ; Tours, 18 et 11 ; Toulouse, 19 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 21 degrés ; Amsterdam, 8 et 7 ; Athènes, 12 et 9 ; Berlin, 6 et 1 ; Bonn, 8 et 7 ; Bruxelles, 10 et 9 ; Le Caire, 21 et 16 ; Les Canaries, 26 et 19 ; Copenhague, 8 et 5 ; Dakar, 28 et 22 ; Djibia, 24 et 15 ; Genève, 8 et 5 ; Jérusalem, 18 et 12 ; Lisbonne, 16 et 13 ; Londres, 12 et 10 ; Luxembourg, 6 et 4 ; Madrid, 14 et 11 ; Moscou, -2 et -8 ; Nairobi, 26 et 14 ; New-York, 12 et 4 ; Palma-de-Majorque, 22 et 20 ; Rome, 17 et 10 ; Stockholm, 5 et -5 ; Tzouzi, 23 et 15 ; Tunis, 24 et 17.

RÉTROMANIE

Les dimanches du Nouveau Drouot

Le Nouveau Drouot a trouvé un nouveau public. Près de dix mille amateurs ont défilé dans les salles des ventes, le samedi 7 novembre, pour voir les expositions et, le dimanche, pour acheter.

C'était la première vente du dimanche depuis 1852, date de la fondation de l'hôtel des ventes de la rue Rossini. Un public de néophytes a fait monter les enchères à des hauteurs inédites, notamment pour les tableaux, les bijoux, les tapis, l'archéologie, les céramiques, les chaises anciennes et les poupées (160 000 francs pour une poupée Bru estimée 70 000 francs). Seule l'argenterie a été un peu boudée.

Les commissaires-priseurs parisiens souhaitent renouveler cette fructueuse opération, au risque de se mettre en infraction avec la législation du travail. L'inspection du travail a, pour l'instant, accordé une autorisation « exceptionnelle » de vente du dimanche. Le syndicat des commissaires et du personnel de l'hôtel Drouot, qui a accepté pour une fois de « jouer le jeu », est décidé à s'opposer fermement à des ventes du dimanche systématiques (comme à Versailles et dans de nombreuses villes), au cas où l'inspection du travail transformerait l'exception en une dérogation permanente.

GERSAINT.

PARIS EN VISITES —

MERCREDI 10 NOVEMBRE

- Henri Fautin-Latour, 15 h, Grand Palais (Approche de l'art).
- Le Père-Lachaise, 14 h 45, entrée des Rondes (Arts et curiosités de Paris).
- Casernes des sapeurs-pompiers de Paris, 15 h 3, rue Darnestier (L'art pour tous).
- La première Renaissance à Venise, Padoue, Mantoue, 12 h 30, Musée du Louvre, Victoire de Samothrace (M^e Casati).
- Palais de Justice, 15 h, méro Cité (M. Czorny).
- Montagne Sainte-Geneviève, 15 h, méro Cardinal-Lemoine (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- Hôtel de Lauzun, 15 h, 17, quai d'Anjou (M^e Ferrand).
- Les appartements royaux du Louvre, 14 h 45, Musée du Louvre, porte Denon (M. de la Roche).
- Les caucasiens, 14 h 30, 2, place Dauphine-Rochelande (Paris et son histoire).
- Quartier de l'Odéon, 14 h 30, méro Mabillon (Paris pittoresque et insolite).
- Le Marais, 14 h 30, méro Saint-Paul (Résurrection du passé).
- Les Gobelins, 15 h 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
- Saint-Germain-des-Près, 14 h 30, 2, rue Mabillon (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

- 17 h 30 : 6, rue Ferrus, M. W. Wallace. « Vers une politique étrangère européenne ? Progrès et obstacles » (en anglais).
- 16 h : Palais de Justice, boulevard du Palais, M^e S. Vell. « Parlement européen : Droits de l'homme ».
- 16 h 30 : 62, rue Saint-Antoine, M^e Chapuis. « Art catalan en France ».
- 18 h : 12, rue Vivienne, M. J. Breyer. « L'apocalypse et l'âge d'or » (Ergonia).
- 18 h 30 : Hôtel de Coulanges, 35-37, rue des Francs-Bourgeois, M. A. Fontaine. « La détente, espoir ou nostalgie ? » (Maison de l'Europe de Paris).
- 20 h 30 : 26, rue Bergère, M. J. Baryshev. « Le Kabbalah ou tradition cosmique » (L'homme et la connaissance).

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 324 F 519 F 715 F 910 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VUE NORMALE 584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER (par mandats)

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 364 F 600 F 835 F 1 070 F

2. SUISSE, TUNISIE 436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre et chaque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en capitales d'imprimerie.

L'ART DE RESERVER SA CHAMBRE A DJEDDAH



HOTEL MERIDIEN: RESERVATIONS INTERNATIONALES

Pour vos réservations d'hôtel, entrez en contact par téléphone avec le système Méridien Réservations International. Un ordinateur enregistrera votre demande et la confirmera instantanément et gratuitement. Pour les hôtels Méridien, la réservation se traite à l'échelle internationale.

Méridien Réservation Internationale Paris : 757.15.70. Réservations également auprès de votre agence de voyages, votre agence Air France, Méridien Djeddah, King Khalid Street, Mecca Road Kilo: 2, P.O. Box 6582, Djeddah, Arabie Saoudite.



L'ART DE VIVRE FRANÇAIS DANS LE MONDE.

Paris Renov

FABRICANT-INSTALLATEUR

Contre le froid et le bruit

changez vos vieilles fenêtres

10 ANS DE GARANTIE

Prix bloqués

100% GRATUIT

SIE PARIS RENOV

CREDIT GRATUIT 3 MOIS

مكتبة من الامم

Le Monde

régions

Ile-de-France

DES VILLAGES PRÈS DES VILLES

Le mot d'ordre de Vauréal aux aménageurs :
'imagination et audace'

Les promoteurs font le siège de Piscop depuis dix-huit ans

Les 757 habitants du petit village de Vauréal dans le Val-d'Oise, apprennent à vivre au milieu des chantiers. La première tranche de la ZAC des Hauts-Toupet, qui dans quelques années accueillera 6 500 personnes, a démarré cet été. Il n'est maintenant plus question de revenir sur cette opération refusée par les élus socialistes de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise — dont fait partie ce petit village, — y compris par le député de la circonscription, M. Alain Richard, et imposée par le ministre du logement de non de la nécessaire construction de logements (le Monde du 12 janvier 1982).

Pour faire accepter cette décision, M. Roger Quilliot avait souhaité que les élus locaux soient associés à la réflexion de l'urbanisme de ce nouveau quartier « afin d'améliorer sensiblement les projets en cours de réalisation ». M. Jo Watterlain, le maire socialiste de Vauréal, ne se l'est pas fait dire deux fois. Son conseil municipal a élaboré un document de vingt-trois pages où il fait part des souhaits d'habitants du vieux village et des quartiers neufs de Cergy.

Expériences communautaires, vie sociale et culturelle, diversité de population, architecture variée, sont fortement souhaitées, l'espace commun pourrait être géré par une association syndicale des habitants.

Construite sur 110 hectares, dont 80 sur Vauréal et 30 sur Jouy-le-Moutier, la ZAC des Toupet comprendra 1 800 logements, dont 1 300 individuels et 500 petits collectifs, avec un C.E.S., trois groupes scolaires, 2 000 mètres carrés de commerces, un terrain de sports, un complexe omnisports et des équipements sociaux. Une nouvelle gare S.N.C.F. complète le tableau.

Actuellement s'élèvent les 600 premiers logements et le petit centre du quartier des Toupet. Dans son document, le conseil municipal de Vauréal réclame de la part des aménageurs « imagination et audace ». Ainsi propose-t-il des jardins familiaux et que soient réservés des terrains pour un habitat autogéré afin « d'éviter de donner le principe de l'État à la main », bloquant l'évolution de la créativité. Par ailleurs, certains appartements pourraient être réservés à des personnes en situation particulière.

Quant à l'architecture, elle devrait être en partie bioclimatique

avec la construction déjà assurée de 250 maisons solaires.

L'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle s'est fait l'écho de toutes ces propositions auprès des maîtres d'ouvrage « afin de bien différencier les catégories de logements », précise M. Bertrand Warnier, son directeur des études. « L'habitat autogéré n'a pas encore attiré la foule, mais, dans un immeuble de huit logements, un studio sera à la disposition des habitants pour utilisation exceptionnelle. Deux autres logements seront réservés pour abriter une communauté ».

Côté emploi, les élus de Vauréal souhaitent l'implantation de petites entreprises. Une première zone industrielle de 6 hectares est déjà viabilisée sur Jouy-le-Moutier, et une autre de 15 hectares est en projet près de la future gare. En revanche, le centre de santé demandé, se réduira, peut-être, à un cabinet de

groupe installé dans la Maison de Quartier.

Dans ce document qui en fait ne modifie ni le nombre de logements ni celui des équipements, les élus de Vauréal essaient de cerner les conditions d'un mieux vivre. Passer de la quantité à la qualité n'est pas tâche aisée. C'est pourquoi la commune appelle toutes les instances concernées, ministères, départements, établissements publics, syndicats communaux, à prendre en compte ses propositions. Déjà M. Warnier souligne que ses souhaits « méritent davantage » les techniques et précise que, en matière de réalisation, « on n'a pas innové à Vauréal mais on a étudié une meilleure répartition des espaces. On s'est montré plus exigeant avec les maîtres d'ouvrage. On essaie de démarcher pour l'emploi. La charte de Vauréal a modifié les comportements ».

JACQUELINE MEILLON.

La guerre continue entre promoteur et défenseurs de la nature autour du village de Piscop, dans le Val-d'Oise. Menacés depuis dix-huit ans par la S.C.I. Châteaufort, qui souhaite réaliser, à l'emplacement d'un parc, au cœur de la commune, une opération immobilière, les cinq cent trente habitants qui comptent ce petit village font bloc derrière la mairie pour empêcher tout abattage d'arbres qui précéderait la construction des immeubles. Pour la énième fois, un expert, désigné par le tribunal administratif de Versailles, a la demande du promoteur, est venu constater l'occupation par les villageois des terrains convoités. Mais, après dix-sept ans de défensive, le village a décidé de passer aujourd'hui à l'offensive en faisant des propositions pour son avenir et celui du parc de Châteaufort, sous forme d'une étude adressée aux pouvoirs publics.

Les Piscopiens ont de bonnes raisons pour vouloir conserver intact leur village. A 17 kilomètres de Paris, Piscop a, en effet, échappé à l'urbanisation et à toute spéculation immobilière. Niché au flanc sud-est de la forêt de Montmorency, le village compte 408 hectares de terrains, dont

plus de 100 hectares de forêt. Un véritable havre où l'élevage le dispute à la culture fruitière et où les oiseaux migrateurs choisissent de séjourner. En plein cœur du village, le parc de Châteaufort est une avancée privée de 5 hectares du massif forestier de Montmorency.

Vendu au début des années 60 par son propriétaire à un promoteur, la S.C.I. Châteaufort, il est appelé, dès 1964, à accueillir deux cent quarante-six logements de haut standing. C'est le dépôt d'une première demande de permis de construire : quatre autres seront déposés par la suite. A chaque fois, le même scénario se reproduit : la mairie conteste, la préfecture du Val-d'Oise approuve, le tribunal administratif annule l'arrêté préfectoral (le Monde du 24 avril 1979). Et quand le permis n'est pas annulé, il devient caduc, comme l'autorisation d'abattage d'arbres... A chaque fois que les bûcherons approchent, le tocsin résonne et les villageois, octogénaires compris, autour de leur maire, Joseph Donovin (P.C.), occupent le terrain pour empêcher les haches d'abattre les châtaigniers (le Monde du 10 janvier 1981).

Aujourd'hui, Piscop a décidé de

passer à l'attaque : un dossier présentant le village, les risques d'une trop grande urbanisation et faisant des propositions concrètes pour son avenir a été rédigé. Destinataires : le président de la République, le premier ministre, le ministre de l'environnement, celui de l'urbanisme, celui de l'intérieur, le président du conseil régional, le président de l'Assemblée nationale...

Au chapitre des propositions, Piscop souhaite étendre le réseau de sentes reliant le village au hameau de Blémur et au bois du Luat, aménager une partie du parc en terrain de nature pour les enfants, qui y cultiveraient les plantes de leur choix, ouvrir un étang au cœur des « prés de la Fontaine-aux-Loups ». Déjà, la P.C. prévoit la transformation du château du Luat en hôtel et camping. « Dès que Châteaufort sera saisi, nous chercherons des subventions pour réaliser ce que nous souhaitons », explique M. Patrick Courtois, adjoint au maire.

A ce moment-là, les Piscopiens auront fini de se battre. Leur village classé en 1968 dans une zone naturelle d'équilibre, ils se croyaient bien à tort à l'abri de toute atteinte.

J. M.

A TRAVERS LES DÉPARTEMENTS

Les Hauts-de-Seine font leur fortune hors de France

Les entreprises des Hauts-de-Seine sont responsables à elles seules d'un produit national brut égal à la moitié de celui de l'Australie... Plus petit département français après Paris par la superficie, il n'en est pas moins un des plus présents sur les marchés extérieurs (il exporte 80 % de sa production de biens et services), un de ceux, avec les Yvelines et Paris, qui versent le salaire moyen le plus élevé, celui aussi où le taux de chômage est de 60 % inférieur à la moyenne nationale. Un bilan dont les chefs d'entreprises, réunis dernièrement par l'Union patronale des Hauts-de-Seine, ont pu se montrer fiers. Et qui leur a permis de se montrer exigeants avec les responsables politiques venus assister à leurs travaux.

D'autant — ont-ils fait remarquer les patrons — que la taxe professionnelle fournit, en moyenne départementale, 75 % des recettes fiscales des communes. Mais justement les inégalités de cette taxe compliquent la gestion des entreprises ; ainsi, en 1980, elle était de 1 638 francs par salarié à Garches et de 885 francs à Vauresson, deux communes

limitrophes ayant, l'une comme l'autre, un maire appartenant à l'U.D.F. L'écart le plus grand est entre Villeneuve-la-Garenne, où elle était de 3 551 francs, et Marne-la-Coquette, où elle n'atteignait que 189 francs. Certes, l'Union patronale reconnaît que la diversité des richesses économiques des communes peut expliquer certaines différences, mais il y a quelques écarts qui, dit-elle, « méritent interrogation », et elle ajoute : « L'inégalité dans la gestion des communes engendre l'inégalité dans la gestion des entreprises ».

Pour mieux maîtriser ce phénomène, elle est décidée à mettre en place un centre d'observation et de prospective économique et sociale des Hauts-de-Seine et une base de données géopolitiques, économiques, sociales et communales. Cela doit lui permettre de nourrir le dialogue, déjà commencé, avec les pouvoirs publics, que ce soit avec le commissaire de la République, qui réunit mensuellement les responsables administratifs et professionnels concernés par la vie économique du département, avec le président (R.F.P.) du conseil général, ou avec les municipalités, où l'ouverture aux problèmes des entreprises n'est pas toujours une affaire de couleur politique.

L'Union patronale des Hauts-de-Seine « propose donc sa participation aux études, analyses et propositions relatives à la gestion des collectivités locales ». Officiellement, elle ne veut pas aller plus loin. Mais elle rappelle aussi que « des centaines de patrons et de cadres dirigeants assument déjà des mandats avec une efficacité reconnue : caisse d'assurance maladie, ASSÉDIC, prud'hommes, etc. ». Et, comme elle affirme haut et fort que, dans la période de crise actuelle, les communes doivent améliorer la qualité de leur gestion, que ceux qui veulent comprendre entendent... — Th. B.

LA LONGUE MÉMOIRE DE NEUILLY-SUR-SEINE

Le plan d'occupation des sols de Neuilly-sur-Seine, publié en août 1971 — ce fut le premier à l'être en France, est actuellement en cours de révision. Pour permettre aux habitants d'exprimer leur point de vue, M. Achille Peretti (R.P.R.), maire de la commune et membre du Conseil constitutionnel, a organisé jusqu'au 30 novembre une exposition dans les salons de l'hôtel de ville.

Dans une plaquette, richement illustrée, éditée à cette occasion pour présenter « Neuilly hier, aujourd'hui, demain », il est précisé que cette révision doit permettre de mieux protéger « des témoins d'une certaine architecture, essentiellement du XIX^e siècle, qui fut le cadre de nos ancêtres » et de garder « l'environnement presque provincial, le charme de Neuilly, fait de jardins dessinés derrière des grilles, frontons apparus au-dessus de hauts murs ».

Malheureusement, tout cela viendra trop tard pour le jardin d'un hôtel particulier 80-84, boulevard Victor-Hugo, sur lequel doit être construit un immeuble de cinq étages (le Monde du 30 décembre 1981 et du 11 février 1982). Le tribunal administratif de Paris ayant refusé, au mois de juillet 1982, d'annuler le permis de construire, comme le lui demandaient des riverains, les travaux ont commencé sans attendre que le Conseil d'Etat, saisi en appel, se soit prononcé.

UN HUITIÈME BARRAGE SUR LA HAUTE SEINE

Un nouveau barrage vient d'être mis en service à Ahlon-Vigneux, à la frontière du Val-de-Marne et de l'Essonne. Il remplace un ouvrage construit en 1960. C'est le huitième sur la Haute Seine, la portion du fleuve comprise entre Montreuil et Paris. C'est aussi le dernier équipement moderne pour la canalisation de la Seine dans sa traversée du Val-de-Marne.

Manœuvré d'une cabine fixe, son intérêt majeur réside dans la sécurité du personnel chargé de son fonctionnement. Jusqu'alors il devait travailler en portant un gilet de sauvetage, relié, par un harnais de sécurité, à un câble tendu au travers du fleuve. Une barque devait aussi être placée à l'aval pour récupérer éventuellement un agent tombé à l'eau. De telles manœuvres nécessitaient une journée de travail pour une équipe de six à huit personnes ; aujourd'hui un seul barragiste les effectue en une vingtaine de minutes.

L'ouvrage se compose de trois châteaux de 30 mètres de largeur chacun, équipés d'un clapet métallique. Une passerelle métallique ouverte au public enjambe cet ouvrage.

Les travaux commencés en avril 1980 ont nécessité 40 000 mètres cubes de terrassement, 1 200 tonnes de palplanches, 14 000 mètres cubes de béton et 440 tonnes d'acier. Ils ont coûté 46 millions de francs, 39 investis par l'Etat et 7 par la région. — F.G.

A Versailles

Une « Maison du commerce extérieur »

Une « Maison du commerce extérieur » va être prochainement créée à Versailles à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie Val-d'Oise-Yvelines. Qualifiée de maison du « prêt-à-exporter » par M. Didier Simon, le président de l'organisme consulaire, elle regroupera tous les organismes officiels dont l'aval est nécessaire pour obtenir l'autorisation d'exporter, mais aussi des services annexes, comme des salons de réunions ou des agences de voyages.

La chambre de commerce veut ainsi faciliter le travail des deux mille petites et moyennes entreprises de ses deux départements qui exportent une partie de leur production, et souvent dans des secteurs de pointe comme l'aéronautique, l'informatique ou l'électronique.

Sté Paris Renov
FABRICANT-INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit

changez vos vieilles fenêtres
(bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polychlorure de vinyle)
• Les fenêtres RENOVS 1 se posent en une journée.
• Sont faites sur mesures • S'adaptent à tous les styles
• Sont déductibles des impôts

10 ANS DE GARANTIE
Prix bloqués jusqu'au 31/12/82
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace de 8 mm comptez 2 950 F T.T.C. posée.

DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE
Sté PARIS-RENOV 22, RUE FONTAINE
75009-PARIS - Tél. : 526.60.00

CREDIT GRATUIT 3 MOIS

week-ends, sorties, vacances,
DÉPART TRANQUILLE

ALARME 2000
contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans angoisse du retour, remplissez et renvoyez le bon ci-contre à ALARME 2000, 8, rue Guin, 75016 PARIS ou téléphoner au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Num.
Prénom
rue
n° code postal
Ville

loterie nationale
ARLEQUIN
vous gagnez dans l'ordre
vous gagnez dans le désordre

tirage Mercredi Prochain à la télévision

GE ART 1

Le Monde

économie

ÉTRANGER

EN BELGIQUE

Le programme d'assainissement économique provoque une poussée de fièvre sociale

Bruxelles. — Est-ce déjà l'autisme chaud promis par certains et redouté par le gouvernement ? Le fait est que la tension politique et sociale vient de monter brusquement. Ce lundi 8 novembre, une grande partie de la Belgique — les villes en particulier, — est largement paralysée par une grève des trams, des autobus, des lignes secondaires de chemin de fer et du métro. Grève qui doit se prolonger jusqu'à jeudi.

Au-delà de ce conflit, la centrale des syndicats flamands propose à ses collègues wallons et francophones une grève générale pour le 15 ou le 16 novembre afin de s'élever contre le programme d'assainissement économique du gouvernement. Une telle initiative est d'autant plus remarquable, que jusqu'à présent, c'est dans le nord du pays que l'on se montrait très réticent lorsqu'il s'agissait de combattre la coalition au pouvoir à Bruxelles. Au surplus, les syndicats avaient, depuis quelque temps, manifesté un certain désarroi. Et une partie assez large, semble-t-il, de l'opinion publique donnait l'impression de comprendre, sinon d'approuver, les mesures d'austérité imposées par le gouvernement.

La grève des transports locaux est dirigée contre les programmes de redressement des entreprises assumant la responsabilité des communications dans les centres urbains. Les

De notre correspondant

organismes en cause assurent que tous les projets d'économie ne touchent ni les salaires ni le niveau de l'emploi. Du côté syndical, la méfiance n'est pas dissipée pour autant et l'on estime nécessaire d'exprimer l'opposition des travailleurs à toute mesure susceptible de les toucher. La semaine dernière déjà, des mouvements de grève avaient éclaté de façon plus ou moins spontanée dans les grandes villes de Wallonie. Aujourd'hui, l'arrêt du travail est entériné par la direction syndicale, et les organisations ouvrières ont résolu de recourir à une grève tournante qui aura lieu chaque mardi jusqu'à la fin de l'année.

Un problème politique encore plus sérieux est posé par l'échec de la « concertation » qui, après une semaine de débats infructueux entre les partenaires, prend plutôt aujourd'hui l'allure d'une « confrontation » sociale. Il est certes trop tôt pour s'attendre que le climat des rapports entre patronat et syndicats se transforme d'une façon spectaculaire. En fait, personne ne s'attendait vraiment que les entrepreneurs, les organisations ouvrières et les représentants des classes moyennes qui se sont rencontrés la semaine dernière sous l'égide du gouvernement

se mettraient d'accord pour accepter sans modification profonde le plan de redressement économique et financier que leur propose le premier ministre, M. Martens. Ce programme prévoit essentiellement qu'en échange d'une modération salariale le temps de travail sera réduit à trente-cinq heures par semaine, tandis que les entreprises se verraient imposer une embauche compensatoire de 3 % de leur personnel.

L'échec de la concertation sur ce point est d'autant plus compréhensible que les partenaires sociaux préfèrent laisser au gouvernement la responsabilité de mettre en vigueur une solution grâce aux pouvoirs spéciaux qui lui ont été accordés par le Parlement. Encore quelques divergences pourraient-elles se manifester au sein même de la coalition gouvernementale entre libéraux et sociaux-chrétiens. Il s'agit notamment de savoir jusqu'à quel point la réduction du temps de travail sera obligatoire aussi pour les petites et moyennes entreprises. En dépit des séances marathon tenues par le cabinet durant le week-end, les ministres n'ont pas encore réussi à mettre au point le texte des arrêtés royaux par lesquels ils mettront en marche leur plan de relance si un accord « miraculeux » n'intervient pas au dernier moment.

JEAN WETZ.

CONJONCTURE

LES CRÉATEURS D'ENTREPRISES VONT ÊTRE PROTÉGÉS PAR UNE ASSURANCE déclare M. Le Garrec

(De notre correspondant.)

Lille. — M. Le Garrec, ministre de l'emploi, qui participait le samedi 6 novembre à Lille à un déjeuner-débat organisé par l'Association des journalistes européens, a annoncé que des mesures allaient être prises pour « la protection sociale des créateurs d'emplois ». Selon M. Le Garrec, les fondateurs d'entreprises prennent des risques énormes et connaissent très souvent des difficultés surtout au cours de la deuxième année. Il arrive qu'ils ne passent pas ce cap difficile, perdant alors non seulement le capital engagé mais aussi les biens personnels. Un système d'assurance économique est nécessaire. Il est à l'étude, a annoncé le ministre.

M. Le Garrec a noté que le tiers des crédits bancaires à court terme accordés aux entreprises ne sert qu'à équilibrer des trésoreries mises en difficulté par de gros clients. Et il cite notamment l'Etat, les collectivités locales, de grandes entreprises publiques : « Cela traduit finalement un manque de civisme dans les rapports économiques ». Des mesures sont également envisagées pour accélérer les paiements. « Cela est possible », a déclaré M. Le Garrec, « certaines collectivités en ont déjà apporté la preuve ». — G.S.

Nous sortons du blocage dans les meilleures conditions estime M. Mauroy

estime M. Mauroy

Journée consacrée aux consommateurs à Lille, le samedi 6 novembre : en inaugurant le Salon du confort ménager, M. Mauroy a lancé un appel à la vigilance sur les prix et demandé aux organisations professionnelles et aux entreprises de « rejoindre les combattants de l'inflation », appel qui se doublait d'un avertissement ferme : si le gouvernement n'était pas entendu, le blocage pourrait se prolonger. Dans la matinée, en présence du premier ministre, Mme Lalumière, ministre de la consommation, avait inauguré le premier Centre régional de la consommation (C.R.C.) ouvert en France.

De notre correspondant

Lille. — M. Mauroy a déclaré : « Nous sortons du blocage dans les meilleures conditions. J'ai bon espoir de voir atteint l'objectif de 10 % d'inflation que nous nous étions fixés en 1982. Nous pourrions, la tête haute, continuer le dialogue avec les organisations syndicales pour des accords sur les hausses de salaires en 1983. »

La vigilance devient néanmoins, en cette période de crise et de nécessaire rigueur, un devoir civique, a poursuivi M. Mauroy. Vigilance au niveau des prix, vigilance au niveau des choix des produits. La consommation intérieure a été en France sensiblement plus importante que chez nos partenaires. En dix-huit mois, elle a progressé en volume de plus de 4 % en France globalement. Il serait regrettable que, dans certains secteurs, cette relance profite d'abord à des entreprises étrangères. Les consommateurs et les usagers doivent faire entendre leur voix. Ils doivent être pris en considération au même titre que les autres dans toutes les grandes décisions économiques et sociales. C'est pour le gouvernement la même exigence que celle qui nous a conduits à élargir les droits des travailleurs dans les entreprises.

Le Centre régional de la consommation installé à Lille en mai occupe cinq personnes. En 1983, sept per-

sonnes y travailleront. Une antenne relais a été ouverte à Arras. Ce centre, dont la gestion est assurée par un conseil formé de représentants d'associations de consommateurs (21), d'élus et d'administratifs (20), a pour fonction « d'apporter au public un appui technique (économique et juridique), matérielle et parfois financier pour développer l'information des consommateurs, favoriser en ce domaine la formation des jeunes et des adultes, réaliser des études et des recherches ».

On prévoit l'implantation de CLIP (centre local d'information sur les prix) qui pourraient très rapidement faire une recension et une analyse des prix de consommation courante. Un tel organisme va s'installer dans les semaines qui viennent à Lille à titre expérimental.

Mme Lalumière affirme qu'il est temps que les consommateurs soient considérés comme des partenaires sociaux à part entière. Elle a signé avec M. Joseph, président de la région Nord-Pas-de-Calais, un contrat qui prévoit un engagement de son ministère de 1,7 millions de francs pour 1982 pour le fonctionnement du C.R.C. Nord-Pas-de-Calais. La participation régionale est de 1 million de francs.

GEORGES SUEUR.

AGRICULTURE

« BEURRE DE NOËL » CONTRE « BEURRE SOVIÉTIQUE »

Le drôle de jeu de la Commission européenne

De notre correspondant.

Bruxelles. (Communauté européenne). — On avait cru comprendre que la Commission européenne, en déclarant qu'« il n'y avait plus de raison d'exclure le beurre des exportations de produits alimentaires actuellement livrés à l'Union soviétique », allait arrêter le règlement d'application permettant de nouveau l'octroi de subventions pour les ventes à Moscou. Apparemment, on est loin du compte. Ne laisse-t-on pas entendre à Bruxelles que la consécration de la décision du 3 novembre pourrait attendre plusieurs mois ? On s'empresse de rappeler que, en présentant ces mesures afin d'échapper les excédents de beurre, elle avait pris la précaution de préciser : « La mise en œuvre dépendra de l'évolution de la situation sur le marché du beurre ».

Avec une progression moyenne de 2,7 % de la production laitière et environ 400 000 tonnes de beurre en stock, l'état du marché est déjà critique. C'est la Commission qui le dit puisqu'elle se prononce déjà pour une réduction de 2,2 % du prix garanti aux producteurs communautaires en avril.

Dans ces conditions, comment peut-elle à la fois se déclarer favorable à la reprise d'exportations et estimer que la situation ne l'exige pas encore ? Sauf si elle considère — ce qui serait son droit — que les ventes subventionnées à l'U.R.S.S. ne sont pas compatibles avec les contraintes budgétaires, voire politiques, de la Communauté.

Pour lancer l'opération « beurre de Noël », la Commission a besoin du concours des Etats. Il n'existe pas, par exemple, de stocks de beurre en Grèce et en Italie. Les Dix doivent trouver un arrangement afin que tous les consommateurs européens puissent s'approvisionner à prix réduit. Or la délégation française à Bruxelles a décidé de retarder l'accord parce qu'elle craint que la Commission ne repousse indéfiniment l'application de la décision sur le « beurre soviétique ». La Commission a déjà sollicité la présidence danoise afin qu'elle consacre une session extraordinaire du conseil des ministres de l'Agriculture. M. Cresson risque de se trouver alors dans une position très inconfortable, le ministre apparaissant comme hostile aux consommateurs européens et favorable à son collègue soviétique, alors que, si l'on se réfère à ses différentes déclarations à ce sujet, elle ne s'est jamais opposée à la campagne « beurre de Noël ».

Tout se passe comme si la Commission s'était d'abord rangée à l'avis de Paris, afin que la France lève son veto sur l'ouverture du contingent d'importations en faveur de la Nouvelle-Zélande pour 1983.

Il faut se souvenir en effet que le véritable lien établi par M. Cresson concernait le « beurre néo-zélandais » et le « beurre soviétique ». Il ne faut pas se méprendre non plus sur les ventes subventionnées aux consommateurs de la C.E.E. Indépendamment de l'avantage pour le ménage, elles ne sont pas exemplaires sur le plan de l'efficacité. Vendre à bas prix 120 000 tonnes n'augmente la consommation que de 20 à 25 %. Cela veut dire que, pour réduire les excédents de 30 000 tonnes au maximum, il sera dépensé 900 millions de francs. La même somme consacrée à subventionner les exportations permettrait de diminuer effectivement les stocks de 120 000 tonnes (1).

La Commission semble solliciter — en laissant une période suffisamment longue entre le moment où elle a lancé son projet et celui où elle le mettra à exécution — la réaction des opposants au « beurre soviétique ». Les pressions ne vont pas manquer de s'exercer du côté allemand et britannique, mais aussi de la part de nombreux membres de l'Assemblée européenne.

De telles pressions politiques justifient ainsi un éventuel renoncement de la part de la Commission. Celle-ci est-elle dans son rôle en pratiquant un jeu aussi sophistiqué ? Sa mission ne l'appelle-t-elle pas plutôt à miser sur la clarté ?

En attendant, les Etats-Unis sont sur le point, afin d'échapper leurs propres excédents, de « jeter », dit-on à Bruxelles, sur le marché international, y compris donc à destination de l'Union soviétique, 170 000 tonnes de beurre à bas prix par le biais d'une procédure d'adjudication.

MARCEL SCOTTO.

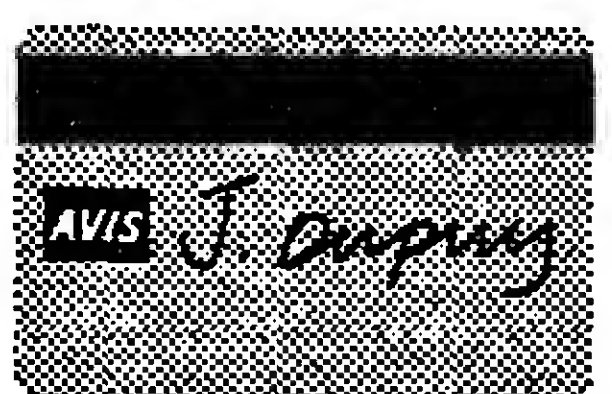
(1) De plus, cette vente occasionnelle de beurre à prix réduit vient concurrencer celle du beurre frais et liche donc les entreprises à porter leurs excédents à l'intervention. Les industries sont opposées à cette formule. Par exemple, l'Association centrale des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou s'élève, nous signale notre correspondant à La Rochelle, contre les ventes de beurre à prix réduit, « qui coûtent cher à la Communauté ».

• Un président italien pour le CEFIC. — M. Mario Schimberni, président du groupe chimique italien Montedison, a été nommé président du Conseil européen des fédérations de l'industrie chimique (CEFIC). Il remplace à ce poste M. Jean Gandois, ancien administrateur général de Rhône-Poulenc, nommé en juin dernier, qui s'est démis de ses fonctions. M. John Harvey Jones succédera à M. Schimberni en juin 1984 aux termes du règlement de l'organisme.

Carte Avis Express. 35" et vous prenez le volant.

Présentez votre carte Avis Express au comptoir des principaux aéroports européens.

En 35" exactement, elle permet d'établir votre contrat de location. Sans erreur possible grâce à sa mémoire magnétique.



Vous gagnez du temps et vous évitez la « papasserie ». Vous arrivez, vous signez et vous prenez le volant de votre voiture.



AVIS

حسبكم من الاموال

lie

TURE

Nous sortons du blocage dans les meilleures conditions

AGRICULTURE

Le droit de jou de la Commission

AFFAIRES

MATRA, THOMSON ET LA MICRO-LITHOGRAPHIE

L'art de sauver la face

Les vagues causées par l'accord entre Matra et la société américaine G.C.A. pour la fabrication de matériels de production de composants électroniques, et la décision prise simultanément par Cameca, une filiale de Thomson-C.S.F., de supprimer son département de micro-lithographie s'ajoutent peu à peu.

Placé, pour ainsi dire, devant le fait accompli par les deux groupes nationalisés, conscient des remous causés dans les équipes concernées chez Cameca et de l'apparente contradiction de ces décisions avec le discours politique tenu depuis le 10 mai, le ministère de la recherche et de l'industrie s'est donné un mois pour « trouver » une solution qui tienne compte des réalités, préserve l'avenir et permette, il faut bien le dire, à chacun de sauver la face dans cette affaire.

Les grandes lignes de cette solution qui s'ébauche seraient les suivantes : l'accord Matra-G.C.A. ne serait pas remis en cause. De plus, un second accord pour la fabrication d'équipements de photo-répétition serait en cours de négociation entre C.I.T.-Alcatel et la société britannique Varian.

(Publié)

ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
23, bd Vital-Bouhot, 75 de la Jette, 82, Neuilly
Téléphone : 747-81-35

Alain GOUTHER
Centre officiel d'examens - Marées maritimes
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

Pour que ce projet — séduisant sur le papier — et qui s'inspire de l'exemple japonais ait quelque chance de réussite, plusieurs conditions devront être réunies.

Il faut d'abord que chacun des trois groupes du secteur public jouent à fond le jeu de la coopération, et que les équipes concernées, leurs dirigeants, aient bien le même objectif : s'affranchir à terme de la dépendance technologique à l'égard des associés étrangers. Dans ce type d'association avec des firmes étrangères, le risque existe toujours que l'utilisateur de licences ne se laisse enfermer dans l'appareil confort intellectuel et financier que lui procure son accord et qu'il ne se cantonne dans un rôle de sous-traitant.

Il faudra ensuite trouver une formule originale qui permette la cohabitation d'un projet national et d'une coopération industrielle, avec des firmes étrangères. Quelles seront leurs réactions à de telles orientations pour développer ces machines de l'ère électronique ?

Il faudra enfin que les programmes de développement, au stade de la recherche comme de la production, bénéficient des soutiens financiers nécessaires et réguliers de l'État comme des entreprises concernées. Le déroulement des opérations devra être suivi de près afin d'éviter les dérives. Faute de quoi on ne fera une fois encore qu'investir en pure perte.

J.-M. G.

Les multinationales en mutation. — Les 15 et 16 novembre, aura lieu dans la salle du conseil de l'université Paris IX-Dauphine, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, Paris-16, un colloque sur « les multinationales en mutation », organisé par le Centre de recherches économiques pures et appliquées de l'université de Dauphine (CREPA), dont le directeur est le professeur Alain Corta, et par l'Institut de recherche et d'information sur les multinationales dirigé par M. Michel Gherzma.

SOCIAL

LA SORTIE DU BLOCAGE DES HONORAIRES MÉDICAUX

- Le gouvernement accorde une hausse globale de 14,5 % pour 1982 et 1983
- La C.S.M.F. et la F.M.F. entérinent le nouvel avenant tarifaire.

Le gouvernement a donné son accord, le 6 novembre, aux caisses d'assurances maladie pour une série de hausses des honoraires médicaux concernant 1982 et 1983. Pour l'ensemble des actes, la hausse nominale globale est de 14,5 %. Dès le 15 novembre, le tarif des consultations sera majoré. Le 15 décembre et le 15 mars, les autres tarifs suivront.

Le 7 novembre à Paris, l'assemblée extraordinaire de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), principale organisation de la profession, a entériné ce nouvel avenant tarifaire.

« Ce n'est pas la gloire mais c'est meilleur que ce qu'on aurait pu attendre... » C'est en ces termes que Beaupère, président de la C.S.M.F., a jugé, devant son assemblée, l'avenant tarifaire. Les syndicats participant à la réunion du 7 novembre ont suivi en majorité leur président : 141 ont voté pour, 9 contre et 8 se sont abstenus. Le 6, un vote organisé à la Fédération des médecins de France (F.M.F.), autre syndicat, avait approuvé aux deux tiers le même avenant. Ainsi a pris fin une semaine de tractations difficiles.

Le 4 novembre les caisses et les syndicats avaient défini une proposition commune prévoyant des applications à partir du 15 novembre. Encore fallait-il obtenir l'accord de la tutelle — le ministère des affaires sociales. Le T. M. Mauroy a donné le feu vert, tranchant entre M. Bérégovoy qui soutenait les propositions caisses-médecins, et MM. Delors et Fabius qui jugeaient l'avenant trop avantageux pour cette profession comparée aux autres.

Le déblocage des honoraires, qui commencera le 15 novembre, peut satisfaire une profession qui s'attendait au pire. Le train des hausses programmées concerne l'ensemble des actes assurés par les médecins. Dès le 15 novembre, les tarifs de

consultation seront augmentés : pour le généraliste, de 55 F à 60 F ; pour le spécialiste, de 80 F à 87 F, et en psychiatrie de 125 F à 140 F. Le 15 décembre, les tarifs des autres actes suivront. La visite passera, pour le généraliste, de 71 F à 76 F ; pour le spécialiste, de 86 F à 93 F ; en psychiatrie, de 136 F à 151 F. Le « K » (acte de chirurgie) passera, à la même date, de 10,25 à 10,60 F — une hausse moindre que celle décidée pour la consultation ou même pour la visite. L'acte de stomatologie (S.P.M.), de 11 F actuellement, augmentera de 50 centimes. L'acte « Z » en radio gastro passera de 8,10 F à 8,40 F. Le « Z », en rhumato-phusio, de 7,50 F à 7,70 F. L'accouchement simple augmentera de 789 F à 900 F, l'accouchement gemellaire de 900 F à 1 000 F.

En 1983, au 15 mars, pour l'ensemble des actes, à l'exception du forfait thermal qui, le 15 avril, passera de 325 F à 360 F, d'autres hausses sont programmées : la consultation passera, pour le généraliste, de 60 F à 65 F ; pour le spécialiste, de 87 F à 95 F ; en psychiatrie,

de 140 F à 145 F. La visite augmentera, pour le généraliste, de 76 F à 81 F ; pour le spécialiste, de 93 F à 101 F ; en psychiatrie, de 151 F à 161 F. L'acte « K » passera de 10,75 F à 11,50 F. Le « S.P.M. » de 11,50 F à 12,25 F. Le « Z » (radio gastro) de 8,40 F à 9,10 F. Le « Z » (rhumato-phusio) de 7,75 F à 8,35 F. Les autres actes de 6,70 F à 7,20 F. L'indemnité kilométrique de déplacement n'est pour le moment pas modifiée, ce qui a suscité de vives critiques au cours de l'assemblée de la C.S.M.F., notamment des médecins ruraux.

La régularisation des immigrés « sans papiers »

LA C.G.T. ET LE M.R.A.P. APPRÉCIENT DIVERSEMENT LES RÉSULTATS DE L'OPÉRATION

La C.G.T. s'est félicitée, dimanche 7 novembre, du bilan de l'opération de régularisation exceptionnelle des immigrés « sans papiers », qui a permis à cent trente mille d'entre eux de « sortir de la marginalisation dans laquelle la patronat les avait placés ». La C.G.T. souligne l'intérêt des « possibilités de recours » pour ceux qui n'ont pu bénéficier de cette régularisation alors qu'ils étaient en droit de l'obtenir. Elle ajoute que d'autres questions « se posent désormais avec acuité : formation professionnelle et logement ».

Beaucoup moins optimiste, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.) annonce qu'il multiplie les initiatives auprès de M. Mauroy et de M. Autain, secrétaire d'État chargé des immigrés, pour leur rappeler la position qu'il avait prise lors de son dernier congrès, le 8 mai dernier, à savoir : le souhait que l'opération de régularisation débouche sur l'admission de tous les « sans-papiers » qui ont fait confiance au gouvernement en déposant un dossier. Le M.R.A.P. se déclare préoccupé par les difficultés que rencontrent certains de ces immigrés et « adjure » MM. Mauroy et Autain de reporter au 31 décembre la date limite de validité des autorisations provisoires de séjour.

D'autre part, le prochain réajustement de certains visas suscite de vives inquiétudes dans les pays « exportateurs de main-d'œuvre », notamment au Maroc.

Mais, globalement, le soulagement a été manifeste. Avec le nouvel avenant tarifaire, l'augmentation nominale de l'ensemble des honoraires cumulée pour 1982 et 1983 aboutit à une hausse de 14,5 %. Mais si l'on calcule en masse, c'est-à-dire en tenant compte de la date d'application dans l'année des augmentations déjà réalisées du 1^{er} janvier 1982 au 1^{er} décembre 1983, la hausse totale en masse sera de 20,84 %. La profession médicale bénéficie, dès le 15 mars, d'une hausse que d'autres professions n'atteindront qu'en fin d'année. Mais, fait-on remarquer au bureau de la C.S.M.F., il ne s'agit que d'un rattrapage du retard en 1982. L'avenant tarifaire médical, ajoute-t-on, accorde un taux à la profession en 1983 égal à celui obtenu par les fonctionnaires en 1982 et inversement.

Comme les autres professions

Cette hausse de 20,8 %, pour les deux années considérées, ne suffira pas à maintenir le pouvoir d'achat des médecins. Les charges inhérentes à leur activité évoluent plus vite que les recettes. Elles n'ont pas bénéficié de mesures particulières, contrairement aux charges des artisans ou d'autres entreprises et au « grand regret » des syndicats médicaux. Mais globalement, pour le Dr Junod, président du Syndicat national des médecins de groupe, « le corps médical subit et va subir la même dégradation de pouvoir d'achat que les autres professions — de 3 à 4 % — ni plus ni moins ». Son diagnostic ne fait pas l'unanimité de la profession. Une petite minorité de syndicats départementaux a refusé l'avenant, qualifié de « carotte démobilisatrice », qu'il a appliqué un nouveau tarif de combat ou même à se déconventionner.

Le 15 novembre, les parties signataires de la convention de mai 1980 vont en faire le bilan avant de la renouveler pour trois ans. L'échéance est intéressante : elle offre pour les praticiens à nouveau la possibilité du choix — être dans le secteur « un » à honoraire fixe, ou pour le secteur « deux » à honoraires libres, ou encore se déconventionner.

DANIEL ROUARD.

loué soit MATTEI

Le grand loueur économique

PARIS :

205, Rue de Berry (12^e) 346.11.50
102, Rue Ordener (18^e) 324.32.30
Porte de la Villette (19^e) 333.01.08
12, Place du Louvre (1^{er}) 330.10.91
18, Rue Chausée-d'Antin (8^e) 263.72.18
85, Rue Jarnac-d'Arc (13^e) 285.30.66
48, Rue de Paisy (13^e) 285.16.97
51, Av. de Saint-Ouen (17^e) 228.30.70

24 STATIONS en région parisienne

CENTRAL RENSEIGNEMENTS (1) 346.11.50

80 AGENCES EN FRANCE

15-20 NOV. 1982
PORTE DE VERSAILLES - 9 H - 18 H

PARIS

interal⁸²

4 SALONS SPECIALISES
228.000 M² - 5.400 EXPOSANTS

LA PLUS IMPORTANTE MANIFESTATION MONDIALE CONSACREE AUX INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

EMBALLAGE
Salon International Emballage Conditionnement et Présentation. Tous les produits et matériels : emballages, matériaux, machines, accessoires, procédés.

MATIE
Salon International du Matériel et des Techniques pour l'Industrie et le Commerce de la Viande.

GIA
Salon International du Génie Industriel Alimentaire. Le GIA est le salon des méthodes et des moyens de production des agro-industries.

SIAL
Salon International de l'Alimentation. La gamme complète des produits alimentaires français et les spécialités de 80 pays.

INTERAL : 7, rue La Boétie - 75008 Paris - Tél. : 265.22.83

CONTRE LA FLAMBEE DE VOS COÛTS DE TRANSPORTS...
UTILISEZ L'EAU!

une flotte fluviale diversifiée est à votre service.

Valués m'envoyer, sans aucun engagement de ma part, votre documentation concernant le transport par voie navigable

Nom : _____ Prénom : _____

Société : _____

Secteur : _____ Fonction : _____

Téléphone : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION, 2, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris, Tél. 560.32.24

Entrez, roulez, sortez, payez plus tard...

Pour vos déplacements professionnels par les autoroutes Paris-Rhin-Rhône.

PARIS

MULHOUSE

DIJON

BEAUNE

LYON

Pour vous simplifier la vie, la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône propose aux entreprises et administrations la carte Y qui permet de régler les frais d'autoroute par relevé mensuel.

● pas de monnaie, pas de chèque ;

● gain de temps au péage ;

● gestion simplifiée ;

● justification des frais assurée.

Pour recevoir une documentation détaillée sur la carte Y, retournez ce coupon-réponse :

Société : _____

Adresse : _____

Secteur d'activité : _____

Parcours habituel : _____

SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHÔNE
Service Carte Y
B.P. 52 - 21019 DIJON CEDEX

MICHEL NOBLECOURT

Pour recevoir un livret sur la bonne façon d'écouter, écrire à Sperry S.A., Dept MD1519 Rue François Ier 75008 Paris.

هكذا من الاصل

Burroughs

LOGEMENT

Point de vue

LA CRISE DU MARCHÉ IMMOBILIER

Faut-il brûler les professionnels ?

par ROGER LEMIALE (*)

PARIS, Mekun, Toulon, Reims, Marseille, Nancy, Amiens, Toulouse, Mont-de-Marsan, Limoges, Montpellier, Lyon, Metz... et partout ailleurs en métropole, offre de logements locatifs : néant ou presque.

Faut-il brûler les professionnels qui assistent impuissants, depuis plusieurs mois, au déroulement du scénario qu'ils avaient, hélas, prévu ?

Faut-il, comme on dit, « casser le thermomètre », parce qu'il démontre la présence de la fièvre ?

Faut-il rendre responsables de l'épidémie ceux qui l'avaient annoncée comme inéluctable, si l'on ne prenait pas en temps utile les mesures de prophylaxie qu'ils suggéraient ?

Bref, toute une population de petits propriétaires, sans doute maladroite dans l'expression mais totalement incomprise dans ses besoins, se rebiffe et retire ses logements du marché locatif lorsqu'elle en a la possibilité. Que ce soit pour vendre, pour attendre la sortie du blocage ou celle des dix-huit mois nécessaires à un loyer libre, ou pour toute autre raison formulée ou informulée, qu'importe, le phénomène est là. Il n'y a donc pratiquement plus de logements à louer, au regard de la demande, et tant pis pour les locataires qui arrivent actuellement sur le marché locatif, les jeunes, notamment, ou ceux qui, pour changer d'emploi, doivent changer de région.

Effectuant en quelques mois un gigantesque bond en arrière, le marché locatif est en train de redevenir un marché de pénurie avec toutes les conséquences perverses qui en découlent.

Il est vrai que le nombre de logements locatifs n'a pas diminué d'un coup d'une manière significative à la suite du vote de la loi Quilès. Il est

d'ailleurs facile de rappeler à ce sujet les analyses de la FNAIM qui, depuis plus de cinq ans déjà, attirait l'attention des pouvoirs publics sur les dangers de la pénurie qui se profilait.

Seulement voilà, les conséquences réelles de cette situation étaient « gommées » par le comportement responsable des différents intervenants, professionnels, locataires, propriétaires ; le parc étant utilisé comme une autoroute à la limite de la saturation, c'est-à-dire à la merci du moindre incident sérieux.

Le vrai problème des locataires, qui est la possibilité ou non de trouver un logement à un prix raisonnable, a été balayé par l'urgence et l'impérieuse nécessité d'instaurer une législation des rapports locatifs interventionniste, lourde, répressive et institutionnalisant des conflits dans un secteur jusqu'ici globalement éparpillé.

Comment blâmer les locataires qui, aujourd'hui, participent directement et massivement à la pénurie en démantelant plus, puisque selon nos récentes estimations, les congés spontanés ont diminué dans la proportion effrayante de 90 % ?

Certes, la loi aurait été bien pire si le gouvernement et le Parlement, surpris par l'ampleur de la réaction des milieux professionnels, des propriétaires, voire de certains locataires avertis ou plus suspicieux, n'avaient pas amendé le projet initial, dans lequel le militantisme avait pris, il faut bien le dire, le pas sur les réalités économiques.

Mais, malgré ces améliorations indiscutables et tangibles, nous pouvons prévoir, sans plus de chances de nous tromper que lorsque nous avions annoncé le blocage actuel du marché, que sans une modification réelle de certains mécanismes

contenus dans la loi et sans revirement clair de l'attitude du gouvernement à l'égard de l'épargne investie dans l'immobilier la situation risque d'empirer et de devenir très difficilement réversible. Il faudra alors, en catastrophe, prendre des mesures lourdes et coûteuses pour remédier à une situation devenue dramatique pour les particuliers, c'est évident, mais aussi pour les entreprises incapables d'une véritable compétitivité faute d'une main-d'œuvre mobile.

Cela, nous le disons avec d'autant plus de force que les professionnels sont actuellement soumis à des pressions inadmissibles, tant de certains propriétaires, qui préfèrent reprendre leur mandat afin de « s'arranger directement avec le locataire » et faire ainsi leur affaire de l'application des mesures de blocage, que des locataires qui demandent déjà le droit de « présenter » leur successeur.

Dans un marché à l'agonie, on finira bien par trouver des professionnels qui prêteront leur concours à des arrangements illicites.

Le bouc émissaire sera alors tout trouvé.

Il nous faut donc dire clairement, avec fermeté et détermination, que les professionnels ne supporteront pas d'être tenus pour responsables des conséquences d'une situation malsaine dont ils sont les premiers à être pénalisés et qu'ils ont tenté par tous les moyens d'éviter, même si un nombre limité d'entre eux se montre défaillant.

On n'évacue pas impunément le marché, fût-ce au motif de lui substituer des « rapports locatifs » en harmonie avec telle ou telle doctrine ou pour obéir à de louables sentiments.

L'enfer, avons-nous écrit, est pavé de bonnes intentions.

La rentabilité locative diminue depuis dix ans. Elle est actuellement tombée à un niveau tel qu'il faut être insouciant pour s'imaginer que les bailleurs pourraient supporter une érosion supplémentaire, tout en se servant joliment par une réglementation compliquée.

Mais cet aspect de l'investissement immobilier qu'est son revenu n'est pas la cause unique de la crise actuelle. Le proche passé nous a démontré que les propriétaires admettaient une très faible rentabilité s'ils sentaient que la libre disposition de leur bien était acquise et surtout dès lors que l'attitude des pouvoirs publics leur paraissait favorable, ou du moins dénuée d'hostilité à l'égard du patrimoine immobilier ; dès lors aussi et peut-être surtout que l'activité soutenue des transactions garantissait la protection de leur bien contre les effets de l'inflation.

Aujourd'hui, ceux-là mêmes qui acceptaient d'immobiliser l'épargne issue du travail pour un revenu, après impôt, de 2 % en logeant un de leurs contemporains rechignent. Et il est significatif que ce sont les plus jeunes qui veulent se libérer au plus vite d'un investissement dont ils ne voient plus que les aspects négatifs.

Sans doute ont-ils tort à moyen et long terme, c'est notre analyse, mais ils estiment ne pas avoir les moyens d'attendre.

En effet, ils ne peuvent que constater le tir de barrage dont fait l'objet directement ou indirectement leur épargne placée dans l'immobilier. Le fait que le phénomène soit déjà ancien et apparemment s'aggraver au fil des ans après l'explosion des années 60 ne les rassure pas, bien au contraire.

Il est probablement encore temps de revenir à un marché sain, c'est-à-dire à un marché dans lequel une publicité pour un bien à louer de quatre pièces dans le dix-septième arrondissement de Paris n'entraîne pas quatre cent quatre-vingt-quatre appels en une matinée et trente-cinq candidats locataires se bousculant au « sur place », quelques-uns venant dès l'aube à un rendez-vous fixé à partir de 13 heures.

Mais, pour cela, il faut que le gouvernement agisse rapidement en démontrant son estime et son intérêt pour l'épargne investie dans l'immobilier.

Pour convaincre, il lui faudra pratiquer le réalisme, car, si l'on veut que les particuliers placent leur épargne dans les capitaux dits « à risque », nécessaires à l'industrie, il faut en même temps que leur soit offert un investissement sans doute moins rémunérateur, moins spéculatif au sens économique du terme, mais aussi mieux garanti.

Revenir sur certaines dispositions parmi les plus fâcheuses de la loi, et en particulier en rendant la liberté des loyers au départ volontaire du locataire, même assortie d'engagements de modulation ; enrayer la baisse de la rentabilité locative consécutive aux divers blocages des douze derniers mois, notamment à l'occasion des négociations qui vont s'ouvrir sur l'évolution des loyers en 1983 ; mais aussi modifier par des dispositions fiscales à la fois tangibles et néanmoins symboliques par leur signification, le socle de préserver l'investissement immobilier, nous semble la seule chance de rétablir une confiance aujourd'hui gravement ébranlée.

Sinon, il faudra bien se résoudre un jour à brûler, pour hérésie, les professionnels, comme dans la Grèce antique on sacrifiait ceux qui annonçaient les défaites.

(*) Président de la Fédération nationale des agents immobiliers, mandataires en vente de fonds de commerce, administrateurs de biens, syndics de copropriété et experts (FNAIM).

PIERRE FOIX et l'équipe du CEPIG

Conseils d'Entreprise en développement humain depuis 20 ans ont le plaisir de vous annoncer la naissance d'un département ouvert aux particuliers :

L'INSTITUT D'EMERGENCE RELATIONNELLE

Les racines de votre vocation, de votre vie personnelle, de votre environnement sont en vous.

Nous vous proposons de les découvrir et de vous entraîner à :

- effacer ce qui gêne leur émergence
- développer leur force
- créer votre existence

Si cette finalité vous intéresse, nous serons heureux de vous compter parmi nos amis.

Disciplines pratiquées :

- Bio-comportement • Bio-analyse • Bio-crédit

Pour tout renseignement, écrivez ou téléphonez à

Dominique FOIX

16, rue Franklin, 75016 Paris - Tél. 520.99.99

DC

VOS CADRES DE DIRECTION

Tél. 236.16.15

ou

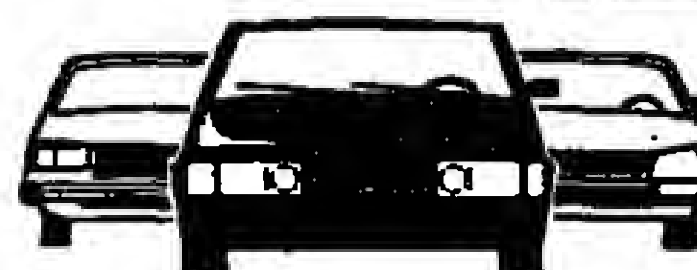
Tél. 236.00.33

TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

novembre!

un mois exceptionnel pour l'achat de votre PEUGEOT ou TALBOT

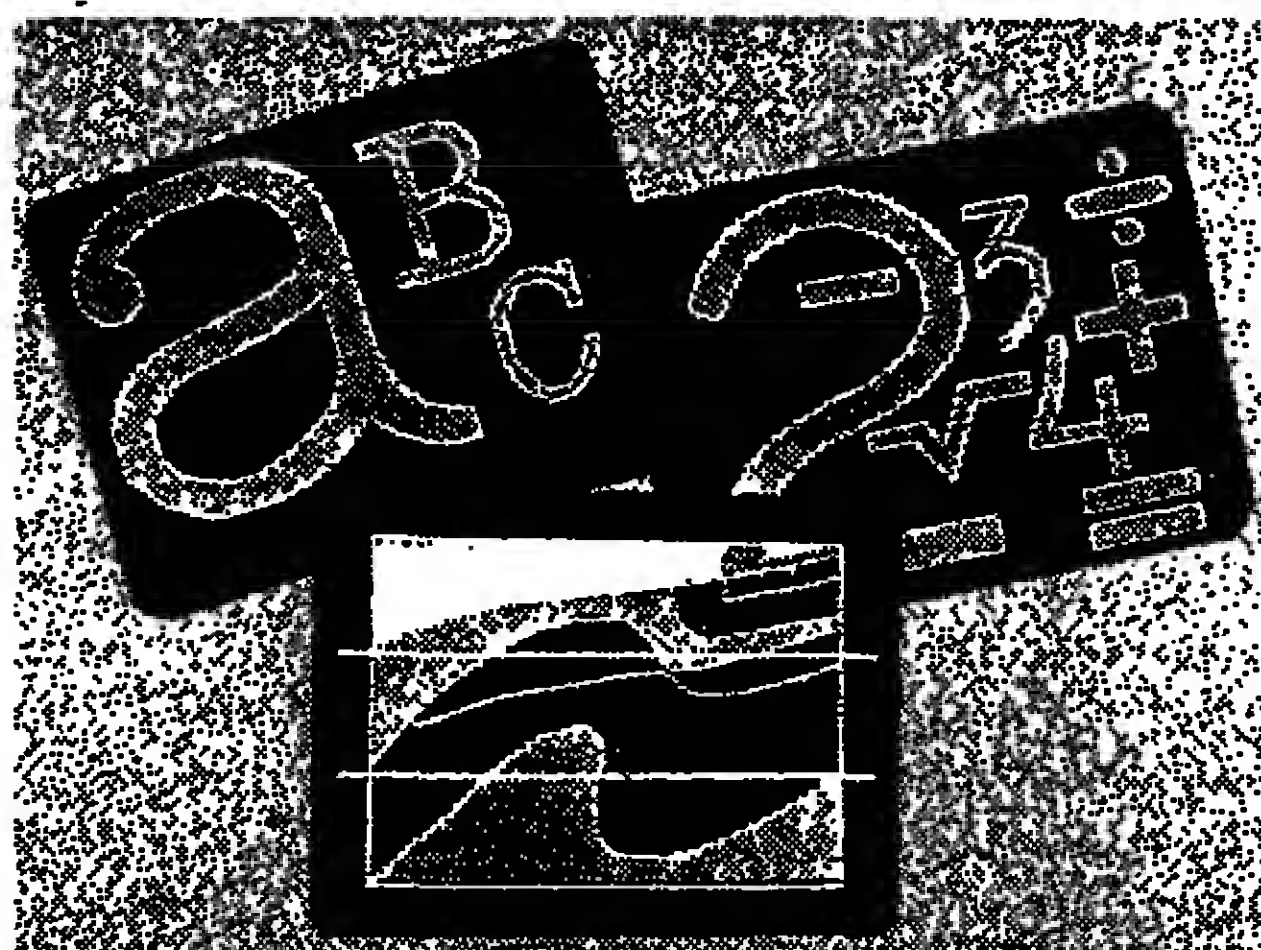


Le meilleur prix - le meilleur service

NEUBAUER

M. GERARD 821.60.21

LES SYSTEMES B20: UN NOUVEAU CONCEPT



LA POLY-INFORMATIQUE

La poly-informatique BURROUGHS offre à l'utilisateur final les avantages de systèmes centralisés, démultipliés par poste de travail.

Les Systèmes B 20 de BURROUGHS expriment pleinement cette polyvalence :

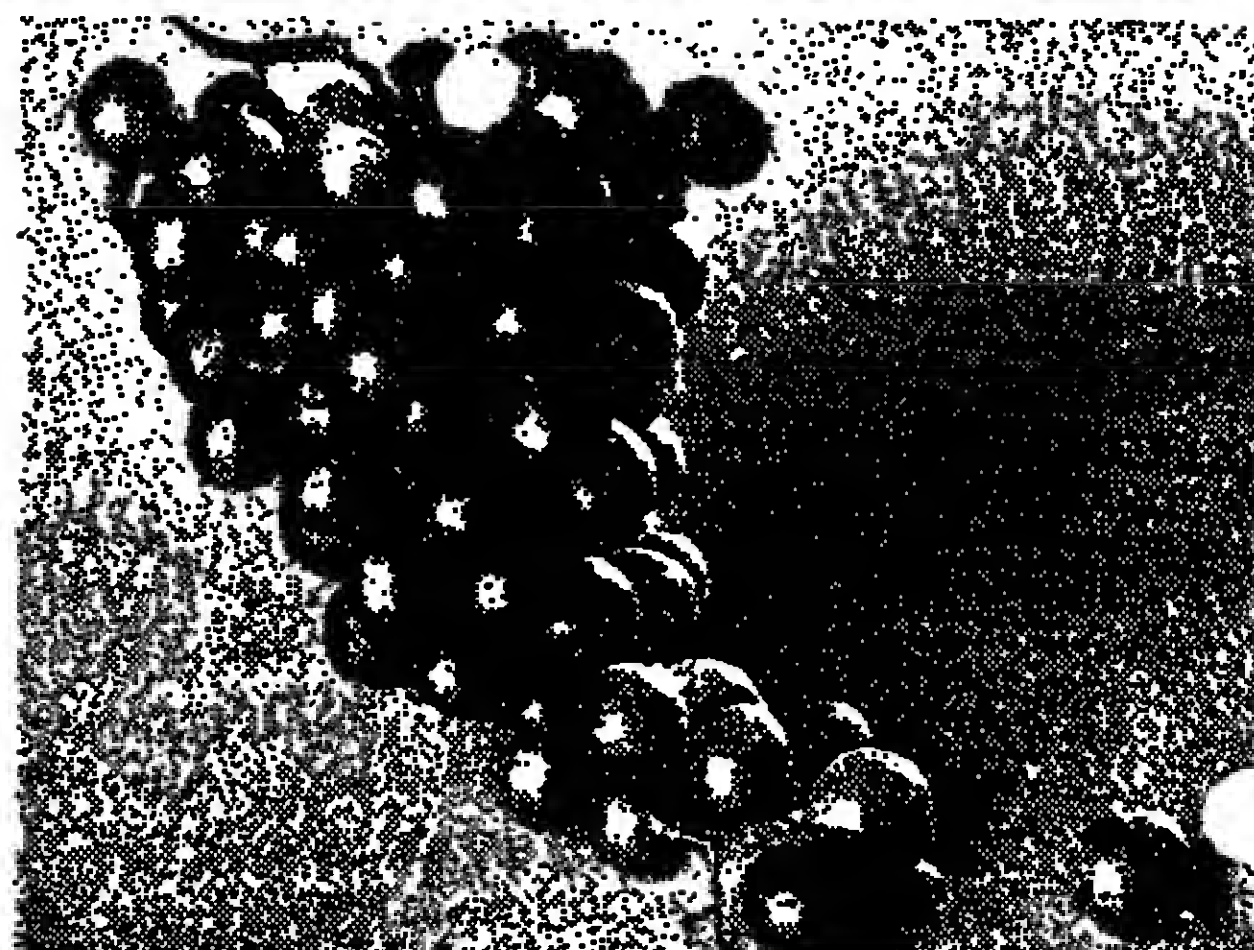
- fonctions : traitement de textes, de données chiffrées, traitements graphiques, visualisation couleur
- capacités de travail : ce sont de vrais multitâches, travaillant en simultané et en temps réel, avec toutes possibilités d'accès et de connexions.
- applications : scientifiques, de gestion, de bureautique, à l'aide des logiciels les plus performants.
- utilisation multilingues : Basic, Cobol, Pascal, Fortran...
- capacité de traitement : mémoire de 256 Ko à 640 Ko par

poste, capacité disques jusqu'à 60 Mo, avec liaison à plus de 30.000 caractères/seconde.

Les Systèmes B 20, c'est aussi une ergonomie de pointe : clavier Azerty accentué détachable, écran anti-reflets orientable (34 x 132 caractères), etc.

Pour un accès immédiat à la Poly-Informatique, les Systèmes B 20 incluent formation assurée par ordinateur, progiciel de formation "sur mesure", le tout... en français.

* d'opération, début 1983.



L'ARCHITECTURE DE GRAPPE

L'architecture de grappe BURROUGHS, c'est le symbole de l'intelligence distribuée, avec ses "grains" autonomes, mais solidaires.

Chaque poste possède sa mémoire et son indépendance, avec ses propres périphériques, pour répondre aux seuls besoins de son utilisateur.

De plus, un poste "superviseur" permet à chacun d'accéder à la mémoire et aux services communs, contrôlant et coordonnant toute la grappe ; on peut lui connecter de 1 à 16 postes. La puissance du Système s'accroît en proportion, logiciel Système et progiciel d'application répondant à toutes les configurations.

Pour la PME comme pour la grande organisation, la sou-

plesse des Systèmes B 20 garantit une constante adéquation aux besoins, y compris l'intégration à tous réseaux.

Les Systèmes B 20, c'est la Poly-informatique BURROUGHS au service de l'utilisateur final.

- FIGURE TECHNIQUE B20
- Processeur 10 Bits total 8088
 - 5 et 8 MHz
 - Systèmes modulaires
 - de 1 à 17 postes de travail (liaison locale à 387 Kbit/s)
 - gamme complète de périphériques : terminaux, imprimantes, etc.
 - connectiques : interfaces IEEE 796
 - Facilité d'intégration dans les réseaux
 - Sans limite de terminaux asynchrones, RS232C, RS422, RS485, etc.
 - Systèmes d'exploitation (RTMS) multi-tâches temps réel intégrant le traitement des données, du texte, et le traitement graphique.

Pour faire plus ample connaissance avec la Poly-informatique,

Retournez ce bon à : René ESLINE Systèmes B 20

BURROUGHS FRANCE

95015 CERGY-PONTOISE CEDEX

Société

Nom

Fonction

Adresse

M 8-11

Tél.

Burroughs

NOUVEAU : BURROUGHS DIFFUSION - 140, rue de Tocqueville Paris 17^e - 267.43.40

Information, assistance, vente des Systèmes BURROUGHS.

Burroughs

UN PARTENAIRE, DES SERVICES

Centres BURROUGHS à

• Lille • Nancy

• Lyon • Marseille • Bordeaux

• Nantes • Strasbourg • Dijon • Clermont-Ferrand

• Grenoble • Nice • Toulouse • Tours • Rouen • Le Vaudreuil

et Afrique Francophone.

TRANSPORTS

M. FITERMAN SIGNE UN ACCORD
DE COOPÉRATION AVEC L'ALGÉRIE

Priorité sera donnée aux productions françaises
« à conditions financières égales »

(De notre correspondant)

Alger. — Après avoir été reçu dans la matinée par le président Chadli, M. Charles Fiterman a signé avec son homologue algérien M. Goudjil, le samedi 6 novembre, à Alger, un accord de coopération dans le domaine des transports, conforme en gros aux espoirs exprimés lors de l'arrivée du ministre français en Algérie (le Monde du 4 novembre).

Cet accord se réfère au protocole de coopération économique algéro-français signé par M. Claude Cheysson, ministre des affaires extérieures, le 21 juin à Alger. Il précise « les modalités et l'objet » de la coopération dans le secteur concerné. « Les conditions générales de son exécution par les opérateurs ainsi que les moyens nécessaires à sa réalisation ». Un premier accord sectoriel franco-algérien relatif à la construction en trois ans de 60 000 logements, avait été conclu le 30 juin.

Le texte signé par M. Fiterman met l'accent sur la nécessité d'un transfert effectif des technologies par des dispositions concourant à l'augmentation des capacités algériennes de réalisation et de maintenance. Il institue un « comité » qui se réunira au moins deux fois par an, composé des « représentants des parties en vue de rechercher et de proposer aux instances compétentes, à l'occasion des discussions portant sur des projets significatifs, toute mesure de nature à assurer l'application de l'accord ». Il stipule que, sauf dérogations expressément justifiées, les fournitures importées nécessaires à la réalisation des opérations, seront d'origine française. Les contrats seront conclus « selon

la procédure d'appel à la concurrence ou à la procédure de gré à gré ». « La compétitivité des offres présentées par les entreprises françaises, est-elle encore précisée, est appréciée par référence aux conditions prévalant sur le marché international et aux dispositions du présent accord ».

L'accord stimule enfin que « les dispositions de financement » relatives aux projets retenus sont fixés par échange de lettres, après d'amples discussions, de tels échanges ont eu lieu concomitamment à la signature du traité d'Alger et des transports ferroviaires. Des conversations devront se poursuivre dans le domaine de l'aviation. Interrogé par la presse, M. Fiterman n'a pas donné d'informations chiffrées sur les contrats signés.

L'Algérie n'accorde en rien une exclusivité à la France. Le 26 octobre, elle a signé avec l'Autriche un contrat pour l'extension et la modernisation de son réseau ferroviaire. Elle vient de recevoir une mission britannique pour des conversations sur un programme d'habitat. Mais la succession de visites ministérielles françaises est un signe d'harmonie particulière entre les deux gouvernements. Les prochains hôtes français d'Alger seront MM. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération et du développement, qui rencontrera le ministre algérien des affaires étrangères le 15 novembre avant la conférence de l'O.U.A. à Tripoli et Jack Lang, ministre de la culture attendu les 13 et 14 décembre, pour la signature d'importants accords culturels.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(Avis financiers des sociétés)

Le présent avis est publié à titre d'information.



Caisse nationale des autoroutes

Florins 75.000.000

Placement privé

Garanti par l'Etat Français

Mis en place par

Nederlandsche Middenstandsbank N.V.

Banque NMB-Interunion S.A.

Octobre 1982

BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE BANQUE POPULAIRE



EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 250 000 000 DE F.

représenté par 50 000 obligations de F. 5 000 nominal

Prix d'émission : 99,78 %, soit F. 4 989 par obligation

Taux d'Intérêt Annuel : 16,50 %

Taux de Rendement Actuariel Brut au règlement : 16,55 %

Durée : 8 ans

Jouissance : 29 novembre 1982

Amortissement : En totalité, le 29 novembre 1990

soit par remboursement au pair, soit par rachats en Bourse.

Cotation : L'inscription à la cote officielle (Bourse de Paris)

sera demandée dès la clôture de l'émission.

BALD du 8 novembre 1982.

Une note d'information qui a reçu le Visa COB n° 82-158 en date du 7 septembre 1982, est tenue à la disposition du public.

S.A. au capital de F. 300 000 000

Siège social : 5 avenue du Château - 93300 Vincennes

Siège central : 18 quai de la Rapée - 75012 Paris

ENVIRONNEMENT

LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION A FOS La bataille de l'eau propre

La pollution des eaux de la zone de Fos et de l'étang de Berre a été réduite de 95 % en dix ans. C'est ce qu'annonce le secrétariat permanent pour les problèmes de pollution industrielle (S.P.P.I.) installé à Marseille.

De près de 180 tonnes par jour en 1972 les déversements des industries ont été ramenés à 18 tonnes. Les rejets d'hydrocarbures notamment, qui atteignaient 6 400 kilos il y a dix ans, sont tombés à 400 kilos par jour. On revient de loin.

Ces remarquables résultats ont été obtenus grâce aux efforts financiers consentis, d'abord de mauvais gré, puis dans leur intérêt, mieux compris, par les sociétés pétrolières et pétrochimiques de la première génération.

Elles ont investi au total depuis 1975 quelque 500 millions de francs. Les normes sévères de rejet imposées aux établissements les plus récents lors de leur installation sur la zone industrielle-portuaire de Fos les ont obligés à se doter d'équipements d'épuration. L'usine sidérurgique Solmer par exemple y a consacré également 500 millions de francs.

Les industriels disent à présent qu'ils ne pourront faire davantage car le traitement des derniers kilos de pollution coûte un prix fou. « Arrivé à ce niveau, explique M. Yvon Taquet, directeur de la raffinerie de Lavera, les investissements deviennent économiquement inacceptables pour les résultats escomptés ». La bataille pour ces eaux propres n'est pourtant pas terminée. Il reste à diminuer par exemple les rejets en mer d'eaux de réfrigération provenant des systèmes à « circuits ouverts ». Ces déversements atteignent encore un million de mètres cubes par jour, soit dix fois plus que ceux des eaux polluées. Depuis mai 1980, à la demande de la direction interdépartementale de l'industrie, Naphtachimie à La-

vera, C.F.R. à La Mède, Shell Française à Berre étudient d'autres systèmes de refroidissement semi-fermés ou fermés. Les usines nouvelles comme celles d'Esso et de B.P. ont adopté ces techniques sans difficultés.

Si la pollution industrielle est maintenant parfaitement connue et maîtrisée, d'autres pollutions apparaissent, d'origine urbaine ou agricole.

Deux petites rivières, la Touloubre et l'Arc, charrient notamment les eaux d'épandage de Salon-de-Provence pour la première et d'Aix-en-Provence pour la seconde.

Reste enfin le problème posé par l'énorme quantité d'eau douce et de limon déversée dans l'étang de Berre par l'usine E.D.F. de Saint-Chamès sur la basse Durance. Ces apports, qui ont commencé en 1966, ont bouleversé l'équilibre de l'étang et de sa population piscicole. La mise en service, il y a deux ans, d'un bassin de décantation de 122 hectares et de 12,5 millions de mètres cubes à Caderache a permis de réduire des deux tiers l'arrivée de limon. Mais certains élus et responsables d'associations demandent une solution plus radicale. Elle consisterait à creuser un canal de dérivation pour rejeter les eaux de la Durance dans le Rhône et non plus dans l'étang de Berre.

GUY PORTE.

UN BARRAGE SUR LA TAMISE

Londres (A.F.P.) — La ville de Londres a toujours vécu sous la menace d'une brusque remontée des eaux de la Tamise et d'une inondation catastrophique des riverains. Les travaux de protection entrepris il y a dix ans ont permis de relever les berges du fleuve mais, selon les experts, une protection durable aurait exigé que dans la capitale les berges soient rehaussées de deux mètres.

La municipalité du Grand Londres a donc entrepris, il y a huit ans, la construction d'un barrage mobile permettant d'élever une barrière de protection chaque fois qu'une brusque remontée des eaux avec la marée serait signalée à l'embouchure de la Tamise. Le barrage, qui sera officiellement inauguré au prin-

temps prochain, a été essayé avec succès, le dimanche 7 novembre.

Formé de sept piliers de béton coulés dans le lit du fleuve et de dix portes d'acier actionnées par des grues hydrauliques, ce barrage a été construit à une dizaine de kilomètres en aval du centre de la capitale. En cas d'alerte, un système hydraulique actionne chacune des quatre portes principales, qui reposent dans des caissons sur le lit du fleuve. Les portes sont alors basculées de 90 degrés et forment une barrière étanche en travers du fleuve.

Chacune des quatre portes principales mesure 61 mètres de largeur et pèse 3 200 tonnes. L'ouvrage a coûté plus de 435 millions de livres (520 millions de francs) et est complété en aval, dans une zone industrielle, par un système de digues.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT NOVEMBRE 82

4 MILLIARDS DE FRANCS

DEUX FORMULES AU CHOIX :

Date de jouissance : 22 Novembre 1982

DURÉE : 12 ANS
TAUX ACTUEL BRUT : 16,33 %
OBLIGATIONS DE 5.000 F
PRIX D'ÉMISSION : 4.970 F

S.A. au capital de 304.143.800 F
Siège Social : 19, rue des Capucines
75001 Paris
Bail du 8 Novembre 1982

DURÉE : 18 ANS
TAUX ACTUEL BRUT : 16,52 %
OBLIGATIONS DE 5.000 F
PRIX D'ÉMISSION : 4.968 F

Possibilité de remboursement anticipé à la fin des 7^{es}, 10^{es} et 14^{es} années ou gré du porteur et de l'émetteur.

crédit foncier de france

Depuis 130 ans nous aidons les français à se loger.

CESSATION DE GARANTIE

Par suite de la cessation des activités de transactions sur immeubles et fonds de commerce de la société Les Toits de France, domiciliée 90, rue de Flandre, à Paris (19^e), la Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet, société anonyme au capital de 120 millions de francs, régie par les articles 118 à 150 de la loi sur les sociétés commerciales, dont le siège social est à Paris (8^e), 3, avenue Hoche, inscrite au registre du commerce sous le n° Paris-B-552 003 261, informe le public que la garantie sur l'activité « transactions immobilières » qu'elle avait accordée à la société Les Toits de France, anciennement dénommée Etude immobilière Flandre, cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes les créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi 70-9 du 2 janvier 1970 qui restent couvertes par la Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet, à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication au siège de la Banque de Neufville,

Schlumberger, Mallet. Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues, et ne peut, en aucune façon, mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de la société ci-dessus visée.

SILIC

Le texte ci-dessous remplace le troisième paragraphe du communiqué publié dans le Monde du 28 octobre 1982.

Le conseil a noté que les émissions du deuxième semestre 1982, qui ont été affectées à hauteur de 600 000 F environ par l'incidence des mesures de blocage des loyers entre le 1^{er} juillet et le 31 octobre, permettent d'acompter pour l'année entière 81,4 millions de francs de loyer (contre 75,6 millions de francs en 1981) et d'augmenter un résultat d'environ 32,4 millions de francs, contre 28,5 millions de francs pour l'exercice précédent. Ce résultat, que le statut de SIFCOMI oblige à distribuer à hauteur d'au moins 85 %, conduirait à un dividende d'au moins 22,80 F contre 20,15 F au titre de l'exercice 1981.

MARCHÉS FINANCIERS

LES MOUVEMENTS DE LA BOURSE DE PARIS

Indice Cote 1982 : 10000
Indice Cote 1981 : 10000
Indice Cote 1980 : 10000

Indice Cote 1979 : 10000
Indice Cote 1978 : 10000
Indice Cote 1977 : 10000

Indice Cote 1976 : 10000
Indice Cote 1975 : 10000
Indice Cote 1974 : 10000

Indice Cote 1973 : 10000
Indice Cote 1972 : 10000
Indice Cote 1971 : 10000

Indice Cote 1970 : 10000
Indice Cote 1969 : 10000
Indice Cote 1968 : 10000

Indice Cote 1967 : 10000
Indice Cote 1966 : 10000
Indice Cote 1965 : 10000

Indice Cote 1964 : 10000
Indice Cote 1963 : 10000
Indice Cote 1962 : 10000

Indice Cote 1961 : 10000
Indice Cote 1960 : 10000
Indice Cote 1959 : 10000

Indice Cote 1958 : 10000
Indice Cote 1957 : 10000
Indice Cote 1956 : 10000

Indice Cote 1955 : 10000
Indice Cote 1954 : 10000
Indice Cote 1953 : 10000

Indice Cote 1952 : 10000
Indice Cote 1951 : 10000
Indice Cote 1950 : 10000

Indice Cote 1949 : 10000
Indice Cote 1948 : 10000
Indice Cote 1947 : 10000

Indice Cote 1946 : 10000
Indice Cote 1945 : 10000
Indice Cote 1944 : 10000

Indice Cote 1943 : 10000
Indice Cote 1942 : 10000
Indice Cote 1941 : 10000

Indice Cote 1940 : 10000
Indice Cote 1939 : 10000
Indice Cote 1938 : 10000

Indice Cote 1937 : 10000
Indice Cote 1936 : 10000
Indice Cote 1935 : 10000

Indice Cote 1934 : 10000
Indice Cote 1933 : 10000
Indice Cote 1932 : 10000

Indice Cote 1931 : 10000
Indice Cote 1930 : 10000
Indice Cote 1929 : 10000

Indice Cote 1928 : 10000
Indice Cote 1927 : 10000
Indice Cote 1926 : 10000

Indice Cote 1925 : 10000
Indice Cote 1924 : 10000
Indice Cote 1923 : 10000

Indice Cote 1922 : 10000
Indice Cote 1921 : 10000
Indice Cote 1920 : 10000

Indice Cote 1919 : 10000
Indice Cote 1918 : 10000
Indice Cote 1917 : 10000

Indice Cote 1916 : 10000
Indice Cote 1915 : 10000
Indice Cote 1914 : 10000

Indice Cote 1913 : 10000
Indice Cote 1912 : 10000
Indice Cote 1911 : 10000

Indice Cote 1910 : 10000
Indice Cote 1909 : 10000
Indice Cote 1908 : 10000

Indice Cote 1907 : 10000
Indice Cote 1906 : 10000
Indice Cote 1905 : 10000

Indice Cote 1904 : 10000
Indice Cote 1903 : 10000
Indice Cote 1902 : 10000

Indice Cote 1901 : 10000
Indice Cote 1900 : 10000
Indice Cote 1899 : 10000

Indice Cote 1898 : 10000
Indice Cote 1897 : 10000
Indice Cote 1896 : 10000

Indice Cote 1895 : 10000
Indice Cote 1894 : 10000
Indice Cote 1893 : 10000

Indice Cote 1892 : 10000
Indice Cote 1891 : 10000
Indice Cote 1890 : 10000

Indice Cote 1889 : 10000
Indice Cote 1888 : 10000
Indice Cote 1887 : 10000

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en milliards de francs)

ACTIF	14-10-1982	14-11-1982
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	280 324	280 324
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	170 564	170 564
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	16 844	16 844
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU RÉGIME	58 866	58 866
5) DIVERS	13 280	13 280
Total	539 098	539 098

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice général de base 100 en 1949

Indice	29 oct.	5 nov.
Indice général	704,2	804,8
Indice des valeurs françaises	704,2	804,8
Indice des valeurs étrangères	213,2	221,7
Indice des valeurs françaises à revenu variable	114,6	118,1
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	288,9	300
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,7	104
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	104,4	104,2
Indice des valeurs françaises à revenu fixe et variable	102,7	104
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe et variable	104,4	104,2
Indice des valeurs françaises à revenu fixe et variable	102,7	104
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe et variable	104,4	104,2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LOCATEL - Pour l'exercice clos le 31 août, les comptes font état d'une marge brute de 110,83 millions (+ 23,5 % de l'exercice précédent) et d'un bénéfice de 9,34 millions (+ 26,9 % de l'exercice précédent). Dividende global imputable de 18,75 F.

HUTCHINSON - Comp d'assortiment sur le capital de la société, filiale à 90,4 % de la C.F.R. (Total), dont le montant est ramené de 122,73 à 49,09 millions de francs; puis sur porté à 225 millions de francs par émission au pair d'actions de 20 F. La souscription sera réservée à la maison-mère.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE - Emprunt de 4 milliards de francs par émission de 800 000 obligations de 5 000 francs, en deux tranches, l'une d'un montant minimum de 500 millions, à 16,20 % (prix d'émission 99,40) d'une durée de douze ans; la seconde également d'un minimum de 500 millions, à 16,40 % (prix d'émission 99,36) d'une durée de dix-huit ans.

SOFINABAIL Société Financière pour le Crédit-bail - Émission de 25 000 obligations de 2 000 francs, amortissables en novembre 1991, et portant intérêt révisé tous les trois ans; pour les trois premières années il sera de 16,50 %.

INDICES QUOTIDIENS

Indice	3 nov.	4 nov.	5 nov.
Valeurs françaises	104,5	105,3	105,3
Valeurs étrangères	125,6	127,8	127,8

CDES AGENTS DE CHANGE

Indice	3 nov.	4 nov.	5 nov.
Indice général	101,4	101,5	101,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Taux	3 nov.	4 nov.	5 nov.
Effet 3 mois	13 1/4	13 1/4	13 1/4

COURS DU DOLLAR À TOKYO

Cours	3 nov.	4 nov.	5 nov.
1 dollar (en yen)	277,20	276,40	276,40

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	% de du rent.	% de coupons	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Orléans	0 286		Orléans	329 80	329 80	Marine	310	310	Étrangères	101 40	101 40	S.E.F. (Soc. m. c.)	64	64
Orléans	3 808		Orléans	102	102	Orléans	242	242	Alcatel	101 40	101 40	Orléans	205	205
Orléans	0 781		Orléans	110	110	Orléans	216	216	Alcatel	101 40	101 40	Orléans	1 35	1 35
Orléans	0 348		Orléans	82 10	82 10	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	2 597		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	6 8 % 87		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	7 % 1973		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	8 % 75/85		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 75/85		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 80/90		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 85/95		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 90/00		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 95/05		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 00/10		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 05/15		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 10/20		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 15/25		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 20/30		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 25/35		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 30/40		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 35/45		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 40/50		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 45/55		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 50/60		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 55/65		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 60/70		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 65/75		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 70/80		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 75/85		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 80/90		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 85/95		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 90/00		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 95/05		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 00/10		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 05/15		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 10/20		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 15/25		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 20/30		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 25/35		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 30/40		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 35/45		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 40/50		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 45/55		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 50/60		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 55/65		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 60/70		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 65/75		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 70/80		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 75/85		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 80/90		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 85/95		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 90/00		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 95/05		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 00/10		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 05/15		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 10/20		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 15/25		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 20/30		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 25/35		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 30/40		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 35/45		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 40/50		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 45/55		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 50/60		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 55/65		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 60/70		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 65/75		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 70/80		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 75/85		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 80/90		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 85/95		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 90/00		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 95/05		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 00/10		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 05/15		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 10/20		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 15/25		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 20/30		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 25/35		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 30/40		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 35/45		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 40/50		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 45/55		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 50/60		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 55/65		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 60/70		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 65/75		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 70/80		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 75/85		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 80/90		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 85/95		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 90/00		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 95/05		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 00/10		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 05/15		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 10/20		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 15/25		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 20/30		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 25/35		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 30/40		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 35/45		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel	101 40	101 40			
Orléans	10 % 40/50		Orléans	312	312	Orléans	214	214	Alcatel					

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. DE GAULLE : « Le message », par Pierre Lefranc ; « Comment le général apprit le débarquement allié à Alger », par Jean Pierre-Bloch ; « Refuser l'aplatissement », par André Passeron ; « Le Christ de Prévert », par Pascal Sigoda.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
- Le coup d'Etat en Haute-Volta.
3. ASIE
3. PROCHE-ORIENT
- 4-5. 7. EUROPE
- ESPAGNE : la démission du secrétaire général du parti communiste.
- ALLEMAGNE FÉDÉRALE : le congrès du parti libéral a confirmé de profondes divisions.

POLITIQUE

8. M. Marchais au « Grand Jury R.T.L.-le Monde ».
10. L'évolution des rapports entre les partenaires sociaux.

SOCIÉTÉ

11. Le débat sur l'enseignement privé.
15. RELIGION : le voyage de Jean-Paul II en Espagne.

SPORTS

14. Cinquante-deux capitaines sur la Route du Rhum.

CULTURE

16. MUSIQUE : L'opéra de Paris.
- THÉÂTRE : Platonov de Tchekhov, par Mesguch.
19. COMMUNICATION : Météo-1, une radio différente pour le Maghreb.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- 21 à 23. LES P.M.E. ET L'ACCÈS AU MARCHÉ FINANCIER :
- 2 % seulement des sociétés françaises sont cotées en Bourse.
- La réforme du marché hors cote.
24. La cote des professions libérales.
25. LES NOTES DE LECTURE D'ALFRED SAUVY.

RÉGIONS

41. ILE-DE-FRANCE : des villages près des villes.

ÉCONOMIE

42. AGRICULTURE : « Beurre de Noël » contre « beurre soviétique ».
- CONJONCTURE : « Nous sortons du blocage dans les meilleures conditions », estime M. Mauroy.
- 43-44. SOCIAL : la sortie du blocage des honoraires médicaux ; les syndicats en mal d'adaptation.
45. LOGEMENT : « Faut-il brûler les professionnels de l'immobilier ? », point de vue de Roger Lemaire.
46. A PROPOS DE... La bataille de l'eau propre.
- TRANSPORTS.

RADIO TÉLÉVISION (18) INFORMATIONS « SERVICES » (40) :
Troisième âge : Journal officiel ; Météorologie ; Mois croisés.
Annonces classées (26 à 39) ; Carnet (15) ; Programmes des spectacles (17-18) ; Marchés financiers (47).

LOOK DE CHAÎNE
RESSUS MODULABLE
PRIX DE CHOC!
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

EDITIONS RUPTURE

A B C D F G H

LA GUERRE DU GOLFE

Les troupes iraniennes auraient pénétré de 10 kilomètres à l'intérieur de l'Irak

Téhéran (Reuters). — Pres d'une semaine après le déclenchement de la dernière offensive irannienne, les forces de Téhéran ont progressé dimanche 7 novembre de 10 kilomètres en territoire irakien et capturé de nombreux blindés, a annoncé l'hodjatolesman Rafsancjani, président du Majlis.

Au cours d'une conférence de presse, il a précisé que les forces iraniennes avaient atteint la localité de Tib, située à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de la ville irakienne d'Al Amarah. Des journalistes occidentaux, qui s'étaient rendus samedi sur le front du côté irakien, avaient pu apercevoir Tib qui était alors en partie de tir des blindés iraniens. Mais aucun signe ne laissait alors présager une nouvelle offensive.

A la question de savoir si l'armée irannienne avancerait jusqu'à Bagdad même, le président du Majlis a répondu : « Oui, nous l'avons déjà dit. Nous ne voyons aucune limite tant que nos droits ne seront pas reconnus. »

Il a, par ailleurs, adressé une mise en garde aux autres États arabes pour qu'ils cessent leur aide à l'Irak. « Ils ont mis tout ce qu'ils avaient dans les mains de l'Irak, a-t-il dit, ils ne peuvent faire plus. Nous leur disons de ne pas se mêler de ce conflit ou cela sera dangereux pour eux. »

L'hodjatolesman a encore déclaré que, pour l'Irak, les dommages de guerre devaient être payés par l'Irak, et non par les autres États arabes qui lui apportent une aide financière. Tous les pays qui aideront Bagdad seront mis sur une liste d'ennemis et de mesures, dont il n'a pas donné la nature, seront prises à leur encontre, a-t-il ajouté.

Questionné ensuite sur les relations entre Téhéran et Washington, il a indiqué qu'il ne voyait pas pour l'instant quand les États-Unis et l'Irak pourraient être à nouveau amis.

« Les États-Unis sont un très grand ennemi pour nous, et nous ne pouvons pas oublier facilement tout ce qu'ils ont fait contre nous », a-t-il dit. Le président du Majlis a en outre

reproché à la France d'avoir aidé Bagdad, ajoutant que les relations entre Téhéran et Paris étaient « difficiles » alors qu'elles n'étaient « pas mauvaises » avec les autres pays européens. Selon lui, l'Iran s'est donné pour but de créer les conditions culturelles et politiques pour exporter la révolution islamique vers d'autres pays exploités.

Interrogé sur les informations faisant état d'attaques contre des étudiants iraniens au Koweït, il a répondu que les relations entre Téhéran et les pays du Golfe étaient jusqu'ici très mauvaises. « Cela attisera notre haine, a-t-il dit, et nous leur répliquerons un jour. »

LE PAPE SE RENDRA EN POLOGNE LE 18 JUIN 1983

Le pape Jean-Paul II fera une visite dans sa Pologne natale à partir du 18 juin 1983, annonce l'agence PAP.

La date de cette visite, reportée à cause de l'insurrection de l'état de guerre en décembre 1981, a été fixée lundi 8 novembre au cours d'un entretien entre Mgr Glemp, le primat de Pologne, et le général Jaruzelski. — (Reuters).

LA BOURSE DE NANCY OCCUPÉE PAR LES SALARIÉS DE « L'EST RÉPUBLICAIN »

Trois à quatre cents salariés de l'Est républicain ont occupé, lundi 8 novembre en fin de matinée, la Bourse régionale de Nancy où avait lieu l'enregistrement officiel du rachat par le Républicain lorrain de 66,72 % du capital de la Grande Chaudière lorraine, laquelle détient 21 % du capital de l'Est républicain (le Monde daté 31 octobre-1^{er} novembre).

Des tracts signés de la C.G.T. (livre, journalistes et employés), du Syndicat national des journalistes, de Force ouvrière et des cadres C.G.C. dénoncent le « ras-le-bol d'être vendu à l'ennemi ».

A Marseille

M. MITTERRAND INAUGURE « L'ORIENT DES PROVENÇAUX »

M. François Mitterrand était, ce lundi 8 novembre, à Marseille pour inaugurer l'ensemble des manifestations consacrées à « L'Orient des provençaux », préparées depuis deux ans, à l'initiative de M. Gaston Defferre, maire de Marseille.

Le président de la République devait visiter quatre des dix-sept expositions évoquant les échanges culturels et commerciaux entre la Provence et l'Orient, l'Islam et l'Afrique du Nord depuis le troisième siècle : L'Orient réel et mythique, au musée Borely ; Les chefs-d'œuvre du musée d'Alger, au musée Cantini ; « Les échelles du Levant », à la Chambre de commerce, Les orientalistes provençaux, au palais Longchamp. A l'issue de cette visite, M. Mitterrand devait prendre la parole au Théâtre de la Criée.

M. TRUDEAU COMMENCE A LILLE UNE VISITE OFFICIELLE DE TROIS JOURS EN FRANCE

M. Pierre Elliott Trudeau commence ce lundi 8 novembre une visite officielle de trois jours en France. Le premier ministre canadien, répondant à une invitation de M. Mauroy, arrive directement d'Ottawa à Lille, d'où il doit se rendre, en compagnie du premier ministre français, au mémorial canadien de Vimy (Pas-de-Calais) pour les cérémonies rappelant l'armistice de 1918. M. Trudeau devait assister de l'après-midi à une réception à l'hôtel de ville de Lille, puis à un dîner offert par le maire, M. Mauroy, dans le grand foyer de l'Opéra.

Le premier ministre canadien, qui sera mardi matin à Paris, prononcera un discours, qualifié d'« important » par son entourage, devant la Chambre de commerce Franco-Canada, puis participera avec M. Mauroy à une séance de travail à Marignol. Il sera reçu par M. Mitterrand à 17 heures et retournera à l'Élysée pour le dîner offert en son honneur par le président de la République.

Mercredi, M. Trudeau se rendra au siège parisien de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.), l'organisme qui regroupe la plupart des pays entièrement ou partiellement francophones, déjeuner avec M. Mauroy à Matignon et donnera une conférence de presse. Le premier ministre fédéral offrira dans la soirée, à l'ambassade du Canada, un dîner en l'honneur de M. Mauroy.

M. Trudeau quittera Paris jeudi matin pour la base militaire canadienne de Lahar, en R.F.A. Il rencontrera le chancelier allemand, M. Kohl, au cours de la journée de vendredi et aura des entretiens privés avec l'ancien chancelier Schmidt avant de regagner Ottawa au cours du week-end.

Mlle Françoise Claude-Lafontaine est nommée ambassadrice à Saint-Vincent-et-Grenadines, en remplacement de M. René de Choiseul-Praslin, par décret publié au Journal officiel du dimanche 7 novembre. Mlle Claude-Lafontaine continuera, comme son prédécesseur, à résider à la Trinité-et-Tobago, où elle est ambassadrice depuis août dernier.

A MARSEILLE, NICE ET PARIS

Soixante-dix personnes sont déjà impliquées dans l'affaire des fausses factures

Les quatre dirigeants de sociétés parisiennes, MM. Alain Serval et Claude Margueret, respectivement président-directeur général et vice-président directeur général d'Interplus, Philippe Robert, gérant de SETRIC et Robert Sentenac, gérant de la SIADIT, interpellés et écroués à Paris (le Monde daté 7-8 novembre) seront transférés à Marseille et, présents, probablement mardi 9 novembre, à M^{re} Marie-Chantal Goss, juge d'instruction chargée de l'affaire des fausses factures. Le magistrat instructeur devrait leur modifier leurs incriminations dans une affaire qui, jour après jour, prend des proportions considérables. Après quelques mois d'enquête les policiers de Marseille ont abouti à des résultats impressionnants. Après l'inculpation des quatre dirigeants de sociétés parisiennes, ce sont au total, et de façon très provisoire, soixante-sept personnes qui — à Marseille, Nice et Paris — se verront impliquer dans cette affaire.

Le P.C.F. dénonce « une campagne tapageuse »

L'arrestation de M. Roger Sentenac, gérant de la société immobilière SIADIT, et l'évocation des relations entre cette société, son gérant, et le parti communiste français ont provoqué, durant le week-end de vives réactions de la part de responsables de ce parti. Dans un communiqué publié dimanche 7 novembre dans l'Humanité-Dimanche, le P.C.F. fait allusion sans le nommer à M. Roger Sentenac : « Au moment où d'autres sont éclaboussés par de multiples scandales, une campagne tapageuse est menée contre le parti communiste français. Droite et fausse gauche tentent ainsi de porter des coups à la force active résolue à mettre en œuvre la politique nouvelle. Comme il est impossible de nier les scandales qui atteignent d'autres formations, on essaie de jeter le doute sur le P.C.F. Il est inadmissible que les télévisions et les radios d'Etat se fassent le véhicule complaisant de telles calomnies. Le parti communiste français ne possède aucune société commerciale, il est donc évident qu'il n'a rien de commun avec telle ou telle société mise en cause actuellement. Depuis longtemps, le P.C.F. a proposé la constitution d'une commission d'enquête publique sur le financement de tous les partis politiques. Il renouvelle cette proposition plus que jamais valable (...). »

Le secrétaire général du P.C.F. M. Georges Marchais, interrogé sur cette affaire dimanche soir 7 novembre lors de l'émission le « Grand jury R.T.L.-le Monde » a admis comme « probable » l'appartenance de M. Sentenac à son parti : « Est-il membre du parti communiste ? On l'a dit et comme un texte que le parti a publié ne l'a pas démenti, c'est probable. Cela étant dit nous n'avons rien à voir avec ces affaires-là. Le parti communiste français n'a aucune entreprise, je dis bien aucune. Ou plutôt il en a, je crois, deux : l'Humanité, l'entreprise de publication de notre presse et une entreprise d'impression, la F.P.I., entreprises qui ont dû être constituées selon la loi de 1901. Nous n'avons aucune autre entreprise. Nous n'avons rien à voir avec ces affaires-là (...). Je comprends la campagne parce qu'il en est tout sérieusement en difficulté, nous pas. L'argent du parti ? Ce sont les cotisations des adhérents, les ristournes de nos élus, les collectes... »

Les administrateurs de la SIADIT ont de leur côté vivement réagi aux informations parues dans la presse déclarant que : « Bien que ne disposant d'aucune information sur le contenu de l'enquête en cours, ils tenaient à dire que contrairement aux affirmations des médias, les enquêteurs ne se sont livrés à aucune vérification de la comptabilité de la société. Celle-ci aurait été mise im-

médiatement à leur disposition que s'ils en avaient manifesté le désir. » Les administrateurs se déclarent « prêts à coopérer avec les autorités judiciaires pour que toute la clarté soit faite et l'honorabilité de la société soit reconnue. »

Il semble bien en effet « probable » que M. Roger Sentenac soit un militant et un militant de longue date du P.C.F. D'origine originaire, cet homme âgé aujourd'hui de soixante-dix ans fut dans cette région chef d'un maquis pendant la Résistance. C'est à cette époque qu'il aurait rencontré Jean Jérôme Gossnat, le spécialiste de la gestion des finances du parti communiste.

M. Sentenac, outre ses fonctions de gérant de la SIADIT aurait exercé des responsabilités dans plusieurs sociétés regroupées au sein du GIFCO (Groupeement d'intérêt économique pour l'équipement et la fourniture des collectivités) notamment la SOCOFAP (Centrale d'achats en papeterie et matériel de bureau) et la SICOPAR (Centrale d'achats en matériel automobile). Les liens entre ces différentes entreprises et le GOFCO sont d'ailleurs évidents puisque le GIFCO, la SOCOFAP, la SIADIT, la SOCOFAP et plusieurs autres sociétés sont domiciliées à la même adresse, 82, rue d'Alsous-des-Berges à Paris (13).

Les liens entre ces différentes sociétés et le parti communiste français n'existent pas, juridiquement et légalement. Ce n'est pas le parti communiste lui-même qui, dans les textes, contrôle le groupe GIFCO et toute une série de sociétés dont la gestion est assumée par des hommes, membres ou proches du parti communiste.

Mais dans les faits, ces liens, au moins d'amitié, existent. Le GIFCO, au même titre que les entreprises du P.C., avait son stand au centre sportif de Saint-Ouen lors du vingt-quatrième congrès du P.C.F. au mois de février dernier, à la différence de la Fête de l'Humanité où les stands peuvent être loués à des entreprises totalement étrangères au parti communiste, dans un but de promotion, les stands occupés, à titre gratuit, lors des congrès du P.C.F. le sont par des organisations ou des entreprises proches.

La SIADIT et au-delà le GIFCO ne sont donc « probablement » pas tout à fait aussi étrangères au P.C.F. que les dirigeants de ce parti l'affirment aujourd'hui. Et le lachage par le parti communiste d'un « probable » quoique vieux militant, montre l'embarras des dirigeants d'un parti à son tour atteint par l'affaire des fausses factures.

Dans le Sud et le Sud-Ouest

LA TEMPÊTE A PROVOQUÉ LA MORT DE SIX PERSONNES

Arbres déracinés, toitures arrachées, lignes électriques et téléphoniques jetées à bas, inondations : la tempête qui s'est abattue sur le sud et le sud-ouest de la France, les 6 et 7 novembre, a provoqué la mort de six personnes, occasionné des blessures à une dizaine d'autres et privé d'eau, de téléphone et d'électricité un grand nombre de communes. Cette tempête a aussi affecté le Portugal et l'Espagne.

C'est dans l'Hérault, où les rafales ont atteint parfois 170 kilomètres à l'heure, que les dégâts semblent les plus importants.

Enfin, durant la nuit de dimanche à lundi, une tempête de fohn s'est abattue sur le massif du Mont-Blanc, arrachant des toitures — dont celle de la caserne des sapeurs-pompiers de Chamonix — et endommageant le casino et la patinoire de la station. Là encore, on ne comptait plus, ce lundi, les lignes électriques brisées, les sapins déracinés et les routes impraticables.

Le numéro du « Monde » daté 7-8 novembre 1982 a été tiré à 480 067 exemplaires.

dunhill LONDON

Inspirée par les plus belles gemmes du monde et les délicates nuances de l'or, de l'argent et de la laque, la haute école du raffinement DUNHILL. Signe ce nouveau succès : le Gemline. Un stylo-bijou que les meilleurs spécialistes-revendeurs seront fiers de vous présenter.

MONT-PARNASSE PARK HOTEL
Groupe Suisse Nova - Park

19, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris.
Tél. : 320 15.51. Téléc. : 200105

Le rendez-vous Swing de Montparnasse.

Pour déjeuner vite, dîner longuement, boire avec volupté, rencontrer les affaires ou bien la tendresse, une atmosphère musicale chaleureuse, swingante, ensoleillée.

Montparnasse Park Hotel - un grand rythme 1000 chambres climatisées, 1500 m² d'espace business modulable, 2 restaurants, 1 bar, parking, etc.

سكنى من الامم